DE LA PEINTURE

DES

MŒURS CONTEMPORAINES.

ŒUVRES COMPLÈTES DE M. DE BALZAC. [1]

La peinture des mœurs appartient à l'historien, au poète dramatique, au romancier. Le premier doit les saisir et les représenter au milieu des faits et des événemens qui composent la vie d'une nation; les deux autres les encadrent dans une fable dont ils disposent, dans une action qu'ils inventent. L'histoire et la poésie sont les deux faces principales de la réalité et de l'art. Qui des deux demande le plus de génie? Question oiseuse. Lorsque de grands esprits sont irrésistiblement entraînés vers l'une ou vers l'autre, ils déploient une puissance souveraine, et, remplissant toutes les conditions du genre qu'ils ont choisi, ils produisent ces œuvres belles et pures dans lesquelles l'humanité contemple son image, comme dans une eau limpide. L'historien voit, le poète crée. Le premier s'empare de la réalité pour nous l'offrir toute vive et sans altération : ce qui le caractérise est l'intelligence. A la suite du second,

(1) 16 volumes in-8°, avec gravures, chez Furne, rue Saint-André-des-Arts, 55.

nous entrons dans un monde qui est son ouvrage. La vie humaine nous y apparaît sous des traits nouveaux, saisissans : elle est revêtue pour ainsi dire d'une pénétrante lumière. C'est l'empire de l'idéal qui s'ouvre à l'imagination, pourvu qu'elle possède à un très haut point le double don de concevoir et de peindre.

Jusqu'à présent les historiens contemporains ont surtout raconté les événemens politiques, laissant à leurs successeurs le soin de caractériser les mœurs de notre siècle. Pour connaître le jugement que notre époque a porté sur elle-même et la manière dont elle a entendu se représenter, il faut interroger le roman et le théâtre; mais, avant de parler aujourd'hui du roman, quel est l'esprit général des mœurs qu'il a entrepris de décrire? Avant d'apprécier le peintre, jetons un coup d'œil sur l'objet même de ses tableaux.

Il est un double caractère qu'on ne saurait refuser aux mœurs françaises, c'est d'être à la fois l'expression la plus ancienne et la plus nouvelle de la civilisation européenne. Au XIIe siècle, l'Europe a les yeux tournés vers Paris, comme au XIXe; elle reconnaissait instinctivement que nous avions pris l'initiative de toutes les grandes directions de l'esprit humain : politique, religion, philosophie. Le roi de France avait, au moyen-âge, une autorité morale que n'exerçait aucun autre prince, et en même temps la monarchie française était pour la papauté un appui et un frein. Voir Paris, étudier dans nos écoles, était l'ambition des imaginations les plus ardentes et des esprits les plus vigoureux en Allemagne, en Italie, en Angleterre. Il y avait donc dès cette époque, au fond de nos idées et de nos mœurs, un mouvement et une vie dont on cherchait à recevoir la chaleur et le contre-coup. Si nous avons, au XVIIe siècle, donné si despotiquement le ton à l'Europe, c'est que l'étude et l'imitation de nos sentimens et de nos manières étaient chez elle une vieille habitude. Cependant le moment arrivait où nous allions mettre la docilité des autres peuples à de rudes épreuves. Avec Louis XIV, la stabilité de l'ancienne société française disparut. Au long règne du grand et vieux roi succéda une mobilité qui dure encore et qui dérouta plus d'une fois ceux pour lesquels nous étions un spectacle et un exemple. Bien des gens en Europe nous croyaient fervens catholiques avec Bossuet, quand nous commencions à être incrédules avec Voltaire. Nous passions pour un peuple amolli, énervé, d'une frivolité incurable, lorsqu'à la fin du dernier siècle nous nous précipitâmes avec impétuosité dans toutes les tribulations de la politique et de la guerre, oubliant les boudoirs pour la tribune et les petits soupers pour le bivouac. Nous n'étions pas à bout de nos métamorphoses. Dans l'étroit espace d'un demi-siècle, notre société nouvelle a eu les aspects les plus divers. Pourquoi donc les jeux, les accidens de sa physionomie, paraissent-ils inépuisables?

La beauté régulière de la figure humaine est l'ordinaire indice du calme de l'ame, et cette tranquillité peut être aussi bien le partage d'une organisation médiocre qui est restée étrangère aux grandes agitations de la tête et du cœur, que d'une organisation supérieure qui a su les dompter. Dans l'un et l'autre cas, rien ne vient altérer la pureté des lignes, la limpidité du regard, rien, sinon l'inévitable et silencieuse action du temps. Si, au contraire, un tempérament plus riche que paisible associe des passions vives à une intelligence prompte et forte, on verra se peindre sur le visage une tumultueuse abondance de sentimens et d'idées qui, sans détruire la noblesse primitive des traits, les éclaireront à chaque instant d'un jour nouveau. Telle est la physionomie de la France. Ses mœurs sont le reflet d'impressions ardentes, contradictoires, tantôt durables, tantôt éphémères : elles sont aussi la traduction dramatique d'idées qui se succèdent et souvent se détruisent avec une surprenante rapidité. Il y a des momens où ce qui ressemble le moins à la France qu'on croyait connaître, c'est la France.

Au milieu de cette mobilité, n'y a-t-il pas un esprit général qui persiste? Il semble que nous ayons toujours en France obéi à deux penchans irrésistibles. Dans nos actions, dans nos mœurs, nous sommes raisonneurs, logiciens. Il faut que nos actes, notre manière de nous conduire et de vivre, soient à nos yeux une conséquence directe des idées que nous réputons les meilleures. Cette conviction, quand elle est vive, nous inspire le désir, et c'est là l'autre trait permanent de notre caractère, d'imposer aux autres nos opinions et nos façons d'être. Nous sommes expansifs au plus haut point, et, à notre insu, notre humeur communicative a quelque chose d'impérieux, tant nous estimons naturel d'associer les autres à la vérité de nos pensées, à l'élévation de nos sentimens! Pour arriver à ce but, nous dépensons de la franchise, de l'enjouement, de la verve, de l'éloquence, et nous excitons tantôt la sympathie, tantôt la contradiction. D'autres peuples vivent pour eux. L'Italien, l'Espagnol, suivent les suggestions de leurs désirs, les élans de leur imagination, sans avoir souci d'être approuvés ou imités. L'Anglais, dans sa fierté, n'a besoin que de sa propre estime. Nous, au contraire, nous cherchons constamment les regards d'autrui pour y lire une opinion sur notre compte. Nous n'avons pas assez de nous-mêmes, et le monde est au moins de moitié dans nos déterminations, nos actes, dans notre façon de juger et de sentir. C'est peut-être pousser trop loin la sociabilité.

L'envie excessive de s'attirer des suffrages et des louanges, la crainte profonde de rencontrer le blâme, de soulever la désapprobation, sont à la fois pour notre caractère un mobile et un écueil, et nous précipitent dans deux extrêmes. Nous sommes fanfarons et hypocrites.

Il y a plusieurs manières d'être fanfaron. Le courage des Français

est si reconnu, qu'ils n'ont jamais été accusés, même par la haine la plus ardente, de faire parade d'une fausse bravoure; mais ils aiment à produire l'étonnement autour d'eux en affichant leurs idées, leurs goûts, leurs sentimens, et ils les exagèrent pour accroître l'admiration. Cette expansion de la vanité se fit voir dans nos mœurs dès qu'elles commencèrent à se polir. Quand, au XVIe siècle, la noblesse quitta ses terres et ses châteaux, où elle ne partageait plus les droits de l'autorité souveraine, pour être assidue auprès du roi, elle donna un aspect nouveau à la société française. Au lieu de rester éparpillée sur mille points du territoire, la fine fleur du royaume se trouva réunie à Paris, à Fontainebleau. Les femmes furent associées à cette vie jusqu'alors inconnue. et elles en devinrent un des principaux attraits. Que de plaisirs piquans! quelle explosion de sensations nouvelles! Pour apaiser la fougue qui les dévorait, les jeunes gens cherchaient à s'étourdir dans le bruit, dans la licence, dans les duels, dans les tournois. Les femmes partagèrent cet enivrement de l'imagination, des sens, de la vanité : elles furent audacieuses dans la galanterie. Nous retrouvons, sous d'autres formes, les mêmes passions à l'époque de la fronde, qui a ses *importans* et ses duchesses. Dans cet héritage, Louis XIV mit l'ordre en le modifiant : il anéantit les derniers restes d'indépendance que gardait la noblesse, proscrivit le duel, et autorisa plus que jamais la galanterie, jusqu'au moment où, par son mariage avec Mme de Maintenon, il donna comme le signal de la pénitence. Durant la vieillesse du roi, dans une nuit de Noël, à Versailles, le duc d'Orléans, assistant à matines et aux trois messes de minuit, surprit la cour par sa continuelle application à lire dans le volume qu'il avait apporté, et qui parut un livre de prières. Aux complimens que le lendemain il reçut à ce sujet, le prince répondit: «Savez-vous donc ce que je lisais? C'était Rabelais que j'avais porté de peur de m'ennuyer.» On peut juger de l'effet de cette réponse, dit Saint-Simon, et il ajoute : «La chose n'était que trop vraie, et c'était pure fanfaronnade.» Louis XIV, on s'en souvient, appelait son neveu un *fanfaron de crimes*. Par quel entraînement bizarre un prince aimable et brillant, brave comme Henri IV, remarquable par son esprit dans une cour spirituelle, employait-il les dons heureux que lui avait prodigués la nature à se faire une détestable renommée? Il était poussé par une irrésistible envie de secouer le joug qui pesait sur toutes les têtes; en cela, il était le représentant aventureux et privilégié de tous ceux que fatiguait non pas la religion, mais la bigoterie, de tous ceux qu'opprimait l'agonie tyrannique d'un règne dont la longueur ternissait la gloire. La fanfaronnade du prince qui plus tard gouverna la France n'était pas tant l'effet d'un caprice individuel que la pétulante expression des sentimens répandus et comprimés dans beaucoup d'ames. On se sentait vivement froissé, mais on n'osait rien; le jeune Arouet était

encore au collége, et il se trouva que le duc d'Orléans fut voltairien avant l'avénement de Voltaire.

C'est surtout au XVIII[e] siècle que se produisit cette connexion étroite que nous avons signalée entre les idées et les mœurs. L'essor que prit la pensée changea rapidement la manière d'être et de vivre. On vit les rangs se confondre et les barrières sociales tomber. Le théâtre ne retentissait-il pas de la maxime : *les mortels sont égaux ?* La noblesse perdit du terrain, l'argent en gagna, et les grands seigneurs ne purent plus humilier les financiers. Le talent littéraire devint un pouvoir, et les gens de lettres furent non plus protégés, mais fêtés; ils eurent des flatteurs. On courait au plaisir au nom de la philosophie; quoi de plus charmant? On se croyait en possession des deux plus grands biens du monde, le bonheur et la vérité. Aussi la société avait-elle alors un ton bruyant, une allure hardie, une verve licencieuse; on ne doutait de rien, et l'on se permettait presque tout.

Cette gaieté fanfaronne était une réaction contre la gravité hypocrite qui avait été si puissante dans la dernière moitié du XVII[e] siècle. De tout temps, les hommes ont cherché à dissimuler leurs vices et à donner le change sur leurs qualités; toutefois l'hypocrisie proprement dite appartient surtout à la civilisation moderne. Sur ce point, la nature humaine a révélé d'étranges profondeurs. J'en voudrais indiquer les raisons. Dans les sociétés antiques, l'homme était invité à la vertu par la voix de sa conscience, par les conseils de la philosophie, par la bonne renommée qui s'attache à la pratique du bien. La religion n'intervenait pas dans la direction de sa vie. D'un autre côté, la vertu, qui devait être l'objet de son ambition, était plutôt une vertu politique, utile à la patrie, qu'une vertu morale voulant descendre dans tous les replis du cœur; elle demandait plus d'héroïsme que de délicatesse. Cependant une religion nouvelle vint changer les conditions de la vertu; elle recula les limites de la conscience et de la moralité. Les premiers devoirs de l'homme furent dans ses rapports avec Dieu et dans sa propre sanctification; l'empire de la spiritualité commença. L'ame et l'imagination virent s'ouvrir devant elle des régions inexplorées, des abîmes inconnus. Elles s'y précipitèrent avec une avidité inquiète, avec épouvante; mais leur terreur se tourna bientôt en sombre volupté. Pourquoi sommes-nous contraint de constater que, dans cette rénovation morale du genre humain, le mal eut sa part et ses conquêtes? La religion qui changeait ainsi l'homme et la face du monde joignait à l'autorité de ses doctrines un culte pompeux et des pratiques obligatoires pour tous, à l'observation desquelles on reconnaissait les croyans. Les mauvaises passions comprirent bientôt qu'en se conformant à toutes ces pratiques, elles pourraient se satisfaire elles-mêmes impunément. Elles prirent tous les signes extérieurs de la piété, de la foi; elles usurpèrent la puissance et

le respect qui ne sont dus qu'à la vérité. Ainsi, à côté de la vertu chrétienne s'installa l'hypocrisie. Ses prospérités furent admirables. Quand le vice marchait à visage découvert, il courait souvent d'assez sérieux dangers; sous le masque de la dévotion, il se trouva honoré, heureux, triomphant. Devant lui se déroulèrent des perspectives nouvelles, et il put assurer son empire par des transformations infinies. Nous pouvons en croire un témoin immortel; Molière, en 1665, faisait dire à don Juan : *L'hypocrisie est un vice à la mode.* Il y avait encore alors une autre chose qui était fort à la mode et qui dominait les mœurs : c'était la religion, dont l'esprit de mensonge empruntait les traits et imitait le langage avec une désespérante habileté. Il n'a pas été permis au christianisme d'initier l'homme à une plus profonde connaissance du bien moral, sans lui livrer en même temps les moyens de rendre plus dangereux les artifices du mal et de l'imposture. Ce n'est pas là une des moins tristes preuves de l'inépuisable malignité de la nature humaine.

L'estime et la faveur qui s'attachent aujourd'hui aux croyances religieuses ne sont pas l'unique cause qui, après la licence du XVIIIe siècle, a rétabli parmi nous l'autorité de l'hypocrisie. Il y a d'autres raisons qui la font fleurir. Nous vivons sous l'œil d'une publicité babillarde, et ceux qui ont à craindre ses récits indiscrets lui opposent la dissimulation comme un bouclier. D'un autre côté, dans un régime électif où chacun a besoin de la voix de son voisin pour être quelque chose, adjoint du maire, ou conseiller municipal, ne faut-il pas se parer de vertus indispensables? Comment s'étonner que la bienfaisance, la philanthropie, la politique et l'esprit de parti aient leurs hypocrites? On se tromperait néanmoins si l'on voulait faire de l'hypocrisie comme la note dominante des mœurs contemporaines, dont le caractère est précisément de ne pouvoir être caractérisées par un seul fait, par un seul mot. Notre époque assemble tous les contraires; elle les pondère les uns par les autres. Non-seulement, à côté de l'hypocrisie, voici la licence et l'audace, mais le bien sert aussi de notable contre-poids au mal. S'il y a de viles convoitises, il y a de nobles dévouemens au bonheur, à l'éducation des masses; à l'indifférence, à l'égoïsme, on peut opposer de vives aspirations vers ce qui est vrai, vers ce qui est beau. Seulement la grandeur de notre époque est complexe, elle se dissémine, et, à force de s'étendre, elle s'efface. Peu de croyances communes, beaucoup d'efforts isolés. L'industrie, la politique, la religion, la littérature, forment autant de mondes séparés entre lesquels on cherche en vain un point central. Entre les tendances et les prétentions contraires, les forces se balancent: nulle part on ne sent cet ascendant supérieur qui fixe la victoire et imprime l'unité.

Nous trouvons les preuves et les effets de cette indécision chez les femmes et dans la jeunesse. Pourquoi les femmes au XVIIe siècle exer-

cèrent-elles tant d'empire parmi nous? c'est qu'elles vivaient au milieu d'une société dont les convictions et les idées étaient solidement établies. Les femmes les acceptaient comme des principes au-dessus de tout débat, et, par leur aimable influence, elles les affermissaient encore. Elles étaient tranquilles sur leur propre puissance, elles en jouissaient d'une manière non moins spirituelle que sensée, et Molière n'avait qu'à jeter les yeux autour de lui pour saisir les principaux traits dont il composa l'admirable type d'Elmire, où se trouvent associés, avec un charme ineffable, la grace et le devoir, l'enjouement et la raison. Aujourd'hui les femmes sont bien loin de cette sécurité sur le rôle qu'elles ont à remplir, elles laissent voir des prétentions inquiètes et ambitieuses qui, au lieu de consolider leur règne, y portent le trouble. A coup sûr, les plus brillantes d'entre elles n'ont pas moins d'esprit que n'en eurent les femmes qui causèrent avec M. de la Rochefoucauld et Racine; il y a même dans l'imagination de quelques-unes de celles qui écrivent de nos jours un élan supérieur, et cependant, en dépit de cette distinction, on sent quelque chose de discordant, de faux et de confus. Les femmes se sont mises avec les hommes à la recherche de la vérité métaphysique et sociale, et cette poursuite leur réussit moins encore qu'à nous; elle les déplace sans leur faire jamais toucher le but. Il faut mettre ces méprises surtout à la charge de notre siècle, qui, restant suspendu entre les anciennes croyances et les idées nouvelles, n'indique pas avec l'autorité nécessaire aux ames ardentes où elles doivent chercher une réponse à leurs incertitudes et un remède à leurs tourmens.

Les traits généraux qui caractérisent la jeunesse sont les mêmes dans tous les pays et à toutes les époques : l'ardeur du sang, l'exaltation du tempérament, l'épanouissement de la vie, l'impétueuse candeur des illusions. Quant aux traits particuliers, si nous ne rencontrons rien d'original dans la jeunesse de nos jours, nous en accuserons encore notre siècle, et la confusion contradictoire de ses mouvemens et de ses pensées. Où se prendre? à qui croire? Faute de trouver à quoi donner sa foi et son dévouement, beaucoup de jeunes gens livrent leurs plus beaux jours à des dissipations vulgaires. Les plus vifs se moquent de la vie avant de la connaître, mais cette ironie prématurée n'a pas de trop funestes conséquences. Comme la jeunesse n'a plus de grands élans, elle ne peut tomber que dans de petits désordres. Les plus sages prennent le masque et les calculs de la maturité; ils s'étonnent d'être encore à vingt ans sans situation, sans influence; à leurs yeux, leur époque n'a qu'un tort, c'est d'être trop lente à récompenser leur mérite. C'est l'égoïsme dans toute son ingénuité, dans toute sa primeur.

Si notre siècle avait des croyances plus fermes, aurait-il tant de peine à résoudre le problème de l'éducation? Dans les époques où les convictions sont profondes, il n'y a pas d'hésitation sur la manière d'élever

la jeunesse. Aujourd'hui l'église seule sait ce qu'elle veut dans cette grande affaire, parce que son point de départ et son but sont clairement déterminés; mais ni l'état, ni les familles n'ont cette décision de vues et de sentimens. L'état n'a pas assez de foi en lui-même et dans ses propres doctrines pour refuser ce qu'on lui demande, c'est-à-dire de nombreuses dérogations au principe de l'unité; il ne défend qu'avec mollesse cette forte maxime, que l'unité de la patrie appelle l'unité d'enseignement. A leur tour, les familles ne réclament la liberté que pour en faire l'usage le plus contradictoire; la faculté qu'elles revendiquent d'élever leurs enfans à leur guise mettra dans tout son jour la divergence anarchique des opinions qui se partagent aujourd'hui la société. Il y a au fond, non-seulement de nos idées, mais de nos mœurs, un scepticisme dont l'action est continue. Sans consistance, nos mœurs ont quelque chose de transitoire, d'éphémère. Héritiers de deux révolutions, nous sommes sans enthousiasme et sans goût pour de nouvelles commotions politiques : c'est un bien; malheureusement nous n'avons pas encore trouvé notre équilibre moral, et voilà notre faiblesse. Les traditions, les croyances, les idées, les opinions de la société française forment comme un vaste chaos que traversent en tous sens des rayons lumineux; mais l'ordre et l'harmonie n'y règnent pas encore. Ce sera l'œuvre de l'avenir.

Maintenant, en face de cette société ainsi faite, quelles seront les qualités les plus nécessaires au romancier qui aura l'ambition d'en tracer la peinture? Avant tout, il lui faudra une rare souplesse d'esprit, une flexibilité vigoureuse qui lui permettent de prendre successivement tous les points de vue et tous les tons. Il n'aura pas moins besoin d'associer à l'observation un jugement supérieur, car ce ne sera pas assez pour lui de voir : il devra juger, non pour rendre des arrêts pédantesques, mais pour ne pas nous montrer les choses sous de fausses couleurs. La verve comique lui est indispensable, mais il ne faudra pas qu'elle emporte jusqu'à la caricature celui qu'elle animera. Nos mœurs, à l'exception de quelques accidens, se composent presque toujours de nuances délicates et fugitives : comment les rendre, si on écrase le pinceau sur la toile? Il est des choses sur lesquelles on sera d'autant plus vrai qu'on sera plus vif et plus preste. L'amplification et la lourdeur sont de mortels obstacles aux impressions profondes. Parfois les écrivains s'imaginent qu'ils duperont les lecteurs par les artifices de l'exagération; il leur arrive plutôt de se duper eux-mêmes et de contracter des habitudes dont ils ne peuvent plus s'affranchir. Alors la grossièreté prend la place de l'énergie.

La mesure et la grace dans la force sont le partage de quelques époques privilégiées, parmi lesquelles malheureusement on ne saurait compter la nôtre. Tout concourt à pousser aujourd'hui les talens les

plus distingués sur la pente fatale de l'exagération, l'impatience de produire, la témérité et les hasards de l'improvisation, la faiblesse du jugement que l'imagination égare et opprime. Nos artistes les mieux doués tombent de bonne foi dans les excès de la force, et ils grossissent les objets démesurément. Sans doute l'atmosphère qui les enveloppe, le milieu dans lequel ils vivent, leur inspirent cette disposition; mais je voudrais les voir réagir, reprendre le dessus, et, sans rompre avec leur époque, lui faire sentir leur ascendant au lieu d'en subir la loi. Par malheur, dans les régions de l'art et de la pensée, notre siècle, comme ailleurs, n'a guère que des courtisans. Comment s'étonner qu'il n'ait pas beaucoup de respect même pour les plus brillans de ses flatteurs? Où trouve-t-il cette sérénité calme du génie qui, tout en travaillant pour la foule, la domine, la contredit, et finit par la subjuguer en la charmant? C'est cependant lorsque cette tranquille fierté règne dans l'ame et dans l'imagination de l'artiste qu'il peut seulement transformer, idéaliser ce que la réalité lui fournit. C'est avec cette légitime assurance que Machiavel créa *le Prince* et Molière *Alceste* : types immortels, parce qu'en prenant pour point de départ tel personnage, Machiavel et Molière se sont élevés à la vérité générale, à la vérité de tous les temps.

Nous eussions voulu n'avoir pas à sortir de notre siècle pour citer d'illustres exemples, heureux si nous eussions pu signaler chez un de nos contemporains ces qualités du génie qui, d'accord avec lui même par l'harmonie qu'il a su établir entre tous ses mouvemens, apprécie les acteurs de la vie humaine avec une équitable profondeur, domine la scène et nous en fait une peinture d'autant plus fidèle qu'il la transforme par la puissance de l'invention. Néanmoins, si la satisfaction sans égale, la joie pure que donnent le beau et le vrai élevés à de grandes proportions, nous manquent, nous trouvons un dédommagement, dont nous n'aurons garde de ne pas tenir compte, dans les efforts et dans les productions d'un talent qui a une incontestable vigueur. Personne n'ignore qu'avant le commencement de sa juste célébrité, M. de Balzac a, sous divers pseudonymes, publié de nombreux volumes. Nous ne rappelons ces débuts pénibles et obscurs que pour constater sur-le-champ le caractère principal de la manière de M. de Balzac : ce caractère, c'est l'effort. Jamais écrivain n'eut plus à lutter, à se débattre au milieu du chaos de son esprit. La lumière a brillé tard, et, dans les meilleures œuvres de l'écrivain, elle est encore souvent offusquée par d'opiniâtres ténèbres. Singulière et perpétuelle alternative de force et d'impuissance! Tantôt le travail triomphe, et trouve sa récompense dans des résultats excellens, dans de remarquables effets, dans un succès populaire et mérité; tantôt la nature rebelle de l'artiste résiste à tous

les assauts que lui livre la volonté, qui s'acharne sans vaincre, et l'ivraie domine.

La restauration touchait à son terme, quand, après plus de dix ans d'essais inaperçus, M. de Balzac parvint à attirer enfin sur lui l'attention en peignant la Bretagne dans les derniers momens de la lutte des chouans avec la république, et en médisant du mariage. M. de Balzac flottait alors entre Walter Scott et Rabelais; s'il avait réussi à convaincre des lecteurs déjà nombreux qu'il avait du talent, il cherchait encore sa voie, lorsque la révolution de 1830 éclata. En voyant disparaître comme par un tragique enchantement la société de la restauration, avec laquelle il avait compté vivre, et dont il avait espéré conquérir les suffrages, M. de Balzac éprouva un désappointement qu'il tourna bientôt en inspiration. Un changement de scène si subit et si complet; l'avénement de nouveaux acteurs dans tous les emplois, dans toutes les situations; le déchaînement de convoitises exaspérées par une longue attente et maîtresses enfin de leur proie; l'explosion de toutes les passions, de toutes les théories, de toutes les erreurs; ce mélange confus d'enthousiasme et de cynisme ayant dans les esprits et dans les mœurs de sinistres ou piquans reflets, tout cela parut à M. de Balzac comme une provocation ardente à peindre ces métamorphoses imprévues. Il accepta avec vivacité, avec amertume les sujets nouveaux que venait lui offrir une révolution. La mine était riche; mais voici l'écueil. Le romancier n'eut pas l'esprit assez supérieur, assez ferme pour contenir son ironie dans les limites de l'équité, et il la laissa déchoir jusqu'à un pessimisme sans restrictions. La société française, telle qu'elle apparut à M. de Balzac après le changement politique de 1830, ne fut plus qu'une assez mauvaise compagnie où la probité chez les hommes était fort chancelante, et la vertu des femmes très problématique. « Nous, véritables sectateurs du dieu Méphistophélès, s'écrie en 1831 un des personnages de M. de Balzac, avons entrepris de badigeonner l'esprit public, de rhabiller les acteurs, de clouer de nouvelles planches à la baraque gouvernementale, de médicamenter les doctrinaires, de recuire les vieux républicains, de rechampir les bonapartistes et de ravitailler les centres, pourvu qu'il nous soit permis de rire *in petto* des rois et des peuples, de ne pas être le soir de notre opinion du matin, et de passer une joyeuse vie à la Panurge ou *more orientali*, couchés sur de moelleux coussins (1). » Voilà dès le début à quels excès s'emportait la verve du romancier, et ces excès devaient encore être dépassés. Quelques années après, il faisait de la vie littéraire une peinture désespérée, hideuse : il représentait la réputation comme une prostituée, tantôt sous

(1) *La Peau de chagrin*, 1831.

les traits de la pauvre fille qui gèle au coin des bornes, tantôt sous ceux de la femme entretenue qui sort des mauvais lieux du journalisme; enfin pour quelques heureux, la Renommée était la brillante courtisane insolente qui a des meubles, une voiture, et peut faire attendre ses créanciers (1). Ainsi la littérature était immolée comme la politique.

Le romancier traite-t-il mieux le monde et les femmes? Il se dépense beaucoup d'esprit dans les salons que M. de Balzac ouvre au lecteur dans ses romans; mais, dans leurs causeries, ses personnages n'ont qu'une pensée, c'est de se moquer les uns des autres et d'eux-mêmes avec plus ou moins de finesse, de se bien prouver mutuellement qu'aucun d'eux ne croit à rien; c'est une continuelle fatuité dans le vice, sans repos ni trève, à mille facettes, et qui ne fatigue pas moins que ne ferait une perpétuelle prédication de la vertu. Est-il vrai que les femmes doivent à M. de Balzac une reconnaissance aussi vive que quelques-unes l'ont prétendu? Nous savons qu'il a placé dans ses récits plusieurs figures touchantes où le dévouement de la femme, ses vertus, sont idéalisés dans toute leur puissance, dans tout leur charme, comme Marguerite Claës, Renée de Maucombe, Eugénie Grandet, M[me] Firmiani et quelques autres; mais, si de ces types privilégiés nous passons à la peinture générale des femmes, quel contraste! Au moment où il semble le mieux célébrer leur empire, où il les dote d'un seconde jeunesse à trente ans, et à quarante ans d'une dernière et magnifique splendeur, ne les dégrade-t-il pas quand il arrive à décrire non plus leurs charmes, mais leur caractère? C'est alors que nous apprenons dans M. de Balzac que les femmes sont des poêles à dessus de marbre. C'est déjà fort triste; pourtant la leçon va plus loin, car le romancier pose en axiome qu'il y a toujours un fameux singe dans la plus jolie et la plus angélique des femmes, et il ajoute, pour ne pas laisser le moindre doute sur l'importance qu'il attache à cette pensée, qui pour lui n'est pas une boutade : « A ce mot, toutes les femmes baissèrent les yeux comme blessées par cette cruelle vérité, si cruellement formulée (2). » Ici, sans le vouloir, le romancier nous livre son secret : ce qu'il dit des femmes, il le pense de tout le monde; il estime au fond qu'il n'y a rien de sincère dans la vie humaine, que tout y est ruse et fiction. Nous ne dirons point à M. de Balzac qu'une pareille opinion est immorale, et qu'elle lui a inspiré bon nombre de pages dangereuses qui ont pu porter le trouble et le désordre dans beaucoup d'esprits : ce reproche pourrait le faire sourire; peut-être même ne lui déplairait-il pas, car il attesterait sa puissance. Nous ne changerons pas la critique en sermon, et les consé-

(1) *Illusions perdues*, 1835.
(2) *Scènes de la vie privée.*

quences que nous tirerons du jugement général de M. de Balzac sur la nature humaine seront toutes littéraires. Un pessimisme universel et systématique peut être, entre les mains d'un homme de talent, un caprice, une gageure, un parti pris, une arme; il n'a jamais été le point de vue du génie, ni même du bon sens. Quelques amis peu prudens ont prononcé le nom de Molière à l'occasion de M. de Balzac : trouvent-ils dans l'auteur du *Misanthrope* cet impitoyable acharnement, cette sorte de joie funeste à toujours mal parler du genre humain? Non, la clairvoyance de Molière ne le conduit pas à cette extrémité. Plus il connaît la nature humaine, plus il la sait en de notables parties bonne, grande, sensée, douée des forces nécessaires pour lutter contre le vice et le mal. Aux travers de l'esprit et du cœur, à la science pédante, au faux goût, à l'égoïsme, il oppose la raison, la rectitude, l'amour du vrai, une sensibilité sincère, parce qu'il est convaincu que ces bonnes qualités de l'homme ne sont pas moins réelles que les mauvaises. Pour lui, la vertu n'est pas quelque chose de convenu, d'artificiel, dont il est bon, aux yeux de quelques habiles, que la foule soit dupe : elle est le résultat positif des mouvemens généreux et des sages habitudes de l'ame; aussi lui assigne-t-il une place non moins considérable que celle du vice dans la vie et dans son œuvre. C'est à Molière, puisqu'il faut le rappeler à M. de Balzac, que nous devons vraiment la comédie humaine; son comique est immortel et devient de plus en plus communicatif, même à deux cents ans de distance, parce qu'au fond on y sent de la bonté. Avec lui nous rions, nous nous indignons de nous-mêmes, mais nous n'en désespérons pas; il nous éclaire, il nous remue, il ne nous glace point par une vénéneuse ironie.

Au-dessous de ce rang suprême, occupé par la souveraineté du génie, il y a de belles places à conquérir par le talent que recommandent de fortes qualités. Une rare faculté d'observation est échue à M. de Balzac, dont le regard est pénétrant et vif. Dans toutes les parties, derrière tous les personnages de la vie sociale, nous rencontrons l'œil rayonnant et malin du romancier qui plonge dans tous les détails. Rien n'échappe à sa curiosité, et la patiente subtilité de son analyse fouille les recoins les plus obscurs de nos mœurs, de nos habitudes. Aussi M. de Balzac, quand il se met à écrire, a-t-il toujours à sa disposition des faits, des types nombreux : chez lui, les matériaux abondent. Cette richesse n'est pas une des moindres causes de l'impression profonde qu'il arrive souvent à produire. Il n'entreprend rien sans avoir dans ses magasins, je veux dire dans ses notes, des provisions accumulées.

Plus l'amas de matériaux s'élève sous les yeux de l'écrivain, plus lui est nécessaire la puissance de les coordonner, ou plutôt, car nous sommes dans l'empire de l'art, de les transformer en une création

originale. C'est là le domaine de l'invention, qui se compose de deux élémens, une pensée et un drame. Sans l'appui d'une pensée grande et féconde, une action, si étourdissante, si incidentée qu'elle soit, ne laissera pas dans l'esprit une impression durable; elle pourra l'amuser un moment, mais non le remplir et le captiver. D'un autre côté, sans une action vive, fortement nouée, la pensée la plus belle, la plus juste, n'aura pas de prise sur l'imagination et restera stérile : la plupart des hommes ne réfléchissent et ne sentent la vérité qu'après avoir été profondément émus. Quand la pensée et l'action auront une égale consistance, cette harmonie produira une œuvre dont les solides beautés satisferont à la fois la foule et la critique. C'est ce qui est arrivé à M. de Balzac, quand il a composé *la Recherche de l'absolu*, où la pensée philosophique, l'animation du drame et les accessoires pittoresques sont admirablement combinés. Depuis, il a été rarement aussi heureux; néanmoins il se montre presque toujours doué d'une imagination inventive. Les aventures qu'il raconte sont à la fois assez vraisemblables et assez singulières pour attacher le lecteur. Dans ses romans, ses personnages sont animés, la vie y fermente, l'air y circule; il est vrai qu'il n'est pas toujours très pur, mais enfin on reçoit de ce milieu où vous jette le romancier, de cette atmosphère dont il vous enveloppe, des émotions réelles et d'une âcreté pénétrante. Tout en reconnaissant que l'écrivain s'emporte souvent au-delà du vrai, on le suit : néanmoins il est des momens où ses fautes sont assez graves pour détruire entièrement les effets qui semblaient heureux. Nous voulons parler de ces caractères poussés à des extrêmes dans lesquels la nature ne tombe pas, de ces catastrophes d'une chimérique invraisemblance par lesquelles l'auteur coupe brusquement ce qu'il désespère de dénouer, de ces personnages monstrueux tels que le forçat Vautrin, personnage auquel M. de Balzac semble ne pouvoir renoncer. En face de pareils excès, le lecteur, qui s'était laissé entraîner jusqu'alors, s'effarouche, se révolte, et l'écrivain perd sur lui tout empire pour avoir voulu l'étendre outre mesure par de tristes exubérances. C'est par son fait que le charme est rompu : lui-même a brisé le talisman.

Pourquoi avons-nous aussi à reprocher à M. de Balzac d'avoir souvent privé ses peintures du premier de tous les attraits, l'attrait de la variété, par la singulière manie de toujours ramener sur la scène les mêmes personnages, les mêmes types, les mêmes noms? On ne saurait, à la suite de M. de Balzac, entrer dans un salon, aller à l'Opéra, se promener aux Tuileries, sans rencontrer M[me] d'Espard, les duchesses de Langeais, de Carigliano et de Maufrigneuse, M[me] de Serizy, M. de Marsay, le général Montriveau, les deux Vandenesse, M. de Rastignac, Canalis, le banquier du Tillet. Le romancier s'est imaginé que, par cette reproduction inces-

sante des mêmes acteurs dans des œuvres diverses, il arriverait à séduire, à tromper le lecteur, qui se croirait avec eux dans le monde réel : c'est une erreur de jugement. L'illusion que peut créer l'art a ses limites et ses conditions. Les mêmes personnages que l'artiste, dans un moment donné, sera parvenu à revêtir des apparences de la vie deviendront faux si on les déplace, si on les transporte dans une autre action : ils risqueront fort de n'être plus que des mannequins. Dans ses immenses mémoires, le duc de Saint-Simon peut, à chaque instant, revenir sur les acteurs de son siècle, parce qu'il y revient avec l'inépuisable richesse de la réalité. Roi, princes, courtisans, femmes de la cour, présidentes et bourgeoises, magistrats, gens de finances, beaux esprits, sont tour à tour saisis, quittés, repris par ce grand peintre, qui, creusant son sujet sans jamais l'épuiser, sait en tirer des effets toujours nouveaux. Les créations artificielles ne sauraient offrir de semblables ressources. C'est pour n'avoir pas compris cette différence que M. de Balzac, avec tout le mouvement de son imagination, tombe trop souvent dans la monotonie.

Examinons de plus près encore ses procédés d'exécution. Au XVIIe siècle, c'était la dissertation qui dominait dans le roman. Les personnages de *Clélie*, d'*Artamène*, avaient sur l'amour, sur le *Tendre*, d'interminables entretiens, qui étaient à la fois l'écho et l'aliment des conversations du monde. On passait alors la vie à causer; on ne se lassait pas d'analyser les nuances les plus fugitives du sentiment, tous les replis, tous les détours du cœur. A la dissertation galante succéda la dissertation philosophique. On mêla, dans le dernier siècle, aux scènes de boudoir et d'alcôve des tirades sur le duel, sur le suicide, sur la religion naturelle. Avec Walter Scott, qui accomplit une révolution heureuse dans l'art du roman, toute dissertation disparut, et nous eûmes le règne de la description. Puisque, par sa fantaisie toute puissante, le romancier a le droit de tout créer, l'action, le théâtre où elle se passe et les personnages qui la jouent; puisque, même dans les emprunts qu'il fait à l'histoire, il use d'une liberté contre laquelle on ne réclame pas, pourvu qu'elle se montre habile, il est évident qu'il devra demander à la description toutes ses ressources, tous ses effets. Il faut qu'il ait à sa disposition une nature resplendissante et variée, des sites pittoresques, des lieux marqués d'un caractère sauvage, des châteaux d'un sombre aspect, des palais d'une riche architecture, de vieilles cathédrales, des rues tortueuses, d'ignobles carrefours, des costumes étranges, des ameublemens bizarres, enfin tous les trésors et toutes les misères de la réalité. Seulement, si tout lui est livré, c'est à la condition qu'il y mettra une réserve discrète, et ici la discrétion, c'est le choix, c'est l'art. Or, ce que savent le moins la plupart des écrivains de nos jours,

c'est de choisir; ils entassent, ils accumulent les faits et les détails, sans préférence, sans discernement. Ils s'imaginent, avec cette prodigalité, produire sur les esprits une impression forte, et donner de leur puissance une grande idée. Le plus souvent ils impatientent et lassent le lecteur. L'attention, surtout celle qu'on accorde aux accessoires d'un tableau, a ses limites : elle s'émousse, elle languit, si on lui offre d'interminables descriptions, qui retardent ou interrompent les développemens d'un drame promis ou commencé. Parfois aussi la description est le refuge de l'auteur aux abois qui ne sait plus où conduire ses héros, parce qu'il s'est égaré dans le labyrinthe dont il a lui-même étourdiment multiplié les replis. Le lecteur s'aperçoit de l'expédient, et,

> *S'il* saute vingt feuillets pour en trouver la fin,

si, par un dernier mouvement de curiosité, il cherche le dénoûment, il arrive au terme avec une dédaigneuse pitié pour l'imprudent qui a si mal mesuré la carrière qu'il devait fournir. Les véritables artistes, poètes et prosateurs, peignent à grands traits plutôt que longuement; ils ne demandent pas la magie des effets à l'accumulation, à la prolixité, mais à la précision et à une sobriété qui, loin d'exclure la force, l'augmente en la ménageant.

Nous regrettons d'autant plus que M. de Balzac ne soit pas assez frappé des avantages de cette judicieuse réserve, que son talent descriptif est vraiment supérieur. Il y a dans ses romans des intérieurs de famille, des types, des caractères auxquels il a su donner un relief tout-à-fait saisissant. On a comparé ces vives peintures aux toiles de maîtres célèbres, et, à propos de M. de Balzac, on a prononcé les noms de Gérard Dow, de Teniers, de Miéris, de Rembrandt. La comparaison n'est pas sans justesse; seulement il eût fallu ajouter que la plume de M. de Balzac n'avait pas la discrétion du pinceau des Flamands. Ces derniers savaient s'arrêter au moment où ils eussent gâté leur ouvrage en s'y acharnant encore. Le romancier n'est pas toujours capable de cette modération. Souvent à de vives couleurs il en ajoute de criantes : là où un dessin ferme et simple eût été d'un grand effet il met des enluminures d'un ton faux. Quand la peinture concise et nette d'un lieu ou d'un personnage eût mis le comble à l'émotion du lecteur, il l'accable et le déroute par des développemens descriptifs sans proportions et sans mesure. Voici d'autres fautes non moins contraires à la rapide gradation du récit. M. de Balzac a pensé, non sans raison, que la connaissance des faits et des détails inhérens à certaines professions, l'étude de particularités curieuses, l'emploi du langage technique dans quelques occasions, pourraient donner à plu-

sieurs endroits de ses romans plus de vraisemblance et d'intérêt. Ce procédé convenait d'ailleurs à sa manière, qui est de compliquer et d'enrichir le plus possible les accessoires du tableau. On peut l'employer, pourvu que ces moyens d'effet n'aillent pas contre l'effet même par la lourdeur ou la diffusion. M. de Balzac tombe plus d'une fois dans cet inconvénient. Ainsi, dans *le Contrat de mariage*, après avoir avec bonheur placé en présence l'un de l'autre deux notaires, le bon M. Mathias, respectable débris de ces incorruptibles dépositaires des secrets et de la fortune des familles, et maître Solonet, l'un de ces brillans hommes d'affaires qui ont voiture et font des spéculations avec les capitaux de leurs cliens, le romancier entre dans tant de détails, il insiste si fort sur les droits des parties contractantes, sur les comptes de succession et de tutelle, sur la constitution d'un majorat, que cette scène, d'abord vive et bien menée, finit par devenir obscure et fatigante. Au milieu des infortunes de *César Birotteau*, au moment où l'infortuné parfumeur dépose son bilan, M. de Balzac impose au lecteur une dissertation sur la faillite, *ce beau drame commercial qui a trois actes distincts : l'acte de l'agent, l'acte des syndics, l'acte du concordat*, et sous ces trois chefs il nous donne ses commentaires. M. de Balzac sait trop le droit pour un romancier, et dans plusieurs occasions il nous a fait penser à Chicaneau racontant son procès :

. . . . Je produis, je fournis
De dits, de contredits, enquêtes, compulsoires,
Rapports d'experts, transports, trois interlocutoires,
Griefs et faits nouveaux, baux et procès-verbaux.
J'obtiens lettres royaux et je m'inscris en faux.
Quatorze appointemens, trente exploits, six instances,
Six vingts productions, vingt arrêts de défenses,
Arrêt enfin. . . . .

M. de Balzac met de l'amour-propre à nous montrer qu'il sait les affaires et la jurisprudence; il nous égare tantôt dans les détours de la procédure, tantôt dans les secrets de la police : il ne nous fait grace de rien. Au reste, cette intempérance n'est pas toujours volontaire. La force manque trop souvent à M. de Balzac pour se ramener lui-même à de justes proportions et s'y tenir. C'est ce qui nous conduit à apprécier son style.

Sans un travail assidu, sans une réflexion profonde, il n'y a pas de style, puisque le style est dans son essence un choix judicieux entre toutes les pensées de l'écrivain, qui, fécondé par la méditation, discerne la meilleure manière de les rendre. Cette double élaboration du fond et de la forme est plus ou moins longue, suivant la nature des esprits.

Il est des génies heureux chez lesquels l'harmonie de l'expression et de l'idée ne se fait pas trop attendre : après quelque temps, elle jaillit complète et brillante. D'autres imaginations, au contraire, ne doivent qu'au plus rude labeur l'enfantement de ce qu'elles ont conçu, et encore, dans ce qu'elles produisent, l'harmonie dont nous parlons est trop souvent troublée. C'est parmi ces esprits dont les fruits sont lents à mûrir, et ne sont pas toujours savoureux et beaux, qu'il faut placer l'organisation de M. de Balzac. Que de peine il se donne pour écrire! Que de tâtonnemens pour trouver le style convenable au sujet choisi! Puis, chemin faisant, que de déviations, quelle bigarrure, quelle confusion de couleurs et de tons! Quand on parcourt les salles d'un vaste magasin de curiosités, on est en face d'un chaos où se trouvent les débris de toutes les civilisations. M. de Balzac a peint lui-même, dans *la Peau de chagrin*, l'étrange impression que produit sur l'esprit un pareil mélange : son style ne donne-t-il pas souvent au lecteur des sentimens du même genre? On voit qu'il est difficile à caractériser d'un mot. Nous désespérions d'y réussir, quand ces jours passés nos yeux sont tombés sur cette phrase dans la seconde partie des *Parens pauvres* que publie en ce moment M. de Balzac. Il est question du Cousin Pons, qui a la passion des curiosités, et l'auteur en parle ainsi : « Il était sans célébrité dans la *bricabraquologie*, car il ne hantait pas les ventes, il ne se montrait pas chez les illustres marchands. » Le mot était trouvé : il était créé par l'auteur même dont nous cherchions à qualifier le style. Qu'il nous soit permis de nous en emparer, pour peindre d'un seul trait ce que nous a souvent fait éprouver la phraséologie, ou plutôt la bricabraquologie de M. de Balzac. Mais n'y a-t-il pas chez le même écrivain des pages vigoureuses et belles, des développemens éloquens, des aperçus de la plus heureuse finesse, des cris, des mouvemens de l'ame pathétiques et vrais? Sans doute, et ces incontestables beautés rendent plus vif encore le déplaisir que cause l'impuissance de l'auteur à les dégager d'un impur alliage. Cette impuissance au milieu de la force est, nous l'avons dit, un des principaux caractères du talent de M. de Balzac. Aussi, à part un très petit nombre de compositions presque irréprochables, il n'aboutit qu'à des œuvres mélangées, inégales, où ce qui est beau et bon est gâté, terni par d'insignes outrages aux lois de l'art et du goût.

Nous arrivons ici à des prétentions et à des idées qui nous expliqueront pourquoi M. de Balzac n'a jamais pu parvenir à être vraiment le maître de sa plume et de son talent. Ces prétentions et ces idées nous emportent bien loin de la sphère du roman et du conte. Qu'on dise de M. de Balzac qu'en dépit de tous ses défauts il est un romancier d'un très haut mérite, et qu'il a su se placer au premier rang des conteurs

contemporains, loin d'être satisfait, il se croira méconnu, déprécié. Qu'est-il donc? Un penseur de génie. N'en rabattez rien, si vous ne voulez pas déchoir dans son estime. Voici quelques-unes des idées principales qu'il présente à notre admiration comme des titres qui l'autorisent à prendre séance entre Leibnitz, Kant et Montesquieu. Un jour, il eut l'idée d'une comparaison entre l'humanité et l'animalité. Pour ce qui concerne le règne animal, M. de Balzac nous apprend que, bien avant la célèbre controverse de Cuvier et de Geoffroi Saint-Hilaire sur l'*unité de composition*, il était pénétré de la vérité de cette loi, dont il avait su discerner les rudimens non moins dans les écrivains mystiques comme Swedenborg et Saint-Martin que dans les plus illustres naturalistes, tels que Buffon et Charles Bonnet. Armé de ce système, M. de Balzac reconnut que la société ressemblait à la nature, qu'elle faisait de l'homme, suivant les milieux où son action se déploie, autant d'hommes différens qu'il y a de variétés en zoologie. Quelle conséquence tira-t-il de cette prétendue ressemblance? C'est qu'un soldat, un ouvrier, un administrateur, un avocat, un savant, un homme d'état, un marin, un commerçant, un poète, un prêtre, sont aussi différens entre eux que peuvent l'être le loup, le lion, l'âne, le corbeau, le requin, le veau marin, la brebis. C'était, il faut l'avouer, une merveilleuse découverte. Voilà donc pourquoi M. de Balzac a porté tant d'exagération dans la peinture des caractères et des types répandus à travers ses romans. Comme il se considérait comme un autre Buffon, qui faisait pour la société ce que l'historien des quadrupèdes avait fait pour la nature, il ne voyait partout que des espèces sociales, et souvent il n'oubliait qu'une chose, le genre lui-même, le genre humain avec ses caractères généraux et permanens. Que l'homme ait dans la main une épée, une équerre ou une plume, il ne change pas de nature pour être soldat, écrivain ou artisan. Il n'est pas vrai, comme le pense M. de Balzac, que les habitudes, les vêtemens, les paroles d'un prince, d'un banquier, d'un artiste, d'un bourgeois, d'un prêtre et d'un pauvre soient entièrement dissemblables et changent au gré des civilisations. Au contraire, quand on embrasse l'ensemble de l'histoire de l'humanité, on est frappé des ressemblances fondamentales qu'à travers toutes les civilisations l'homme garde toujours avec l'homme. Regardez le genre humain dans les successions des siècles et dans la diversité des climats, à Memphis, à Suze, à Athènes, à Rome, que ce soit la Rome de Sylla ou d'Innocent III, passez du monde antique au moderne, et vous verrez les sociétés vivant sur le fond des mêmes idées et des mêmes passions. L'inégalité du développement constitue seule la variété de l'histoire.

Mais qu'allons-nous parler d'histoire à M. de Balzac? Il la dédaigne; il en accuse l'éternelle stérilité. Il demande si, en lisant les sèches et

rebutantes nomenclatures de faits appelées *histoires*, on ne s'aperçoit pas que les écrivains ont oublié, dans tous les temps, en Égypte, en Perse, en Grèce, à Rome, de nous donner l'histoire des mœurs. Quoi! on ne trouve pas l'histoire des mœurs dans Hérodote, dans Thucydide, dans Diodore de Sicile! Il est vrai que ni en Grèce ni en Italie les jeunes gens et les femmes n'avaient entre les mains de livres intitulés *Scènes de la vie athénienne ou romaine* : c'était la grave histoire qui racontait d'une manière concise et durable les traditions, les coutumes et les mœurs des sociétés. Il y a telle page de Tacite qui, mieux que toute la diffusion du style moderne, nous livre le génie et les secrets de cette Rome dont la corruption ne fut pas moins monstrueuse que la gloire. Il est triste de trouver cette méconnaissance de l'histoire chez un écrivain qui s'est fait un nom dans le roman. Avec un sentiment plus élevé et plus vrai des conditions et des exigences de l'art, M. de Balzac eût vu, avec une sorte d'effroi, combien il est souvent difficile à la fiction d'atteindre les grands effets de l'histoire. Loin de là; il nous dit avec une imperturtable confiance : *J'ai mieux fait que l'historien, je suis plus libre*. Eh! c'est cette liberté même qui égarera le romancier, s'il n'est pas doué du tact le plus heureux pour ne jamais sortir de la vraisemblance dans les tableaux qu'il trace de la nature et de la destinée humaine. Autrement cette liberté tourne à sa perte, et l'usage qu'il en fait rebute le lecteur, qui l'abandonne pour retourner à l'histoire, cette mémoire inépuisable de l'humanité.

Le magnétisme animal auquel il s'est initié depuis 1820 et les sciences occultes dont récemment encore il déplorait la disparition, voilà l'objet des prédilections intellectuelles de M. de Balzac. Il a emprunté à certains mystiques une espèce de doctrine que nous appellerions volontiers avec Diderot, parlant de quelques théosophes, *un système de platonico-pythagorico-peripatetico-paracelsico-christianisme*. M. de Balzac nous avertit avec solennité qu'il faut chercher dans *Seraphita* sa véritable pensée sur l'homme et sur le monde. Or, dans *Seraphita* que nous offre-t-il? Une biographie de Swedenborg et une sorte d'extrait de plusieurs des traités du *Voyant* d'Upsal. Nous y retrouvons ses théories sur les trois amours, l'amour de soi, l'amour du monde, l'amour du ciel; les trois degrés par lesquels l'homme parvient à ce ciel qui est sa patrie : le naturel, le spirituel et le divin; enfin la différence fondamentale entre l'*exister* et la vie. Seraphita est en pleine possession de la doctrine de l'amour, et elle a hâte de traverser la mort pour entrer dans la vie céleste. Quand elle eut exhalé son ame dans un dernier élan de prière, Wilfrid et Minna, qui l'avaient chérie et vénérée comme un être privilégié, eurent à leur tour une vision. Ils virent l'esprit de Seraphita frappant à la porte sainte et transfiguré en séraphin. Ils enten-

dirent les diverses parties de l'infini formant une mélodie vivante. La lumière enfantait la mélodie, la mélodie enfantait la lumière. Les couleurs étaient lumière et mélodie, le mouvement était un nombre doué de la parole. Pourquoi donc M. de Balzac se drape-t-il ainsi dans des lambeaux de l'illuminisme de Swedenborg? Pour donner une sorte de vêtement poétique et de costume religieux à une doctrine qui lui est chère et qu'il a résumée ainsi : une seule substance et le mouvement; une seule plante, un seul animal, mais des rapports continus. En d'autres termes, la pensée est un fluide et il n'y a qu'un animal; telles sont les opinions de M. de Balzac sur la nature des choses. Il ne pouvait se dissimuler que ces opinions n'étaient pas sans ressemblance tant avec le matérialisme qu'avec le panthéisme, et cependant il a la prétention d'être chrétien. N'a-t-il pas déclaré qu'il écrivait à la lueur de deux vérités éternelles : la religion et la monarchie? C'est alors qu'il a imaginé un compromis entre les naturalistes et les mystiques, entre l'esprit de Buffon et l'esprit de Saint-Martin. S'il a pensé que par là il se montrerait original, la méprise ne laisse pas que d'être lourde. Au moment où il croyait s'ouvrir une route nouvelle, il retombait, sans le soupçonner, dans la vieille théosophie du moyen-âge, qui mêlait la physique et la chimie à des doctrines mystiques s'appuyant sur la révélation, et qui expirait quand Descartes parut. Ce n'était pas en vérité la peine, au XIXe siècle, de se faire rose-croix.

Quel est enfin le jugement philosophique de M. de Balzac sur la nature de l'homme? Il l'a rédigé lui-même en ces termes : « L'homme n'est ni bon, ni méchant, il naît avec des instincts et des aptitudes; la société, loin de le dépraver, comme l'a prétendu Rousseau, le perfectionne, le rend meilleur, mais l'intérêt développe aussi ses penchans mauvais. Le christianisme, et surtout le catholicisme, étant un système complet de répression des tendances dépravées de l'homme, est le plus grand élément d'ordre social. » Il est difficile de mettre d'accord avec elles-mêmes les différentes parties de cet arrêt rendu sur la nature humaine. M. de Balzac, après avoir affirmé que l'homme n'est ni bon, ni méchant, nous dit qu'au milieu de la société l'intérêt développe des penchans *mauvais*, et c'est parce qu'il réprime ses tendances *dépravées* que le christianisme est à ses yeux le premier des principes conservateurs. Mais cette dépravation de la nature humaine, d'où vient-elle? Le christianisme professe qu'elle est originelle : il n'établit pas, comme M. de Balzac, que l'homme n'est ni bon, ni méchant; il enseigne que l'homme est à la fois l'un et l'autre, et qu'il vient au monde avec le principe du mal dans son cœur, principe qui ne peut être vaincu que par la grace divine. M. de Balzac ne s'est pas aperçu que, tout en ayant l'intention de rendre un éclatant hommage au christianisme, il en niait

la nécessité. Si l'homme n'est ni bon, ni méchant, le christianisme n'est plus qu'un système arbitraire, dont certaines parties pourront être estimées grandes et belles, mais dont le fond même sera toujours taxé d'une exagération mensongère. C'est quand on est convaincu que l'humanité apporte sur cette terre une corruption naturelle, triste effet de la chute du premier homme, et que, suivant la parole de saint Paul, *nous sommes morts en Adam*, qu'on est en droit de penser et de soutenir que la religion chrétienne est de nécessité divine. Pourquoi faut-il que nous soyons obligé de rappeler ces notions élémentaires à un aussi bon chrétien que M. de Balzac? Lorsque l'auteur du *Médecin de Campagne* et de *Louis Lambert* aborde le champ des idées générales et des abstractions métaphysiques, ses allures ambitieuses, les contradictions innombrables dans lesquelles il tombe, peuvent d'abord faire sourire le lecteur, mais elles ne tardent pas à le fatiguer en l'affligeant. Il est toujours triste de voir un homme d'esprit et de talent se tromper sur lui-même, sur les dons que la nature lui a faits et sur ce qu'on attend de lui. Par quelle illusion bizarre M. de Balzac, cet observateur si malin et si clairvoyant des travers d'autrui, est-il sa propre dupe et a-t-il la candeur de croire à son génie philosophique?

On ne s'étonnera pas qu'avec cette manie d'universalité, l'auteur des *Scènes de la vie parisienne* ait mis la politique au nombre de ses préoccupations. Il n'aime pas le régime représentatif, et il se dit de l'école de Bossuet. Il estime que tout irait mieux, si l'on pouvait réduire les assemblées à la question de l'impôt et à l'enregistrement des lois, dont on leur enlèverait la confection directe. M. de Balzac n'est pas conservateur, mais absolutiste. Ce qu'il admire le plus dans Napoléon, ce n'est ni son génie militaire, ni la création du code civil, mais le système électoral qui a produit, comme on sait, les muets du corps législatif. Napoléon, au dire de M. de Balzac, avait merveilleusement adapté l'élection au génie de notre pays, et son système est incontestablement le meilleur. Quel dommage que M. de Balzac ne soit pas à la chambre pour en proposer le rétablissement! Il trancherait d'un coup toutes les difficultés qui divisent les hommes et les partis politiques de notre temps sur la réforme électorale.

Nul n'est moins disposé que nous à mettre d'injustes entraves à l'essor du talent. D'éclatans succès dans un genre ne doivent pas être opposés à celui qui les a obtenus comme une fin de non-recevoir dont on s'armera pour lui fermer l'accès d'une autre carrière; seulement, pour être reconnue légitime, il faut que l'audace soit heureuse. Les naufrages, quelque fracas qui les accompagne, sont un mauvais moyen d'occuper la renommée. Quand nous avons vu M. de Balzac, se tournant vers le théâtre, aspirer aux triomphes de la scène, cette tentative

nous a inspiré un vif intérêt. Le roman et le drame ont entre eux de telles affinités et de telles différences, qu'il y a autant de raisons pour motiver les succès du même écrivain dans les deux genres que pour les empêcher. Il y avait donc là un problème littéraire digne de la curiosité de ceux qui s'inquiètent encore de l'art et de ses destinées. M. de Balzac avait-il enfin trouvé cette dextérité, cette justesse d'intentions, cette vérité de touche indispensables au poète dramatique? Allions-nous assister à une transformation lumineuse de la pesanteur en souplesse, et de la manie du paradoxe en une verve de bon sens? A ces questions, les faits ont tristement répondu. Nous n'aurons garde de troubler dans leur tombe *Vautrin* et *Quinola*, et nous voulons encore moins affirmer que M. de Balzac ne trouvera jamais un succès au théâtre. Seulement la métamorphose qui peut seule amener ce grand événement est encore attendue.

M. de Balzac franchira-t-il le niveau connu de son talent pour monter plus haut? Il serait d'une souveraine injustice de prononcer le mot de décadence au sujet de ce qu'il écrit aujourd'hui. Non, M. de Balzac ne déchoit pas, mais il n'avance pas non plus : toujours mêmes qualités, toujours mêmes défauts. Nous ne reprocherons pas trop vivement à M. de Balzac de reproduire dans ses derniers romans des caractères qu'on trouve déjà dans les premiers et dans les meilleurs. Le nombre n'est pas infini des types principaux que le roman et le drame peuvent mettre en relief. Ce qui nous paraît plus grave, c'est qu'en multipliant des variations sur d'anciens motifs, le romancier n'a pas su rendre ses procédés d'exécution plus purs, plus corrects et plus fins. Il confond toujours la vérité au point de vue de l'art avec ce que la réalité dans la vie a de plus grossier et de plus cynique : erreur funeste qui fait en maints endroits d'une œuvre d'imagination un calque des objets les plus repoussans; poétique étrange qui érigerait en grand artiste quiconque trancrirait les dialogues et les scènes qu'on peut recueillir dans les halles, dans les cabarets et dans d'autres lieux. M. de Balzac semble mettre aujourd'hui son ambition à se prodiguer, à placer sa prose dans les camps divers du centre gauche, des conservateurs et du parti légitimiste. Nous croyons que M. de Balzac eût mieux travaillé à la solidité de sa réputation, s'il eût rassemblé toutes ses forces pour nous montrer dans une œuvre considérable un talent plus délicat et plus élevé. Il n'a plus à nous prouver sa fécondité, dont les témoignages abondent; pour lui, le progrès ne peut plus être dans le nombre des productions, mais dans leur qualité.

Au surplus, tel qu'il est aujourd'hui, tel que nous avons essayé de le caractériser, M. de Balzac occupe une notable place dans la littérature contemporaine. Nous trouvons et on cherchera long-temps dans ses ro-

mans la peinture la plus vigoureuse des mœurs de notre époque; il a réalisé ce qu'avait entrepris un homme d'un esprit aimable et superficiel. Nous devons à M. de Jouy quelques croquis piquans, quelques pages d'une observation ingénieuse et légère. Venant après lui, M. de Balzac nous a donné des tableaux énergiquement composés, chauds de couleur, qui frappent le regard et laissent à l'imagination, quand celle-ci n'est qu'à moitié séduite ou même lorsqu'elle est choquée, un opiniâtre souvenir. Il est un autre peintre de mœurs auquel nous songeons ici naturellement, parce que, dans une autre carrière et par d'autres procédés, il a conquis une renommée au moins aussi retentissante que celle de M. de Balzac : nous voulons parler de M. Scribe. Non-seulement ces deux peintres sont séparés par la différence des genres, mais jamais artistes ne furent plus opposés l'un à l'autre par la nature de leurs qualités. Chez l'auteur d'*Eugénie Grandet*, la pensée et l'action ne se déduisent que laborieusement; l'auteur de *Bertrand et Raton* a l'allure vive et dégagée. Le premier appuie, enfonce; le second glisse et court. L'un n'arrive à s'emparer du lecteur qu'après des évolutions patiemment conduites; l'autre obtient les effets les plus heureux et les plus prompts par des situations plutôt indiquées qu'approfondies, et, au moment où il pourrait nous émouvoir vivement, il s'arrête, tant il a peur de nous fatiguer! C'est par ces moyens contraires que, dans les deux grandes arènes du roman et du théâtre, M. de Balzac et M. Scribe sont devenus les traducteurs populaires de nos mœurs : ce sont eux qui sont surtout en possession de satisfaire sur notre compte la curiosité européenne.

De nos jours, ni l'imagination ni le talent ne font défaut aux écrivains pour comprendre et pour peindre la société française, mais trop souvent à côté de ces dons brillans on cherche en vain le goût et l'indépendance morale. Nous conviendrons volontiers qu'au XIXe siècle il est aussi difficile d'avoir du goût qu'il était naturel d'en avoir au XVIIe. Une société où tout est confondu, rangs, croyances, idées et principes, n'est pas favorable à l'ordre dans la littérature et dans l'art, et l'ordre est une partie nécessaire du beau et du bon. D'un autre côté, pour écrire sous l'inspiration d'un goût sûr dont la délicatesse ne soit pas une cause de stérilité, il faut à l'esprit du calme et du loisir. Or, l'esprit peut-il choisir et peser les élémens d'une composition durable, quand il est la proie des exigences fiévreuses d'une improvisation dont déjà les produits sont escomptés? Si, chez les écrivains, la patience du travail est rare, le courage de l'intelligence est-il plus commun? Dans le désir qui l'anime de devenir promptement populaire, le romancier, oubliant que l'art doit à tous bonne justice, travestit ses fictions et ses récits en d'ardens manifestes qui caressent et enflamment des passions perverses.

L'histoire, qui aurait dû rester au moins l'inviolable asile de la vérité, abdique sa gravité pour prendre la voix emphatique et sonore des tribuns du peuple, et, comme elle capte les suffrages de la place publique, elle se trouve aujourd'hui n'être pas plus libre qu'au temps où elle était la complaisante des cours. Enfin, n'avons-nous pas entendu quelques représentans de la religion, et des plus éloquens, adresser à notre siècle, du haut de la chaire chrétienne, d'habiles adulations, et accommoder l'Évangile aux théories à la mode? Toutes ces flatteries peuvent un instant arracher à la foule qui les savoure des applaudissemens, mais elles exercent une influence funeste sur les œuvres de ceux qui les prodiguent. Laissez le temps faire un pas, et vous serez étonnés de la décrépitude précoce de toutes ces belles choses. Sans parler d'une postérité bien lointaine, les générations qui, dans trente ans, disposeront de la renommée, auront-elles les mêmes passions, les mêmes fantaisies que celles qu'on adule aujourd'hui? Il ne reste dans les littératures et dans l'estime des peuples que les œuvres qui procurent à l'esprit des plaisirs fondés sur la raison. Tel est l'héritage que les générations se transmettent avec fidélité les unes aux autres : quant aux objets d'un luxe faux et corrupteur avec lesquels on a voulu les séduire, elles les rejettent après s'en être diverties un moment, elles les brisent, et c'est à peine si les curieux à venir en trouveront quelques vestiges. Ni l'engouement des contemporains, ni les richesses mal dépensées de l'imagination, n'ont le pouvoir de sauver de l'oubli ce que la vérité n'a pas marqué de sa tutélaire empreinte. L'oubli! voilà le châtiment, voilà l'enfer qui sert de sanction et de vengeance à la raison offensée. Puisse la perspective de cet inévitable néant inspirer un repentir utile à ceux qui ont aimé sérieusement la gloire, et que des séductions de tout genre ont entraînés dans des écarts fâcheux! Puissent-ils remonter dans les régions supérieures de l'art! Quant à ceux que l'idée de l'oubli et du dédain de l'avenir trouve insensibles, chez ceux-là l'ame est morte, et pour ces pécheurs endurcis il n'y a plus de salut.

LERMINIER.

LES

BOURBONS D'ESPAGNE

EN 1807 ET EN 1808.

INVASION DU PORTUGAL.

L'alliance conclue à Tilsitt le 7 juillet 1809 était principalement une alliance maritime; elle avait pour objet précis et limité d'obliger l'Angleterre à répudier ses maximes absolues en matière de navigation et à reconnaître le principe d'une parfaite égalité entre tous les pavillons. Dans la prévision qu'elle refuserait de faire la paix à de telles conditions, la France et la Russie avaient pris l'engagement de forcer toutes les puissances maritimes de l'Europe, toutes, sans exception, à lui fermer leurs ports et leurs marchés et à lui déclarer la guerre. Le récit qu'on va lire est l'histoire des efforts tentés par l'empereur Napoléon pour soumettre au système continental le Portugal et l'Espagne, et les enchaîner sans retour l'un et l'autre à la fortune de sa maison.

Le Portugal était tombé depuis un siècle, par l'incurie de ses maîtres et l'indolence de ses habitans, dans la plus servile dépendance de la puissance anglaise. Le traité de Metween (1703), qui avait fait de la li-

berté absolue du commerce la base des relations de ces deux états, subsistait encore dans toute sa force. Il n'y a peut-être pas d'exemple plus instructif des effets déplorables que peut produire un tel principe appliqué à des états placés dans des conditions d'industrie et de richesse très inégales. Le Portugal vendait à l'Angleterre ses vins, ses fruits, ses cotons bruts et ses bois précieux. L'Angleterre lui envoyait en retour ses tissus de laine et de coton, ses fers, ses aciers et tous ses objets de luxe. Il n'y avait aucune proportion entre ces échanges. Les produits exotiques du Portugal et de ses colonies ne pouvaient entrer en balance avec la masse innombrable de marchandises fabriquées dont les Anglais inondaient les marchés de Lisbonne et d'Oporto. En l'absence de tarifs protecteurs, l'industrie nationale n'avait pu se développer. Toutes les richesses naturelles des Portugais étaient devenues improductives entre leurs mains incultes, et il en était résulté un appauvrissement graduel du pays. Les Anglais, au contraire, grace à la multiplicité de leurs capitaux et à l'activité de leur génie mercantile, avaient supplanté les Portugais dans l'exploitation du commerce indigène. Lisbonne et Oporto étaient devenues de véritables factoreries anglaises qui avaient fini par absorber presque tous les capitaux du Portugal, en sorte qu'avec les apparences d'un état indépendant, ce royaume était bien réellement descendu à la condition d'une colonie anglaise. L'Angleterre régnait à Lisbonne en maîtresse absolue : elle y régnait par la triple puissance de l'argent, de l'habitude et de sa marine. Tous les Portugais riches et pauvres, habitans des villes et des campagnes, étaient devenus, à des degrés divers, ses tributaires : tous s'étaient pliés, façonnés à sa domination. De temps en temps, leur orgueil stérile s'indignait contre la pesanteur du joug. Il était de bon goût, dans les salons de Lisbonne, d'appeler une occasion et un homme pour s'en affranchir; mais ces aspirations vers une indépendance impossible s'évaporaient en vaines paroles, et personne ne songeait sérieusement à rompre en visière avec une puissance formidable qui avait saisi dans le vif et qui maîtrisait entièrement tous les intérêts du pays.

Les relations d'affaires des Anglais avec le Portugal, très actives en tous temps, avaient pris, depuis le commencement de la guerre maritime, un développement immense. Ils avaient fait de Lisbonne le principal entrepôt de leurs marchandises dans le midi de l'Europe. Les produits des deux mondes affluaient dans cette capitale; les quais en étaient encombrés, et les magasins ne suffisaient plus pour les contenir; il avait fallu construire de vastes hangars pour les recevoir et les abriter. De Lisbonne, ces marchandises se répandaient, par toutes les issues, dans le reste de la Péninsule. La plus grande partie était rechargée sur des navires anglais, transportée sur les côtes d'Espagne et introduite, par l'intermédiaire des contrebandiers, dans l'intérieur de

ce royaume. On évaluait à plus de cent cinquante mille balles la masse des cotons bruts qui entraient chaque année dans le Tage; une certaine quantité, trompant la vigilance de nos douaniers, allait alimenter nos manufactures du Midi.

Un tel état de choses était incompatible avec les dispositions prohibitives que la France et la Russie étaient convenues d'appliquer à tous les ports du continent. Il importait absolument au succès de ces grandes mesures que le Portugal se soumît à la loi commune. Il ne s'agissait de rien moins que d'enlever aux Anglais un marché de quatorze millions d'ames, marché dont ils avaient le monopole depuis plus de cent ans, et qu'ils exploitaient avec une ardeur et une habileté sans exemple.

Mais comment agir sur la cour de Lisbonne? comment l'arracher des bras de cette puissance, avec laquelle tous ses intérêts étaient aussi étroitement entrelacés? L'Angleterre n'avait pas seulement dans ses mains presque toute la fortune mobilière du Portugal; elle disposait, pour la retenir sous sa dépendance, de moyens formidables; elle avait ses flottes et ses armées. La France était dans des conditions bien différentes. Entre elle et le Portugal, il y a un grand royaume. Pour atteindre le Portugal, pour l'obliger à séparer ses intérêts de ceux de l'Angleterre, il lui fallait absolument le bras de l'Espagne. Ainsi la question était double : la politique portugaise se compliquait de la politique espagnole. Avant d'agir sur la cour de Lisbonne, il fallait s'assurer le concours de celle de Madrid.

La politique espagnole avait passé depuis quelques années par des vicissitudes cruelles. Incessamment sollicitée ou menacée par les deux grandes puissances qui, depuis quinze années, se disputaient la suprématie dans les affaires du monde, l'Espagne n'avait pas eu la liberté de se choisir un drapeau. Son intérêt le plus évident eût été de rester neutre au milieu de ce sanglant conflit. Elle aurait trouvé dans la neutralité tout ce qu'elle pouvait désirer, sécurité pour ses colonies, pour sa marine, pour son commerce, et des profits incalculables; mais les Anglais lui avaient rendu la neutralité impossible. La violence avec laquelle, une première fois après la paix de Bâle, une seconde après la rupture du traité d'Amiens, ils avaient outragé son pavillon, lui avait appris qu'ils aimaient mieux l'avoir pour ennemie que de la laisser s'enrichir à l'ombre d'une fructueuse neutralité. En dépit de ses penchans secrets, qui l'attiraient vers l'Angleterre, elle se vit donc précipitée, par les violences mêmes de cette puissance, dans les bras de la France. Du reste, au point d'abaissement où l'avaient fait descendre l'inquisition, les moines, une dynastie dégénérée et un favori incapable, l'Espagne n'était plus en état de se mesurer avec la France. Dans une guerre avec l'Angleterre, elle n'exposait que ses vaisseaux, son commerce et quelques-unes de ses colonies. Dans une guerre avec son puis-

sant voisin, au contraire, c'était la monarchie prise dans sa masse, c'était l'existence même de son gouvernement qui étaient en péril. Une victoire sur l'Èbre suffisait pour nous ouvrir le cœur du royaume et nous livrer Madrid.

L'Espagne avait donc un intérêt immense, un intérêt de salut à vivre avec nous dans une inaltérable harmonie. C'est ce qu'avait parfaitement compris la cour de Madrid. Voilà pourquoi, malgré bien des dégoûts, elle était restée si long-temps fidèle à l'alliance qui l'enchaînait à nous. Mais enfin elle s'était lassée de porter ce fardeau : elle avait ouvert l'oreille à d'imprudens conseils et dévié de la ligne de conduite qu'elle avait suivie avec tant de constance depuis la paix de Bâle. Bien des causes concoururent à opérer ce funeste changement. La vérité nous oblige à le dire, nos procédés hautains et la dureté de notre langage y ont eu la plus forte part. Napoléon n'avait pas su traiter les Espagnols avec les ménagemens que réclamait cette nation, fière encore et susceptible au milieu de ses misères. En maintes occasions, il l'avait blessée; il avait exploité en dominateur peu scrupuleux l'incurie de Charles IV et la légèreté du favori. Mesurant ses exigences sur le mépris que lui inspirait le gouvernement espagnol, il l'avait traité moins comme un allié que comme un vassal. Ainsi, en 1801, il l'oblige à lui rétrocéder la Louisiane, et presque aussitôt il vend cette belle possession aux ennemis naturels de l'Espagne, aux Américains du nord, et, par là, il leur livre en quelque sorte le Mexique. Ainsi encore, après la rupture du traité d'Amiens, il impose à son alliée un tribut annuel de 72 millions, bien qu'à la rigueur elle ne fût pas forcée à le payer, l'alliance qui l'attachait à nous étant principalement une alliance maritime. Tant d'exigences avaient enfin révolté le cabinet de Madrid et provoqué de sa part une sourde réaction contre la politique et l'influence françaises. « Était-ce donc ainsi, disait-on, que l'empereur Napoléon récompensait une fidélité qui ne s'était pas démentie un seul jour? et pourquoi l'Espagne lui sacrifierait-elle ses trésors et son sang? quel intérêt personnel la poussait à prendre part aux luttes du continent? que lui importaient, après tout, les destinées de l'Allemagne et de l'Italie? Dans toute alliance librement contractée, les avantages devaient être réciproques. Ici, nul profit pour l'Espagne, aucune chance d'agrandissement, point de gloire, mais des charges intolérables. » Voilà ce qui se disait dans toute l'Espagne avant la bataille de Trafalgar. Ce grand désastre porta un dernier coup à l'alliance française. Toutes les ames furent contristées, et l'on se prit à maudire une union qui attirait sur la monarchie de telles calamités. Le malheur rend envieux; on fit des rapprochemens pénibles; on compara nos prospérités à la détresse de l'Espagne. « La France, dit-on, avait sans doute éprouvé des revers maritimes; mais l'éclat de ses triomphes sur terre

l'avait amplement dédommagée. Quelle gloire n'avait-elle pas acquise! que de riches provinces n'avait-elle pas ajoutées à son territoire! quelle prépondérance n'exerçait-elle pas dans tout l'Occident! Pour l'Espagne, au contraire, nulle compensation. Quels trophées pouvait-elle opposer au deuil de Trafalgar? quelles conquêtes l'avaient consolée de la perte de ses vaisseaux et de son commerce? Toutes ses villes maritimes étaient oisives et ruinées, les recettes de la douane taries, les caisses du trésor vides, une partie considérable de son revenu sacrifiée à la cupidité de son alliée, enfin ses colonies livrées sans défense aux attaques des Anglais. Telle était la condition misérable où l'avait réduite l'alliance de la France. » Nos partisans avaient beau répondre qu'en battant tous nos ennemis sur le continent, c'était l'Angleterre que nous avions frappée dans ses alliés, que nous n'avions fait tant de conquêtes en Europe que pour obliger l'ennemi commun à restituer toutes les siennes, que, le but de la guerre étant de faire consacrer l'égalité des droits ainsi que l'indépendance de tous les pavillons, nos succès devaient profiter un jour à l'Espagne comme à nous-mêmes, que ce n'était donc pas le cas pour elle de se décourager, mais bien au contraire de redoubler de confiance dans notre politique et d'énergie dans ses efforts : ce langage ne produisait plus d'impression. Des avantages qui ne se présentaient que dans une perspective éloignée, qu'il fallait acheter par de nouveaux sacrifices, subordonnés d'ailleurs à des chances très incertaines, ne parvenaient plus à convaincre des esprits ulcérés et profondément découragés. A ces griefs généraux venaient se joindre les anxiétés de la famille royale.

Napoléon ne se contentait plus d'humilier les armes de ses ennemis et de les affaiblir; ses coups portaient plus haut : ils allaient frapper sur leurs trônes les souverains eux-mêmes. Déjà la maison de Naples était tombée pour avoir osé braver sa puissance, et c'était un Bonaparte qui l'avait remplacée. Ferdinand VI était frère de Charles IV. Il n'est point vrai que le roi et la reine d'Espagne aient osé refuser de reconnaître le successeur de Ferdinand : ni l'un ni l'autre n'étaient à la hauteur d'un tel courage; mais ils virent dans la catastrophe de leur frère un sinistre présage du sort réservé à leur branche, et ils en ressentirent une terreur secrète. Dans le même moment où Napoléon transportait sur la tête de Joseph la couronne de Naples, il établissait un autre de ses frères sur le trône des stathouders; il élevait son beau-frère Murat à la dignité de grand-duc de Berg; il fondait en Italie des souverainetés pour ses sœurs Pauline et Éliza. Où s'arrêterait cette propagande dynastique, qui avait succédé à la propagande révolutionnaire? Tous ces attentats successifs aux droits inaliénables des familles souveraines n'indiquaient-ils point de la part de l'empereur un dessein arrêté de renouveler, dans sa sphère d'influence et d'action, le personnel de tous

les trônes, et d'y substituer des princes de sa propre famille? Charles IV et sa race pouvaient-ils espérer d'être ménagés par l'homme qui, depuis trois ans, traitait avec une dureté si impitoyable la maison de Bourbon? La main qui avait renversé du trône de Naples Ferdinand VI était bien la même qui, deux années auparavant, avait tué le duc d'Enghien. Il y a dans la destinée des fondateurs de dynastie des lois auxquelles il leur est impossible de se soustraire. Tôt ou tard le chef de la France serait fatalement conduit à faire en Espagne ce qu'avait fait Louis XIV; il chercherait dans l'assimilation des intérêts dynastiques la garantie de l'alliance qui unissait les deux pays et la consolidation de son propre trône. Telles étaient les tristes pensées qui assombrissaient le palais de Madrid, et qui troublaient dans leurs jouissances vulgaires Charles IV, la reine et le prince de la Paix.

Toutes ces causes réunies agirent simultanément sur le gouvernement espagnol, et lui inspirèrent une téméraire et funeste pensée : ce fut de séparer ses intérêts des nôtres et de se jeter dans les bras de nos ennemis. Quelle est l'époque précise où la cour de Madrid commença à nouer avec l'Angleterre et la Russie de secrètes intelligences? Tout fait présumer que ce fut au mois de juin de l'année 1806, et que les premières ouvertures furent faites par le baron de Strogonoff, ministre de Russie à Madrid. Il est à remarquer qu'elles le furent dans le moment même où les cours de Londres et de Saint-Pétersbourg nous témoignaient le plus d'empressement à conclure la paix. Le Portugal était certainement dans le secret de la trame. Avant de se rendre à Madrid, M. de Strogonoff s'était arrêté quelque temps à Lisbonne, où il avait eu avec le ministre des affaires étrangères, M. d'Araujo, de longs et mystérieux entretiens qui avaient éveillé les soupçons de notre chargé d'affaires, M. de Rayneval. A peine était-il arrivé à Madrid, qu'il était entré en conférences suivies et très intimes avec le prince de la Paix.

Tandis que le favori débattait avec le ministre russe les conditions de sa défection, l'Angleterre intimidait l'Espagne par la vigueur de ses coups. Elle prenait à ses gages le fameux Miranda; elle lui donnait des instructions et de l'or pour organiser l'insurrection de l'Amérique du Sud, et secondait ses tentatives par le concours de sa marine et de ses soldats. La nouvelle venait d'arriver à Madrid qu'une escadre anglaise avait débarqué des troupes sur la côte de Buénos-Ayres, et que cette ville importante, ainsi que toute la province dont elle est la clé, était sur le point de tomber dans leurs mains.

Ainsi, tout agissait à la fois sur le gouvernement espagnol, et la pesanteur de notre joug, et les dangers de la dynastie menacée par l'ambition envahissante des Bonaparte, et les cris du commerce aux abois, et les instances de la coalition, et enfin la crainte, si la lutte

maritime se prolongeait, que les populations de l'Amérique du Sud ne se levassent à la voix de l'Angleterre et n'échappassent sans retour au sceptre de l'Espagne. La cour de Madrid n'eut point la force de résister à ce concours inoui de circonstances et de sentimens divers : elle se laissa entraîner, et promit de se déclarer contre la France, aussitôt que cette puissance serait aux prises avec les cours du Nord.

Mais, pour venir se mesurer dans l'arène avec un adversaire aussi formidable que l'empereur Napoléon, il fallait une armée nombreuse, instruite, disciplinée, bien équipée et commandée par des généraux habiles. Or, tout cela manquait à l'Espagne. Autant par l'effet de la plus déplorable incurie que pour ne point éveiller la défiance de son ombrageux allié, elle avait laissé détendus tous les ressorts de l'administration militaire. Elle ne comptait pas cinquante mille soldats valides, et n'avait de bien armés, de bien équipés, de régulièrement soldés, que les corps d'élite qui formaient la garde royale. Les troupes de ligne étaient dans le plus triste dénûment : les soldats manquaient de chaussures et souvent d'habits; la solde était arriérée de plusieurs mois; nulle instruction, et, dans tous les corps, une discipline relâchée. Pour généraux, des hommes énergiques, tenaces comme l'est la race espagnole, mais, sauf de rares exceptions, ignorans et inexpérimentés. La cavalerie n'était pas dans un meilleur état que l'infanterie : la moitié des escadrons était à pied, et l'autre avait des chevaux impropres au service de guerre. L'artillerie était à peu près désorganisée. Dans beaucoup de régimens, il n'y avait ni chevaux, ni affûts, ni canons en état de servir. Les places de guerre n'étaient suffisamment ni armées ni approvisionnées, et beaucoup d'entre elles tombaient en ruine. Les finances de l'Espagne étaient dans une situation plus triste encore que son administration militaire. Les deux sources principales de ses revenus, la douane et les produits des mines du Pérou et du Mexique, étaient taries, en sorte que le gouvernement, pour subvenir aux dépenses les plus pressées, était forcé de recourir à des expédiens ruineux. Il avait fini par ne plus payer ses employés : il en était résulté une langueur générale dans tous les services, et, chez la plupart des fonctionnaires, une effroyable vénalité.

Le prince de la Paix s'était donc engagé dans un dédale de difficultés inextricables. Il ne pouvait songer à rompre avec la France sans réorganiser la puissance militaire de l'Espagne, et il fallait qu'il armât sous les yeux de l'homme le plus vigilant, le plus rusé, le plus soupçonneux de l'Europe, sans avoir l'argent nécessaire pour pourvoir à ces grands armemens.

Une flotte anglaise, commandée par l'amiral lord Saint-Vincent, venait d'entrer dans le Tage : elle portait un diplomate anglais, lord Rosselyn. Le but de cette expédition était un mystère pour tout le monde.

Le champ restant ouvert aux conjectures, chacun l'expliquait selon ses désirs et ses passions. Il est vraisemblable qu'elle se rattachait à un plan de soulèvement de toute la Péninsule contre la France : telle était notamment l'opinion de notre envoyé à Lisbonne, M. de Rayneval. Quel qu'ait été le motif véritable de l'apparition de lord Saint-Vincent dans le Tage, l'incident vint juste à propos pour servir de prétexte aux armemens qu'on allait entreprendre. Le 3 juillet 1806 (1), le prince de la Paix annonça confidentiellement au chargé d'affaires de France que de grandes mesures militaires venaient d'être arrêtées et que le chiffre de l'armée allait être porté à soixante mille hommes. Sans le dire ouvertement, il donna à entendre que ces armemens étaient dirigés contre le Portugal. Un autre jour, c'était le 14 juillet, il confia à M. de Vandeuil qu'il méditait un grand projet contre Gibraltar. « Dans quelque temps, lui dit-il, vous apprendrez que cette place, réputée imprenable, est tombée entre nos mains (2). » Ces demi-confidences étaient une préparation à une communication bien plus grave. Le 23 septembre, le favori dit à M. de Vandeuil, d'un air à la fois mystérieux et solennel : « La guerre va se rallumer sur le continent. Cette fois la Prusse et le Portugal combattront sous les drapeaux de la Russie et de l'Angleterre. J'attends la décision de l'empereur. Tous mes vœux sont pour une rupture complète avec la cour de Lisbonne. Il importe de mettre le temps à profit, pour mieux nous assurer la première compensation par laquelle le continent devra balancer les avantages que cherche à se procurer l'Angleterre. »

Cependant la France s'étonne de cette brusque prise d'armes; elle ne répond point aux belliqueuses ouvertures du prince de la Paix; elle écoute, elle observe et s'efforce de pénétrer les mobiles secrets qui font agir le cabinet de Madrid. Cette attitude froide et silencieuse embarrasse le prince. Le 2 octobre, il annonce à M. de Vandeuil que sa résolution est prise. « Toutes les armées de l'Espagne, lui dit-il, vont marcher contre le Portugal; nous sommes décidés à faire la conquête de ce royaume. » Puis, il s'étonne du silence de l'empereur; il se lamente sur tant de jours perdus. « Mais tout, ajoute-t-il, peut se réparer encore. » Enfin il déclare que ce ne sont pas soixante mille, mais quatre-vingt mille hommes que le roi a résolu de mobiliser. Aussitôt le cri de guerre retentit dans toutes les familles. Partout on lève des hommes, on achète des chevaux et l'on forge des armes. Tous les officiers et soldats en congé rejoignent leurs corps respectifs. Les colonels de milice sont invités à se trouver le 20 octobre dans leurs arrondissemens respectifs, pour y attendre les ordres du généralissime. On ne sait pas en-

(1) Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand, Madrid, 3 juillet 1806.
(2) Dépêche de M. de Vandeuil, Madrid, 14 juillet.

core avec quelle puissance on va se battre, si c'est au nord, si c'est au midi, si c'est contre la France ou contre le Portugal; on ne sait qu'une chose, c'est que le gouvernement se prépare à la guerre, et la nation, heureuse de le voir sortir enfin de sa longue apathie, semble toute disposée à le seconder.

Au fond, cependant, tout ce mouvement belliqueux n'était qu'à la surface, et ce n'était point là le réveil d'un peuple fier et énergique. « La tristesse est portée à son comble, écrivait, le 2 octobre, M. de Vandeuil. On vient de recevoir la nouvelle que Buénos-Ayres est tombée dans les mains des Anglais... Il échappe au prince de la Paix des traits de jactance qui sont pitoyables. On parle de mobiliser une armée et l'on n'a rien de prêt; on parle de conquêtes et on n'a pas même un plan raisonnable de défense. On éprouve d'inconcevables embarras dès qu'il faut pourvoir aux plus petites dépenses. Le prince de la Paix ne sait exactement ni ce qu'il peut, ni ce qu'il veut. Son agitation et ses idées ne sont pas d'un homme calme et encore moins d'un homme capable. »

Le 14 octobre parut une proclamation qui portait la date du 5 octobre, et qui appelait aux armes la nation tout entière. Ce n'est point le roi, c'est le favori qui s'adresse aux Espagnols. Son langage est vague et obscur. Il sollicite des sacrifices : il demande des chevaux à l'Andalousie et à l'Estramadure, des hommes, de l'argent, du dévouement à tout le royaume. Il annonce la guerre comme prochaine; il montre l'ennemi menaçant, et cet ennemi, il ne le nomme point. Le jour même où cette proclamation énigmatique était publiée, la Prusse succombait à Iéna. Le lendemain 15, des circulaires laissèrent entrevoir les intentions du gouvernement : il invitait les intendans des provinces, les évêques, les capitaines-généraux, les corrégidors, à stimuler l'ardeur de la noblesse, car, disait-il, *il y va de ses priviléges et de ceux de la couronne*. A la lecture de la proclamation et des circulaires, la surprise et l'émotion furent générales. On en pesait avec soin tous les mots; on s'efforçait de découvrir, sous le voile de l'expression, la pensée secrète du favori. Les émissaires de ce prince affectaient de dire bien haut et partout qu'elles avaient été publiées en haine de l'Angleterre, et que c'était contre le Portugal que l'Espagne allait porter ses armes; mais l'opinion publique ne fut pas dupe de cette fausse interprétation : tout ce qui, à Madrid, était doué de quelque sagacité soupçonna la cour de s'être entendue avec la coalition et d'armer contre la France. M. de Vandeuil, fort jeune alors, était seul dans l'ignorance de ce qui se passait. Il s'était laissé abuser par le langage artificieux du prince de la Paix, et, dans l'innocence de ses pensées, il croyait très sincèrement à un projet de guerre contre le Portugal. Ce n'est que lorsqu'il vit tout le monde, autour de lui, persuadé que le prince nous trahissait, qu'il com-

mença à avoir des doutes. Il alla aux enquêtes, et il apprit que le favori passait une partie de ses nuits à conférer mystérieusement avec le ministre de Russie, M. de Strogonoff, et le ministre de Prusse, M. Henry. Plein d'anxiété, il alla trouver le prince de la Paix, et lui demanda des explications sur sa conduite. Le favori témoigna une grande surprise de la démarche de M. de Vandeuil, et se plaignit, avec une expression de douleur étudiée, d'être en butte aux calomnies du parti anglais; « mais, dit-il, je me sens le courage de les mépriser. L'empereur est personnellement instruit des motifs qui m'ont fait entreprendre la réorganisation de l'armée : je ne dois la force avec laquelle je brave tous mes ennemis qu'à l'amitié et à la protection de ce grand homme. »

Tel était l'état des choses à Madrid, lorsqu'on y apprit la bataille d'Iéna et la complète destruction de l'armée prussienne. L'émotion produite par cette grande nouvelle ne saurait se décrire. La nation espagnole fut saisie d'admiration; elle oublia ses propres misères pour applaudir à ces nouveaux prodiges accomplis par le génie de l'empereur et l'héroïsme de ses soldats. Il en fut tout autrement à la cour. Comment peindre sa confusion, sa terreur? Elle fut atterrée : le vertige la prit; aussi folle dans la peur qu'elle s'était montrée étourdie dans ses armemens, elle se rejeta brusquement en arrière, contremanda toutes les levées d'hommes et de chevaux, et n'eut plus qu'une pensée, celle de se faire pardonner, à force d'humilité, de mensonges et d'adulations, un caprice d'énergie et d'indépendance. Le prince de la Paix accourt chez M. de Vandeuil, le visage radieux, les manières empressées, la parole abondante et chaleureuse. Il l'accable de ses félicitations; il glorifie le vainqueur d'Iéna; il épuise pour encenser le héros du siècle toutes les formes du langage adulateur.

Le roi eut plus de dignité. Peu de jours après l'arrivée des nouvelles de Prusse, il y eut réception à la cour : on y courut en foule. M. de Vandeuil s'était attendu à recevoir du roi des témoignages publics de sa satisfaction, et il l'avait annoncé à son gouvernement (1). Au moment où il s'approcha de Charles IV, tous les yeux se portèrent sur ce prince : on était impatient de savoir ce qu'il allait dire au représentant de l'empereur; mais le roi ne se sentit pas le courage de féliciter de ses succès un souverain dont il méditait, peu de jours auparavant, de trahir la cause. Il n'adressa pas une parole à M. de Vandeuil, qui se retira surpris et presque confus, ne sachant comment accorder un accueil si froid de la part du souverain avec les protestations si chaleureuses de son premier ministre.

Il s'agissait d'expliquer la suspension soudaine des armemens naguère ordonnés avec tant de fracas. On avait montré une telle ardeur guer-

(1) Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand, 2 novembre 1806.

rière, une si vive impatience de fondre sur le Portugal, que reculer maintenant, retomber dans la somnolence accoutumée, c'était à la fois se couvrir de ridicule et justifier tous les soupçons. L'embarras du favori était extrême. Il allégua d'abord la détresse des finances. « Le trésor public est aux abois, dit-il à M. de Vandeuil. Si le pape n'accorde pas les bulles nécessaires pour procéder à la vente de la moitié des biens du clergé, il sera impossible au gouvernement de soutenir l'état des dépenses actuelles et de compléter les armemens. Puis il se plaignit de la tiédeur de l'esprit public, de la répugnance que montraient plusieurs provinces, notamment Valence et la Catalogne, à faire des sacrifices. Enfin, baissant la voix comme s'il confiait un grand secret, il déplora amèrement que l'âge et les préjugés du roi missent obstacle à l'accomplissement des promesses qui nous avaient été faites, notamment en ce qui touchait la réorganisation de l'armée (1). »

Il n'y a pas de termes assez sévères pour caractériser la conduite tenue en 1806 par le prince de la Paix. Ce ne sont plus là de simples erreurs comme tous les hommes sont exposés à en commettre : ce sont des fautes qui laissent après elles des traces profondes et ineffaçables, de ces fautes qui perdent les dynasties et les peuples, et qui appellent sur leurs auteurs les flétrissures de l'histoire.

La cour de Madrid avait le choix entre deux systèmes : d'un côté, fidélité scrupuleuse à l'alliance de la France; de l'autre, rupture et guerre avec cette même puissance. Nous croyons fermement que, dans les conditions où se trouvait l'Espagne en 1806, le plus sage encore pour elle était de s'identifier sans réserve avec la politique de la France, de prévenir, par l'ardeur et la franchise de son dévouement, jusqu'à l'ombre d'un soupçon dans l'esprit de son redoutable allié. Napoléon, une fois bien convaincu que les princes d'Espagne avaient pour jamais séparé leurs intérêts des Bourbons de France et de Naples, eût probablement laissé Charles IV finir tranquillement ses jours sur le trône. Sa position était compliquée d'assez grandes difficultés sans aller s'en créer gratuitement de nouvelles en attaquant traîtreusement les droits d'un souverain dévoué et soumis à toutes ses volontés. Cependant nous ne nous expliquons que trop les soupçons, les anxiétés des princes d'Espagne après l'événement tragique de Vincennes et la catastrophe de la maison de Naples : nous concevons leur désir, leur impatience de s'assurer des garanties contre le danger éventuel d'une spoliation dans la protection de l'Angleterre; mais c'était là un parti violent, extrême, désespéré en quelque sorte, et ils n'auraient dû s'y engager qu'avec des précautions infinies. La prudence la plus vulgaire leur commandait d'attendre, pour se livrer à des armemens offensifs, le résultat des pre-

(1) Lettre de M. de Vandeuil, novembre 1806.

miers chocs entre la France et la Prusse. Ce n'était pas en quatre mois que l'Espagne pouvait se flatter de réorganiser ses forces militaires, et l'issue de la grande lutte qu'elle se préparait à soutenir ne dépendait pas de quelques milliers d'hommes de plus ou de moins qu'elle pourrait jeter sur nos provinces du midi. Elle était dans une condition exceptionnelle; elle ne pouvait rien risquer; elle ne devait jouer qu'à coup sûr. Jusqu'au moment où elle croirait pouvoir se démasquer sans danger, il fallait qu'elle enveloppât ses desseins du plus profond mystère. La bataille d'Iéna l'eût trouvée pure de toutes fautes, au moins apparentes, vis-à-vis de la France. Elle n'aurait eu à se faire pardonner ni un mot, ni un acte douteux, et Napoléon, n'ayant rien soupçonné, n'aurait point eu à punir. Le pire de tous les partis pour l'Espagne était de n'être ni alliée sincère, ni loyale ennemie, de donner dans l'ombre la main aux cours coalisées, quand elle nous croyait menacés, et puis, au bruit de nos victoires, de retomber, humble et tremblante, à nos pieds; c'était surtout de rester désarmée, impuissante, sous le coup de nos légitimes ressentimens.

Napoléon ne pouvait demeurer un seul jour incertain sur les dispositions de cette couronne. Engagé dans une lutte opiniâtre et indéfinie avec l'Angleterre et les puissances du Nord, forcé d'avoir les yeux sans cesse ouverts sur leurs intrigues et ses armées toujours prêtes à déjouer leurs desseins, il ne pouvait pas laisser derrière lui l'Espagne, douteuse et désaffectionnée. Il fallait qu'en tous temps, en toute situation, puissant ou affaibli, victorieux ou vaincu, entraîné dans les hasards d'une entreprise lointaine ou réduit à disputer à l'Europe conjurée la barrière du Rhin ou les rochers des Alpes, il fallait qu'il pût compter sans réserve sur la fidélité de son allié. Sa position le rendait naturellement très défiant, très soupçonneux; il devait l'être surtout à l'égard des princes d'Espagne, car ils étaient d'un sang ennemi de sa maison. Si l'audace et la haine l'avaient emporté chez eux sur toutes considérations de prudence humaine, s'ils avaient manifestement trahi sa cause un seul jour, il n'y avait pas à revenir sur leurs pas. C'en était fait; ils étaient compromis sans retour. Leurs torts étaient de ceux pour lesquels il n'y a point de pardon. Il ne leur restait plus qu'à se jeter sur la France avec furie et à partager les destinées de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie. Ils suivirent une conduite tout opposée : ils crurent qu'à force de s'abaisser, ils rachèteraient leur infidélité. Ils ne firent que nous apprendre que leur faiblesse égalait leur perfidie et que vis-à-vis de tels hommes nous pouvions tout oser.

C'est à Berlin, dans le palais de son ennemi vaincu, que l'empereur reçut l'étrange proclamation du prince de la Paix. Elle lui inspira d'abord plus de surprise que de colère. Il eut peine à comprendre que l'Espagne fût assez folle pour se lever contre lui avant de savoir s'il

était vainqueur ou vaincu. Il eut des doutes pourtant; mais il attendit, pour les éclaircir, des informations plus précises. Bientôt elles lui vinrent de toutes parts, de Lisbonne, de Madrid, de toutes les villes maritimes de l'Espagne. A la nouvelle des derniers succès obtenus par nos armes en Allemagne, la panique s'empara de la cour de Lisbonne; elle eut peur de se trouver compromise par les fautes du prince de la Paix, et son premier mouvement fut de repousser toute solidarité avec la politique du favori. Elle alla jusqu'à lui prêter une pensée infernale, celle d'expier un moment d'infidélité à l'égard de la France, en exécutant un projet qu'elle n'avait mis en avant que pour motiver ses armemens, c'est-à-dire en attaquant effectivement le Portugal avec toutes ses forces. M. d'Araujo s'en expliqua nettement avec M. de Rayneval. « C'était bien contre la France, lui dit-il, qu'était dirigée la proclamation du 5 octobre; mais, intimidé par vos succès en Prusse, sans doute, le prince de la Paix cherchera à donner aux expressions vagues et obscures de sa proclamation une signification différente de celles qu'elles ont réellement : il indiquera le Portugal comme l'ennemi auquel il a fait allusion; il armera contre nous. En présence d'un tel danger, nous ne pouvons rester sans défense; nous allons armer en toute hâte nos places frontières. »

Les dépêches du ministre de Prusse à Madrid, qui tombèrent entre les mains de l'empereur après la bataille d'Iéna, achevèrent de lui dévoiler toute la vérité. Le moment n'était pas encore venu de manifester son ressentiment. Les Russes s'avançaient à grands pas : une longue et rude campagne allait s'ouvrir en Pologne. Il différa donc sa vengeance. Il continua de témoigner à l'Espagne une confiance entière; il parut convaincu de la loyauté de sa conduite, touché des témoignages de haute admiration que lui prodiguait le favori, et, afin de lui prouver à quel point il prenait au sérieux les protestations de ce prince, il l'invita dans les formes les plus douces, mais en termes cependant qui n'admettaient point de refus, à concourir, par un redoublement d'efforts, au triomphe de la cause commune. Voici ce que, par son ordre, M. de Talleyrand écrivit de Berlin, le 27 novembre, et de Posen, le 15 décembre, à M. de Beauharnais, beau-frère de l'impératrice Joséphine, qui venait d'être envoyé à Madrid en qualité d'ambassadeur :

« Les levées militaires et tous les préparatifs dont l'Espagne s'occupe sont devenus sans objet. Elle n'est exposée à aucune guerre continentale : la France couvre ses frontières au nord, le Portugal ne la menace point. Il ne faut point appeler l'attention et l'inquiétude publiques sur des dangers qui n'existent pas et qui sont sans vraisemblance.

« C'est à l'état de sa marine que l'Espagne doit donner tous ses soins. L'ennemi ne tentera pas une invasion dans ses provinces maritimes; mais il arrête ses communications avec ses colonies, il continue de me-

nacer celles-ci, il attaque sur mer son commerce. Voilà les dangers dont l'Espagne doit chercher à se préserver. C'est contre l'Angleterre qu'elle doit tourner tous ses efforts.

« Vous voudrez bien, monsieur l'ambassadeur, faire toutes les démarches nécessaires pour que l'Espagne arrête ses armemens, et vous vous attacherez moins à lui montrer de l'ombrage qu'à lui faire comprendre qu'ils sont inutiles (1).

« L'occupation de Hambourg et des ports du Nord est l'opération qui influera le plus sur la paix maritime, qui obligera le plus les Anglais à renoncer à leur système et à restituer nos colonies. L'empereur renouvelle à sa majesté catholique l'engagement de lui faire rendre toutes les siennes, et, pour lier entre elles toutes les mesures que les deux gouvernemens doivent prendre d'après leurs traités d'alliance, il demande que l'Espagne fournisse quatre mille hommes de cavalerie, dix mille d'infanterie et vingt-cinq pièces de canon attelées, afin de former un corps d'observation du côté du Hanovre et de s'opposer à l'armée anglaise qui voudrait débarquer et forcer le blocus. L'Espagne vient de faire des levées de troupes de terre; voilà le moment de les employer (2). »

L'empereur ne se borna pas à exiger un contingent de troupes de terre; il demanda que l'escadre espagnole, mouillée dans le port de Carthagène et forte de six vaisseaux de ligne, se réunît à la flotte française qui était dans le port de Toulon. C'était autant de gages qu'il voulait avoir entre les mains de la soumission de l'Espagne.

Après la bataille d'Iéna, l'armée victorieuse avait fait un nombre immense de prisonniers. C'était un glorieux fardeau; mais c'était un fardeau. Napoléon imagina de s'en décharger en partie sur l'Espagne. Il lui fit annoncer l'envoi de vingt-cinq mille Prussiens et demanda qu'ils fussent employés à la police intérieure du royaume.

Enfin, par ses ordres, M. de Beauharnais donna au gouvernement espagnol communication des grandes mesures décrétées à Berlin contre le commerce anglais, et l'invita à les mettre immédiatement en vigueur dans ses ports et sur toutes ses côtes (3).

La cour de Madrid n'était point préparée à tant de demandes faites coup sur coup : elle en fut consternée; mais elle n'était plus en situation de nous rien refuser. Elle promit les quatorze mille hommes et les vingt-cinq pièces de canon exigées; elle promit d'envoyer à Toulon l'escadre de Carthagène; elle poussa l'humilité au point de paraître reconnaissante des vingt-cinq mille prisonniers prussiens que la France met-

(1) Dépêche du 15 novembre.
(2) Dépêche du 15 décembre.
(3) Lettre de M. de Talleyrand à M. de Beauharnais, 29 janvier 1807.

tait à sa charge. « C'est un bienfait de plus, dit le prince de la Paix à M. de Vandeuil; une véritable armée étrangère dont nous serons redevables à la générosité de l'empereur. »

Même empressement à appliquer aux ports du royaume le décret de Berlin. « Ce décret, dit le prince de la Paix à M. de Vandeuil (1), était indispensable contre un ennemi aussi peu scrupuleux que le gouvernement anglais. Il faut des mesures extraordinaires pour terminer une lutte qui ne peut plus l'être par des batailles sur mer. L'Espagne garantit à la France son loyal et énergique concours : elle est liée désormais sans retour à la cause de son puissant allié, car c'est de lui seul qu'elle attend son salut. »

Les actes étaient loin de répondre à ces protestations, et le prince de la Paix se vengeait de ses bassesses officielles en apportant une lenteur calculée dans l'envoi du contingent promis. « Au lieu de quatorze mille hommes, écrivait M. de Beauharnais, le 27 avril 1807, au prince de Talleyrand, le gouvernement espagnol nous en donnera à peine le tiers : il met dans tout cela une mollesse extrême. Il nous est lié par la force; mais de l'affection, il n'en a pas. J'électrise en vain : il m'est impossible de me faire illusion sur les sentimens de cette cour pour nous. » Enfin cependant, à force d'être sollicitée, pressée, presque menacée par l'ambassadeur de France, le prince de la Paix porta au complet de quatorze mille hommes le contingent exigé. Neuf mille partirent d'Espagne, traversèrent la France et s'acheminèrent sur le Bas-Elbe. Les cinq mille autres, conduits par le général O'Farill, s'y rendirent, de Livourne et de Florence, par les routes du Tyrol et de la Bavière. Le corps tout entier fut placé sous le commandement du général marquis de la Romana, et fit partie de l'armée d'observation que l'empereur avait rassemblée entre l'Elbe et le Wéser.

La bataille d'Eylau soumit à de nouvelles épreuves la cour de Madrid. La coalition redoubla d'efforts pour la soulever et l'entraîner. Jamais le baron de Strogonoff ne fut plus assidu auprès du prince de la Paix. Au nom de toutes les cours coalisées, il lui promit, si l'Espagne consentait à se prononcer immédiatement contre la France, la restitution de Gibraltar et une partie du territoire portugais. Il lui montra l'armée française vaincue et abîmée, l'Autriche ébranlée et prête à se déclarer, une armée anglaise sur le point de débarquer à l'embouchure du Wéser, toutes les populations de l'Allemagne ulcérées, frémissantes, et n'attendant que l'apparition des Anglais pour se lever en masse (2). C'étaient là des offres d'une séduction presque irrésistible; mais, heureusement pour nous, la cour de Madrid était plus lâche encore qu'elle

(1) Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand. Madrid, 18 décembre 1806.
(2) Lettre de M. de Beauharnais à M. de Talleyrand, Madrid, 13 avril 1807.

ne nous détestait, et Napoléon put librement poursuivre ses grandes destinées. Tels étaient ses rapports avec la cour de Madrid au moment où la bataille de Friedland et les traités de Tilsitt le rendirent l'arbitre suprême du continent.

Le moment était venu enfin de jeter le masque. Nous avions perdu du côté de l'Espagne toute sécurité, et elle était devenue un danger permanent suspendu sur nos provinces du midi. Napoléon lui prêtait les plus perfides desseins. Humble et soumise tant qu'il serait fort et redouté, sans doute elle n'attendait que le moment où il serait atteint par quelque grand désastre pour l'attaquer lâchement par derrière et lui porter le dernier coup. Pouvait-il, sans manquer à tous les devoirs de la prudence, lui permettre de suivre plus long-temps les voies tortueuses dans lesquelles s'égarait sa politique? Non assurément, et l'inexorable fatalité de sa situation qui déjà lui avait fait entreprendre des choses si violentes, l'obligeait encore aujourd'hui à étendre sa main sur l'Espagne et à l'étreindre si fortement, qu'il lui fût à jamais impossible de s'arracher de ses bras.

Le plus pressé en ce moment était d'agir avec vigueur sur la cour de Lisbonne et de la forcer à rompre tous ses liens avec l'Angleterre. L'occasion ne pouvait être mieux choisie pour peser sur l'Espagne et la couvrir de nos armées. M. de Talleyrand écrivit, le 20 juillet, à M. de Beauharnais: « Toutes nos vues doivent se tourner vers le rétablissement de la paix maritime, et l'un des moyens les plus certains d'obliger l'Angleterre à la conclure est de lui fermer les ports du Portugal. Vous voudrez donc bien, monsieur l'ambassadeur, entretenir de ce sujet important M. le prince de la Paix. Vous l'amènerez à signer, au nom de sa cour, une convention secrète qui renfermera les stipulations suivantes:

« La France et l'Espagne uniront leurs efforts pour déterminer la cour de Lisbonne à fermer ses ports à l'Angleterre au 1er septembre, s'il est possible. Dans le cas où le Portugal se refuserait à cette mesure, les ministres de France et d'Espagne se retireraient de Lisbonne, et les deux puissances déclareraient la guerre au Portugal. Une armée française de vingt mille hommes, qui sera rendue à Bayonne le 1er septembre, se réunira à l'armée espagnole et marchera contre le Portugal. »

La nouvelle demande de la France causa un grand trouble à la cour de Madrid. Elle apprit à Charles IV et à la reine que leur situation était changée, qu'une ère nouvelle s'ouvrait pour eux, et que c'en était fait de leur repos. Le régent de Portugal avait épousé une de leurs filles. On les forçait à employer contre ce prince la menace; bientôt on exigerait leur concours pour l'expulser du trône. Jamais avait-on exigé d'un père et d'une mère qu'ils se fissent les instrumens de la ruine de

leur enfant? Mais résister n'était plus possible. Ce qu'ils auraient pu tenter avant la bataille d'Iéna, même, à la rigueur, après celle d'Eylau, ils ne le pouvaient plus aujourd'hui. Leurs fers étaient rivés. Il ne leur restait plus qu'à s'humilier sous la volonté du maître impérieux qui les dominait.

Le 12 août, l'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne, le comte de Campo-Alange et le chargé d'affaires de France, M. de Rayneval, signifièrent au régent que si, au 1er septembre 1807, il n'avait pas déclaré la guerre à l'Angleterre, renvoyé l'ambassadeur de cette puissance, rappelé de Londres son propre ambassadeur, arrêté comme ôtages tous les Anglais et confisqué toutes les marchandises de cette nation qui se trouvaient alors en Portugal, réuni enfin ses escadres aux escadres continentales, il serait considéré comme ayant renoncé à la cause du continent. « Eux, aussitôt, demanderaient leurs passeports; ils quitteraient Lisbonne, et le Portugal serait en guerre avec la France et l'Espagne. » Les deux puissances appuyèrent par leurs armemens cette note menaçante. D'une part, un corps de trente mille hommes se rassembla en toute hâte à Bayonne, et, de l'autre, toutes les forces disponibles de l'Espagne furent dirigées sur la frontière portugaise.

Le trône de Portugal était alors occupé par un fantôme couronné. La reine Marie était folle, et, depuis l'année 1776, c'était son fils, don Jean, qui, sous le titre de régent, gouvernait à sa place. Ce prince avait toutes les vertus privées. Il était bon, humain, de mœurs austères, et il portait dans toutes ses actions les scrupules d'une conscience rigide; mais il avait hérité de sa mère une intelligence infirme et reçu l'éducation d'un moine. Bigot et plein de préjugés, il consumait dans de minutieuses pratiques de dévotion les heures qu'il aurait dû consacrer aux affaires publiques. Il était irrésolu et défiant, en sorte qu'il manquait de lumières pour s'éclairer, de volonté pour se décider, et de confiance dans ses ministres pour suivre leurs conseils. Comme tous les hommes bornés et timides, il ressentait un invincible éloignement pour les esprits puissans, énergiques et novateurs. A plusieurs reprises, notamment en 1805 et en 1807, il avait donné des signes d'aliénation. On l'avait vu changer tout à coup les habitudes de sa vie intérieure, s'isoler de sa mère, de sa femme, de ses enfans, qu'il aimait de la plus vive tendresse, négliger toutes les affaires et s'abîmer, pendant des jours entiers, dans une rêverie profonde et solitaire. Son état fut jugé si alarmant, que ses ministres mirent un instant en question s'ils ne lui retireraient pas la régence, et s'ils ne la remettraient pas dans les mains de la princesse sa femme. Tel était l'homme sur lequel reposaient les destinées du Portugal dans une des plus terribles crises qu'ait eu à traverser la maison de Bragance.

Les sommations de la France et de l'Espagne accablèrent de douleur le régent. Napoléon n'exigeait pas seulement qu'il rompît tous ses liens avec la Grande-Bretagne; il le sommait d'arrêter et de dépouiller de leurs biens cette foule de négocians et de banquiers anglais qui tenaient dans leurs mains tout le commerce du pays. S'il hésitait à se charger de ce rôle odieux, les armées de la France et de l'Espagne allaient fondre sur le royaume. Dès-lors il lui faudrait chercher par-delà l'Océan une sécurité qu'il ne trouverait plus en Europe : horrible situation, digne de toute la pitié de l'histoire, et qu'il n'eût été donné à personne, pas même au plus ferme courage, à l'intelligence la plus souple, de pouvoir dominer.

Le premier mouvement du régent fut de rejeter les demandes de la France et de fuir au Brésil. M. d'Araujo annonça lui-même à M. de Rayneval la détermination du prince : « Vous nous faites, monsieur, lui dit-il le 14 août, des demandes terribles. Son altesse royale ne consentira jamais à faire arrêter les Anglais ni à confisquer leurs propriétés. Si nous avons des griefs contre eux, ils sont trop peu de chose pour justifier une déclaration de guerre, et commencer par une injustice manifeste nous attirerait des représailles funestes. Il faut, dans une aussi grave question, aller droit au fait et ne laisser en arrière aucune pensée. Notre monarchie se compose d'une portion européenne et d'une portion américaine. Il faut perdre une des deux. Le plus sage est de sacrifier la moins avantageuse, celle d'Europe. Après tout, les grandes commotions qui agitent le globe nous l'enlèveraient tôt ou tard. Les condescendances à l'aide desquelles nous tenterions de la sauver ne feraient que nous déshonorer. Notre perte est inévitable; vouloir lutter serait une folie. La France a bravé et vaincu la Prusse et la Russie. Quelle résistance pourrait opposer le Portugal, eût-il cinquante mille Anglais pour auxiliaires? D'ailleurs, le Portugal succombe sous le poids de ses propres vices; c'est un vieil édifice qu'il vaut mieux laisser tomber en ruines : on ne le sauverait qu'en le refaisant à neuf. Tout cela nous commande de nous ouvrir la route du Brésil. Là, du moins, nous marcherons sur un terrain neuf, et nous resterons maîtres de n'y point laisser entrer des germes de décadence. Nous échapperons à la dépendance de la France et de l'Angleterre, et les chaînes de l'une et de l'autre, de quelque nom qu'on les honore, ne sont pourtant que des chaînes. »

Une telle déclaration semblait annoncer que les résolutions du régent étaient arrêtées et irrévocables. Il se ravisa cependant et voulut essayer, sans doute d'après les conseils du cabinet de Londres, si, par une feinte soumission, il ne parviendrait pas à apaiser ou à abuser l'empereur. En conséquence, il prit tous les dehors d'un prince qui

s'humiliait devant les volontés de la France. Il promit (1) de séparer sa cause de celle de l'Angleterre; « il lui déclarerait la guerre, il lui fermerait tous ses ports, et mettrait à la disposition de la France tous ses vaisseaux. » Là s'arrêtait la limite de ses concessions; il refusa formellement de confisquer les propriétés des Anglais et d'arrêter leurs personnes. « De telles mesures, dit M. d'Araujo dans sa note du 21 septembre, répugnaient trop à l'esprit de justice et de religion de son altesse royale. »

Quand cette note fut envoyée à MM. de Rayneval et de Campo-Alange, le gouvernement portugais avait déjà fait savoir secrètement à tous les négocians anglais établis en Portugal le danger qui les menaçait, et les avait avertis de mettre en sûreté leur personne et leurs propriétés. Plus de trois cents familles anglaises s'embarquèrent aussitôt, et emportèrent avec elles une partie considérable du numéraire en circulation dans le royaume.

Le régent n'ayant point accepté la totalité des conditions imposées par la France, M. de Rayneval annonça que sa mission était terminée, et demanda ses passeports; mais M. d'Araujo le conjura d'attendre au moins la réponse du cabinet français à sa note du 21 septembre. Dans la prévision d'une rupture jugée inévitable, le gouvernement portugais prit diverses mesures de précaution. Il arma et équipa avec une célérité extraordinaire cinq vaisseaux de ligne, et demanda des secours à l'Angleterre. Cette puissance promit d'envoyer au plus tôt dans le Tage une escadre, qui, réunie aux vaisseaux portugais, protégerait, le cas échéant, l'embarquement et la retraite du régent et de sa famille au Brésil.

Napoléon ne se laissa point endormir par la feinte humilité de la cour de Lisbonne. Il blâma sévèrement M. de Rayneval de n'avoir pas insisté, comme le lui commandaient ses instructions, sur la remise immédiate de ses passeports, et ne voulut admettre aucune restriction dans la soumission du régent (2). Sans précisément exiger que les Anglais qui se trouvaient encore en Portugal fussent individuellement incarcérés, il demanda que, par des mesures de haute surveillance, le gouvernement portugais s'assurât de leurs personnes et rendît impossible leur évasion. Il ne se contenta pas de faire savoir ses volontés à la cour de Lisbonne par l'intermédiaire de son représentant : il les signifia directement lui-même au prince régent et il lui écrivit à cet effet. Les sacrifices demandés au régent dépassaient la mesure des concessions que l'Angleterre l'avait autorisé à faire. Le prince déclara à M. de Rayneval qu'il lui était impossible de déférer à toutes les exigences de

(1) Note de M. d'Araujo du 21 septembre.
(2) Lettre de M. Champagny à M. de Rayneval, 7 septembre 1807.

l'empereur, que sa conscience répugnait à de telles injustices, que, du reste, il allait assembler son conseil, et qu'il lui ferait connaître ce qui aurait été résolu.

Les ministres furent d'avis que son altesse royale ne pouvait, sans se dégrader, accéder à toutes les demandes de la France. « Nous ne nous dissimulons point les conséquences d'une telle résolution, dit M. d'Araujo à M. de Rayneval; mais l'honneur et le devoir passent avant tout. Il faut savoir supporter les inconvéniens attachés à une résolution noble, ferme et juste. Après tout, le Brésil est là, et la retraite est encore honorable. » M. de Rayneval réclama de nouveau et reçut cette fois ses passeports. Il partit le 1er octobre et retourna en France en passant par Madrid. L'empereur apprit avec un profond sentiment de joie que son représentant avait enfin quitté Lisbonne. Il était impatient d'une rupture qui lui donnât le droit d'envahir militairement toute la Péninsule et de prendre en main la direction suprême de cette vaste contrée.

Un des plus affligeans spectacles que présente l'histoire, c'est la dégénération lente, mais incessante, qui atteint et rabaisse au-dessous du niveau commun quelques-unes de ces grandes familles qui ont été autrefois l'honneur de leur siècle et de leur pays. Leur décadence se reconnaît à des signes infaillibles. Vainement on cherche dans leurs tristes rejetons ces qualités exquises et vigoureuses, cette noble et féconde essence qui ont illustré leur nom. Tout a disparu : on ne trouve plus que des ames appauvries et énervées, des esprits infirmes, obscurcis par l'ignorance et les préjugés, trop souvent par des vices qui sont la honte de l'humanité. Quand ces êtres dégénérés sont de race royale, ils deviennent des fléaux de Dieu, des causes de révolution, car ils font le malheur des peuples confiés à leur sceptre. Telle était la branche des Bourbons qui occupait en ce moment le trône des Espagnes.

Charles IV avait le cœur loyal et bon. Ses mœurs étaient pures, son jugement sain et droit; mais il avait l'ame molle et pusillanime et l'esprit paresseux. Penser était pour lui une fatigue, vouloir un effort surnaturel. L'âge et les infirmités venant encore augmenter cet engourdissement moral, il avait fini par n'être plus capable de la moindre application. Sa mauvaise destinée lui donna pour épouse Maria-Luisa, fille du dernier duc de Parme. C'était une de ces femmes que, pour l'honneur de leur sexe, il faudrait condamner, dès leur plus tendre enfance, aux solitudes du cloître. Elle était artificieuse, violente, vindicative, dissolue dans ses mœurs, vulgaire d'esprit comme de cœur et surtout impérieuse. A peine eut-elle vu l'époux auquel elle était destinée, qu'elle se sentit un irrésistible besoin de le dominer. Elle y réussit sans peine. Charles IV était né pour le joug. Bientôt il n'osa plus ni

penser, ni agir sans prendre l'avis de la reine, et lui abandonna la direction du gouvernement, trop heureux que la femme qui partageait son trône et son lit voulût bien consentir à le soulager du fardeau des affaires. Dès-lors il se livra exclusivement à sa passion pour la chasse, et y consacra tous les momens qu'il ne donnait point aux pratiques de dévotion.

La reine voulait à tout prix gouverner, et elle ne possédait pas une seule des qualités que suppose une telle ambition. Elle avait l'esprit vif, mordant, mais capricieux, inappliqué, étranger à la science des affaires, et complétement dépourvu d'étendue et d'élévation. A de tels souverains, il fallait absolument un homme qui gouvernât sous leur nom; cet homme fut Godoy. Le favori fut digne de ses maîtres.

Don Emmanuel Godoy naquit à Badajoz en 1767 d'une famille noble, mais pauvre. La nature ne lui avait départi aucune de ces grandes qualités de l'esprit ou du caractère qui expliquent et justifient les hautes et rapides fortunes; mais il avait une belle figure, de la souplesse, l'humeur enjouée et facile. Sa beauté fit sa fortune. La reine le distingua dans la foule de ses gardes, l'éleva jusqu'à elle, le présenta au roi comme un jeune homme d'une capacité éminente, le fit entrer au conseil d'état, bientôt après lui confia le poste de ministre des affaires étrangères, et, de faveurs en faveurs, finit par lui livrer, avec son cœur et sa confiance, le gouvernement tout entier de l'état.

Godoy a eu le sort des favoris qui sont tombés sous le poids de la haine publique. Il a été fort calomnié, et l'on a exagéré ses vices comme ses fautes. Il avait des qualités incontestables, l'esprit naturellement juste, lucide, souple, prompt et libre des préjugés de son pays. L'habitude des affaires lui avait donné une assez grande facilité de travail. Son caractère était doux et humain. Les vifs et durables attachemens qu'il a su inspirer attestent qu'il avait une puissance de séduction peu commune. Il avait surtout à un haut degré cette grace, cet entraînement sympathique, qui sont particuliers aux hommes de plaisir. L'Espagne lui doit d'importantes améliorations. Il est le premier ministre espagnol qui ait osé braver la colère du clergé en arrêtant l'envahissement des biens de main-morte, en réfrénant le pouvoir intolérant du tribunal de l'inquisition, enfin en obtenant du saint-siége le droit de séculariser et de vendre une partie des propriétés ecclésiastiques. Plus d'une fois il a conçu de nobles et vastes desseins, tels que la réorganisation des finances de l'Espagne et de son système militaire; mais pour conduire à fin de telles entreprises, pour triompher des mille obstacles que lui suscitaient les priviléges des nobles, l'esprit de domination du clergé, la timidité du roi et la jalousie ombrageuse de la France, il eût fallu une variété de connaissances, une fécondité et une sûreté d'esprit, une puissance de volonté et d'application qu'il n'a jamais eues. La reine a été

son mauvais génie; il s'est dégradé au contact de cette femme perverse et dissolue. Bientôt se développèrent en lui les plus mauvais penchans, la paresse, la cupidité, l'amour du faste, une ambition extravagante, enfin le goût et l'habitude de la débauche. La dépravation des grands a surtout cela de funeste, qu'elle démoralise tout ce qui les entoure. Les courtisans copièrent à l'envi les vices du favori. Ce fut un nouveau moyen de lui plaire et de pousser leur fortune. Le plus lâche égoïsme prit dans les cœurs la place du devoir; on ne pensa plus qu'à soi. Tous les ressorts de la puissance publique se détendirent, et le gouvernement, à tous les degrés de la hiérarchie administrative, depuis les ministres jusqu'à ses plus infimes agens, se trouva frappé d'inertie.

La reine et le prince de la Paix, après s'être aimés long-temps, se fatiguèrent l'un de l'autre; de mutuelles infidélités suivies de scènes orageuses mirent un terme à cette coupable union, et, d'un commun accord, ils volèrent, chacun de son côté, à de nouvelles amours. La reine, une fois lancée dans cette voie de désordres, ne s'arrêta plus. L'âge, au lieu d'éteindre chez elle ces lascives ardeurs, ne fit que les redoubler; elle finit par aller chercher partout, par accepter de toutes mains les nombreux objets de ses préférences, et le palais des rois d'Espagne se trouva transformé en un lieu de débauches et d'orgies. Les orgies dégénéraient fréquemment en querelles violentes, et trop souvent d'étranges récits vinrent scandaliser les oreilles du peuple de Madrid. Cependant la reine conserva toujours pour Godoy un fonds d'attachement que rien ne put détruire. Il a eu de nombreux successeurs, mais pas un rival. Elle lui revenait toujours. Le favori savait se prêter à des retours de tendresse qui assuraient la durée de son crédit. Après avoir été, pendant tant d'années, l'amant public de sa souveraine, il était devenu le complaisant mystérieux de ses débauches. Chaque jour, il fallait satisfaire à des prodigalités dont il connaissait la source impure. C'était lui qui toujours la tirait d'embarras, lui qui se chargeait de déguiser au roi la véritable cause des dilapidations du trésor public. Il y a peu d'exemples dans l'histoire des derniers siècles qu'une tête couronnée et un favori aient fait un usage plus effroyable de la toute-puissance et gaspillé avec plus d'impudeur les destinées d'une grande et généreuse nation.

Le dévot Charles IV ne soupçonnait rien. Les désordres qui scandalisaient toute l'Espagne, lui seul ne les voyait point. Il admirait dans la reine une mère chaste, quelquefois sévère, mais toujours juste, et, dans l'homme qui avait déshonoré sa couche, le plus grand ministre qu'ait eu la monarchie. Lui aussi, il aimait Godoy; il lui portait une tendresse de père, et il n'est point de faveurs qu'il ne lui ait prodiguées. On peut dire qu'il l'en accabla. D'abord il le fit duc d'Alcudia, plus tard prince de la Paix. Ce n'était point encore assez; il l'unit par le sang à la maison

royale en lui donnant pour épouse la fille de l'infant don Louis. Godoy était, après les souverains, le personnage le plus considérable de l'Espagne. Tous les pouvoirs publics venaient en quelque sorte se concentrer dans ses mains. Il était le véritable maître du royaume, maître détesté, méprisé, avili, mais obéi, courtisé et tout-puissant.

L'empereur, déterminé à subjuguer l'Espagne, allait donc rencontrer sur son chemin un premier obstacle; c'était le favori. Comment en agirait-il avec ce personnage? Il n'y avait que deux manières de procéder : il fallait ou l'abattre ou le gagner. L'abattre, c'était la guerre, et la chose que Napoléon redoutait le plus au monde, c'était précisément d'entrer en collision avec le gouvernement espagnol. L'affermissement de sa suprématie sur le continent exigeait qu'il tînt quelque temps encore ses armées réunies et compactes entre l'Elbe et la Vistule. Bien loin d'aller porter la guerre en Espagne, il s'agissait au contraire d'ôter à ce pays la possibilité de la lui faire un jour. A des relations indécises, troublées par de secrètes et mutuelles défiances, il voulait substituer une situation nette, tranchée, permanente, sur laquelle il pût à tout jamais compter. Ainsi l'empereur n'avait qu'un seul parti à prendre : c'était d'abord de gagner le favori, sauf plus tard à le briser, si ses intérêts le lui commandaient.

Le prince de la Paix avait trop abusé de sa fortune pour ne pas avoir un grand nombre d'ennemis. Les faveurs du trône le protégeaient aujourd'hui contre la haine publique; mais Charles IV était vieux : sa santé, fort altérée depuis quelque temps, laissait pressentir une fin prochaine. S'il mourait, quel serait le sort du favori? Il aurait à rendre un compte terrible au nouveau roi d'abord, et puis à tout ce peuple dont il avait, pendant tant d'années, dirigé les affaires avec une incurie si déplorable. Sa chute, il devait s'y attendre, serait aussi rapide, aussi éclatante que l'avait été son élévation, trop heureux si, par un exil volontaire, il parvenait alors à sauver ses richesses et sa tête.

Napoléon entrevit dans cette situation, mélangée de tant de grandeurs et de périls, un moyen infaillible de l'attacher à sa cause. Ses troupes s'avançaient en ce moment sur le Portugal. Bientôt il allait avoir à sa disposition un territoire de deux millions cinq cent mille ames. Il résolut de le diviser en trois parts, d'en ériger une en principauté indépendante et de l'offrir au prince de la Paix. C'était un refuge assuré qu'il lui ouvrirait contre les vicissitudes de l'avenir. Il l'associerait ainsi à sa fortune : d'un ennemi secret, il s'en ferait un allié, un souple instrument de ses desseins. Le favori se laissa prendre à cette amorce. L'idée ne lui vint pas un instant qu'elle pût être un piége tendu à son ambition. Il ajouta la même confiance aux offres de l'empereur qu'il en avait accordé l'année précédente à celles de la coalition. Aveuglé par sa vanité, il crut ses fautes oubliées et pardonnées; il accepta tout.

L'Espagne était alors représentée à la cour des Tuileries par le prince de Masserano; mais ce n'était point par ses mains que passaient les affaires les plus secrètes. Le véritable ambassadeur était un personnage obscur, entièrement dévoué au prince de la Paix, qui, sous le voile d'une mission scientifique, l'avait envoyé à Paris pour y défendre ses intérêts particuliers. Cet agent était don Eugenio Isquierdo. C'est lui qui reçut les premières ouvertures relatives au démembrement du Portugal, qui en informa secrètement le prince de la Paix, et qui fut chargé par lui de discuter les bases du traité de partage. Le prince de Masserano n'en fut instruit qu'après que toutes les conditions en eurent été arrêtées. Le traité fut signé à Fontainebleau le 27 octobre 1807.

Le Portugal était divisé en trois lots. Le premier, formé des provinces d'entre Duero et Minho avec la ville d'Oporto, était donné au jeune roi d'Étrurie en échange de la Toscane, cédée à la France. Ce prince prendrait le titre de roi de la Lusitanie septentrionale. La province des Algarves et l'Alentejo composaient le second lot. Il était donné en toute souveraineté au prince de la Paix, qui prendrait le titre de prince des Algarves. Le nouveau royaume de la Lusitanie et la principauté des Algarves étaient placés sous la protection du roi d'Espagne. A défaut d'héritiers mâles du roi d'Etrurie et du prince des Algarves, le droit d'investiture, en ce qui touchait ces deux souverainetés, revenait à sa majesté catholique, sous la condition de ne les réunir ni sur une seule tête, ni à l'Espagne. Les trois provinces de Tras-os-Montès, de Beira et d'Estramadure, qui formaient le reste du Portugal, demeureraient en séquestre entre les mains de la France jusqu'à la fin de la guerre. Elles pourraient être alors restituées à la maison de Bragance, mais sous la condition que Gibraltar, l'île de la Trinité, ainsi que les autres possessions conquises par l'Angleterre sur l'Espagne depuis le commencement de la guerre, seraient restituées à sa majesté catholique. Les colonies portugaises seraient partagées également entre la France et l'Espagne. Le roi d'Espagne serait proclamé empereur des deux Amériques, et l'empereur des Français prendrait immédiatement possession du royaume d'Étrurie.

Une convention signée ce même jour, 27 octobre, régla le mode d'occupation du Portugal par les forces combinées des deux puissances. Une armée française, forte de 28,000 hommes, dont 3,000 de cavalerie, à laquelle viendrait se joindre un corps de 11,000 Espagnols, se dirigerait, à travers l'Espagne, sur Lisbonne. L'Espagne s'engageait à prendre possession de la province d'entre Duero et Minho avec 10,000 hommes, et de l'Alentejo et des Algarves avec 6,000. Un second corps d'armée français, fort de 40,000 hommes, se rassemblerait à Bayonne, de manière à se trouver en mesure d'entrer, le 20 novembre, en Espagne, dans le cas où les Anglais opéreraient une descente en Portugal; mais il était

expressément convenu que cette armée ne franchirait les Pyrénées qu'après que les deux gouvernemens se seraient concertés et auraient conclu une nouvelle convention.

L'empereur n'avait pas attendu que le traité de partage eût été signé pour agir contre le Portugal. Le général Junot, qui avait conservé son titre officiel d'ambassadeur de France à la cour de Lisbonne, vint prendre le commandement de l'armée d'invasion, et, le 18 octobre, il commença son mouvement. Il franchit la Bidassoa et se porta vivement par la Navarre et la Castille sur Salamanque. Partout, sur cette longue route, il reçut des populations un accueil amical. A Vittoria, à Burgos, à Valladolid, on lui donna des fêtes. On se pressait en foule autour de ce drapeau français encore entouré d'une auréole de gloire si éclatante et si pure. De son côté, l'Espagne se disposa à appuyer le mouvement de Junot. Le général Taranco, chargé d'occuper les provinces portugaises destinées au roi d'Étrurie, se dirigea, avec quatorze bataillons et six escadrons, de la Corogne sur Oporto. Le général Solano marquis del Socorro pénétra dans les Algarves et l'Alentejo à la tête de huit bataillons, de cinq escadrons et d'une batterie à cheval. Enfin une division espagnole, commandée par le général Caraffa, se réunit à Alcantara, d'où elle devait marcher ensuite, de concert avec l'armée française, sur Lisbonne.

Ainsi, le Portugal allait être envahi sur tous les points à la fois, au centre, au nord et au midi. Le gouvernement espagnol avait dû faire des efforts inouis pour se trouver en mesure d'exécuter ses engagemens. Afin de porter à leur complet de guerre les bataillons de l'armée active, il avait été forcé d'affaiblir toutes les garnisons des places du nord, ainsi que les divisions qui formaient le camp de Saint-Roch : il avait pris tout ce qui était disponible, même une partie de la garde royale. — L'armée française franchit en vingt-cinq jours la distance qui sépare Bayonne de Salamanque. Elle arriva dans cette dernière ville le 12 novembre. Elle comptait s'y reposer de ses fatigues : déjà elle avait disposé ses campemens, quand elle reçut l'ordre de poursuivre sa marche.

L'Angleterre avait secrètement autorisé le régent, par un traité qui fut signé le 22 octobre, à séparer ostensiblement sa cause de la sienne et à lui fermer ses ports et ses marchés; mais elle y avait mis pour conditions que la France et l'Espagne se déclareraient satisfaites, et ne toucheraient point au territoire portugais. Les cours de Lisbonne et de Londres jouèrent avec une dissimulation parfaite leur rôle d'ennemis officiels. Le prince régent déclara solennellement la guerre à l'Angleterre, rappela de Londres son ambassadeur, et fit mettre le séquestre sur toutes les propriétés anglaises qui se trouvaient encore dans le

royaume. De son côté, l'ambassadeur anglais, lord Strangfort, simula une grande colère, fit abattre des portes de son hôtel les armes d'Angleterre, demanda avec hauteur ses passeports, et se retira à bord de l'*Hybernia;* mais, la nuit, une barque venait silencieusement le chercher et le ramenait à Lisbonne, où il conférait, pendant de longues heures, avec le régent et ses ministres : le matin, avant le jour, la même barque le reconduisait à bord de l'*Hybernia*.

Pour prix de sa soumission apparente, la cour de Lisbonne nous demanda d'arrêter la marche de nos troupes (1). L'empereur était persuadé que le régent le trompait; il fit expédier à Junot l'ordre de précipiter sa marche sur Lisbonne, soit pour la protéger contre les Anglais, dans le cas où le gouvernement portugais leur aurait sérieusement déclaré la guerre, comme il l'affirmait, soit pour occuper militairement cette capitale et en chasser le régent, si, comme tout le faisait croire, il était d'intelligence avec le cabinet de Londres. Il voulait que son armée arrivât comme la foudre, de manière à ne laisser ni au régent, ni aux Anglais, ni aux habitans le temps d'organiser la résistance. Il défendait à Junot de s'arrêter, même pour rassembler des vivres, « vingt mille hommes pouvant, disait-il, vivre partout, même dans un désert. »

Le pays situé entre le Tage et le Duero est l'un des plus montagneux et des plus sauvages de la Péninsule. L'Estrella, avec ses pics neigeux et ses nombreux rameaux, se dresse au centre de la Beira, comme pour servir de boulevard aux armées envahissantes de l'Espagne et couvrir Lisbonne. Junot n'avait le choix qu'entre deux routes, l'une, au nord, qui tournait la crête de l'Estrella et passait par Almeyda, Celorico et Thomar; l'autre, au midi, qui courait sur les flancs escarpés de la montagne, par Alcantara et Abrantès. La première traversait un pays riche, peuplé, où les troupes auraient vécu dans l'abondance; mais elle était beaucoup plus longue que l'autre. En outre, elle était couverte par la place d'Almeyda, qui nous eût arrêtés quelques jours, et cette perte de temps pouvait nous devenir fatale. La route d'Abrantès avait l'avantage d'être plus directe et de conduire l'armée à Alcantara, où l'attendait la division espagnole du général Caraffa.

Ces considérations maîtrisèrent Junot, et il prit la route d'Abrantès. Les obstacles naturels y étaient semés à chaque pas : ici, des montagnes nues, arides, presque inaccessibles à la cavalerie; là, des ravins profonds; presque partout, la stérilité et le désert. Les élémens déchaînés achevèrent de rendre cette route aussi difficile que périlleuse. La pluie tombait en abondance; les ruisseaux étaient devenus d'impétueux tor-

(1) Note de M. d'Araujo, 22 octobre 1807.

rens, et toutes les rivières étaient débordées. L'armée n'avait eu le temps de rassembler ni magasins ni convois, et elle eut bientôt épuisé tout ce qu'elle avait emporté d'Alcantara. Pourtant il fallait vivre. Les soldats étaient réduits à aller chercher leurs subsistances dans les pauvres chaumières clair-semées sur les montagnes ou au fond des vallées. Pendant plusieurs jours, ils ne se nourrirent que d'oignons et de châtaignes. Junot, sachant l'importance d'un jour perdu, ne leur laissa point de repos. Lisbonne devait être le prix moins de leur valeur que de la rapidité de leur course. De là, pour eux, des misères sans nombre. C'étaient, pour la plupart, de jeunes soldats qui n'avaient point encore vu le feu. Les plus faibles ne purent résister à tant de fatigues et succombèrent; beaucoup restèrent en arrière. L'armée cessa de former une masse compacte et disciplinée, et se fractionna en une multitude de petits détachemens. Les traînards formaient une longue file qui couvrait la route l'espace de plusieurs lieues. Ce n'était plus une marche régulière, mais une course à volonté. Une poignée d'hommes déterminés aurait suffi pour arrêter et détruire dans les gorges de l'Estrella nos colonnes disjointes. Enfin l'avant-garde atteignit Abrantès. Les autres détachemens arrivèrent plus tard, successivement et dans un état déplorable. La plupart des soldats n'avaient plus de chaussures; leurs fusils, tordus et rouillés, ne fonctionnaient plus. Les chevaux pouvaient à peine se traîner, et les affûts des canons étaient tout disloqués. A la vue de ces figures amaigries par la fatigue et la faim, de ces chevaux étiques, de ces équipages délabrés et en lambeaux, on ne se fût guère douté que c'était là une armée envahissante. Du reste, elle touchait au terme de ses souffrances; elle avait trouvé dans Abrantès tout ce dont elle était privée depuis qu'elle avait quitté Alcantara, des vivres, des fourrages de bonne qualité, des chaussures, des munitions et des équipemens.

Junot n'attendit pas qu'il eût rassemblé et réorganisé son armée pour s'avancer sur Lisbonne. Il savait mieux que personne à quelle sorte de gens il avait affaire, et il agit comme s'il était à la tête des vainqueurs d'Austerlitz et d'Iéna. Il prit la plume et annonça lui-même au premier ministre du régent son arrivée à Abrantès. « Je serai dans quatre jours à Lisbonne, lui dit-il; mes soldats sont désolés de n'avoir pas tiré un coup de fusil : ne les y forcez pas; je crois que vous auriez tort. »

Après le refus de l'empereur d'arrêter la marche de ses colonnes, on ne comprend pas que le régent ait pu hésiter un instant sur ce qu'il avait à faire. Il ne lui restait plus qu'à monter sur ses vaisseaux et à transporter son trône au Brésil; mais la perspective d'un tel exil le navrait de douleur, et son ame était en proie aux plus cruelles incertitudes. Un jour, il semblait décidé à rompre sans retour avec l'Angleterre et à suivre la fortune de la France. Ainsi, le 8 novembre, il ordonna de

garder à vue le petit nombre d'Anglais qui étaient restés dans le royaume : c'étaient quelques malheureux que leurs dettes ou leur misère avaient enchaînés sur le sol portugais. Ainsi encore, il fit réparer et approvisionner les forts de la marine et couvrir la côte et les deux rives du Tage de batteries mobiles. Enfin il envoya le marquis de Marialva proposer d'unir le prince de Beira, alors âgé de neuf ans, à la fille du grand-duc de Berg. Cet ambassadeur devait, en outre, offrir à Napoléon un subside considérable. Cependant, dans le moment même où il semblait se livrer à nous, le régent prenait des mesures calculées dans la prévision d'une fuite prochaine. Il avait ordonné que ses bâtimens de guerre de toute grandeur fussent radoubés, équipés, pourvus de vivres pour plusieurs mois et aménagés de manière à recevoir à bord un grand nombre de personnes. Naturellement, on en conclut qu'ils étaient destinés, non pas à combattre les Anglais, mais à transporter au Brésil la famille royale et la cour. Le gouvernement fit appel à la générosité de ses sujets. Il leur fit un triste tableau de ses embarras, de ses dangers, de la pénurie du trésor, et il les invita à venir lui apporter leur vaisselle d'or et d'argent; mais l'aristocratie portugaise et les riches négocians, remarquant qu'il y avait plus d'ostentation que de réalité dans les mesures défensives, soupçonnèrent la cour de ne leur demander leur argent que pour l'emporter au Brésil. Ils restèrent sourds à l'appel du prince, enfouirent leurs richesses et attendirent les événemens.

Les Anglais avaient la promesse du régent qu'il se retirerait au Brésil dès qu'il aurait perdu tout espoir de prévenir l'envahissement de son pays. Ils ne mettaient point en doute sa bonne foi, mais ils connaissaient son caractère faible et irrésolu. Ils craignirent qu'il n'eût la force ni de fuir le péril, ni de le combattre, et qu'au moment suprême il n'aimât mieux encore subir le joug de la France que de s'arracher de sa capitale. Un grave incident vint fortifier leur soupçon. L'amiral russe Siniavin avait quitté la rade de Ténédos pendant les conférences de Tilsitt, et tourné ses voiles vers l'Océan, afin de regagner la Baltique. Il venait de passer le détroit de Gibraltar, quand il apprit la conclusion de l'alliance de Tilsitt. Il avait avec lui neuf vaisseaux de ligne, deux frégates et six mille cinq cents hommes de troupes. N'osant poursuivre sa route, de peur de tomber au milieu des croisières anglaises, il alla se réfugier dans le port de Lisbonne. On en conçut à Londres beaucoup d'inquiétude. La flotte de l'amiral Siniavin était devenue, par le cours des événemens, une force entre les mains de la France. Qui pouvait calculer l'effet que sa présence dans les eaux de Lisbonne allait produire sur les déterminations du régent? Les ministres anglais prirent leurs mesures pour toutes les éventualités. Ils envoyèrent sir Sidney Smith croiser, avec une escadre considérable, devant l'embouchure du

Tage. Le général Moor se rendait de Sicile dans la Baltique, avec un corps de dix mille hommes, pour secourir le roi de Suède, menacé par la Russie, la France et le Danemark : on lui expédia en toute hâte l'ordre de s'arrêter devant Lisbonne et de prêter main forte, le cas échéant, à sir Sidney Smith. Ils devaient, l'un et l'autre, protéger l'embarquement de la famille royale, si elle exécutait son dessein de se retirer au Brésil; dans le cas contraire, ils traiteraient le Portugal en ennemi : ils s'empareraient de tous ses bâtimens, bombarderaient ses côtes, forceraient l'entrée du Tage et y saisiraient tous les vaisseaux de guerre qui s'y trouveraient, tous, y compris ceux de l'amiral Siniavin. Ce n'est pas tout : le commodore Beresford dut occuper militairement l'île de Madère, et des ordres furent expédiés au gouvernement de l'Inde pour qu'il mît la main sur tous les comptoirs que le Portugal possédait dans cette partie du monde. Ainsi, le prince régent était dans la plus affreuse des situations. De quelque côté qu'il tournât les yeux, le péril et le joug étaient partout. Il était dévoré d'anxiétés, quand une nouvelle terrible, l'arrivée des Français dans les murs d'Abrantès, et la lettre de Junot fixèrent ses irrésolutions.

Abrantès occupe sur les deux rives du Tage une position très forte. Elle est, de ce côté, le véritable boulevard de Lisbonne. Si les Portugais avaient eu la prévoyance de l'armer et le courage de la défendre, elle eût arrêté nos colonnes harassées et donné le temps au gouvernement de mettre la capitale à l'abri d'une surprise; mais le pouvoir avait montré une incurie si profonde, et la marche des Français avait été si rapide, qu'on les croyait encore à Alcantara quand ils touchaient aux portes de la capitale. Le jour même où le prince régent recevait la lettre de Junot, un autre message lui arrivait, et celui-là lui était adressé par sir Sidney Smith; c'était le *Moniteur* du 13 novembre, qui contenait ces lignes fameuses : *Le prince régent de Portugal perd son trône. La chute de la maison de Bragance sera une nouvelle preuve que la perte de quiconque s'attache aux Anglais est inévitable.*

Le prince venait de lire sa sentence. Il n'y avait plus à balancer; il fallait fuir : mieux valait encore un trône au Brésil qu'une abdication forcée, peut-être la prison en France. L'ordre du départ fut donné. Il s'effectua le 27 novembre sous les yeux de la population éplorée. Lisbonne offrit pendant trois jours un spectacle lamentable. Le peuple était habitué à l'administration douce et apathique de ses princes. Leur indolence et leur bigotisme ne le choquaient point. Dévot lui-même et superstitieux, il y voyait un titre de plus à son amour et à ses respects. Au moment où ils sortirent du palais et se dirigèrent vers la rive qu'ils allaient quitter, la foule se pressa autour d'eux et les accompagna dans un morne silence. Tout, dans ces adieux, fut sombre et solennel. En tête du cortége royal marchait lentement la voiture de la vieille reine.

Depuis seize ans, privée de la raison, elle n'avait point quitté son palais de Mafra; mais la vue de tout ce peuple attroupé, de cette douleur universelle, ranima, pour quelques instans, les lueurs de son intelligence. De nobles pensées lui revinrent avec le sentiment des malheurs et de la honte de son pays. « Eh quoi! s'écria-t-elle avec une incroyable expression de tristesse, nous quitterions le royaume sans avoir combattu! » Puis, s'adressant à son cocher : « Pas si vite! pas si vite! disait-elle, on croirait que nous fuyons. » Après la voiture de la reine venait celle du régent. Ce prince s'avançait, le cœur déchiré et le visage couvert de larmes. Au moment où il quitta le rivage et monta sur le vaisseau qui devait l'emporter, les sanglots éclatèrent de toutes parts, et la foule attendrie répondit à ses touchans adieux par un long gémissement. Tout le personnel de la cour, la plupart des grandes familles, beaucoup de riches négocians, les ministres, les chefs des diverses administrations, la plupart des officiers supérieurs de l'armée, suivirent la fortune des princes, et l'on porte à plus de quinze mille le nombre des personnes que reçurent les vaisseaux portugais. Des vents contraires retinrent, pendant quarante heures, dans la rade et en vue de Lisbonne, le convoi royal. Enfin les voiles s'enflèrent, l'escadre gagna la haute mer, traversa la flotte anglaise, en reçut le salut d'usage qui était comme un dernier adieu et disparut. Une éclipse de soleil eut lieu le jour même où partit la famille royale. Ce phénomène mit le comble à l'émotion qui agitait tous les cœurs. Chacun, à Lisbonne, l'interpréta dans le sens de ses craintes ou de ses espérances; tous y virent une manifestation de la volonté divine.

Tandis que la famille royale fuyait sur ses vaisseaux, Junot s'avançait à grands pas. Sa position était fort compromise. Il avait à peine avec lui 1,500 hommes. Le reste venait derrière, non pas en masses serrées, mais par petits détachemens. Une partie de l'armée portugaise, environ 10,000 hommes, occupait les murs de Lisbonne. La flotte anglaise avait à bord des troupes de débarquement. Qu'on juge du danger qu'aurait couru Junot, si les Anglais et les Portugais avaient confondu leurs efforts et marché sur lui! Mais, comptant sur le prestige du drapeau français, sur l'impression d'indicible terreur qu'allait causer sa présence, il s'avança fièrement avec sa petite troupe, entra le 30 novembre dans Lisbonne, se dirigea, sans s'arrêter, sur les forts de Bélem qui dominent et défendent le port, fit pointer ses canons sur quelques bâtimens chargés d'émigrans qui n'avaient point encore quitté la rade, les força à rentrer dans le port et s'en empara. En d'autres circonstances, une telle audace eût été de la folie : dans celle-ci, ce fut un trait de génie. Le départ de la cour et des chefs de l'administration avait désorganisé tous les services, et Lisbonne, veuve de ses princes, sans gouvernement, sans police, se trouva, pendant quelques jours,

livrée aux passions cupides ou féroces de la populace. Là, comme à Naples en 1806, des bandes de brigands s'organisèrent et conçurent l'horrible dessein de forcer les prisons et de mettre la ville au pillage. Dans ce danger imminent, Junot devenait un sauveur pour les hautes classes et la bourgeoisie. Du reste, l'étonnement fut général à la vue de ses minces bataillons. L'imagination exaltée des Portugais s'était créé des types de soldats français à la taille imposante, à la figure martiale. Quand, au lieu de ces hommes d'élite, ils ne virent que des conscrits imberbes, mal vêtus, amaigris par les privations et les fatigues, ils firent sur eux-mêmes un triste retour; ils eurent honte de s'être livrés à des enfans sans avoir brûlé une amorce, et ce sentiment ne fut pas étranger à leur conduite ultérieure.

Tandis que Junot exécutait son brillant coup de main, les armées espagnoles opéraient, avec non moins de succès, dans les provinces du sud et du nord. Le général Solano pénétrait dans l'Alentejo et les Algarves, et portait son quartier-général à Sétubal, distant seulement de cinq lieues de la capitale. De son côté, le général Taranco occupait, sans rencontrer la moindre résistance, la province d'entre Minho et Duero. Il prit possession, le 15 décembre, de la ville d'Oporto.

Cependant le gros de l'armée française avait rejoint successivement le corps d'avant-garde, et bientôt Junot se trouva assez fort pour commander en maître. Il résolut de consacrer à tous les yeux, par un acte éclatant et solennel, les droits de son souverain. Un jour, c'était un dimanche, il rassembla sur la place du Roscio toutes ses troupes en grande tenue. Le peuple, attiré par ce spectacle nouveau pour lui, se pressait en foule derrière les lignes de nos soldats. A midi, une salve d'artillerie part du château des Maures : tous les yeux se tournent de ce côté, et l'on voit le drapeau aux armes du Portugal, qui flottait sur la plus haute des tours, tomber et faire place au drapeau tricolore. Ce jour-là, les Portugais comprirent qu'ils avaient échangé le joug mercantile de la Grande-Bretagne contre le joug militaire de l'empire français. La consternation fut générale. Le soir, une extrême agitation se manifesta dans la population : des groupes nombreux se formèrent, et le cri *meurent les Français!* ce cri sinistre qui, bientôt, retentira dans toute la Péninsule et armera tous les bras, se fit entendre pour la première fois. Tous les membres du gouvernement provisoire étaient réunis en ce moment chez le général Junot. Il se tourna vers eux et leur dit : *Messieurs, malheur à vous si vous osez conspirer contre l'armée de l'empereur Napoléon; vos têtes me répondront de la tranquillité du peuple!* Ces paroles remplirent de terreur tous les assistans. Le cardinal Mendoça, patriarche de Lisbonne, et, à son exemple, tous les chefs du clergé, ainsi que les personnages les plus éminens de la noblesse et de la magistrature, non-seulement reconnurent l'autorité du général français,

mais encore s'appliquèrent à calmer le peuple et lui prêchèrent la soumission.

Junot maintint provisoirement toutes les autorités portugaises que le prince régent avait instituées avant son départ, réorganisa la police, assura la tranquillité des habitans, et fit observer par ses troupes une exacte et sévère discipline. Il nomma gouverneur militaire de Lisbonne le général de Laborde, qui savait allier à une grande vigueur de caractère un esprit modéré et juste. Le matériel de l'armée avait extrêmement souffert. La plupart des fusils étaient rouillés et tordus, les attelages de l'artillerie disloqués, les chevaux hors d'état de servir, enfin les habits des soldats étaient en lambeaux; mais l'arsenal de Lisbonne, l'un des plus riches de l'Europe, regorgeait d'armes, de munitions et d'équipemens. Junot y trouva au-delà de ce qui lui était nécessaire pour remonter à neuf tous ses corps. L'armée portugaise fut dissoute; une partie des soldats fut renvoyée dans ses foyers et l'autre en France, où elle fut incorporée dans nos armées. Junot prit tous les chevaux et tous les canons, et s'en servit pour réorganiser son artillerie et sa cavalerie; il mit sur un pied de défense redoutable les forts de Bélem, la côte, ainsi que les places qui couvrent les deux rives du Tage.

La conquête du Portugal était maintenant consommée. Elle fermait aux marchandises anglaises les ports et les marchés de toute la Péninsule; elle portait au commerce de la Grande-Bretagne un dommage incalculable, et complétait la soumission de tout le midi de l'Europe aux mesures prohibitives décrétées à Berlin le 21 novembre 1806, et devenues, par les traités de Tilsitt, la loi suprême du continent. Tandis que ce grave événement s'accomplissait, la discorde éclatait dans le sein de la famille royale d'Espagne et ouvrait de nouvelles chances aux désirs ambitieux de l'empereur Napoléon.

ARMAND LEFEBVRE.

(*La suite au prochain n°.*)

DE LA

COLONISATION DE L'ALGÉRIE.

PLAN ET BUDGET D'EXPLOITATION.

Aucune entreprise coloniale dans l'histoire du monde n'est comparable à celle que la France poursuit en Afrique. Les pouvoirs parlementaires sont enfin pénétrés de cette idée, et tout annonce que la discussion prochaine aura un caractère de solennité exceptionnelle. Il est peu probable que les chambres formulent un système nouveau, ou qu'elles se prononcent exclusivement pour un de ceux qui leur sont soumis. Dans une affaire qui engage à un tel degré l'avenir du pays, la responsabilité d'un choix serait vraiment accablante. Il y a parfois de la sagesse à livrer quelque chose au hasard. On fournira sans doute à l'administration les moyens de mettre à l'essai plusieurs systèmes, après en avoir discuté les principes et les chances de succès, après les avoir modifiés de manière à ce qu'ils ne puissent pas offrir un danger sérieux.

M. le maréchal Bugeaud semble vouloir se réformer de lui-même. La dernière brochure qu'il a publiée à l'appui du projet soumis aux chambres est une atténuation notable de sa pensée primitive. Le promoteur de la colonisation militaire déclare que son système n'a rien d'exclusif; qu'il considère seulement les champs agricoles comme une ligne d'avant-garde pour les établissemens civils : ramenée à ces

termes, la proposition cesse d'être inacceptable, pourvu toutefois que l'auteur consente à démontrer, autrement que par de vagues assertions, que les colonies militaires réunissent les conditions économiques du succès (1). Les efforts de M. le général de Lamoricière pour ouvrir

(1) Dans le nombre des lettres qu'on nous a fait l'honneur de nous adresser à l'occasion de notre précédent article sur l'Algérie, il en est une qui a pour auteur un officier de l'armée d'Afrique, partisan déclaré de la colonisation militaire, et en position d'être parfaitement bien informé. Nous regrettons que l'étendue de cette lettre ne nous permette pas de la reproduire tout entière; nous considérons toutefois comme un devoir de loyauté de transcrire ici les passages qui ont le caractère d'une rectification de faits :

« ..... Vous dites que les colonies militaires de Fouka, de Mered, de Mahelma, ont échoué; vous tirez cette conclusion de ce qu'elles ont été réunies à l'administration civile. C'est là, monsieur, une erreur de fait. Le village de Fouka a bien moins réussi que les deux autres, parce que l'espèce d'hommes était moins bonne : ils sortaient de la légion étrangère. Cependant ce village est aujourd'hui hors d'affaire; il n'est pas riche, mais il subsiste. Dans la visite que M. le maréchal vient de faire, les colons civils l'ont accablé de demandes de secours, qu'il leur a accordés dans la mesure de ses moyens. Dans le village de Fouka, il n'y a eu que trois demandes; dans celui de Mahelma, deux; dans celui de Mered, aucune. Sur 66 militaires placés dans ce village, 62 y sont encore, 42 sont mariés et ont des enfans, les 20 autres ne tarderont pas à se marier. Le maréchal a constaté que plusieurs d'entre eux avaient déjà 8, 10 et 12,000 francs en mobilier agricole ou en récoltes. Plusieurs, que nous n'avions pas logés d'abord, ont construit des maisons très saines et très commodes...

« Vous attendez le succès d'un petit nombre d'entreprises bien constituées et manœuvrant avec un gros capital; eh bien! je prétends que les villages militaires seront des entreprises bien constituées et appuyées sur un gros capital, écus et bras. Supposons un village de 100 familles. L'état fait pour chacune une dépense de 3,000 francs. Total pour les 100 familles. . . . . 300,000 fr.

Leurs camarades leur donnent 1,200 journées de main-d'œuvre à 35 cent.; la plus-value est pour chaque famille d'au moins 1,500 francs. Ci pour les 100 familles. 150,000

Les bras de chacun de ces colons et de leur famille valent au moins 600 francs. 60,000

Les 9,000 colons militaires inscrits sur les registres ont en moyenne plus de 1,000 francs à eux, ce qui fait pour les 100 familles. 100,000

Total. . . . . 610,000 fr.

« Voilà effectivement 610,000 francs de capital appliqués à 1,000 hectares. Croyez-vous qu'il y ait beaucoup de capitalistes qui emploieront plus de capitaux sur une pareille surface?... Une seule incertitude reste dans mon esprit : c'est de savoir si les colons militaires trouveraient aisément des femmes et en nombre suffisant. Du reste, je ne m'inquiète pas de leur établissement et de leur production, puisque, dans ce moment même, nous faisons réussir, à grand' peine il est vrai, des populations très mal composées physiquement et moralement. »

Cet extrait provoquerait, ainsi que le reste de la lettre, une longue discussion : nous nous permettrons une seule remarque sur la manière dont le chiffre du capital vient d'être établi. Si l'auteur de la lettre avait eu sous les yeux, comme nous, la brochure de M. le duc d'Isly, il aurait vu, 1° que, les soldats-colons étant nourris et payés sur les 300,000 francs fournis par l'état, il n'y a pas lieu à estimer séparément la valeur de leur travail : c'est une première réduction de 60,000 francs. — 2° Le projet du maréchal,

un vaste champ à la colonisation civile, les travaux qu'il a dirigés pour éclaircir les questions épineuses qui touchent à la propriété du sol, l'émulation qu'il a excitée dans la province d'Oran, l'influence que cet exemple a exercée dans la province de Constantine, sont des services généralement appréciés. Le projet de M. le général Bedeau, formulé avec une réserve pleine de sagacité, autorise de belles espérances. Des subventions sont demandées pour les généraux qui commandent les deux provinces extrêmes; il ne peut y avoir aucun inconvénient à les accorder, puisqu'elles sont destinées à des travaux d'utilité publique, préliminaires indispensables du peuplement, quel que soit le régime qui doit prévaloir : les demandes de MM. Bedeau et de Lamoricière sont d'ailleurs tellement modestes, qu'elles seront probablement dépassées par les allocations de la chambre. Les colons interviennent à leur tour avec un système qu'ils résument en deux mots : institutions civiles. Surexcités par l'état de crise commerciale où se trouve la colonie, ils demandent avec une insistance desespérée la constitution d'une délégation régulière, les institutions municipales, l'application des lois françaises, la naturalisation prompte et facile des étrangers, une administration distincte pour chaque province. C'est le cri du malade qui souffre sans savoir où est son mal. Il serait aussi ridicule de mettre en vigueur les institutions de la métropole dans certaines localités à peine peuplées, qu'il sera impossible de les refuser dès que les habitans y seront assez nombreux. Nous désirons qu'on accorde à l'Algérie la satisfaction qu'elle demande aussitôt qu'il sera raisonnable de le faire; mais nous devons dire aux colons qu'ils s'abusent étrangement, s'ils croient obtenir, par la seule vertu de leur programme, l'argent et les bras qui leur manquent.

Nous espérons que les débats feront sortir les systèmes des vagues généralités. Une colonisation n'est qu'une affaire d'industrie sur une échelle immense. Ce qui a manqué jusqu'ici à tous les projets connus,

article 12 du compte de dépense, évalue le travail des ouvriers militaires pour leurs camarades à 600 et non pas à 1,200 journées par famille à établir : c'est donc 750 francs au lieu de 1,500 francs en main-d'œuvre; seconde réduction de 75,000 francs sur le chiffre du capital. — 3° On ne peut pas évaluer par une moyenne l'apport des colons, puisque chacun d'eux doit travailler à son compte : il est évident que ceux qui n'apporteront que peu de chose ou rien seront dans l'impuissance de se soutenir. — 4° Le maréchal prélève sur la subvention de 3,000 francs par famille une somme de 500 francs 42 cent. pour les vivres du mari et de la femme pendant dix-huit mois : c'est environ 57 cent. et demi par tête et par jour. Malgré l'économie du régime militaire, il ne nous semble pas qu'une consommation de 12 sous par jour soit une perspective bien séduisante pour les femmes appelées en Afrique. Au surplus, l'auteur de *l'Algérie et l'Opinion*, récent opuscule dans lequel la colonisation militaire est défendue avec beaucoup de verve et d'esprit, annonce un mémoire dans lequel les moyens d'établissement et d'exploitation des camps agricoles seront rigoureusement exposés. Il faut attendre cette publication pour asseoir un jugement définitif sur la vitalité des colonies militaires.

c'est précisément la minutieuse prévoyance, l'instinct de la spéculation. Quels sont les moyens offerts par chaque système pour atténuer les charges de la métropole, pour attirer les capitaux, pour retenir les bons ouvriers et constituer en Afrique une population digne du nom français? Voilà les questions qu'il faut poser et que les auteurs de systèmes doivent résoudre par les calculs les plus minutieux. Tant qu'on n'a pas de documens précis sur le mode de concession, sur le régime agricole, sur les moyens de recrutement, il est impossible d'arriver à une conviction réfléchie. Si les chambres dédaignent de descendre à ces détails de pratique, elles auront peu fait pour la colonisation effective. Nous ajouterons que la prévoyance à cet égard doit être plus sévère pour le régime civil que pour le régime militaire. La chute des camps agricoles ne serait que la ruine des idées de M. le maréchal Bugeaud, tandis qu'un revers sur le terrain de la colonisation civile serait la perte de l'Algérie. Dans la métropole, quand un spéculateur se ruine, il disparaît dans la foule sans nom; ses ouvriers cherchent leur vie ailleurs : l'abîme se referme aussitôt sur les naufragés, dont personne ne s'inquiète : les désastres d'une colonie retombent toujours à la charge du public : on ne peut pas laisser mourir sur une terre étrangère les ouvriers qu'on y a entraînés. Le plus sûr moyen de prévenir un tel malheur est de se défier des théories sans preuves; c'est de ramener, comme nous avons essayé de le faire, le problème de la colonisation aux réalités de la pratique commerciale.

I. — LE CAPITAL.

Pour mettre en valeur une terre inculte à vingt lieues de Paris, il faudrait réunir deux conditions essentielles : un fort capital, une habileté profonde en économie agricole. Or, ceux qui possèdent ces deux excellentes choses, l'argent et la science, en trouvent trop aisément l'emploi pour se lancer dans un genre d'exploitation pénible et hasardeux. Voilà pourquoi les défrichemens que le public réclame dans tous les pays ne s'accomplissent presque jamais. Lorsque l'opération doit être exécutée dans une contrée lointaine, les difficultés augmentent en proportion de la distance, du climat, des obstacles naturels, des ennemis à vaincre. Les gens riches et éclairés ferment leurs coffres-forts et restent chez eux. Les esprits aventureux, incapables d'établir un calcul de probabilités commerciales, se figurent que la fertilité d'une terre vierge doit compenser tous les désavantages économiques; ivres d'illusions, ils se mettent à l'œuvre avec des moyens insuffisans, et voilà pourquoi la plupart des colonies échouent, même lorsqu'elles eussent offert à des spéculateurs habiles les conditions de succès.

Si les Hollandais ont été souvent cités comme des maîtres en fait de

colonisation, c'est qu'ils ont eu les yeux ouverts sur ces difficultés. Leur secret est dévoilé dans un rapport fort instructif de Malouet sur l'établissement de Surinam : « Ce n'est point, dit-il, à des particuliers vagabonds et ignorans qu'on a confié le sort de la colonie naissante. » Des ingénieurs agricoles ont été envoyés sur les lieux aux frais du trésor public, avec ordre d'approprier à l'état de chaque localité un type d'établissement et un plan d'exploitation. « Cette instruction a été le premier don et la première loi imposée à chaque entrepreneur qui s'est présenté. *Conformez-vous au plan et travaillez* était la formule d'installation du concessionnaire. » Persuadés qu'il suffirait de suivre les prescriptions officielles pour que le succès commercial fût assuré, les négocians d'Amsterdam n'hésitaient pas à fournir le capital nécessaire à chaque entreprise. A leurs yeux, la clause principale du contrat était qu'on travaillât « selon les principes et la méthode ordonnées. » Souvent même le gouvernement donnait l'exemple de la confiance en faisant à des compagnies des avances qui n'étaient pour le trésor qu'un placement profitable. Située plus avantageusement peut-être que Surinam, la Guyane française avait été constituée sur un autre principe : chaque colon avait eu pleine liberté de s'y caser selon ses ressources et ses lumières. Ces deux systèmes eurent pour résultat, suivant Malouet, qu'entre Surinam et Cayenne « la différence était aussi grande qu'entre une campagne de la Touraine et un campement de Hottentots. »

Une colonie ne commence à vivre que du jour où elle a trouvé le genre d'exploitation approprié à son climat et à son état économique. Il fallait la sagacité commerciale des Hollandais pour régler préalablement ces conditions d'existence par un acte de prévoyance administrative. Ordinairement, le principe vital d'une colonie n'est découvert qu'à la longue, par les tâtonnemens et les sacrifices des particuliers, après beaucoup de mécomptes et de souffrances. Tel a été le sort des colonies intertropicales. La loi d'existence pour elles était de produire certaines denrées de luxe, le sucre, le café, le cacao, en assez grande abondance et à des prix assez bas pour que ces friandises réservées pour les princes, ou administrées à petite dose comme médicamens, entrassent dans l'alimentation ordinaire des Européens. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, les Antilles françaises, rendez-vous des enfans perdus de la métropole, s'agitèrent sans pouvoir organiser la spéculation à laquelle leur existence était attachée. Les émigrans pauvres, après avoir accompli leur engagement de trois années au service d'un ancien colon qui payait leur passage, prenaient possession d'un coin de terre, et travaillaient avec tant de désordre et d'imprévoyance, que souvent ils éprouvaient les horreurs de la famine au milieu d'une nature riche et généreuse. Les hasards de la guerre firent enfin tomber dans les mains

des Français des vaisseaux espagnols chargés de nègres destinés au travail des mines. Appliqués aux cultures, ces captifs montrèrent, pour le malheur de leur race, qu'il n'était pas impossible d'obtenir ce qui avait manqué jusqu'alors, les bras à bon marché et la discipline dans les ateliers. Le mécanisme producteur étant trouvé, le capital européen se précipita de lui-même dans les îles américaines, et y multiplia les établissemens, au point d'y improviser une population nombreuse (1). L'Algérie en est encore à la première phase des tâtonnemens et des illusions : il est à craindre qu'elle n'y reste long-temps, si le gouvernement ne l'aide pas, à la manière des Hollandais, à trouver le genre d'exploitation, le régime industriel, qui doivent assurer son avenir.

Quoi qu'on fasse, une colonie n'existe définitivement que lorsqu'elle paie, ou du moins lorsqu'on est certain qu'elle pourra payer, avec les ressources de son propre sol, la totalité des dépenses qu'elle entraîne. La colonisation de l'Algérie doit donner lieu, avons-nous dit (2), à des frais exceptionnels et considérables. Or, plus un domaine a de lourdes charges à supporter, plus il est nécessaire d'en perfectionner l'exploitation, afin d'élever les produits au niveau des besoins. La première condition d'une culture riche et lucrative est un capital abondant. Ce n'est pas avec l'argent algérien, qui se paie au moins 12 pour 100, que l'on pourrait défricher l'Afrique française. Les puissances financières de la métropole n'interviendront que lorsqu'on leur aura fait voir bien clairement les chances d'un notable bénéfice. L'état aurait pu fournir à l'agriculture algérienne une subvention proportionnée à ses premiers besoins sans tirer un seul écu de ses coffres : il eût suffi d'offrir la garantie d'un minimum d'intérêt, non pas, comme l'a demandé M. Lingay, pour l'ensemble des spéculations coloniales, mais seulement pour un petit nombre d'entreprises présentées au public comme types d'exploitation et mesure de ce qu'on doit espérer. En garantissant un intérêt de 3 pour 100, et en appliquant à l'amortissement du premier fonds toute la portion des bénéfices acquis au capital, le trésor n'aurait couru aucune chance fâcheuse. Il eût été matériellement impossible qu'une exploitation bien située en Afrique, avec un personnel nombreux et choisi, une excellente direction des travaux, un capital toujours au niveau des besoins, ne donnât pas 3 pour 100 d'intérêt. La responsabi-

(1) Ébranlées aujourd'hui par l'affranchissement des noirs et la concurrence du sucre de betterave, les colonies à esclaves sentent que leur temps est passé, et elles en sont à chercher une autre loi d'existence. Au lieu de spéculer sur l'avilissement d'une partie de l'humanité, elles demandent au capital et à la science des Européens le secret d'élargir les débouchés par un nouvel abaissement des prix, et de réaliser des bénéfices assez forts pour payer convenablement des travailleurs libres. C'est une solution de ce genre qu'il faut espérer pour l'Afrique française.

(2) Voir les principes développés dans notre précédent article, exposé critique des essais et des systèmes, livraison du 1er février 1847.

lité de l'état se fût trouvée réduite chaque année en proportion de la somme amortie; les titres, remboursés, sans aucun doute, avant vingt ans, auraient été transformés en actions de jouissance au profit des capitalistes.

Cette combinaison eût été la plus simple et la plus féconde. Cinq à six fermes d'essai, au capital d'un million, n'eussent pas engagé beaucoup la responsabilité du trésor. Si l'on avait été entraîné à quelques déboursés, on les eût retrouvés par l'impôt. En retour de la garantie offerte, le gouvernement aurait stipulé les conditions reconnues nécessaires à la prospérité de l'Afrique française. Il aurait concouru avec les actionnaires au bon choix des agens, provoqué les travaux d'avenir, mis à l'essai les plus importantes cultures, au point de vue de la spéculation commerciale (1). On eût éprouvé divers modes de rémunération, afin de reconnaître le plus favorable aux ouvriers, le plus propre à les attacher au sol africain. On eût enfin groupé et façonné la population de manière à ce qu'en se multipliant, elle eût suffi aux nécessités de la défense et soulagé la métropole du poids qui l'accable. Supposons, chose impossible et aussi révoltante pour la raison que pour le sentiment national, supposons qu'il fût démontré qu'une exploitation agricole ne peut pas prospérer en Algérie, eh bien! cette triste découverte eût coûté quelques millions au budget; mais jamais acquisition n'eût été plus lucrative : on eût économisé des milliards en renonçant à la poursuite d'une chimère. Notre ferme conviction est, au contraire, que des entreprises combinées avec une parfaite intelligence des lois agronomiques et commerciales dépasseraient toutes les espérances. Or, dès qu'un succès d'argent eût été constaté, une multitude d'établissemens se seraient formés sans requérir la garantie publique, et le capital de la métropole aurait pris son cours vers l'Afrique avec un élan qu'il eût fallu peut-être maîtriser.

Nous n'insistons pas sur cette idée, n'ayant aucune espérance qu'elle soit prise en considération. La garantie d'intérêt rencontrerait probablement parmi les hommes d'état une répugnance instinctive. Ce moyen, qui donne à l'autorité une force énorme d'initiative sans déranger l'équilibre financier, n'est pas encore entré suffisamment dans les habitudes administratives, bien qu'on en ait fait heureusement l'épreuve pour provoquer la création d'une grande ligne de chemin de fer. On est bien plus frappé de l'abus qu'on en peut faire que des avantages qu'on en peut tirer. On craint de placer le trésor sous le coup d'un vague engagement, sous la menace permanente d'un remboursement éventuel, de compromettre la fortune publique au profit

(1) On a des jardins d'essai pour l'étude scientifique des plantes; pourquoi n'aurait-on pas des fermes d'essai, organisées au point de vue commercial?

d'une spéculation particulière. Les colons déjà engagés considéreraient comme une injustice que le monopole de cette garantie ne leur fût pas réservé. Enfin le système négatif du laisser-faire est entré trop profondément dans les instincts publics et les mœurs administratives pour qu'on accepte l'idée d'une intervention directe de l'état dans l'industrie coloniale, surtout au moment où tant de solliciteurs se présentent à l'autorité, réunissant déjà, assure-t-on, plus de 20 millions en capital, et promettant le salut de l'Algérie, pourvu qu'on les laisse tranquilles après leur avoir abandonné la terre.

Le secret de la réussite dans la politique commerciale n'est pas de chercher ce qu'il y a de mieux théoriquement, mais plutôt de s'en tenir à ce qui soulève le moins de difficultés dans la pratique. Ne nous aveuglant pas sur les préventions qui accueilleraient un projet basé sur la garantie effective du gouvernement, nous avons cherché un principe plus conforme au programme de la colonisation libre; nous avons ramené le problème à cette formule : trouver une combinaison agricole et coloniale qui, en intéressant le commerce de la métropole au succès de la colonie, procure à la terre algérienne l'énorme capital dont elle a besoin, aux conditions ordinaires des transactions européennes.

Pour réussir dans un genre de fabrication, quel qu'il soit, la première règle à suivre est de mesurer l'étendue des débouchés dont on dispose. Quoique cette vérité soit élémentaire, elle ne paraît pas même avoir été entrevue par la plupart des théoriciens qui ont disserté sur l'exploitation de l'Algérie. On pourrait croire, d'après leurs écrits, que l'on peut multiplier les établissemens agricoles d'une manière illimitée, sans autre considération que la fertilité de la terre; c'est une erreur qui seule suffirait pour faire avorter le meilleur projet. Coloniser l'Algérie, ce n'est pas jeter sur le sol africain des cultivateurs vivant au jour le jour de leurs récoltes comme des sauvages; c'est organiser des fabriques de produits agricoles. Or, multiplier inconsidérément ces fabriques, récolter au hasard tout ce que la terre peut donner, ce serait une faute aussi grave que si, en France, on doublait subitement le nombre des manufactures de draps, sans s'inquiéter des débouchés et du placement des marchandises. Beaucoup de personnes se figurent que les besoins de la population urbaine et de la population militaire constituent un débouché suffisant pour l'industrie des campagnes africaines; la plupart des systèmes ont même pour point de départ la nécessité de nourrir l'armée, afin qu'elle ne soit pas affamée en cas de guerre maritime. On oublie que les consommateurs militaires ne seront pas toujours, il faut l'espérer, au nombre de 100,000 hommes, et que les habitans des villes ne se priveront pas d'acheter les denrées offertes par les indigènes, s'ils y trouvent une économie. La fabrication des denrées alimentaires

ne peut être profitable que dans un pays où il se trouve une population industrielle pour acheter le superflu de la population rurale, ou bien lorsque l'on peut produire les vivres à des prix qui en assurent la vente aux étrangers. L'Algérie réunira peut-être un jour ces deux conditions; dans l'état actuel, la perspective offerte aux producteurs de grains ou de viande (1) n'est pas de nature à attirer les capitaux intelligens de la métropole.

Recherchons comment une exploitation en Afrique pourra se présenter aux capitalistes avec la chance essentielle de la prospérité, c'est-à-dire l'assurance du débouché. Toute entreprise agricole, selon nous, doit y avoir pour base : 1° la production en grand d'une marchandise d'exportation d'un placement certain, eu égard au prix de revient; 2° la production des vivres nécessaires au groupe de population créé par ladite entreprise. Nous appelons marchandises de grande exploitation le coton, la laine, le lin, la soie, le tabac, les huiles ou graines oléagineuses, les comestibles de luxe pour l'épicerie, la parfumerie, les plantes tinctoriales, les fers, les chevaux, etc., valeurs qui se traduisent immédiatement en argent, lorsqu'on les offre à un certain prix. Nous appelons denrées de consommation locale les grains, la viande, les légumes, le combustible, le fourrage pour les bestiaux, l'engrais pour les champs.

Prenons pour exemple de fabrication spéciale la culture du cotonnier, ou la production de la soie. La vente de ces produits est illimitée, lorsqu'on peut les offrir à un prix séduisant, relativement au cours ordinaire de la place. Supposons que chaque centre forme un groupe de 200 familles; c'est pour leur consommation en objets productibles sur les lieux une vente assurée d'environ 200,000 francs (2). Évaluons à 300,000 francs (3), prix de vente, le rendement des cultures commerciales : voilà donc un revenu d'un demi-million, garanti par deux débouchés également certains. Ce minimum de recettes certaines étant connu, et le bilan des dépenses probables étant établi avec une intelligente prévision, on obtiendra, par la comparaison des deux comptes, le chiffre du produit net. Or, si ce chiffre est assez fort pour garantir, non-seulement les bénéfices du capital, mais encore les frais exceptionnels du travail, de la défense, de l'assainissement du sol, l'entreprise

(1) On estime qu'un bœuf absorbe 20 kilogrammes de foin pour acquérir en poids un seul kilogramme de viande. Au prix de 7 francs le quintal métrique, qui est celui de l'Algérie, 20 kilogrammes de foin représentent 1 fr. 40 cent., ce qui porterait le revient d'un kilogramme de viande à un taux excessif. Quoique favorisée par la richesse de la végétation, l'élève du bétail pour la boucherie ne sera pas une source directe de profit. En général, ce genre d'industrie ne devient avantageux que lorsqu'il est très habilement combiné avec les diverses opérations d'un grand domaine.

(2) Qu'on veuille bien nous accorder ce fait, que nous développerons plus tard en parlant des ouvriers.

(3) C'est le produit brut, selon nos calculs, de 1,000 hectares consacrés au coton.

aura satisfait, pour sa part contributive, aux nécessités d'une bonne et solide colonisation. Il est évident que cette manière de procéder doit être appropriée, par des calculs spéciaux, aux divers genres de culture dont le pays est susceptible. Le succès de chaque industrie spéciale fera éclore vingt groupes sur le même type, de même qu'on voit en France vingt fabriques se monter à l'exemple d'une première qui a réussi. Ce mouvement créateur ne s'arrêtera dans chaque spécialité que lorsque l'avilissement du prix de la marchandise démontrera que le débouché est saturé. C'est par la multiplication naturelle de ces groupes que s'accomplira le phénomène du peuplement. Les vrais capitalistes ne mettent pas à la loterie; ils font des avances sur les affaires dont les chiffres exacts déterminent leurs convictions. Outre l'avantage de fournir des aperçus positifs, la spécialisation des cultures assure à chaque entreprise une classe spéciale de protecteurs. Il n'est pas douteux que les chefs d'industrie qui opèrent sur la soie, le lin, le coton, les fers, les essences oléagineuses, commanditeraient volontiers des entreprises destinées à multiplier la matière sur laquelle repose leur existence commerciale, si d'ailleurs le placement leur paraissait suffisamment assuré. La certitude du débouché est donc, de toutes manières, la garantie de l'opération.

Intéressé au succès des premières expériences, le gouvernement devrait y contribuer, non pas par des subventions directes, mais par un ensemble de mesures tutélaires. L'emplacement choisi par une compagnie lui serait concédé gratuitement, s'il faisait partie du domaine disponible. On mettrait autant que possible le nouveau village sous la protection d'un poste, ou bien on établirait dans le voisinage un camp agricole, si le système militaire était mis à l'essai. On faciliterait le recrutement des ouvriers et leur passage en Afrique, on multiplierait les moyens de communication; mais, en retour de ces avantages, le gouvernement dicterait le règlement le plus conforme aux nécessités de la colonisation. Pour que l'Algérie fût peuplée, il exigerait que la part du travail fût loyalement faite, dans le double intérêt des ouvriers et des exploitans eux-mêmes. Pour que l'Algérie fût défendue, il surveillerait le choix des ouvriers-colons et introduirait dans le régime industriel quelque chose de la discipline militaire. Pour que l'Algérie n'épuisât plus la France, on poserait en principe que toute entreprise en état de distribuer des dividendes doit contribuer aux frais généraux de la colonisation.

De telles clauses éclairciraient la foule des demandeurs de concessions. Serait-ce un malheur pour l'Algérie? serait-ce un malheur pour eux-mêmes? Nous ne le croyons pas (1). Les colonisateurs sans argent et

(1) On fait sonner haut le chiffre total des capitaux possédés par les solliciteurs de con-

sans expérience agronomique ne feront pas venir une gerbe de plus. Le règne des coureurs d'aventures est passé; l'agiotage est tombé dans cette langueur qui suit la fièvre. Ce qu'il faut aux propriétaires déjà établis en Algérie, c'est une colonisation sérieuse et puissante. Le premier effet d'un mouvement commercial, comme celui que nous entrevoyons, serait de doubler la valeur des terres. Un entrepreneur isolé, s'il opérait avec un capital suffisant et sur les bases qui viennent d'être indiquées, aurait les mêmes chances de succès que la plus puissante compagnie. Une autre ressource offerte aux colons déjà établis serait de se défaire avantageusement de leurs terres en les vendant à une société, ou d'entrer eux-mêmes dans une grande association, s'ils en adoptaient les statuts. Dans cette dernière hypothèse, leurs terres, bâtimens, bestiaux, matériel, seraient évalués loyalement, et chacun deviendrait actionnaire dans la proportion de son apport. Tout donne à croire que les plus clairvoyans prendraient ce parti. Ceux qui sont jaloux de ce qu'on appelle l'indépendance du propriétaire continueraient à végéter, en tâchant de produire des vivres pour l'approvisionnement des marchés voisins.

Il y a des préjugés que nous connaissons contre le régime des sociétés par actions appliqué au travail des champs, et, en effet, l'épreuve qu'on en a déjà faite en Algérie n'a pas été heureuse. Pendant les pre-

cessions. Non-seulement il faut rabattre de ces promesses, mais il faut savoir à quelles conditions ce capital se présente : il est d'une extrême importance que les chambres et le public soient éclairés à ce sujet. Si, comme il est probable, les 20 millions qui s'offrent sollicitent une étendue de territoire dont la bonne exploitation exigerait un capital trois fois plus fort, il y a pour l'Algérie un danger plutôt qu'un avantage. Par exemple, dans une brochure récemment publiée par M. de Raousset-Boulbon, l'un des principaux propriétaires de l'Algérie, on demande que la règle des concessions soit l'établissement d'une famille de métayers, avec un chétif mobilier, 4 bœufs et 15 bêtes ovines par 25 hectares. Que l'auteur établisse exactement le compte des journées de travail, le budget de la famille en dépenses et recettes, et il verra si les fruits partagés pourront faire vivre les ouvriers et payer au propriétaire la rente du capital engagé. M. de Raousset déclare qu'en vertu de son programme, un possesseur de 500 hectares, engageant 120,000 fr., réaliserait au bout de cinq ans une valeur de 400,000 francs. Il est possible qu'avec un simulacre de culture, on parvienne à reporter sur les champs le genre de spéculation qui a existé sur les propriétés urbaines, et qu'il y ait encore de grands bénéfices à réaliser pour les gens qui savent vendre et acheter à propos; mais une exploitation misérable, comme celle qu'on propose, n'enfanterait dans les champs africains qu'une sorte de sauvagerie. Il est bon de rappeler aux colons ce que Mathieu de Dombasle, d'accord avec les plus célèbres agronomes, pensait du métayage : « L'influence du bail à partage de fruits est tellement désastreuse par la nature même du contrat, que s'il était possible que cet usage s'introduisît dans les Flandres ou dans l'Alsace, il est hors de doute que les terres de ces riches provinces seraient, dans un court espace de temps, réduites, sous le rapport de la valeur vénale, au niveau des parties les plus mal cultivées du Berry ou du Poitou. » Les propriétaires algériens, et notamment M. de Raousset, qui a fait preuve de dévouement en Algérie, auront à voir s'ils veulent, par le métayage, assimiler les champs africains à ceux de la Sologne.

mières années de la conquête, on vit se former une douzaine de sociétés qui ont fourni à M. Desjobert l'occasion d'écrire quelques pages spirituelles. Ces entreprises formées à la hâte, avant que les ressources et les désavantages du pays fussent connus, dirigées, non pas par des agronomes, mais par des spéculateurs avides qui commencèrent par s'adjuger de gros traitemens avant qu'il y eût apparence de travail, échouèrent honteusement. Ce résultat prouve seulement que l'industrie coloniale n'est pas une bonne veine pour les niais et les intrigans. Oserait-on en tirer une conclusion défavorable contre des compagnies formées, comme le faisait l'ancien gouvernement hollandais, par l'alliance des noms les plus recommandables, surveillées, dans un intérêt national, par le pouvoir et par l'opinion publique? Répétera-t-on avec M. Moll : « Toutes les fois qu'une entreprise dépendra du choix des hommes, il faudra qu'elle échoue? » Nous demanderons à M. Moll quelle entreprise ne dépend pas du choix des hommes, et si une métairie de dix hectares réussirait avec un chef vicieux? Pourquoi les agens d'un domaine rural seraient-ils moins probes que ceux des ateliers? Un village algérien demanderait une administration moins nombreuse, une comptabilité moins compliquée que la plupart des grandes manufactures. Un ordonnateur général, un comptable, un agronome chef des cultures, deux contre-maîtres, un sous-officier vétéran pour commander la milice, un prêtre maître d'école, un médecin, en tout huit personnes constitueraient un personnel en rapport avec tous les besoins d'une petite colonie de mille à douze cents ames. A une époque où l'encombrement des carrières devient un fléau pour les familles, on bénirait l'Algérie, si elle ouvrait des perspectives nouvelles à la jeunesse intelligente et laborieuse, si quelques années passées en Afrique devenaient, pour ainsi dire, le stage des élèves formés dans les fermes-modèles et les écoles industrielles.

On va renouveler une objection à laquelle s'attachent les partisans du système militaire : « Le point capital, dira-t-on, est la rapidité de l'opération. Il faut se hâter d'introduire une population compacte, afin de mettre le sol en état de défense. Quand la sécurité sera établie, on s'occupera des intérêts commerciaux. » Eh bien! nous le déclarons avec une conviction profonde, cette manière de raisonner est directement contraire au but qu'on veut atteindre. Nous aussi, nous sentons vivement qu'il y a urgence absolue d'opposer une masse résistante à la population arabe, et de soulager la France du glorieux fardeau sous lequel elle succomberait à la longue, et c'est précisément parce que nous reconnaissons qu'il faut aller vite, que nous recherchons avec tant de sollicitude tout ce qui pourrait favoriser la spéculation. Vous voulez peupler rapidement un pays, ne vous occupez pas d'y implanter des habitans : créez dans ce pays des intérêts, et les hommes viendront

d'eux-mêmes. Oui, il faut aller vite; mais le vrai moyen, c'est de donner l'exemple d'un succès commercial également attrayant pour les capitalistes et les ouvriers. On aura beau faire, le peuplement effectif et durable restera subordonné aux progrès du commerce. Quel que soit le système qu'on adopte, il faudra subir plusieurs années d'épreuve avant de réduire les dépenses militaires. Une population introduite à grands frais, si bien aguerrie qu'elle soit, dépérira en dix ans, si son installation recèle un vice économique; si, par exemple, disséminée sur un sol découpé en parcelles, elle ne peut ou ne sait pas distribuer ses travaux en vue des débouchés possibles. Au contraire, dix ans suffiraient pour que cent villages s'organisassent sur un type florissant. On irait vite si, par le concours d'un heureux climat, d'un riche capital, d'une savante exploitation, on parvenait à livrer les productions naturelles à l'Afrique à des prix qui en assurassent le placement sur les marchés européens. Ce résultat, nous l'entrevoyons pour le coton, et, comme la production du monde entier est inférieure de 15 millions de kilogrammes aux demandes de la fabrique, il y aurait, à notre compte, du travail pour 50,000 ames, rien que pour combler ce déficit. Sur 856 millions d'achats faits par la France en 1845, il y a pour 452 millions de marchandises que l'ex-régence pourrait fournir (1), en la supposant habilement exploitée : un tel mouvement commercial conduirait naturellement en Algérie au moins 1,200,000 ames. Qu'on ne nous accuse donc pas de méconnaître la nécessité d'un peuplement rapide et d'être indifférent aux soins de la défense. C'est, au contraire, parce que nous en faisons notre préoccupation principale, que nous excluons tous les systèmes qui condamnent les émigrans à une existence souffreteuse. Pour une multitude misérable, il n'y a pas d'expansion

(1) Tels sont, en nombres ronds, les chiffres fournis par les derniers documens :

Cotons	108 millions.	Report	399 millions.
Soie	64	Fonte brute	8
Laines	49	Lin	7
Graines oléagineuses	45	Fruits	7
Peaux brutes	30	Suifs	5
Tabac en feuilles	28	Riz	5
Huile d'olive	22	Sparterie	8
Indigo	21	Chanvre	4
Céréales	15	Cochenille	4
Chevaux	9	Fromage	3
Bestiaux	8	Beurre	2
Total	399 millions.	Total	452 millions.

Les pays dont nous tirons ces marchandises ne nous achètent pas, en général, pour une somme correspondante. Ainsi, les États-Unis, dont nous avons reçu en 1845 pour 102 millions de coton, 25 millions de tabac, et 13 millions d'autres objets, ne nous ont demandé en total que pour 96 millions de nos produits.

possible, et elle ne se défendra que mollement, malgré son origine guerrière. Au contraire, dix années d'heureuse exploitation grouperont sur le sol une population respectable, et des comptoirs florissans aviseront bien aux moyens de se protéger.

En effet, tout ce qu'il y a de bon et de sympathique dans le système des colonies militaires pourrait être combiné avec une puissante direction commerciale. Au point de vue de l'économie politique, la sécurité est une valeur qui augmente le profit des entreprises : il n'est donc pas contraire à l'équité de mettre un prix à cet avantage. On pourrait imposer à chaque compagnie l'obligation de contribuer à la sécurité du pays par un service effectif et par un impôt en argent. La partie virile de la population ouvrière serait organisée en milice, sous le commandement d'un officier choisi par le gouvernement. Des exercices et des revues périodiques entretiendraient les habitudes militaires. Chaque famille devrait fournir un homme de garde tous les vingt jours : cet homme, étant payé pour sa journée de garde comme pour une journée de travail agricole, verrait dans ce service un délassement plutôt qu'une obligation onéreuse. L'impôt en argent, versé au trésor, servirait à la solde d'une gendarmerie locale, ou serait appliqué aux dépenses de l'armée active, si la sécurité était suffisamment garantie par un poste voisin. Les colons paieraient ainsi de leur argent et de leur personne. Cette double cotisation, proportionnée au capital engagé dans l'entreprise, n'aurait rien d'excessif. Dans le village que nous montrerons bientôt pour type, avec 200 familles, on aurait, par jour, dix miliciens à 2 francs 50 cent., et autant de gendarmes à 4 francs, lesquels coûteraient, en total, environ 24,000 francs par an. A la première alerte donnée par les hommes de garde, un tel village réunirait plus de 200 fusils. Il nous semble que 200 hommes robustes et intéressés à la conservation du domaine, d'ailleurs bien exercés, bien retranchés, comptant parmi eux beaucoup d'anciens soldats de l'armée d'Afrique, qui seraient admis de préférence, constitueraient une résistance, sinon égale aux camps agricoles, au moins suffisante pour se défendre en attendant l'arrivée des corps mobiles. Chaque nouveau centre industriel, augmentant la partie civile et militaire de la population, autoriserait une réduction notable des dépenses coloniales. Pour ne citer qu'un exemple, le placement des 15 millions de kilogrammes que réclament les fabriques de coton enfanterait naturellement 5,000 soldats-laboureurs, et permettrait de retrancher 4 à 5 millions au budget de l'Algérie. Que le succès commercial se généralise, les villages, s'échelonnant d'eux-mêmes sur le sol et se soutenant les uns les autres, auront bientôt assez de vitalité et de ressources pour se protéger. Nous avons toujours regretté qu'on ait pris l'habitude d'opposer dans la discussion le principe civil au principe militaire, comme si les

deux élémens étaient inconciliables. L'antagonisme existe moins dans les choses que dans les mots. L'industriel serait dévoré par l'Arabe, s'il ne se montrait pas tant soit peu soldat, et, si le soldat ne devient pas industriel, il sera dévoré par la misère. M. le maréchal Bugeaud a été dans le vrai le jour où il a dit : « La colonisation civile, si elle est prévoyante, deviendra très militaire, de même que la colonisation militaire deviendra inévitablement civile. »

II. — LE TRAVAIL.

Toutes les difficultés qui s'opposent à la colonisation de l'Algérie se résument en une seule : insuffisance des bras. Voulez-vous estimer la portée réelle d'un système, examinez, en vous plaçant au point de vue du salarié, quelles sont les chances qu'offre ce système pour réunir les ouvriers nécessaires à une bonne exploitation. Toute entreprise qui ne s'assurera pas le concours des travailleurs par des avantages exceptionnels et solidement garantis échouera. Si des échecs multipliés découragent la classe agricole, le peuplement sera si long et si pénible, que la métropole à son tour perdra patience. Pour tout dire en un mot, les ouvriers sont, en Afrique, les maîtres de la situation. Il faut compter avec eux. En parlant ainsi, nous exprimons une conviction profonde, confirmée par les études et les informations de chaque jour.

La difficulté de recruter les travailleurs en nombre suffisant s'est présentée à l'origine de toutes les colonies. Dans les Antilles, le problème a été résolu brutalement par l'introduction de l'esclavage. Si l'on a généralisé l'emploi des noirs, ce n'est pas que la race blanche soit incapable de supporter les ardeurs tropicales, comme les planteurs ont fini par se le persuader. Les opérations les plus pénibles, le défrichement et la mise en valeur, ont été accomplies par les Européens; mais, comme chacun d'eux arrivait avec des illusions extravagantes, avec un désir fiévreux de richesse, la spéculation resta long-temps désordonnée et improductive. A défaut de salariés libres, on ne parvint à régulariser les travaux d'ensemble qu'en introduisant des troupeaux d'esclaves. Grace au ciel, l'esclavage a fait son temps. Un autre moyen souvent mis à l'essai par les peuples colonisateurs est d'organiser le travail au moyen des indigènes; mais ce régime n'est applicable qu'au sein d'une population débile, maniable et incapable de résistance : telles étaient les peuplades sauvages apprivoisées par les jésuites dans les missions de l'Amérique du Sud; tels sont les lâches Asiatiques exploités aujourd'hui par les Anglais et les Hollandais. Nous ne repoussons pas l'emploi des indigènes en Algérie; nous croyons au contraire qu'ils sont appelés à rendre de grands services comme auxiliaires, et qu'il sera d'une bonne politique de les utiliser autant que possible. Néanmoins chercher dans les races

africaines les instrumens principaux d'une colonisation lucrative, c'est s'abuser étrangement. Si la production de quelques denrées précieuses était organisée en Algérie, il suffirait de protéger, de surexciter cette industrie locale, d'établir un large courant d'échanges entre la colonie et la métropole, et de s'en réserver les profits au moyen des impôts, à l'exemple de ce qui a été fait dans l'Hindoustan et à Java. Mais comment organiser le monopole commercial où le commerce n'existe pas? Nous n'avons trouvé, nous, qu'une population pauvre et belliqueuse, faisant de la sobriété son luxe principal, peu portée au travail, trop attachée à ses traditions routinières pour adopter des procédés plus féconds, trop irritable pour qu'il soit prudent de multiplier ses charges. Essayer l'exploitation directe du sol en commandant le travail aux musulmans africains, ou l'exploitation indirecte en absorbant par l'impôt le principal de leurs revenus, sont deux combinaisons aussi impraticables que déloyales. Le concours des indigènes se réduira à la coopération molle et capricieuse des mercenaires de la basse classe. Il y a, en Algérie comme partout, des journaliers qui vivent misérablement dans leurs tribus, et qui ne refusent pas leurs bras dès qu'on fait briller une pièce d'argent à leurs yeux. On peut les employer aux manœuvres qui exigent plus de force que d'adresse, comme les défrichemens, les terrassemens, les charrois, la grosse bâtisse (1). Nous indiquerons plus spécialement le parti qu'on en peut tirer.

Le peuplement par le partage du sol, à la manière antique, entre les citoyens pauvres, est un autre moyen sur lequel plusieurs projets ont été bâtis. Il est assez naturel de supposer que, pour peupler une contrée nouvelle, il suffit d'offrir l'appât de la propriété à des hommes qui ne possèdent rien dans leur pays. Cependant l'expérience a été rarement favorable à ce système. Il serait dérisoire d'offrir de la terre à l'ouvrier qui n'apporte que ses bras, sans y joindre un capital d'exploitation. Or, quelle que soit la libéralité du gouvernement métropolitain, il est impossible d'élever ce capital au taux nécessaire pour combler tous les frais, tous les mécomptes d'un premier établissement. Les sacrifices que l'autorité civile a faits pour établir les colons pauvres ne les a point préservés de la misère. Les derniers rapports sur la province de Constantine confirment ce que nous avaient appris les essais de la province d'Alger. Trois villages créés dans la banlieue de Phi-

(1) Voici l'opinion de M. Brunet, capitaine d'artillerie, qui a eu occasion d'employer les indigènes dans les travaux qu'il a dirigés en Afrique: « Ces masses indigènes opéraient avec assez de désordre, travaillaient peu, et étaient trop payées. Un assez grand nombre de Marocains sont employés dans la province d'Oran. Ces hommes gagnent beaucoup, ne dépensent presque rien, et emportent l'argent dans leur pays. On doit chercher à remplacer ces étrangers par des ouvriers européens qui restent sur le sol. » Nous avons puisé des renseignemens très utiles dans le travail de M. le capitaine Brunet, qui vient d'être publié sous ce titre : *La Question algérienne*, 1 vol. in-8°; chez Dumaine.

lippeville, suivant le mode des petites concessions, ont peu de bien-être, quoique la proximité de la ville offre des ressources aux habitans. Aussi M. le général Bedeau déclara-t-il que des essais de colonisation en tous genres peuvent être faits, « à l'exception d'un seul, celui des pauvres, qui paraît très onéreux pour l'état en raison des dépenses de première mise et de la faiblesse des résultats obtenus. » On nous répète que le sort offert aux prolétaires dans les villages algériens sera toujours préférable à leur condition habituelle. Cela peut être; néanmoins l'assurance d'une médiocrité laborieuse n'est pas suffisante pour développer un peuple nouveau. L'émigrant apporte sur le sol étranger une ambition qu'il n'avait pas dans son pays; son exil volontaire est un temps d'épreuve qu'il consent à subir, non pas seulement pour échapper à la pauvreté, mais pour réaliser l'espoir d'un prompt retour ou l'illusion d'une vie calme et heureuse dans sa patrie d'adoption. A mesure que ces rêves s'évanouissent, il se manifeste dans la colonie un découragement qui comprime l'essor de la population. Qu'on établisse le budget d'un petit propriétaire de 10 hectares en Algérie. Obligé de cultiver spécialement les céréales, parce que la première loi est de nourrir sa famille, parce qu'il n'a sans doute pas les avances et le talent requis pour varier les cultures, parce que les débouchés lui manqueraient peut-être, il n'obtiendra pas, par la vente de son excédant, l'argent nécessaire pour les dépenses forcées du ménage. Dans son mémoire sur la province d'Oran, M. de Martimprey établit que chaque laboureur, ensemençant 8 hectares pour nourrir la population civile et militaire du triangle, obtiendra un excédant de 20 quintaux de blé et de 20 quintaux d'orge; nous élèverons ce dernier chiffre à 30 pour plus d'exactitude. A raison de 25 francs le quintal pour le froment et de 8 francs pour l'orge, le laboureur réalisera environ 740 fr.; sur lesquels il y aura à déduire les déboursés comme outillage, fumier, charrois, etc., soit environ 140 francs. A ce compte, une famille de cinq personnes aura, avec le blé pour son pain, une somme de 600 fr. Soyons généreux; doublons cette valeur pour le produit des autres 8 hectares de seconde qualité, et on aura 1,200 francs, applicables à toutes les dépenses d'un ménage, telles que logement, viande, boisson, vêtemens, ameublement, combustible, soins hygiéniques et médicaux. Si le triangle devait être morcelé en petits lots, de manière à exclure le travail d'ensemble, cette perspective serait-elle bien attrayante pour les colons? On dira que la culture du blé n'occupe pas toute l'année du laboureur, et que les journées disponibles seront louées avantageusement au riche propriétaire : c'est encore une illusion. Les époques où le pauvre pourrait être appelé sur un grand domaine sont précisément celles où sa présence est absolument nécessaire sur son propre champ; quand il deviendra libre, le grand propriétaire, loin d'appeler des auxi-

liaires, éprouvera lui-même l'embarras d'utiliser tout son monde. Nous n'épuiserons pas tous les argumens qu'il serait facile de produire pour démontrer que la petite culture, l'émiettement du sol, dont les inconvéniens sont compensés par quelques avantages dans les régions très peuplées, sont impuissans pour attirer une population laborieuse dans un désert.

Nous connaissons des personnes qui tranchent les difficultés de ce genre en disant qu'il ne faut pas se préoccuper des moyens de recruter, de retenir les ouvriers en Afrique; que les travaux s'y régleront naturellement, comme dans la métropole, par la libre pondération de l'offre et de la demande. Ceux qui raisonnent ainsi oublient que dans le monde européen l'industrie est basée sur la préexistence d'un prolétariat surabondant; qu'on ne se demande presque jamais si le salaire qu'une entreprise peut fournir est suffisant pour l'homme de peine, parce qu'on sait qu'on trouvera toujours des affamés, trop heureux d'accepter le peu qu'on leur offre. Mais, à cet égard, il y a une différence radicale entre une société vieillie et une colonie naissante. Nous ne connaissons que trois modes de mise en culture, quand le propriétaire n'exploite pas par lui-même : le fermage, le métayage et le salaire librement débattu. Les deux premiers moyens ne feraient que déplacer la difficulté, car, à moins d'émietter le sol en parcelles, ce qui généraliserait les inconvéniens de la petite culture, les bras manqueraient au fermier ou au métayer comme au possesseur de fonds. La culture à moitié fruit, système funeste et généralement condamné par les agronomes, parce qu'il est la négation de tout progrès, est d'une application difficile dans un pays qui n'est pas encore mis en valeur. Il y a toutefois un mode de partage praticable avec les indigènes, et dont on espère de bons résultats dans la province de Constantine. Les *khammas*, classe de laboureurs auxquels on fournit la subsistance et tous les élémens du travail, se contentent du cinquième des produits pour leur part de bénéfice. « Le khammas, dit M. Warnier dans une de ses remarquables études, accepterait de construire cinq maisons, à la condition que l'une d'elles deviendrait sa propriété; il planterait cinq arbres, s'il s'était assuré de récolter les fruits de l'un d'eux; il défricherait cinq hectares, si le cinquième devait lui appartenir; il creuserait un canal d'irrigation, si une part de l'eau détournée par ses bras devait aussi féconder sa terre. » Souples et pacifiques, ces métayers au cinquième seront d'un grand secours pour les travaux de premier établissement; mais on ne sait pas encore jusqu'à quel point leur coopération, en se généralisant, deviendrait lucrative. Reste enfin le salariat ou convention libre et sans contrôle entre deux individus, l'un capitaliste, l'autre vendant ses bras. La fiction sur laquelle le salariat repose, le balancement de l'offre et de la demande, n'est admissible qu'au sein d'une population nombreuse :

elle suppose que l'ouvrier est garanti par la concurrence des maîtres, comme les maîtres par la concurrence que se font les ouvriers. Tel homme qui consent à guider la charrue dans son village pour 2 francs par jour sait du moins ce que représente cette somme, et a la ressource de quitter son maître, s'il est mécontent de lui. Une colonie à peine éclose offre un milieu bien différent. L'ouvrier sait-il si la somme qu'on lui promet correspond aux nécessités de la vie? Isolé dans un pays sans communications, que deviendra-t-il si son maître ne remplit pas ses engagemens, si l'entreprise échoue? Un salaire élevé en apparence, en supposant que les propriétaires algériens pussent l'offrir, attirera quelques prolétaires déclassés et sans ressources; mais il ne déterminera pas un mouvement normal d'émigration. Ce qu'il faut pour coloniser, ce sont des familles, et le chef de famille qui consent à s'expatrier exige des avantages évidens et solidement garantis.

Notre but, en exposant toutes ces difficultés, est de montrer par quel chemin nous avons été conduit à proposer une sorte de charte industrielle applicable à l'Algérie. Il a été démontré pour nous qu'un bon plan d'exploitation, uni à un bon règlement de travail, était absolument nécessaire pour équilibrer les droits du capitaliste et de l'ouvrier, et assurer la continuité de l'œuvre en intéressant les familles laborieuses au succès; il nous a semblé que de grandes compagnies, opérant, comme celles qui ont fondé les chemins de fer, sous le contrôle du gouvernement et de l'opinion publique, pouvaient seules réaliser ces diverses conditions, du moins au début de la colonie. Ce n'est pas une association que nous proposons, car tout contrat social suppose égalité de droits entre les engagés : nous ne spéculons pas sur les économies de la vie commune. La liberté de l'industrie (pourvu que ce ne soit pas cette liberté menteuse qui consacre la tyrannie du coffre-fort), la liberté du citoyen, le libre essor de ses facultés dans le sanctuaire de la famille, sont des principes qu'il ne faut pas plus sacrifier en Afrique qu'en France. Dans notre conception, l'ouvrier doit rester aussi libre envers la compagnie que la compagnie envers l'ouvrier. Chaque famille vivra isolément, selon son caprice et ses moyens, sous la responsabilité de sa conduite. Nous tenons même à conserver, comme formule de cette liberté, le salariat pur et simple : la seule modification à introduire dans le but d'assurer le concours sincère et durable des travailleurs est de pondérer la rémunération de manière à ce qu'elle représente une existence abondante et facile pour le présent, et la perspective d'un avantage pour l'avenir. En conséquence, nous décomposons la solde en deux parts : 1° un salaire fixe, à la journée ou à la tâche, tarifé en proportion du prix des objets de consommation, clause impraticable dans l'industrie européenne, mais qui, au contraire, deviendra en Afrique une source de bénéfices, ainsi que nous le démon-

trerons bientôt; 2° salaire éventuel, ou, si l'on veut, gratification accordée annuellement, afin que le travailleur ait un intérêt à faire de l'Afrique sa seconde patrie. Au premier coup d'œil, nous en conviendrons, un tel programme ressemble aux rêveries d'un utopiste, et cependant le mode que nous indiquons n'est pas autre chose au fond que ce qui se pratique dans les deux tiers des fermes françaises. Le propriétaire ne décompose-t-il pas en deux parts le salaire qu'il offre à l'ouvrier des champs? Il donne, comme nous, un minimum pour l'essentiel de la vie, c'est-à-dire la nourriture et le logement; comme nous, il y ajoute une rémunération annuelle en argent, qui est pour le pauvre le seul moyen d'épargne, la seule chance d'affranchissement. Il y a pourtant une innovation dans notre programme, et nous allons dire en quoi elle consiste. Le propriétaire européen, qui nourrit ses garçons de charrue avec les produits de sa terre, leur réserve les alimens grossiers et économise sur les rations. Nous voulons, nous, que l'homme dont la sueur coulera dans les champs africains ait les moyens de réparer amplement ses forces par une nourriture abondante et de premier choix. En Europe, le maître ou le fermier qui ajoute à l'entretien des gages en argent les réduit autant que le permet la concurrence des bras; en Algérie, il est juste et nécessaire que le bénéfice des cultivateurs ait pour mesure le succès des entreprises. Nous allons démontrer maintenant que notre combinaison repose sur un mécanisme des plus simples, et que la réalisation en serait plus profitable encore aux capitalistes qu'aux ouvriers (1).

La valeur du salaire quotidien n'est que relative : le chiffre débattu entre le maître et son employé n'est qu'une mesure de convention, un moyen de proportionner la rémunération au service. C'est la puissance réelle du signe monétaire qu'on doit examiner. Or, pour que l'offre faite au cultivateur français le détermine à passer en Afrique, il faut qu'elle réunisse à ses yeux les avantages suivans : 1° assurance que le prix du travail, en rapport constant avec celui des denrées, suffira largement à la satisfaction des besoins essentiels; 2° certitude que sa femme et ses enfans seront également occupés, de sorte que l'accroissement de sa famille ne soit pas, comme en Europe, un fléau pour lui; 3° perspective d'un excédant de recette, dont l'accumulation lui permettra d'acheter une petite propriété dans le pays, s'il s'y trouve bien, ou de

(1) Nous venons d'apprendre avec la plus vive satisfaction qu'une des plus grandes entreprises industrielles de l'Europe, l'exploitation des mines de zinc de la Vieille-Montagne, repose sur les bases que nous indiquons. Les ouvriers ont droit à une gratification proportionnée aux services qu'ils ont rendus, et, sans prendre un intérêt direct à la vente des vivres, l'administration favorise et surveille des cantines où les ouvriers achètent leur nourriture aux conditions les plus favorables. Loin de réduire les profits du capital, cette combinaison, dont l'honneur revient à M. Charles de Brouckère, a élevé le cours des actions de 1,000 francs, taux d'émission, à plus de 6,000 francs.

revenir en France pour y vivre au moyen de ses épargnes; 4° enfin, pour condition suprême, surveillance tutélaire du gouvernement, qui garantisse la loyale exécution du contrat.

Le premier fait à établir dans une entreprise bien ordonnée est donc l'équilibre des salaires et des objets de consommation. Dans l'état présent de l'Algérie, le prix de la main-d'œuvre est en moyenne le double de ce qu'il est en France, et les prétentions de l'ouvrier s'élèvent naturellement à mesure qu'on l'éloigne des centres de population, où sa sécurité est plus grande. Le salaire de l'Européen varie, selon les lieux et la nature des services, de 2 à 5 francs par jour. Les maçons et les charpentiers demandent jusqu'à 6 francs pour s'aventurer en pleine campagne. Même à ces prix, que les colons trouvent excessifs, on ne réunirait pas les bras nécessaires pour développer la spéculation agricole sur une large échelle. C'est que, dans un pays où la production et le commerce ne sont pas régularisés, où mille incidens influent sur le prix des marchandises, l'ouvrier ne sait pas ce qu'il fait en vendant son travail : un salaire, élevé en apparence, le laissera peut-être au dépourvu. « Une comparaison entre le prix de la vie à Alger et celui de nos villes de France échappe à tous nos calculs, dit M. Genty de Bussy. Ce serait au mois de mai celui de la Bretagne, ce serait au mois de septembre celui de Paris, encore pourrait-il changer vingt fois dans l'intervalle. » Une grande compagnie peut corriger ces fluctuations, en appropriant à une société libre le principe sur lequel reposent les industries coloniales. Dans les pays anciens, dont la population est forte relativement à leur étendue, les propriétaires du sol, ayant le monopole de la vente des vivres, s'arrangent pour les faire payer aussi cher que possible aux industriels et aux rentiers. Il n'en est pas de même dans les pays nouvellement exploités et dont la population est très faible encore. Là chacun possède assez de terre pour obtenir les alimens dont il a besoin : la production des vivres, ne pouvant pas constituer un monopole lucratif, tente rarement les spéculateurs. On ne s'y adonne spécialement que dans certaines contrées où elle peut être pratiquée sur une échelle immense et avec des chances de succès vraiment phénoménales, comme dans la région centrale de l'Union américaine. Chaque fois, au contraire, que le climat le permet, le but principal de la spéculation agricole est la vente d'une marchandise de haut commerce, telle que le sucre, le café, le coton, les épices; la culture des denrées alimentaires, réduite aux besoins intérieurs du domaine, devient un accessoire dans l'exploitation. C'est au moyen de cette combinaison, et non pas par le fait même de l'esclavage (1), que le planteur obtient la possibilité

(1) Il est démontré que l'esclavage coûte aussi cher que le travail libre, seulement la possession de l'esclave assure au maître la continuité du travail.

de vendre à bas prix. Le nègre de la Louisiane ou de la Géorgie fait quatre repas dont deux avec de la viande. Ce régime surabondant développe une telle puissance de travail, que les Antilles, où l'ouvrier noir est fort mal nourri, ne peuvent plus soutenir la concurrence de l'Amérique du Nord, pour les produits qui exigent beaucoup de main-d'œuvre, comme le coton. N'est-il pas évident que, si le planteur américain était obligé d'acheter au marché les rations qu'il donne aux cultivateurs, il arriverait à payer des salaires plus considérables que ceux des pays les plus riches de l'Europe? Mais, comme le domaine est très étendu, comme il suffit d'une moitié plantée en cannes ou en cotonniers pour enrichir le propriétaire, il reste des champs, des jardins, des pâturages, où les récoltes, où la multiplication du bétail et de la volaille, où les fruits, les légumes, les œufs, le beurre, ne coûtent que quelques journées de travail; de cette façon, la soupe au lard du déjeuner, la viande fraîche du dîner, le pudding, les gâteaux de maïs, ne représentent en réalité qu'un très faible salaire. Eh bien! l'Algérie offre aux spéculateurs, comme l'Amérique du Nord, des terres vastes et fécondes qui ne coûtent que les frais de la mise en culture. Le pain et la viande, produits pour l'habitation et consommés sur place, y reviendraient certainement à très bas prix. Dès qu'une entreprise peut nourrir ses ouvriers parfaitement et à très bas prix, il n'y a plus à craindre qu'elle soit écrasée par le taux des salaires. Voilà le principe : passons à l'application.

Si la compagnie offrait la nourriture à ses employés, ainsi que cela se pratique dans nos campagnes, il y aurait à craindre que le cultivateur fût mal nourri : la cupidité des actionnaires, l'infidélité des agens, un système d'économie mal entendu, donneraient lieu tôt ou tard à des contestations funestes. En second lieu, une nourriture uniforme offerte à tous les habitans de la ferme serait un mode de rémunération peu équitable; à ce compte, les bouches inutiles seraient autant payées que les hommes sobres et laborieux. Il faut, avons-nous dit, que l'ouvrier soit aussi libre dans les provinces algériennes que dans les départemens français. Il faut qu'il puisse se nourrir, se loger, se vêtir bien ou mal, selon sa fantaisie ou sa bourse. La règle à introduire se résume dans l'offre d'un salaire quotidien représentant pour l'ouvrier le pain et la viande d'excellente qualité, les alimens secondaires, le combustible, un logement sain avec un fonds de mobilier dans les bâtimens de la ferme, plus un léger excédant pour le vêtement et les besoins divers. Pour cela, il suffit qu'une compagnie, possédant les logemens et fabriquant les denrées, les livre, sur place, à des prix proportionnés loyalement à la puissance des salaires. Il est bien entendu que l'ouvrier ne sera pas privé du bénéfice de la concurrence, et que si des marchands, attirés par un grand centre de population, viennent ouvrir boutique à côté des comptoirs de la compagnie, le consommateur res-

tera libre de leur donner la préférence. Avec la clause d'une gratification proportionnelle, il n'y a pas à craindre que la vente des vivres devienne un monopole au moyen duquel la compagnie pourrait asservir ses employés, puisque ceux-ci, étant intéressés dans l'entreprise, reparaîtront en qualité de producteurs pour prendre part au bénéfice qu'on aura fait sur eux-mêmes comme consommateurs. Si, par exemple, la société bénéficie de 50 cent. sur un kilog. de viande vendu 1 franc, l'acquéreur participera au gain dans la proportion de 20 cent., ce qui réduira le prix vénal de 20 pour 100.

Un mécanisme auquel on n'est pas accoutumé paraît toujours trop compliqué au premier coup d'œil. On nous a dit qu'une telle combinaison, entraînant à des détails infinis, offrirait trop de facilité à la fraude. Il n'est pas d'exploitation agricole qui ne donne lieu à une surveillance, à une comptabilité aussi minutieuses que difficiles. Dans un village algérien, la vente sur place à un seul marchand qui entrerait dans les vues de la compagnie simplifierait beaucoup les détails. D'ailleurs, le mécanisme que nous indiquons a aujourd'hui un précédent très remarquable, dont le succès a fait sensation dans la grande industrie. Un homme de cœur, pour qui l'amélioration du sort des ouvriers n'est pas une vaine formule, M. Léon Talabot, vient d'augmenter le salaire des nombreux ouvriers qu'il emploie dans ses forges du Tarn, non pas en leur donnant un peu plus d'argent, mais en leur fournissant les moyens de se nourrir beaucoup mieux et à bien moindres frais; c'est en tenant des bestiaux dans les terres dépendantes de l'usine, en achetant aux conditions les plus favorables divers objets de consommation, et en revendant le tout en détail, à prix coûtant, de telle sorte que l'ouvrier profite de tout ce qu'ajoutent au prix des denrées l'impôt, l'usure, les transports, le brocantage du petit commerce. Plus fort, plus content, parce qu'il est mieux nourri, et en réalité mieux payé, l'ouvrier compense déjà, par la vigueur qu'il apporte au travail, les sacrifices qu'il a fallu faire pour améliorer son sort. Il est bien évident que l'heureuse inspiration de M. Talabot n'a pu être réalisée que dans un pays qui renferme, comme l'Algérie, des terres inexploitées, et qu'elle ne serait pas praticable aujourd'hui dans les départemens riches où la propriété foncière a acquis une énorme valeur (1).

Avec une telle combinaison, le taux nominal des salaires deviendrait assez indifférent, puisque la valeur réelle en serait assurée pour le présent et augmentée par les éventualités de l'avenir. Il serait bon de s'ar-

(1) M. le marquis de Vogué vient de déclarer au congrès agricole qu'il a fondé une boucherie pour procurer aux ouvriers de ses forges une nourriture saine et copieuse au plus bas prix possible, et que ce régime avait communiqué à la population ouvrière une santé et une vigueur qui tournaient au profit de la manufacture elle-même. On ne saurait donner trop de publicité à ces nobles exemples : ils sont l'espoir de l'avenir.

rêter à un chiffre normal en rapport avec le prix moyen des objets de consommation, soit, par exemple, 2 francs 50 cent. pour la journée du manœuvre : ce chiffre, divisible par cinquième (1), pourrait être augmenté ou réduit selon la capacité ou les services rendus par chacun. Ainsi un bon semeur, un bouvier soigneux, un horticulteur exercé, pourraient obtenir par exception un ou plusieurs cinquièmes en plus, et voir leur salaire quotidien élevé à 3 ou 4 francs. La journée d'une femme serait de trois ou quatre cinquièmes, 1 franc 50 cent., ou 2 fr.; l'enfant, pendant l'âge où une partie de son temps serait passée à l'école, recevrait 50 centimes; depuis l'adolescence jusqu'à l'âge adulte, il pourrait obtenir le double. Nous réduirions à neuf heures de travail la journée, qui est de douze heures dans les ateliers de l'Europe. Nous avons calculé, d'après ces bases, que la famille du simple manœuvre, fournissant 300 journées d'homme, 300 journées de femme, et de 400 à 600 journées d'enfans, selon leur âge, réaliserait annuellement 1,500 fr., et que pour cette somme elle obtiendrait un logement sain et en partie meublé dans les bâtimens de la compagnie, 2 1/2 kilogrammes de pain blanc de première qualité, 1 kilogramme de viande, 1 litre de vin (2) par jour, les menus alimens, le combustible, les soins médicaux, l'école pour les enfans, et qu'il resterait un boni d'environ 250 francs pour l'habillement et les besoins divers; cet excédant serait augmenté, à la fin de l'année, par la gratification subventionnelle, qui, suivant nos prévisions, flotterait entre 400 et 500 francs, chiffres qu'une exploitation heureuse élèverait progressivement. A coup sûr, une telle perspective, offerte aux familles pauvres et laborieuses, est de nature à déterminer ce mouvement d'émigration duquel dépend le salut de l'Algérie. Nous ajouterons que ces conditions favorables faites à l'ouvrier, loin d'écraser l'entreprise, deviendront au contraire en Afrique la garantie du succès industriel. On comprend maintenant pourquoi nous avons posé en principe que toute exploitation africaine doit, comme les plantations des Antilles, spéculer sur la vente d'une ou deux denrées commerciales, et ne produire les vivres que pour le personnel du domaine. Les alimens, produits économiquement et consommés sur place, coûteraient fort peu (3). Que sur la fourniture faite chaque jour à l'ouvrier la compagnie ait un bénéfice net de 1 franc, le salaire effectif

(1) Nous proposons cette division par cinquièmes, parce qu'elle rendrait très facile la répartition des dividendes attribués au travail.

(2) Le vin serait acheté en France, car il n'y aurait aucun avantage à le produire en Afrique. Ce seul article ouvrirait une source féconde de bénéfices à nos vignobles et à notre marine marchande.

(3) La production des grains en Algérie est surtout écrasée par les frais de transport. Pour envoyer le blé à un marché un peu éloigné, il en coûte de 2 fr. 50 cent. à 3 francs par hectolitre. C'est une réduction d'environ 20 pour 100 que le producteur subit sur son bénéfice. On les gagnerait au contraire par la consommation sur place.

se trouvera réduit à 1 franc 50 cent.; il deviendra possible alors de produire la marchandise sur laquelle doit reposer l'espérance de la société à un prix assez bas pour que le placement en soit assuré en Europe. Ainsi se trouverait réalisée la véritable condition du succès, le débouché doublement assuré à l'intérieur et sur les marchés étrangers.

La certitude d'être constamment occupés est le second avantage offert aux travailleurs. La principale cause de la misère dans l'industrie européenne est moins l'insuffisance des salaires que l'irrégularité du travail. Il est bien rare que tous les bras disponibles d'une famille soient utilisés en même temps. Le mari, la femme, les enfans employés dans des ateliers divers manquent d'ouvrage tour à tour; ceux qui sont occupés ont à soutenir ceux qui chôment; ce sont ces alternatives qui introduisent au bout de l'année le déficit dans le modeste budget du ménage. Cet inconvénient n'est pas à craindre dans le genre d'exploitation qui convient à l'Algérie. L'intérêt du capitaliste, d'accord avec celui de l'ouvrier, sera de distribuer les travaux de manière à ce que les salaires ne soient jamais réduits par les chômages. Rien ne sera plus facile que d'occuper constamment tous les bras, quelle que soit d'ailleurs la composition des familles. Sans parler des soins de la basse-cour, des sarclages, des moissons, du fanage et autres labeurs réservés d'ordinaire à la population débile des campagnes, l'agriculture algérienne offrira mille occasions de rétribuer les femmes, les enfans, les vieillards, les infirmes. Plus les petits travailleurs se multiplieront, et plus il y aura de facilités pour ces cultures spéciales qui ne supporteraient pas une main-d'œuvre chèrement payée. Nous avons calculé, par exemple, que les femmes pourraient concourir à la récolte du coton dans la proportion de 20 journées par hectare, et les enfans de 30 journées. La production de la soie, jugée impossible jusqu'ici parce que les seuls ouvriers disponibles ont été des hommes robustes dont les prétentions étaient élevées, deviendrait au contraire facile dans une grande ferme qui réunirait beaucoup de jeunes filles. Chaque exploitation aurait, selon sa culture prédominante, une occupation spéciale pour les petits travailleurs, en attendant qu'ils fussent en âge de guider la charrue ou de soigner le bétail. Dans quelques domaines, ce serait l'écimage, la récolte, le séchage, l'emballage des tabacs; dans les autres, la dessiccation des figues ou la cueillette des olives. Il y aurait une grande différence, on le remarquera, entre des services de ce genre et le travail des enfans dans les manufactures de l'Europe. Au lieu de l'atmosphère viciée de l'atelier, du battage assourdissant, du mouvement automatique, l'Algérie offrira aux enfans un air libre, un labeur varié, salubre, qui souvent même ne sera qu'un jeu. Citons quelques exemples : pendant la huitaine qui précède la moisson, il est nécessaire de faire battre les buissons à l'entour des champs de blés pour écarter les nuées d'oi-

seaux qui viendraient sans cela dégrader les épis; cette tâche est remplie aujourd'hui par de pauvres Kabyles à qui on donne environ 1 fr. par jour. Dans un grand domaine où l'on consacrerait 300 hectares aux céréales, ce soin n'exigerait pas moins de sept à huit cents journées d'apprentis. Les marécages et les terrains incultes fournissent spontanément des plantes filamenteuses et des genêts qu'on emploie pour faire des tapis, des nattes, des paniers, des cordages et autres ouvrages dits de sparterie. Cette industrie, qui déjà s'est développée dans la province d'Oran, fournirait une occupation lucrative aux femmes et aux jeunes filles pendant les saisons où les travaux ordinaires viendraient à manquer. Ce n'est pas sans raison que nous insistons sur les exemples de ce genre : il importe beaucoup de démontrer à l'ouvrier que l'industrie algérienne le mettra à l'abri des chômages, et que les occasions de gagner le salaire quotidien pourront être offertes à tous les membres de sa famille proportionnellement à leur force et à leur aptitude.

Un grand motif d'émulation pour l'ouvrier est l'espérance de s'appartenir un jour à lui-même. On a souvent proposé d'attirer les petits cultivateurs en Algérie par l'attrait de la propriété et de l'indépendance. Si nous avons combattu les systèmes basés sur ce principe, c'est que nous avons peu de foi dans les moyens d'application. Il faut beaucoup d'argent pour transformer les pauvres en propriétaires. Qui fera les frais de la métamorphose? L'état, comme le demande M. le maréchal Bugeaud? Les capitalistes, comme l'espère M. le général de Lamoricière? Mais les chambres sont dans une veine d'économie peu favorable à l'institution des camps agricoles. Quant aux quatre hectares promis dans le triangle d'Oran à chacun des ouvriers, on ne nous a pas encore fait connaître les clauses de cette concession. Dans notre plan, l'indépendance est pour l'ouvrier colonial, comme pour celui de la métropole, le couronnement d'une carrière laborieuse. L'accumulation naturelle de ses bénéfices lui fournira en peu de temps les moyens de s'établir isolément par la location ou l'achat d'un petit lot de terre : si le sentiment de la propriété est moins puissant que le souvenir du sol natal, il amassera pour retourner au pays. Le meilleur moyen pour lui de devenir propriétaire serait d'acheter avec ses épargnes des actions de la compagnie; il multiplierait de la sorte les bénéfices du producteur par ceux du capitaliste. Pour intéresser les ouvriers à ce genre de placement, il serait bon de leur réserver des actions au pair, créées successivement par l'extension naturelle des cultures.

Sans engager les ressources de l'état, sans influencer les transactions individuelles, le gouvernement doit jouer le rôle essentiel dans cet ensemble. Il faut que son intervention morale, sa surveillance attentive, servent de garantie au capitaliste contre l'ouvrier et à l'ouvrier

contre le capitaliste. Persuadés que le gouvernement prend des mesures pour l'assainissement et la sécurité des lieux, pour la loyale exécution du contrat, n'étant plus glacés par la crainte de donner dans un piége, les cultivateurs n'auront plus de répugnance à s'expatrier, et en même temps la publicité donnée officiellement à l'acte social permettra aux entrepreneurs de recruter de bons auxiliaires.

Le cadre que nous venons de tracer n'exclut pas les indigènes. En beaucoup de circonstances, leur adjonction sera un grand soulagement pour les travailleurs européens. On obtient facilement des pâtres ou des manœuvres à raison de 1 franc 50 cent. à 2 francs par jour, y compris le pain qu'on a coutume de leur donner, et qui fait le fond de leur subsistance. On les utilisera, comme ouvriers supplémentaires, sans trop compter sur leur concours. Ceux qu'on emploie comme métayers ne passent pas pour très fidèles. Les journaliers, malgré la modicité de leurs salaires, coûtent plus cher que les Européens. Le premier jour, ils attaquent franchement le travail, parce qu'ils sont avides, mais ils s'amollissent peu à peu et arrivent au découragement. Attachés à leurs routines, il est difficile de leur faire adopter les procédés abréviateurs. Leur travail ne se marie pas à celui des ouvriers d'Europe; il faut les occuper à part : c'est ainsi qu'en agit M. Borelly-Lassapie, qui a déjà réuni sur ses terres vingt-trois cultivateurs français et quarante métayers arabes. Il ne faudrait pas, au surplus, que la prudence nous rendît injustes. S'il arrivait qu'à la longue les indigènes acceptassent cordialement le joug de notre civilisation, il serait naturel qu'ils participassent à ses bénéfices : il n'y aurait aucun inconvénient alors à les attacher à un centre de colonisation aux mêmes titres que les ouvriers français.

Attirer en Afrique des hommes laborieux et de bonne trempe, entretenir leur émulation, assurer la continuité de l'œuvre, neutraliser la concurrence entre les maîtres pour s'arracher les ouvriers, comme celle des ouvriers entre eux pour se ravir le travail, préparer le succès commercial en ouvrant une double issue aux produits, tels doivent être les effets du régime que nous indiquons, s'il est loyalement pratiqué. Ces résultats découlent d'une combinaison des plus simples, qui réunit les avantages de la liberté individuelle aux bénéfices de l'association. Il ne faut voir dans nos idées ni la formule d'une utopie ni le prospectus d'une affaire. Si un moyen de donner à l'Algérie les bras qui lui manquent nous paraissait plus équitable et plus efficace que le nôtre, nous n'hésiterions pas à le proclamer.

III. — EXPLOITATION.

La démonstration suprême en matière de colonie, ce sont les chif-

fres. Un établissement extérieur doit être pour un peuple ce qu'est pour le simple négociant la création d'un comptoir à l'étranger, c'est-à-dire un calcul commercial, dont la preuve ressort de la balance des frais et des produits. Les théoriciens qui ne fournissent pas ce genre de preuve, soit qu'ils ignorent, soit qu'ils dédaignent la pratique industrielle, se débattent dans le vide. Leurs assertions, aussi bien que les critiques qu'ils provoquent, manquent de sanction, et ne peuvent déterminer aucune certitude dans les esprits. Nous considérons donc comme une nécessité de mettre en mouvement sous les yeux du lecteur le mécanisme proposé. Nous ne craindrons pas de descendre dans les détails minutieux de l'application, puisqu'il en doit jaillir de nouvelles lumières sur l'état et les ressources de la colonie.

Dans la spéculation algérienne, avons-nous dit, chaque groupe doit s'en tenir à la culture des vivres pour la consommation locale, et à la production en grand d'une ou deux marchandises d'exportation. Prenons donc pour exemple un domaine consacré à la culture du cotonnier; supposons qu'une société constituée suivant les principes qui viennent d'être discutés entreprend la mise en valeur d'une superficie de 2,500 à 3,000 hectares, dont au moins 1,500 de bonne terre et le reste de qualité inférieure; 1,000 hectares environ formeraient la cotonnière; une pareille étendue comprendrait les terres arables, ensemencées en céréales, cultivées en prairies ou laissées en jachère. Les landes et les broussailles formant le dernier tiers du domaine ne seraient converties qu'à la longue en plantations et en bois taillis : ces terrains vagues offriraient des ressources pour le pâturage et le combustible. Nous remarquerons que l'espace consacré au coton serait complanté en légumes et en plantes fourragères : on peut évaluer au tiers l'espace disponible entre les cotonniers-arbres, ce qui laisserait 300 hectares de plus pour la nourriture du bétail.

Une concession faite par le gouvernement coûte tout l'argent qu'il faut dépenser pour préparer le sol à la culture. Entre deux terrains offrant au même degré les avantages de la fertilité, de la salubrité et des communications faciles, dont l'un, inculte et dégarni, pourrait être obtenu gratuitement, dont l'autre, déjà mis en valeur, devrait être acheté, il y aurait profit évident à préférer le dernier, pourvu que le prix d'achat fût en rapport avec les travaux accomplis. Les obstacles au défrichement, les frais qui en résultent, ne peuvent pas être appréciés d'une manière générale. Beaucoup de terres, non pas précisément incultes, mais traitées à de longs intervalles, selon le système capricieux des Arabes, sont plutôt des jachères négligées que des friches : elles n'exigent pas un défoncement méthodique; tristement dépouillées ou garnies d'herbes peu tenaces, il suffirait pour les ameublir d'un fort labour à la charrue. Quelquefois le terrain s'est couvert de taillis ou

de broussailles qu'il devient nécessaire d'arracher; mais alors on a pour dédommagement la vente des fagots et des souches. MM. Rameau et Binel ont calculé que, pour une dépense moyenne de 150 francs par hectare dans ces sortes de terres, on retrouve une valeur de 60 francs en combustible. Il y a mieux : les buissons contiennent en grand nombre les sauvageons d'arbres précieux qui croissent spontanément en Algérie. Suivant la recommandation de M. Moll, on enlèvera avec soin les jeunes plants d'oliviers, de figuiers, de citronniers, de jujubiers, pour les replanter immédiatement en pépinière. L'épouvantail du défricheur, c'est le palmier nain. Si l'on considère que cet arbuste vivace est scellé, pour ainsi dire, dans le sol par une touffe de racines chevelues et pénétrantes qui repoussent tant qu'il en reste un tronçon, on n'est plus étonné que le défrichement de certaines parties du sahel d'Alger ait coûté jusqu'à 800 francs l'hectare. De petits propriétaires, à proximité d'une grande ville, ont pu supporter ces frais excessifs. Une compagnie devant approprier une vaste superficie en serait écrasée. Heureusement que les parties les plus fertiles de l'ex-régence sont précisément celles où le palmier nain est le plus rare. L'admirable vallée du Chélif en est à peu près exempte. A mesure que la colonisation se répandra dans les plaines, le défoncement du sol deviendra moins onéreux. Si l'on opère dans un lieu éloigné et désert, la plus forte dépense sera celle du baraquement provisoire et du transport des vivres pour les défricheurs. L'emploi des indigènes en aussi grand nombre que possible, le concours des soldats moyennant une juste rétribution, les procédés mécaniques, tout ce qui pourra accélérer la mise en rapport deviendra une économie. En résumé, comme il est probable que des spéculateurs intelligens ne choisiront pas des terrains trop surchargés d'obstacles, c'est agir largement que d'allouer une avance moyenne de 100 fr. pour le défrichement de chaque hectare d'un grand domaine.

Quelques dépenses comprises dans le fonds de premier établissement sont directement productives, à tel point qu'il y aurait profit à les multiplier. Les frais et les difficultés des transports écrasent aujourd'hui la production agricole. Un chameau ou un mulet qui ne peuvent porter à dos que deux hectolitres de blé, c'est-à-dire une valeur de 30 fr. au plus, coûteraient avec un indigène pour conducteur environ 5 fr. par jour; on fait peu de chemin dans une journée quand les voies ne sont pas frayées. On peut évaluer l'économie qu'il y aura à relier un domaine isolé aux grandes voies de communication par des routes praticables pour le roulage. Le régime des eaux n'est pas moins important. Nous avons déjà signalé les merveilleux effets de l'irrigation. Quoique l'Afrique soit souvent désolée par les sécheresses, l'élément humide n'y est pas rare; la distribution seule en est désordonnée. Les courans y sont nombreux, les pluies plus abondantes qu'en France; mais

ces eaux, lancées des montagnes, roulant sur des pentes rapides, travaillées par les influences atmosphériques, sont capricieuses et vagabondes. Qu'on mette l'art européen aux prises avec cette fougueuse nature, et il en aura facilement raison. Si grandes que soient les avances à faire pour élever, par des barrages, les eaux encaissées au fond des vallées, pour égoutter les marécages, créer des réservoirs, des norias, des canaux d'arrosage, ces frais constitueront un placement dont le résultat dépassera toutes les espérances.

Les premières constructions faites en Algérie ont été extrêmement dispendieuses. La rareté du bois, le transport des matériaux, le haut prix que les ouvriers d'art mettaient à leurs services, et surtout les faux frais des premiers tâtonnemens, élevaient alors les devis à des chiffres effrayans pour les Européens. Aujourd'hui des ingénieurs habiles à profiter des avantages locaux construiraient un groupe d'habitations rurales à des prix qui n'excéderaient pas ceux de la France. Les bois et les fers de Suède arrivent sur les côtes à de bonnes conditions. Les routes et les moyens de transport sont déjà assez multipliés pour que les prix du roulage aient diminué de beaucoup, du moins pour les localités accessibles. En ce qui concerne la maçonnerie, l'Algérie offre des ressources qui compensent les frais exceptionnels de la charpente. M. le capitaine Brunet attribue les mécomptes des premiers entrepreneurs à la manie d'importer en Afrique les méthodes de construction usitées en Europe. « Le système minéral, dit-il, est très riche en Algérie, et tous les matériaux nécessaires à la confection des bonnes maçonneries, tels que pierres de toutes sortes, chaux, plâtre, argile pour briques, sable, terre rouge pour les gros mortiers hydrauliques, se trouvent en abondance et dans des conditions faciles d'exploitation. Aussi les constructions en maçonnerie offrent en Algérie de grands avantages sous le rapport de la facilité, de l'économie, de la solidité et de la fraîcheur. » En résumé, les déboursés pour les bâtimens peuvent être considérablement diminués, lorsque les travaux sont conduits avec économie et intelligence. Les constructions de Souk-Ali, comprenant six étables, six maisonnettes pour les ouvriers, deux corps de logis pour les maîtres et les domestiques, n'ont coûté que 46,788 francs. Plusieurs autres devis que nous avons consultés donnent des chiffres aussi modérés. Dans notre combinaison, la parcimonie serait moins nécessaire; les logemens devant être loués par la compagnie aux familles ouvrières, les dépenses de construction ne seraient en réalité que de l'argent placé. En consacrant 300,000 francs à la fondation d'un corps de village de deux cents feux, on pourrait offrir à chaque ménage un logement sain, muni du mobilier indispensable au prix moyen de 100 fr. Pour les bâtimens de ferme, ateliers, étables, greniers, écuries, et pour les bâtimens d'administration tels que bureaux, corps-de-garde, chapelle,

école, la dépense, sans être directement productive, atteindrait au moins 130,000 francs.

Plus sera considérable la somme consacrée primitivement à l'achat du bétail, plus on augmentera les chances de succès. C'est surtout en facilitant la consommation de la viande qu'on assurera ce bien-être, cette vigueur du corps et de l'esprit nécessaires pour attacher les travailleurs à l'Algérie. En France, la consommation annuelle de la viande n'atteint pas 12 kilogrammes par tête. Si l'on observe que la ration des personnes aisées est dix fois plus forte que cette moyenne, on restera tristement convaincu que la majorité des Français est complétement privée de l'aliment le plus nutritif. Les généreuses dispositions que M. Talabot a prises en faveur de ses ouvriers ont élevé leur consommation presque au niveau de l'Angleterre, c'est-à-dire à 66 kilogrammes et demi par tête, y compris les femmes et les enfans. Nous voudrions que les laboureurs algériens fussent aussi bien traités que les forgerons du Tarn. Il faudrait pour cela, suivant les calculs de M. Talabot, abattre par année 500 bêtes à cornes, ou leur équivalent en espèces diverses. Il serait peut-être difficile d'acquérir au début des troupeaux assez nombreux pour de tels besoins. On n'y pourrait suffire qu'en achetant pendant les sécheresses des bêtes maigres à engraisser avec les fourrages en réserve. Nous remarquerons à ce sujet que, si la colonisation s'étendait subitement sur une grande échelle, il y aurait des demandes de bestiaux si considérables, que leur valeur augmenterait au point de fausser tous les calculs provisoires. On resterait sans doute au-dessous des besoins, en attribuant 100,000 francs au premier achat des troupeaux.

Établissons d'après ces données diverses le compte général des frais d'établissement :

Défrichement de 2,000 hectares à 100 francs.	200,000 fr.
Travaux de terrassement pour les eaux et les chemins.	50,000
Maisons d'habitation, corps du village.	300,000
Mobilier pour les logemens d'ouvrier.	20,000
Bâtimens de ferme (ateliers, étables, greniers, écuries).	100,000
Bâtimens d'administration (bureaux, corps-de-garde, chapelle, école)	30,000
Matériel d'exploitation (instrumens aratoires, plants et semences).	60,000
Bétail (premier fonds d'achat, environ 4,000 têtes).	100,000
Dépenses diverses et imprévues.	40,000
Total du capital immobilisé.	900,000 fr.
Fonds de roulement (subdivisé en deux parties, 1° pour les besoins journaliers de la circulation, achats, avances, salaires, etc., environ 300,000 fr. — 2° Somme égale de 300,000 fr. tenue en réserve, et placée provisoirement sur bonne hypothèque en Algérie, à 5 pour 100 au moins.)	600,000
Total général.	1,500,000 fr.

A ce compte de 1,500,000 francs, un domaine défriché, bâti et garni de tous les instrumens du travail, serait acheté à raison de 500 francs l'hectare.

Le principe commercial que nous avons posé simplifiera beaucoup l'exploitation. Consacrer un tiers des meilleures terres aux cultures qui doivent fournir le produit d'exportation, n'ensemencer en céréales qu'une superficie en rapport avec les besoins locaux, utiliser tout le reste du domaine de manière à multiplier autant que possible le bétail et l'engrais, telle est la méthode la plus conforme aux conditions de l'agriculture algérienne. Pour un centre de population tel que celui que nous avons en vue, 300 hectares doivent fournir amplement la quantité de grains nécessaire; peut-être que les stimulans inconnus aux indigènes, le remuement profond de la terre, les assolemens, les fumures, l'arrosage, augmenteront dans une proportion inespérée le rendement des champs et des prairies; alors le meilleur moyen d'accroître le revenu en argent sera de rétrécir l'espace consacré aux plantes alimentaires au profit des cultures commerciales. M. le général Bedeau pense, comme nous, que la spéculation doit s'établir principalement sur les cultures industrielles; mais il dépasse le but en condamnant d'une manière absolue la production du blé. « L'Européen, dit-il, ne peut pas essayer de faire concurrence à ce travail; le prix de revient des céréales produites par lui serait toujours plus élevé que les mercuriales d'aucun des marchés africains. » Exprimée en ces termes, l'assertion cesse d'être exacte. Sur un espace déterminé, le cultivateur civilisé produira à bien meilleur marché que le laboureur sauvage; ce qui fait la supériorité apparente de celui-ci, c'est qu'il opère sur une étendue à peu près illimitée. Pour obtenir 100 hectolitres par année, il faudra que l'Européen possesseur de 20 hectares consacre aux céréales un tiers seulement de son domaine, dont le reste sera d'ailleurs utilisé. L'Arabe n'arrivera au même résultat qu'en stérilisant au moins 40 hectares, parce qu'il ne récolte qu'à la condition de laisser les trois quarts des terres au repos absolu pendant plusieurs années, de sorte qu'en appréciant le prix de revient suivant les notions européennes, c'est-à-dire d'après l'étendue consacrée à la culture, le blé arabe coûterait quatre fois plus. Nous regrettons que M. le général Bedeau n'ait pas appuyé par des calculs agronomiques le conseil qu'il donne aux colons d'abandonner aux indigènes les deux tiers de leurs propriétés, et de s'en rapporter à eux pour la production des grains. « Si l'on admet, a-t-il dit, que chaque lot de terre se compose de 30 hectares, dont 10 propres au travail européen, les 20 autres seront cultivés par deux charrues indigènes, qui rendront net au concessionnaire un revenu de 500 francs. » D'après les renseignemens que M. Moll a donnés sur les procédés arabes, il paraît impossible que deux familles indigènes réduites à 20 hectares, dont moitié

au plus serait ensemencée chaque année, puissent vivre en donnant 500 francs de fermage. Une assertion énoncée aussi vaguement échappe à la controverse; nous engageons seulement les colons à la vérifier rigoureusement pour éviter les mécomptes. En résumé, nous croyons que les grains, traités en bonne culture et affranchis du transport (1), reviendront à des prix inférieurs aux cours des marchés indigènes : il y aura donc bénéfice à les produire pour la consommation locale; mais, considéré comme valeur commerciale, le blé, déjà inquiété par les silos arabes et par les greniers d'Odessa, tombera dans l'avilissement dès que les divers essais de colonisation auront multiplié les petites propriétés.

Le labeur le plus important serait celui de la cotonnière (2). Nous avons trouvé, nous l'avouerons, des préventions à peu près générales contre la possibilité d'obtenir le précieux filament. Ce n'est pas qu'on mette en doute l'énergie du sol algérien : les principales espèces du cotonnier ont été cultivées de tout temps dans les états barbaresques, en Espagne, en Sicile, dans l'archipel grec. D'ailleurs, les faits ont parlé. Les cultures expérimentales du jardin botanique ont donné des produits de qualités diverses et généralement favorables, telle est du moins l'opinion des filateurs qui les ont traités mécaniquement. On peut voir présentement au ministère de la guerre des cotons algériens et de fort beaux tissus qui en proviennent; mais l'éternelle objection revient avec plus de force que jamais à propos de l'industrie qui devrait être le principal mobile de la colonisation. La rareté des bras, dit-on, l'élévation des salaires, ne permettent pas d'entrer en concurrence avec des pays dont le monopole repose sur des bases inattaquables. On est persuadé que le coton, exigeant une manutention multipliée, sinon difficile, ne peut donner lieu à une industrie lucrative que dans les contrées où la population est esclave de fait, ou condamnée par la misère à l'abnégation de l'esclavage. Au fond, c'est toujours le même cercle vicieux : défaut de culture parce qu'on n'a pas d'argent, défaut d'argent parce qu'on ne sait pas tirer l'industrie culturale de l'ornière. Il en est des erreurs comme des mauvaises herbes, elles se répandent sans qu'on sache comment, jusqu'au jour où une main laborieuse entreprend de les extirper. Habitué à ne pas accepter sans vérification ce qu'on appelle les idées reçues, nous avons recherché sur quels faits

(1) Le rendement de 600 hectares, moitié en foins, moitié en céréales, pèserait environ 15,000 quintaux métriques; il en coûterait, pour le transport à un marché éloigné de cinq à six lieues, environ 2 fr. le quintal; ce serait donc un bénéfice net de 30,000 francs que réaliserait la compagnie par le fait de la vente sur place aux prix courans du marché.

(2) Nos données à ce sujet ressortent d'une étude spéciale à laquelle nous donnerons bientôt de la publicité. Nous prions nos lecteurs de nous dispenser des développemens techniques qui seraient déplacés ici, et d'accepter provisoirement nos résultats, sauf vérification ultérieure.

repose le préjugé défavorable à la propagation des cotons algériens. Nous n'avons pas tardé à nous convaincre que, si le traitement agricole du cotonnier est simple et généralement connu, il n'en est pas de même de son économie industrielle; que les notions précises sur le coût de la production, le rendement, les chances mercantiles, manquaient non-seulement aux colons algériens, mais aux agronomes de profession et aux statisticiens commerciaux.

Pour arriver à un aperçu décisif, il nous a fallu décomposer l'opération en estimant, d'une part, le nombre des journées de travail, et d'autre part la récolte qu'il est raisonnable d'espérer. Suivant nos calculs, un hectare, préalablement défriché, demanderait en travaux divers, depuis les labours jusqu'à l'emballage du coton égrené, 22 journées d'hommes, 20 journées de femmes, 30 journées d'enfans, soit 72 journées à différens prix, représentant en total 40 journées d'adultes à 2 francs 50 cent. Ajouter 25 francs pour l'usage des outils, les graines, les fumiers, les charrois et frais éventuels, ce serait beaucoup. A ce compte, le produit d'un hectare planté en coton occasionnerait un déboursé d'environ 125 francs (1). Nous ferons remarquer que les cotonniers vivaces, étant plantés à deux ou trois mètres de distance, laissent disponibles pour d'autres cultures le tiers environ de la superficie qui leur est consacrée. On cultive dans les interlignes des légumes, des racines ou même du maïs, suivant l'espace et la hauteur des arbustes. Qu'on ajoute donc pour le travail de ces complantations une somme de 25 francs en semences et main-d'œuvre, et le déboursé total, pour chaque hectare, sera porté à 150 francs. L'évaluation de rendement doit être faite avec beaucoup de réserve, si l'on veut éviter les déceptions. On compte une quarantaine de variétés, plus ou moins productives, plus ou moins capricieuses; celles auxquelles le commerce attache le plus haut prix, le coton-jumel d'Égypte et les longues-soies de Géorgie, paraissent, suivant M. Moll, les plus favorables à l'Algérie. Le rendement moyen en Amérique est d'une balle par acre, soit environ 375 kilogrammes par hectare; cette mesure est souvent dépassée. « De la manière dont les Arabes cultivent le cotonnier, dit M. Bové, qui a été directeur des cultures d'Ibrahim-Pacha au Caire, un feddan (2) ne rapporte qu'environ un quintal métrique de coton égrené; mais le même espace de terrain, quand il est bien cultivé, en peut produire de

(1) D'après les essais faits à Alger dans les jardins du gouvernement, le prix de revient par hectare a été coté à 155 fr. pour une récolte de 200 kilogrammes de coton nettoyé, soit 77 cent. et demi le kilogramme; mais les premières expériences exécutées sur une petite échelle ne peuvent pas faire loi pour une grande entreprise, travaillant avec précision et économie.

(1) Le feddan légal représentait autrefois 5,929 mètres carrés; mais, le pacha en ayant réduit la contenance pour augmenter l'impôt, il n'est plus aujourd'hui que de 4,417 mètres carrés. Nous ne savons pas si l'appréciation de M. Bové se rapporte à l'ancienne ou à la nouvelle mesure.

trois à trois et demi. » Ces derniers résultats représenteraient sept à huit cents kilogrammes par hectare. Le coton d'Égypte a un cours facile au prix moyen de 1 franc 50 cent. le kilogramme. Écartons tous ces chiffres; ils sont tellement éblouissans, qu'ils pourraient troubler notre vue. Contentons-nous d'espérer que le rendement moyen, dépassant un peu le résultat des premiers tâtonnemens, s'établira entre 250 à 300 kilogrammes par hectare. Cependant la vente de la matière textile n'est pas le seul produit d'une cotonnière; on aurait encore, par chaque hectare, 600 kilogrammes de graines, des feuilles, des tiges, qui, converties en nourriture pour le bétail, en huile comparable à celle du colza, en tourteaux pour engrais, en litières, en combustible, représenteraient une valeur d'au moins 50 francs; il resterait enfin une superficie d'environ 30 ares, fournissant des légumes ou des fourrages. Eh bien! malgré tant de ressources, nous n'avons attribué au produit brut de l'hectare qu'une valeur totale de 300 francs; qu'on juge par ce seul fait de la prudence de nos évaluations.

Il nous a fallu analyser les diverses opérations économiques ou rurales pour évaluer le nombre des journées de travail et le chiffre total des salaires. D'après des calculs qui seront justifiés ailleurs, l'entreprise exigerait environ 160 à 180 familles agricoles, et une vingtaine de familles vouées aux industries ordinairement alliées aux travaux des champs. Avec le personnel de la direction, la population flottante de militaires, de petits marchands, d'auxiliaires européens ou indigènes employés à la journée, on aurait un groupe d'environ 1,200 personnes. Les hommes fourniraient 60,000 journées de travail (1); les femmes, vouées en partie aux soins du ménage, 40,000 journées; les enfans, peu nombreux dans les premiers temps, 80,000: total 180,000 journées effectives à divers prix, produisant une valeur de 250,000 fr. à répartir en salaires entre les familles attachées à l'établissement. On a laissé en dehors de ce compte les auxiliaires indigènes, et certains ouvriers spéciaux engagés à prix débattu.

Il nous reste à réunir ces données diverses, pour établir le budget approximatif de l'opération en dépenses et recettes :

DÉPENSES COURANTES.

Intérêt et amortissement du capital à 5 pour 100.	75,000 fr.
Administration métropolitaine et locale.	40,000
Salaires (180,000 journées à divers prix).	250,000
Journées supplémentaires, auxiliaires indigènes.	15,000
Entretien et accroissement du matériel.	10,000
Besoins et dépenses imprévues.	10,000
Total.	400,000 fr.

(1) En comprenant environ 4,000 journées de service militaire, sacrifice annuel de 10,000 fr. à la charge de la compagnie, sans préjudice des autres impôts en argent.

RECETTES.

1°		Coton (produits divers de l'hectare estimés à 300 francs). . .	300,000 fr.
2°	Consommation locale.	Blé ou pain pour 240 familles (1) (2 kilog. et demi par jour).	88,000
		Viande (1 kilog. environ par jour pour chaque famille). . . .	80,000
		Comestibles divers (beurre, lait, œufs, légumes).	42,000
		Logemens (à 100 francs environ par famille).	20,000
		Combustible.	10,000
3°		Vente des produits alimentaires non employés, abats et issues de bétail (toisons, suifs, cuirs, cornes, engrais)	35,000
4°		Intérêt du capital de réserve placé sur hypothèques, environ. .	15,000
		Total.	590,000

Au premier aperçu, les recettes promettent sur les dépenses une plus-value d'environ 50 pour 100; ajoutons que ce revenu doit être élevé progressivement par le perfectionnement des cultures, par la mise en valeur des terrains vagues, par le produit des plantations, qui, seules, promettent dans huit ou dix ans, à raison de 1 franc par pied d'arbre, un surcroît de 40,000 francs. Le produit serait encore augmenté, à mesure que le capital réservé trouverait son emploi dans les cultures. Admettons donc provisoirement un excédant de 190,000 fr. En prélevant un cinquième, soit 38,000 francs pour la part de l'impôt, pour l'extension de l'entreprise, et pour constituer un fonds d'assurance, on aura 152,000 francs à partager en dividendes entre le capital et le travail, ce qui élèvera l'intérêt de l'action à plus de 12 pour 100, et donnera pour salaire éventuel à chaque famille ouvrière une somme de 456 francs. Aux yeux de quelques personnes, cette prime d'encouragement offerte au travail paraîtra excessive : nous nous contenterons de leur répondre que la gratification annuelle accordée aux mineurs de la Vieille-Montagne n'est pas moins forte, et que l'on a vu des ouvriers intelligens et laborieux élever leur dividende jusqu'à 700 francs, ce qui n'a pas empêché les actionnaires de sextupler leur mise de fonds.

Ce n'est pas sans raison que nous avons exposé le plan d'une vaste entreprise; cet exemple était nécessaire pour tirer la discussion des généralités vagues, et introduire le public français dans la réalité des affaires coloniales. De ces détails minutieux, qu'on nous pardonnera sans doute, il doit ressortir un double enseignement. A voir tout ce qu'il faut de ressources, de combinaisons commerciales, d'efforts harmonieux, pour attaquer avec avantage la nature africaine, on se représentera la triste figure du petit colon subventionné, du propriétaire isolé et nécessiteux, et l'on apprendra à ne pas trop compter, pour le peuplement de l'Algérie, sur la petite culture et sur la spéculation individuelle. Après avoir reconnu que la colonisation exige les grands travaux d'ensemble,

(1) En ajoutant aux familles ouvrières le personnel administratif et militaire, les auxiliaires, les passagers, etc.

on sentira que des compagnies à la hauteur de leur mission, puissantes par le capital et la science pratique, comme par leurs généreuses sympathies pour les ouvriers, s'organiseront bien difficilement, si le gouvernement français, à l'exemple de la vieille Hollande, ne se fait pas un devoir d'en provoquer la formation.

A notre point de vue, il n'est pas nécessaire que le gouvernement prenne une part directe à l'œuvre de la colonisation; cependant il aurait à remplir un rôle de telle importance, que, sans lui, le succès serait douteux. Son intervention serait morale et tutélaire. Sans engager le trésor, sans se faire industriel, il deviendrait le promoteur des entreprises destinées à lancer la spéculation. Étant admis le genre d'exploitation que nous avons indiqué, et que des négocians habiles perfectionneraient sans doute, le premier soin serait d'en faire comprendre le mécanisme au pays par tous les moyens de publicité dont on dispose. Pour attirer l'argent dans les colonies, le gouvernement hollandais, avons-nous dit, faisait étudier commercialement certaines opérations, et publiait le devis des dépenses et recettes, de telle sorte que les spéculateurs métropolitains vissent d'un coup d'œil s'ils devaient engager leurs fonds. Ainsi pourrait-on faire pour l'Algérie. Les plans de diverses entreprises basées sur des cultures spéciales, répandus parmi les personnes intéressées à chaque nature de produits en raison de leur spécialité industrielle, détermineraient assurément un mouvement de capitaux. Que l'on démontre par exemple aux riches manufacturiers qui travaillent le coton que, par l'établissement d'une cotonnière en Afrique, ils auraient le double avantage de multiplier la matière première et de bénéficier comme bailleurs de fonds; ils réuniront certainement entre eux le capital nécessaire aux premières expériences. L'Algérie a besoin de bras autant que d'argent. Les cultivateurs français sont peu attirés vers l'Afrique, non pas, comme on le dit, parce qu'ils sont casaniers, mais parce qu'ils ont des motifs de défiance fort légitimes. Il est difficile qu'un spéculateur isolé les détermine à s'expatrier; pour y consentir, il faudrait qu'ils se sentissent sous la tutelle de la conscience publique. L'intervention morale du gouvernement devient encore nécessaire pour les rassurer. On pourrait répandre dans les ateliers et dans les fermes de petites instructions destinées à bien faire comprendre aux ouvriers le régime institué à leur avantage, et surtout les garanties qu'ils trouveraient dans la surveillance de l'autorité. Il serait bon d'ouvrir en même temps des registres d'enrôlement dans les mairies du royaume et d'organiser les moyens d'information nécessaires, afin que les compagnies à former pussent se recruter facilement et faire de bons choix. Il nous semble impossible qu'en montrant d'une part, aux ouvriers, de grandes facilités d'existence garanties par la tutelle du gouvernement, on ne trouve pas de bras, et, d'autre

part, qu'en exposant aux yeux des capitalistes des chances à peu près certaines de bénéfices, on ne trouve pas d'argent. Si pourtant des obstacles imprévus empêchaient la formation des compagnies puissantes, il faudra bien que la nation en vienne à tenter l'expérience à ses risques et périls, c'est-à-dire à fonder quelques entreprises modèles en offrant la garantie d'un minimum d'intérêt.

Si une colonie apporte un accroissement de puissance, ce n'est pas par l'acquisition d'un nouveau territoire, c'est par la vitalité qu'elle excite parmi le peuple colonisateur. A quoi nous servirait-il de jeter des hommes sur le sol africain, si leur installation n'était pas profitable à la métropole? De quel intérêt serait pour nous une peuplade pauvre, inhabile à créer des produits d'échange? Une colonie doit consommer largement et offrir en retour les richesses de son sol. Pour réaliser cet idéal, il ne manque à l'Algérie qu'une première impulsion donnée par une main intelligente, que l'exemple d'un succès industriel à citer. Persuadé qu'une colonisation est surtout une affaire de pratique commerciale, nous avons essayé de substituer à des théories générales et dénuées de preuves des raisonnemens et des calculs positifs. Ce n'est donc pas une solution systématique et exclusive que nous ajoutons à la liste déjà trop nombreuse des systèmes. Un village organisé sur le type que nous exposons s'accommoderait du voisinage d'un camp agricole, de même qu'il trouverait sa place dans le triangle de M. de Lamoricière ou dans le cadre circulaire de M. le général Bedeau. Il profiterait des institutions civiles et pourrait à la rigueur s'en passer. En un mot, nos idées, essentiellement pratiques, ne peuvent que fortifier le régime qui doit prévaloir.

A. Cochut.

MALADIES DE L'ESPRIT.

DES IDIOTS ET DES TRAVAUX RÉCENS SUR L'IDIOTIE.

I. — *Mémoires sur le sauvage de l'Aveyron*, par ITARD.
II. — *Traité du Crétinisme*, par FODÉRÉ.
III. — *Essai sur l'Idiotie*, par le docteur BELHOMME; 1824-1843.
IV. — *De l'Idiotie chez les enfans*, par M. FÉLIX VOISIN; 1843.
V. — *Traitement moral et éducation des idiots*, par M. ÉDOUARD SÉGUIN; 1847.

I. — DU SORT DES IDIOTS DANS LES TEMPS ANCIENS. — TRAVAUX MODERNES SUR L'IDIOTIE.

La médecine philosophique a fait, depuis un demi-siècle, des progrès remarquables; en Angleterre, Willis et Chrichton; en France, Pinel, Itard, Esquirol, ont assuré sa marche, agrandi et renouvelé son domaine. Les travaux de Gall ont ouvert la voie à l'anatomie morale, en traçant sur le cerveau une nouvelle physiologie de la pensée; MM. Serres, Flourens, Leuret, Lelut, Foville, qui ont contredit ou continué les recherches du savant allemand, ont rappelé l'attention sur le siége de l'ame et sur les écarts du système nerveux. La médecine des maladies mentales compte aujourd'hui à sa tête des hommes supérieurs; le pro-

blème du traitement de la folie a été posé sur des bases psychologiques, et on a vu surgir une réforme médicale qui se poursuit. Chaque jour, la science s'affermit dans cette direction féconde, et rarement les esprits se sont portés avec plus d'ardeur vers l'étude des phénomènes humains; rarement aussi les graves questions que soulèvent les maladies de l'intelligence ont été l'objet de discussions à la fois plus vives et plus approfondies.

Déjà nous avons eu occasion de signaler cette tendance philosophique de la médecine moderne (1). L'hallucination, cette forme extraordinaire des maladies de l'esprit, a été dans ces derniers temps étudiée sous ses aspects les plus divers. En cherchant à préciser les résultats qui avaient sur ce point couronné les efforts de la science, nous avons dû remonter aux causes de la maladie, en indiquer les formes. Nous avons montré l'esprit abusé par de fausses sensations, et courant, à la suite de cette erreur, vers les abîmes où la raison s'éteint. Il y a une autre maladie, ou, pour mieux dire, une infirmité de l'esprit qui excite aujourd'hui l'intérêt des savans et des penseurs : c'est l'idiotisme. Ici plus de désordres du principe intellectuel chez l'homme, mais l'atonie, mais la mort. Un tel engourdissement des facultés devait surtout préoccuper les observateurs moralistes : c'est dans l'état de privation qu'on peut le mieux étudier, par la nature même des contrastes, le mystère profond de l'intelligence humaine.

Supposez-vous tout à coup transporté au milieu d'une troupe d'êtres sans nom, dont les uns vous fuient avec les signes d'une folle terreur, dont les autres vous poursuivent avec une pétulance ridicule, tandis que la plupart s'affaissent tristement sous la chape de plomb de leur nullité morale; à ces cris sauvages, à ces regards fixes, vous vous croiriez parmi des bêtes humaines : vous êtes dans une réunion d'idiots. Exposé indifféremment à toutes les intempéries des saisons, l'idiot ne sait pas réagir sur le monde extérieur : pauvre cerveau passif, pauvre jouet, il reçoit, si l'on n'y prend garde, le contact, que dis-je? l'insulte de tout ce qui l'entoure. Incapable de se défendre contre les élémens, privé de destination sur le globe, simple apparence, simple chose, impuissant à choisir avec discernement entre le bien et le mal, il agit sans conscience, sans liberté : la loi humaine passe à côté de lui sans l'atteindre.

Tel est l'état de l'idiot avant que l'éducation entreprenne de le régénérer. Le tableau de ces difformités morales devait éloigner pour longtemps les regards de la bienfaisance. L'antiquité se souciait peu des êtres incomplets que la nature avait mis pour ainsi dire hors de la loi humaine; elle ne leur reconnaissait même pas le droit de vivre. Les en-

(1) Voyez, dans la livraison du 15 octobre 1845, *des Phénomènes de l'hallucination*.

fans infirmes passaient du sein de leur mère dans les ténèbres de l'éternelle nuit; leur naissance était une calamité publique dont on se hâtait d'ensevelir la trace en les jetant au fond du Nil ou de l'Eurotas. Chez les Juifs, les enfans mal nés paraissent avoir été conservés dans les familles. On expliquait l'idiotisme comme la folie, par une cause surnaturelle; la superstition voyait des possédés du démon dans ces pauvres êtres dont toutes les facultés morales et intellectuelles semblaient enchaînées par une main invisible. L'Évangile nous présente un cas d'idiotisme, compliqué d'épilepsie, en la personne de cet enfant qui *tombait tantôt dans l'eau et tantôt dans le feu.*

Il appartenait au christianisme d'améliorer dans le monde la condition des faibles. Or, les idiots sont les faibles par excellence; ils ont besoin de s'appuyer moralement sur tous ceux qui les entourent. On a dit des animaux : Quelqu'un a pensé pour eux. Il n'en est pas toujours de même des idiots : la nature n'a souvent rien prévu à leur égard. C'est donc aux hommes doués d'intelligence et de cœur qu'elle a commis la charge de veiller sur ces êtres incapables. La religion chrétienne n'eut point recours aux lumières de la science pour résoudre le problème de l'idiotisme; elle fit pour les faibles d'intelligence ce qu'elle avait fait pour toutes les misères humaines : elle imagina de les couvrir du bonheur de la vie future. Profitant du mystère qui réside au fond de cette infirmité si peu connue, elle jeta en quelque sorte sur l'idiot le voile de la prédestination, pour le mettre à l'abri des dégoûts, du délaissement et de l'insulte. Le moyen-âge prit à la lettre ces mots du maître : Heureux les pauvres d'esprit! C'était une faveur de la Providence, une bénédiction du ciel que d'avoir dans sa famille un de ces êtres innocens qui retournaient à Dieu sans avoir connu le fruit amer de la science; on leur donna même en France un nom vulgaire (1) qui honorait leur situation morale en la rapprochant de cette simplicité à laquelle l'Évangile promet le bonheur. Erreur sacrée que celle qui protége la forme humaine jusque dans ses dégradations les plus profondes! Comme toutes les erreurs, même utiles et respectables, le préjugé tutélaire qui distinguait l'idiot des autres hommes, en lui assurant le paradis, devait néanmoins disparaître du monde. Il s'attachait à ce préjugé une idée humiliante pour l'être qu'on déclarait ainsi incapable de conscience. C'est une des grandeurs de l'homme que de pouvoir encourir les effets de la colère divine. Le péché suppose le libre arbitre, le discernement du bien et du mal, toutes choses qui appartiennent à l'homme seul, et qui l'élèvent au-dessus de toute la nature. Aux yeux mêmes de la foi, le damné est grand, car il a dressé sa volonté contre celle du Créateur. La justice

(1) Le terme de *crétin*, par lequel on désigne encore dans quelques provinces une des variétés de l'idiotie, dérive lui-même de *chrétien*, comme si l'on eût voulu dire « bon chrétien, chrétien par excellence. »

divine, comme la loi humaine, ne frappe que ceux dans lesquels elle reconnaît les traits et le caractère de l'homme; elle ne fait pas aux autres l'honneur de les punir. On voit donc que les idées religieuses sauvaient l'idiot, mais ne le relevaient pas. Les pauvres d'esprit continuaient à passer devant la société comme des êtres sans caractère, auxquels le péché originel n'avait pas même été transmis, et qui, dans leur innocence, faisaient pitié aux hommes et à Dieu.

Le déclin des croyances devait effacer les traces de la protection que la charité chrétienne avait du moins étendue sur ces infirmes de l'intelligence; les idiots auraient été une seconde fois délaissés, si la science ne fût venue à leur secours. La superstition est quelquefois plus humaine que le scepticisme. Quand se déchira le voile sous lequel les idées religieuses avaient enveloppé l'idiotisme, les misères physiques et morales de ce triste état reparurent dans toute leur nudité. Là où d'autres siècles avaient vu les signes d'une prédestination mystérieuse, la société moderne ne vit plus qu'un honteux abaissement. Souvent des familles poussèrent l'insensibilité jusqu'à se débarrasser d'enfans idiots en les jetant à l'entrée d'un bois; ces enfans, abandonnés aux seules forces de l'instinct, prenaient les mœurs des bêtes errantes au milieu desquelles ils vivaient. Les annales du XVIe, du XVIIe et du XVIIIe siècle contiennent l'histoire de plusieurs de ces sauvages, qui, surpris dans une des forêts du royaume, excitaient vivement la curiosité publique. Les asiles et les hospices s'ouvraient bien, il est vrai, pour les recevoir, car le christianisme avait gravé dans la conscience des peuples le respect de la vie, même sous les formes les plus incomplètes et les plus dégradées; mais, confinés avec les plus vils animaux, les idiots piétinaient tout le jour sur une dalle immonde. On leur jetait la nourriture comme à des êtres privés de raison et de sentiment; enterrés vivans, ils achevaient de perdre dans l'isolement et l'ennui les derniers vestiges d'entendement humain que la nature leur avait laissés. Morts avant d'être nés à l'intelligence, ils trouvaient dans la réclusion de l'hospice un avant-goût amer de la sépulture.

La médecine morale pouvait seule changer la condition de ces pauvres infirmes en les relevant de leurs ténèbres et de leur avilissement. Il fallait qu'un savant, un médecin, essayât de rétablir dans l'idiot, être incomplet, défiguré, sans nom, la ressemblance de l'homme et l'image de la Divinité. Ce savant se rencontra; ce fut le docteur Itard.

On était au commencement du XIXe siècle : la philosophie, d'accord avec la science, renversait de toutes parts les barrières derrière lesquelles l'opinion isolait autrefois les inégalités humaines. Enfant de la révolution, dont il partageait les idées fortes et généreuses, Itard avait assisté aux grands travaux de Pinel, de l'abbé Sicard et d'Haüy. Il avait vu des infirmités cruelles, regardées long-temps comme incurables, s'effacer,

dans certains cas, sous l'influence du traitement moral ou sous la main de l'éducation. L'idiot seul devait-il demeurer sans consolateur et sans guide au milieu du mouvement de la science qui amenait les sourds à l'entendement et les aveugles à la lumière? Cette question flottait peut-être dans l'esprit d'Itard, quand une circonstance se présenta, qui lui fournit les moyens d'éclairer ses doutes. Un enfant de onze à douze ans avait été entrevu, depuis quelques années, dans les bois de la Caune. Entièrement nu, faisant sa nourriture des glands et des racines qu'il ramassait, cet enfant menait la vie d'un sauvage. Vers la fin de l'an VII, rencontré par des chasseurs, qui le saisirent au moment où il grimpait sur un arbre pour se soustraire à leur poursuite, il fut conduit dans un hameau du voisinage et confié à la garde d'une veuve. Au bout d'une semaine, le sauvage s'évada et gagna les montagnes, où il reprit sa vie errante. Un jour, il entra de son propre mouvement dans une maison habitée du canton de Saint-Sernin; transféré alors d'hospice en hospice, il fut amené à Paris. Sa réputation l'avait devancé, et, dans les premiers temps, les visiteurs affluèrent. La littérature du XVIIIe siècle avait mis les sauvages à la mode. Les beaux esprits et les femmes comptaient sur un prodige; au lieu de cela, que vit-on? Un enfant malpropre, maussade, farouche, mordant et égratignant ceux qui le contrariaient. Pinel visita le prétendu sauvage : il établit entre l'état de ce malheureux et celui des idiots de Bicêtre des rapprochemens incontestables. L'intérêt des gens du monde se retira de jour en jour, et notre infortuné expia bientôt par un délaissement absolu le crime d'avoir trompé la curiosité publique. C'est dans un aussi triste état qu'Itard, médecin de l'institution des Sourds-Muets, rencontra cet enfant à l'établissement de la rue Saint-Jacques, où on l'avait confiné; c'est alors qu'il entreprit de le rendre par l'éducation à la vie de la société.

La médecine commençait à entrer dans des voies philosophiques; c'était à elle qu'il convenait de tracer un cadre d'études pour cet enfant singulier que la nature et le hasard des circonstances semblaient avoir mis en dehors de toutes les lois communes. Itard, homme de grand sens, comprit en effet qu'il ne pouvait appliquer à l'éducation de son élève les systèmes ordinaires de l'enseignement des écoles. Une méthode était à créer; il la créa. On n'assiste pas sans un intérêt profond à la lutte que le courageux Itard engagea avec des résistances physiques et morales regardées avant lui comme insurmontables. Il faut moins chercher dans les *Mémoires sur le sauvage de l'Aveyron* l'histoire d'une éducation exceptionnelle qu'un exposé fidèle des ressources et des moyens applicables à toute une classe d'êtres déshérités; Itard jetait les fondemens d'une méthode pour l'éducation des idiots, au moment où il ne croyait travailler que sur une organisation rebelle et ingrate. Ce qu'il porta de patience et de génie dans cette tâche obscure

est vraiment merveilleux; les artifices qu'il dut inventer à chaque obstacle nouveau lui ont été empruntés dans ces derniers temps avec plus ou moins de bonheur, mais ils n'ont jamais été dépassés. Rien n'a manqué à l'expérience du docteur Itard que le succès.

Attacher le sauvage de l'Aveyron à la vie sociale, réveiller chez lui la sensibilité nerveuse, étendre la sphère de ses idées, le conduire à l'usage de la parole, tel est en peu de mots le programme qu'Itard s'était tracé. Le premier, le plus grave des obstacles que rencontrait ce programme était l'indifférence complète de l'élève pour tout ce qui dépassait l'étroite sphère des besoins physiques. A force de douceur et de patience, Itard parvint à lui inspirer quelque goût pour les jouissances factices de la civilisation. Le maître fit ensuite l'éducation de chaque sens. Cet homme, qui vivait comme aveugle et sourd au milieu des autres hommes, apprit à voir, à écouter, à distinguer les odeurs et les diverses impressions du toucher. D'insensible qu'il était aux tendres affections de l'ame, il devint de jour en jour plus caressant, plus attaché à son maître. Où les efforts d'Itard échouèrent presque absolument, ce fut dans l'enseignement de la parole. Le docteur parvint cependant à donner à son élève une idée de la valeur conventionnelle des signes écrits. Avec quelle peine de telles notions se gravèrent une à une dans le cerveau de ce malheureux, c'est ce qu'il est facile d'imaginer. Itard croyait-il avoir communiqué, par exemple, au sauvage l'idée générale du mot *livre*, il se trouvait que celui-ci n'en faisait l'application qu'à un seul volume de couverture rose, qui était dans sa chambre. Tout livre qui n'était pas celui qu'il avait dans sa chambre n'était pas un livre pour l'idiot. Il fallut alors créer chez lui l'art des rapprochemens. Au milieu de ces obstacles multipliés, Itard était quelquefois tout près de regretter tant de soins inutiles et douloureux. Avec quel serrement de cœur on suit la marche du maître à travers les angoisses de cette instruction lente et difficile! Comme on partage ses découragemens amers, au moment où, après plusieurs mois d'exercice, croyant avoir *saisi par les cheveux* l'intelligence de son élève, il la sentait passer comme une ombre à côté des leçons les plus simples et méconnaître la valeur mille fois répétée des signes usuels! Ces espérances déçues, cette trame de Pénélope qui se défaisait sans cesse sous ses doigts, rien ne rebuta la patience stoïque du docteur. Nouvel alchimiste, il avait entrepris de faire un homme au moral et de remanier les conditions primitives de la vie. Accuser ici de l'insuffisance des résultats, avec quelques auteurs modernes, la philosophie du dernier siècle, c'est méconnaître le véritable nœud de la difficulté : Itard a fait pour le sauvage de l'Aveyron tout ce que l'art pouvait faire, et si, après avoir modifié notablement l'état intellectuel et physique de cet être bizarre, il s'arrêta, c'est que la nature lui a manqué. On comprend toutefois que cette

belle tentative, aboutissant à un résultat incomplet, ne put déterminer une révolution immédiate dans le traitement des idiots; c'était un germe qui avait besoin d'être fécondé par d'autres expériences avant d'éclore. Le principe du moins sur lequel devait s'établir une éducation méthodique des idiots était jeté : l'étude des caractères physiologiques doit tracer la direction de l'enseignement dans tous les cas exceptionnels où l'insuffisance des aptitudes intellectuelles rend impossible l'emploi des méthodes ordinaires.

A la même époque, un autre médecin justement célèbre, un enfant de la Savoie, Fodéré, tournait ses recherches vers les crétins qui occupent les vallées étroites enclavées dans la chaîne des Alpes. Le crétinisme est un mal pour ainsi dire géographique, lié à l'action des causes extérieures, comme l'humidité ou la pesanteur de l'atmosphère; il se reproduit par l'hérédité dans tous les pays de montagnes où il a fait quelques premières victimes. Dans son important *Traité du crétinisme*, Fodéré avait surtout en vue d'établir l'influence des climats sur l'entendement humain. Quoique son travail portât sur les circonstances locales qui maintiennent et communiquent le germe du crétinisme, l'habile observateur laissait entrevoir la possibilité d'une éducation pour les crétins. Il ne doutait pas qu'on ne parvînt à les rendre utiles, et même à améliorer leur condition, en les appliquant aux travaux des champs ou de l'industrie rurale. L'attention, un instant soulevée par les écrits d'Itard et de Fodéré, ne se soutint pas : de 1802 à 1824, nous rencontrons une lacune dans les travaux relatifs à l'idiotisme. Pinel et Esquirol, qui ont tant fait pour le sort des aliénés, négligèrent le traitement des idiots; leur imposante autorité ne fit même que confirmer l'anathème médical qui pesait sur ces excommuniés de naissance. C'est pourtant de la Salpêtrière, où pratiquait alors M. Esqûirol, que partirent de nouveau quelques étincelles de sollicitude en faveur de ces pauvres infirmes. Un jeune médecin, M. Belhomme, fit paraître dans un mémoire sur l'*idiotie* les observations qu'il avait recueillies à cet hospice. L'auteur affichait des prétentions modestes : croyant qu'on pouvait bien traiter, mais non guérir, une infirmité congéniale, il se bornait à proposer quelques moyens pour améliorer le sort des idiots, en développant chez eux le peu de facultés qu'ils ont reçu de la nature. Les voies qu'il indique pour atteindre ce résultat sont l'*habitude* et l'*imitation*. M. Belhomme décrivait en outre quelques cas particuliers d'*idiotie*, suivis d'un classement et de recherches cadavériques. A l'époque où il parut, ce mémoire avait du moins le mérite de rappeler l'attention sur les idiots, depuis si long-temps délaissés dans nos hospices.

Il faut arriver à 1831 pour découvrir les traces d'une instruction pratique donnée aux idiots dans l'un de nos établissemens charitables : M. Falret, chargé à la Salpêtrière d'un service d'idiotes, d'imbéciles et

d'aliénées chroniques, réunissait à ses frais quatre-vingts élèves dans une école commune, où une institutrice leur donnait ses soins. Les résultats ne furent pas les mêmes pour tous les degrés de l'idiotie; le traitement mis en usage eut principalement de l'action sur les imbéciles, c'est-à-dire sur celles qui avaient retenu quelques traits de l'humanité. M. Falret avait surtout en vue de les rendre utiles à elles-mêmes et à l'hospice. Presque toutes apprirent, quoique inégalement, à lire, à écrire et à coudre. Elles se distribuaient entre elles d'autres ouvrages de service. L'éducation morale et religieuse ne fut pas négligée : elles assistaient à l'office et s'y faisaient même remarquer par une tenue décente; parmi ces idiotes presque régénérées, quelques-unes parurent assez éclairées à l'aumônier de la maison pour qu'il les admît à la sainte table. Leurs camarades, que l'éducation avait rendues affectueuses, les voyaient faire leur première communion avec des larmes d'attendrissement et témoignaient le désir d'être jugées dignes du même honneur. Le souvenir du docteur Falret ne se reporte pas sans émotion à ces premières années de son service : des succès moins éclatans que solides couronnèrent alors une tentative toute silencieuse et demeurée long-temps dans l'oubli. L'état physique et moral des imbéciles s'améliora sensiblement sous ce nouveau régime; leur intelligence, jusque-là stérile, s'ouvrit pour recevoir les germes de l'instruction élémentaire, en même temps que leurs doigts se formaient aux travaux d'aiguille. La méthode suivie sous la direction du docteur Falret ne différait de la méthode employée à l'égard des enfans ordinaires que par une intensité plus grande de moyens appropriés à la faiblesse d'esprit de ces élèves exceptionnels. Il savait mettre dans le commandement une sévérité que tempérait à propos la bienveillance, fixer vivement ses leçons dans la mémoire des élèves inattentives, exiger d'elles la répétition constante des mêmes actes. Cette méthode si simple a été louée dernièrement, dans un rapport à l'administration des hospices, par un homme qui s'y connaît, M. Lélut. L'art d'élever les idiots et les imbéciles n'est pas, comme on a voulu le faire croire depuis, un art occulte. Si les essais du docteur Falret en faveur de la rédemption morale des infirmes ont, malgré les résultats obtenus, trouvé dans ce temps-là peu de retentissement, c'est une raison de plus pour leur restituer ici le rang qui leur appartient. Le premier dans un service de filles idiotes, il entreprit de briser le sceau de la bête sur le front de ces êtres disgraciés par la nature. Depuis la tentative bizarre et isolée du docteur Itard, depuis les écrits trop peu remarqués de M. Belhomme, c'était un nouveau pas que faisait la médecine des idiots.

Vers le même temps (1828 à 1832), l'hospice de Bicêtre était le théâtre de réformes et de tentatives où se révélait une tendance analogue à celle qui animait M. Falret. M. Ferrus, médecin en chef, sépara les

idiots des maniaques, dont ils subissaient, dans l'intérieur de son service, le voisinage odieux et les emportemens. Après avoir obtenu pour eux un dortoir et quelques soins, il les réunit durant la journée aux groupes de travailleurs qui cultivaient la terre. Secondé par un infirmier intelligent, il fit même sur une douzaine d'enfans idiots quelques essais d'éducation qui modifièrent plus ou moins leur infirmité. Marchant sur les traces de M. Ferrus, M. Félix Voisin, aujourd'hui médecin en chef d'une division des aliénés de Bicêtre, proclamait dès 1830 que l'idiotie n'est point incurable à tous les degrés. M. Voisin était amené à cette conviction par la phrénologie et par l'étude pratique des maladies nerveuses : il établit parmi les idiots, ou, pour adopter son expression, parmi les êtres imparfaits, des divisions fondées sur le système de Spürzheim, qui distribue les facultés humaines en trois groupes isolés : les pouvoirs instinctifs, moraux et intellectuels. Agrandissant par ce nouveau point de vue le cadre ordinaire de l'idiotie, il admit des altérations partielles dans les instincts, dans les sentimens ou dans l'intelligence; tel se montre idiot, c'est-à-dire incomplet, vis-à-vis du calcul ou du dessin, qui ne le serait pas vis-à-vis d'un autre ordre de connaissances. Le traitement venait se calquer sur cette idée physiologique; il consistait à choisir dans l'entendement des enfans regardés comme incurables les surfaces les moins lésées pour les mettre en rapport avec le monde extérieur et avec la société. Passant de la théorie à l'application, M. Voisin créa en 1834 un institut *ortophrénique* pour le redressement des caractères et des intelligences déviés. Cet établissement devait recevoir, au nombre de ses élèves, outre des idiots proprement dits, tous les enfans qui sortent de la ligne moyenne, et qui, par des excentricités quelconques, se placent au-dessus ou au-dessous des proportions ordinaires de l'humanité. Le fondateur avait été saisi de cette idée, que certains sujets, largement doués par la nature, tournent, faute de direction, leur puissance contre l'ordre général de la société, et deviennent quelquefois, sous l'empire des circonstances, des êtres dangereux. Il espérait qu'en tenant acte, dans le jeune âge, de leurs facultés et de leurs sentimens, en faisant, pour ainsi dire, le tour de ces organisations faibles ou excessives, l'éducation arriverait à les assurer contre elles-mêmes et contre les influences extérieures. Les bases morales de cet établissement furent dénoncées comme dangereuses et subversives dans un mémoire adressé à l'Académie des Sciences. L'auteur de ce mémoire, lu le 7 février 1835, était, qui le croirait? M. Népomucène Lemercier. Esprit droit, mais ombrageux, ce poète distingué n'aimait pas à voir la médecine physiologique intervenir dans le perfectionnement de l'espèce humaine. Il craignait surtout qu'elle ne déposât dans l'éducation un levain de matérialisme. M. Voisin répondit à cette attaque imprévue; reconnaissant toutefois que l'opinion n'était pas encore mûre pour son œuvre nais-

sante, il se contenta d'organiser un service et une école d'enfans idiots dans l'hospice de la rue de Sèvres.

C'est là seulement qu'on peut aujourd'hui chercher des résultats. Le 1er octobre 1841, le conseil général des hospices adjoignit au docteur Voisin, pour instruire les jeunes idiots de l'hospice des Incurables, un homme actif et remuant, M. Édouard Séguin. Ce nouveau maître se pénétra des précédens travaux qui formaient, comme nous venons de le voir, la chaîne de la tradition scientifique. A Itard il emprunta l'idée d'une éducation des sens, à M. Esquirol la nature des observations qu'il convient de faire sur les malades de l'intelligence, à M. Leuret les grandes et sévères leçons du traitement moral. Il y ajouta un esprit inventif dans les moyens et une volonté tenace. Les premiers essais qu'il tenta sur les idiots de l'hospice des Incurables firent assez bien augurer de ses talens et de sa méthode. Il réussit, après cinq ou six mois, à régler leurs mouvemens, à créer ou à développer chez quelques-uns l'articulation de la parole, à leur donner des notions, bien bornées sans doute, de la couleur, du nombre et de l'écriture. Soustraits aux malignes influences de l'oisiveté et de la solitude, ces enfans consacrèrent à quelques travaux manuels les heures qu'ils passaient loin de la classe. S'ils n'étaient pas encore utiles, ils avaient du moins le désir de l'être. Leur caractère moral se perfectionna; ils devinrent plus soumis, plus affectueux. Cette expérience n'ajouta aucun résultat nouveau à ceux qu'avait déjà recueillis la science; mais elle donna aux médecins plus de confiance vis-à-vis des redoutables obstacles qu'il s'agissait de vaincre. On dut reconnaître que l'idiotisme ne présentait pas cette immobilité dans le néant dont on l'avait cru frappé. Si les élèves de l'hospice des Incurables avaient fait quelques progrès grace à une éducation de courte durée, il était raisonnable d'espérer de plus grands résultats dans l'avenir.

En 1842, le conseil général des hospices, cédant aux instances éclairées des deux médecins en chef de Bicêtre, MM. Voisin et Leuret, qui réclamaient depuis long-temps le bienfait d'une éducation particulière au nom d'une classe de malades presque oubliée jusque-là dans cet établissement public, autorisa la fondation d'une école pour les jeunes idiots. A raison de ses heureux précédens, M. Édouard Séguin y fut installé avec le titre d'instituteur. Je visitai cette école en 1843. Ma première impression fut alors toute favorable à M. Séguin et à sa méthode. Les leçons auxquelles j'assistai me parurent ingénieusement conduites. Je vis les enfans se livrer avec assez d'ardeur à des exercices gymnastiques, répéter sous le commandement de leur maître des mouvemens et des gestes qui développaient chez eux l'instinct imitateur, assembler des lettres de plomb pour former ou épeler des mots, dire le nom de quelques figures géométriques, mesurer à l'œil les longueurs sur des morceaux de bois,

tracer eux-mêmes des lignes au crayon sur le tableau. L'embarras ne consistait pour l'observateur que dans les moyens de contrôle. Quel était le degré d'idiotie de ces différens élèves? Une connaissance personnelle de leur état avant toute éducation aurait pu seule prononcer sur la portée du succès obtenu par M. Séguin. Le doute, un doute bienveillant, planait donc malgré moi non sur la méthode, mais sur les heureux résultats que l'instituteur mettait pour ainsi dire en spectacle. En effet, pour peu que l'on décomposât, par des recherches attentives, la population infirme confiée aux soins de M. Séguin, on pouvait se convaincre que les idiots y étaient confondus avec des épileptiques et de jeunes aliénés.

Les trois infirmités que je viens de nommer, et qu'on s'étonnera peut-être de trouver réunies sous une seule discipline, ne présentaient pas toutes les mêmes obstacles à l'action de l'instituteur. Les attaques d'épilepsie laissent dans l'esprit de leurs victimes un obscurcissement passager; à mesure que la crise s'éloigne, les facultés intellectuelles reparaissent à peu près intactes. Les enfans aliénés trouvent bien dans l'objet de leur délire une distraction aux influences de l'enseignement ordinaire; mais, sauf un petit nombre de cas, leur entendement est plutôt troublé qu'anéanti. Restent les enfans idiots, arriérés ou imbéciles, que la méthode de M. Séguin devait surtout atteindre, pour sortir victorieuse de l'épreuve. L'Académie des Sciences morales, qui va au-devant de toutes les idées utiles, voulut juger par elle-même de la nature des faits et des résultats obtenus; elle nomma pour cette mission deux hommes dont le caractère honorable et les lumières défient toute critique : c'étaient MM. Charles de Rémusat et Villermé. N'étant pas d'humeur à laisser surprendre leur approbation, les deux commissaires durent exiger quelques renseignemens précis sur l'état antérieur des malheureux enfans qu'instruisait M. Séguin. De tels élèves ne pouvaient en quelque sorte être comparés qu'à eux-mêmes; il était indispensable de connaître exactement leur point de départ pour apprécier les effets de la méthode. Des documens exacts n'ayant pu être fournis, le travail de M. Charles de Rémusat fut ajourné. M. Séguin dut se contenter alors d'un rapport de M. Pariset à l'Académie de Médecine, rapport favorable, il est vrai, mais qui ne va pas assez au fond des choses. Au milieu de ces retards, motivés par une défiance bien légitime, l'école passa sous la direction d'un autre instituteur, M. Valée.

Les témoignages d'hommes graves, tout-à-fait désintéressés dans la question, ne sont pas, je dois le dire, entièrement favorables à M. Séguin. Il paraît que, sur une population mêlée, l'instituteur avait fait choix des enfans moins maltraités dans leur intelligence. Ses soins cultivaient surtout les élèves dont les progrès, tracés d'avance par la nature, pouvaient le plus sûrement éveiller chez les visiteurs une admi-

ration confiante. Son enseignement descendit peu, du moins à Bicêtre (1), vers les régions extrêmes de l'idiotie, ou, dans tous les cas, ce fut sans beaucoup de succès. A Dieu ne plaise que je refuse cependant une valeur réelle aux courageux efforts de M. Séguin! Auteur depuis 1842 de différens écrits qu'il vient de réunir et de compléter tout dernièrement en un corps d'ouvrage, il a su indiquer un système d'éducation assez heureusement applicable aux défauts et aux infirmités de naissance. Pourquoi faut-il qu'un ton sec, tranchant, hargneux, froisse et déconcerte à chaque page de son livre la sympathie qui commençait à naître? Heureusement pour M. Séguin, ses travaux valent mieux que la forme dont il les a revêtus, et, si les résultats obtenus par lui restent quelque peu au-dessous de ses promesses, du moins ne sont-ils plus de ceux qu'on passe sous silence.

Pour ne rien négliger de ce qui peut servir à préciser l'état actuel de la science vis-à-vis des idiots, et pour rendre strictement à chacun selon ses œuvres, il faut encore mentionner les beaux travaux de M. le docteur Foville sur les déformations du crâne et sur les altérations intérieures du siége de nos facultés. Éclairés maintenant sur ce que la médecine a fait pour préparer le traitement de l'idiotie, entrons dans l'étude des phénomènes de cette mystérieuse infirmité. Au seuil de cet enfer moral, où la nature intelligente perd tout à coup ses attributs, il faut que l'homme s'arme d'un certain courage et se couvre en quelque sorte d'une charité plus grande que tous les abaissemens, s'il ne veut point rougir devant son image dégradée.

II. — IDÉE DE L'IDIOTIE. — CARACTÈRES PHYSIOLOGIQUES DE L'IDIOT.

Il y a entre l'idiotie et les maladies purement physiques une limite nettement tracée par la nature. En voyant la fraîcheur attristante et la constitution robuste de quelques jeunes imbéciles, il nous est arrivé plus d'une fois de comparer tacitement leur état de santé extérieure à la vieillesse maladive de certains grands hommes, le cardinal de Richelieu par exemple, dont le demi-cadavre dictait encore des lois à l'univers. Tant que le cerveau est sain, l'être intelligent peut bien souffrir, mais il ne descend pas. L'idiotie se rapproche-t-elle davantage des maladies mentales proprement dites? Comme les fous, ces intelligences blessées, ont été souvent confondus dans nos hospices avec les imbéciles, il n'est pas inutile de noter, en passant, les traits qui les séparent. Si l'on peut définir l'aliéné par ces mots de Dante : *Che han*

(1) Je tiens d'un médecin fort distingué et très compétent que M. Séguin se serait livré hors de l'hospice au traitement de véritables idiots dont il aurait amélioré la situation. C'est surtout là qu'il aurait fait preuve d'un esprit inventeur.

perduto il ben del intelletto (des hommes qui ont perdu le bien de l'intelligence), on peut définir l'idiot : un être qui n'a jamais rien perdu, car il n'a jamais rien possédé. La seule forme d'aliénation mentale à laquelle on puisse comparer l'idiotie, c'est la démence. Toutefois la démence, ce dernier terme du délire qui présente souvent au premier abord la morne figure de l'hébétement, entraîne l'abolition des actes de l'entendement humain, tandis que l'idiotie en est la privation native. Chez l'homme affaissé par la démence, les idées ne sont pas toutes éteintes; quelques pâles éclairs viennent de temps en temps sillonner ce triste tombeau de la raison, tandis que chez l'idiot il fait nuit moralement, toujours nuit.

Il existe une première division de l'idiotie, fondée sur une simple différence de temps : cette infirmité est tantôt antérieure et tantôt postérieure à la naissance. Dans le premier cas, selon M. Séguin, c'est l'idiotie proprement dite; dans le second, l'imbécillité.

Une réunion d'enfans idiots et imbéciles présente un triste assemblage de difformités physiques et morales. Cette infirmité mère traîne à sa suite un hideux cortége de maux, toutes les misères de l'esprit, du cœur et de l'organisation. Pour mettre de l'ordre dans un tel désordre, il nous faut ramener l'idiotie à un plan général et trouver une loi de la nature au milieu de ce renversement de toutes les lois. Faute d'une telle vue d'ensemble, la classification de l'idiotie ne présente encore que ténèbres. Nous croyons que, pour arriver désormais à des résultats précis, il faut établir une série de rapprochemens entre les divers degrés de cette infirmité et d'autres états analogues. Il se passe moralement, dans les cas d'idiotie, ce qui a lieu dans les cas si nombreux de monstruosité, où la nature se reporte fatalement en arrière et revient, pour ainsi dire, sur ses traces. Ce ne sont plus ici seulement les formes organiques, ce sont encore toutes les manifestations de l'être qui se trouvent ramenées chez l'homme vers des conditions étrangères à son espèce. Rechercher, dans tous les faits d'idiotie, la cause de cette marche rétrograde du principe fécondant serait une entreprise inaccessible à l'état actuel de nos connaissances. La nature se plaît, dans toute la série animale, à ces mouvemens rétrospectifs, dont l'intention nous échappe, mais qui ont pour résultat constant de faire redescendre la force créatrice vers les étages inférieurs de la vie. Cette loi des formations incomplètes, qu'il faut admettre sans chercher à la discuter, est la seule qui rende raison, selon nous, des phénomènes si étranges et si mystérieux de l'idiotie. A quelque degré et sous quelque face que nous le prenions, l'idiot est un être arrêté, une ébauche d'homme. La conséquence nécessaire de son imperfection est de le rabaisser au-dessous du rang qu'il devrait tenir dans la création ou dans la société, et, en effet, il n'y a guère de cas d'idiotie qui échappe, par l'ensemble de

ses caractères, à l'un de ces trois termes de comparaison : l'état d'enfance, — les diverses classes du règne animal, — les degrés inférieurs de l'échelle des races humaines.

Le retour d'un individu de la race blanche vers les conditions physiques et morales des races inférieures constitue le premier degré de l'idiotie, ou, en d'autres termes, l'*imbécillité*. On n'a jamais vu un Mongol avoir les mêmes idées, les mêmes traces de dispositions natives, qu'un Français ou un Italien. En descendant l'échelle des populations qui couvrent la surface de la terre, on arriverait ainsi à reconnaître que l'infériorité de certaines races constitue vis-à-vis de l'état plus élevé de certaines autres des idioties relatives. Les imbéciles se montrent, sous ce nouveau point de vue, des êtres auxquels le germe de la civilisation au milieu de laquelle ils sont nés n'a point été transmis.

Les rapports qui unissent chez nous les infirmes aux hommes des races dégradées sont innombrables; nous en choisirons seulement quelques-uns. Le retour aux races noires ou basanées se manifeste quelquefois jusque dans le ton de la peau; les crétins, les imbéciles, l'ont assez souvent dure, olivâtre, ou même tout-à-fait brune. La main, revêtue d'une enveloppe rugueuse et inégale, ne donne, comme chez les nègres, qu'un toucher imparfait. Les cheveux, ordinairement courts, noirs et crépus, les rapprochent encore de la race éthiopique; d'autres fois, ils sont fins et rares, comme ceux des Malais. Le front comprimé, le nez aplati à sa racine, les lèvres épaisses, les yeux fuyans et relevés aux coins, les mâchoires avancées, autant de caractères qui dessinent les types dégradés de l'espèce humaine, et qui peuvent également servir à tracer la physionomie générale de l'imbécillité. Une autre circonstance vient compléter le rapprochement : à mesure que l'on s'éloigne de la race caucasique, on voit la tête se renfoncer dans les épaules, les jambes et les bras s'étendre; on arrive ainsi jusqu'aux singes, dans lesquels la disproportion du cou et des extrémités tactiles est poussée jusqu'à ses dernières limites. Les crétins ont de même le cou volumineux et court; les imbéciles, surtout les rachitiques, ont généralement les bras très longs; le coude, qui, dans la race caucasique, correspond au niveau du bassin, descend chez eux, comme chez les nègres, beaucoup plus bas. L'histoire nous a conservé, dans la personne d'Artaxercès, dont l'extrémité des mains atteignait le genou, l'exemple d'un de ces retours à l'animalité, si fréquens dans les races anciennes de l'Asie.

La sensibilité est très obtuse chez les crétins et les imbéciles; ils ne craignent ni le froid, ni le chaud, ni les tortures auxquelles nul autre ne résisterait. Le sauvage de l'Aveyron errait durant les froids les plus rigoureux de l'hiver, revêtu d'une chemise en lambeaux. On a trouvé de ces malheureux qui, mutilés par les rats, n'avaient pas la conscience

de la douleur et ne semblaient nullement s'émouvoir de leur triste état. Une telle indifférence physique établit un nouveau point de contact entre l'imbécile et les hommes des races inférieures. La délicatesse nerveuse croît dans le genre humain avec le développement de l'intelligence et du bien-être. La nature proportionne, au contraire, le degré d'insensibilité des êtres à leur abaissement, à leur incapacité de réagir sur les fléaux du monde extérieur. Les horribles traitemens qu'endure la race noire, presque sur toute la terre, seraient insupportables aux habitans de nos pays civilisés. A la paresse des sensations se lie, dans les races dégradées, un état habituel de langueur, un éloignement presque invincible pour le travail. On connaît l'humeur apathique des noirs et des indigènes du Nouveau-Monde. C'est pour remédier à cette indolence naturelle que les sauvages, comme nos imbéciles, recherchent quelquefois par instinct l'excitation des liqueurs fortes. Le besoin secret qu'ils éprouvent de tirer d'une opiniâtre léthargie l'organe du goût aiguillonne encore chez eux le fatal penchant à l'ivrognerie. A cette insensibilité générale se rattache en outre, chez les femmes, l'accouchement facile, presque exempt de douleurs. Les femmes botocudes se délivrent elles-mêmes sur le bord d'un ruisseau; après s'être baignées, elles vont rejoindre leur tribu, et reprennent aussitôt les travaux du ménage. Les filles imbéciles qui entrent à la Salpêtrière dans un état de grossesse accouchent de même sans travail et, pour ainsi dire, sans s'apercevoir d'aucune souffrance.

La nature se montre, chez les imbéciles comme chez les sauvages, dans une complète indépendance : les instincts, délivrés du joug de la volonté comme de la raison, exercent une autorité souveraine; la puberté est ardente et précoce. On a reçu plus d'une fois à la Salpêtrière des jeunes filles, privées d'intelligence, dont les familles se débarrassaient, ne pouvant plus les surveiller : ces malheureuses poursuivaient indistinctement tous les hommes. Le gonflement du ventre, ce signe caractéristique des races arriérées, se rencontre très ordinairement chez les imbéciles et les crétins; aussi la plupart d'entre eux vivent-ils sous la dépendance de leur organe digestif; on remarque chez ces pauvres êtres une voracité vraiment bestiale. Dans chacune des quatre grandes races primitives, il existe un tempérament particulier qui ramène à soi toutes les manifestations intellectuelles ou morales des hommes d'une même couleur. Cette influence énorme du tempérament propre à chaque race, qui se montre prépondérante chez le sauvage et que le croisement atténue dans les sociétés civilisées, se reproduit chez l'imbécile avec toute l'énergie d'une cause indépendante. Lymphatique, il sera doux, triste, larmoyant; sanguin, il se montrera au contraire violent, irritable; bilieux, il manifestera de l'inquiétude,

de l'entêtement, de l'affection et des instincts colériques; la prédominance des systèmes nerveux et musculaire entraînera chez lui le besoin de mouvement, d'activité, d'agitation. Un des écarts les plus singuliers du système nerveux chez les idiots est un balancement du corps qui va d'avant en arrière ou de droite à gauche. Je me suis souvent arrêté à regarder, dans les dortoirs de nos hospices, les enfans qui exécutaient, sans s'inquiéter de ma présence, ce mouvement mécanique. J'avais vu autrefois l'orang-outang de la ménagerie se livrer au même exercice. Niebuhr a observé que, dans tout l'Orient, les enfans se balancent continuellement au milieu de leurs salles d'étude; il paraît que les Juifs agitent de même leur tête en chantant dans les synagogues. Ce ne sont pas seulement les gestes, ce sont les accens mêmes de l'idiot qui rappellent les familles arriérées de l'espèce humaine. L'idiot qui ne parle pas laisse échapper par momens des sons gutturaux et uniformes qui ont quelques rapports avec les articulations de certaines langues éthiopiques. Ces rapprochemens suffisent à démontrer qu'il existe une relation entre les faits qui déterminent, dans la nature, l'imbécillité de naissance et ceux qui établissent des infériorités de développement dans les différens groupes de l'espèce humaine.

L'imbécillité étant considérée, dans la race blanche ou caucasique, comme un affaiblissement de la civilisation, on se demande ce que ce premier degré de l'idiotie doit être chez les races dégradées. Les voyageurs nous ont transmis peu de faits remarquables sur l'état des êtres disgraciés chez les peuples sauvages ou barbares. De tels idiots doivent en effet peu trancher sur le reste de la population. Les exceptions en plus ou en moins augmentent chez l'homme avec le progrès des races. L'idiotie est une infirmité propre au roi de la création : elle ne se retrouve pas chez les animaux. Par la même raison, plus le niveau de la société s'abaisse avec les dégradations de la race, moins doivent être apparentes, dans l'espèce humaine, les inégalités particulières de l'intelligence. Quelques observations, recueillies par un savant distingué, nous portent à croire que la nature maintient néanmoins, dans les rares faits d'imbécillité chez les races inférieures, la curieuse loi de persistance des types qu'elle développe en grand dans la série animale. Des cas d'anomalie ou de monstruosité n'élèvent jamais un être au-dessus de son espèce ou de sa race, elles le font constamment descendre d'un degré vers les espèces ou les races inférieures. Si donc l'imbécillité existe chez quelques hommes sauvages, elle doit se rapprocher, par les formes, du second degré de l'idiotie, de celui que nous allons précisément décrire.

Nous avons vu les caractères des races inférieures reparaître chez l'*imbécile;* c'est encore trop : nous allons rencontrer chez le véritable

idiot de plus tristes ressemblances; l'homme va devenir le fantôme de la bête. C'est ici que la marche rétrograde de la nature se montre dans toute sa sombre énergie. On remarquera cependant qu'il n'existe point dans l'idiotie, non plus que dans le règne animal, une série linéaire de déformations; les caractères de l'homme ne s'abaissent pas tous à la fois; nous retrouvons chez les sujets les plus abrutis quelques facultés intactes et des fonctions respectées, tandis que d'autres ressorts de la vie sont entièrement ramenés chez eux aux conditions de l'animalité : d'où il résulte qu'on ne peut prendre aucun organe, pas même le cerveau, comme terme de comparaison, pour mesurer le degré d'abaissement de chaque idiot. Toute anomalie chez ces êtres dégradés n'en a pas moins son analogue dans une des couches de la série animale. Il y a des idiots qu'on touche, qu'on pince même sans qu'ils s'en aperçoivent; cette insensibilité tactile est un retour aux pachydermes. Le retard dans la seconde dentition, si ordinaire chez les enfans arriérés, correspond à l'état fixe des animaux qui gardent leurs dents toute la vie. M. le docteur Foville m'a montré, dans un bocal, la main d'une idiote qu'il faisait macérer; ce n'était pas, à vrai dire, une main, mais une patte. Les phalanges des doigts, réduites à l'état rudimentaire, étaient pour ainsi dire soudées entre elles; on retrouvait, dans l'adhérence commencée des diverses pièces de la main, les premières traces de ce travail d'emboîtement dont le sabot du cheval nous offre, dans le règne animal, le terme extrême. Les déformations de la main suivent d'assez près sur l'échelle de l'idiotie, ainsi que dans la série des êtres, les déformations du crâne : la main est liée au cerveau comme l'action à l'intelligence. Chez quelques idiots très abaissés, les sens se trouvent plongés dans un état d'inertie qui les ramène vers les conditions du mollusque : incapables de mouvement, ils ne peuvent ni étendre la main pour saisir leur nourriture, ni témoigner leurs besoins. De tels êtres, morts à l'intelligence, aux sentimens, aux impressions du dehors, ne vivent, comme l'huître, que par des appétits obscurs. Cette existence végétative marque, dans la série de l'idiotisme comme dans celle des êtres créés, le degré inférieur de la vie; c'est le passage de la plante à l'animalité.

De tels rapports avec le règne animal ne se bornent point à quelques traits fugitifs de l'organisme; ils constituent chez l'idiot une manière d'être. Entraîné vers les mœurs des êtres dégradés dont il reproduit les caractères, il tend à s'assortir avec leur condition, si basse qu'elle soit. On voyait autrefois à Bicêtre des idiots se ruer, comme l'enfant prodigue, au milieu des porcs et leur disputer d'immondes débris. Boerhaave en cite un qui avait vécu en Hollande parmi des troupeaux de chèvres sauvages dont il avait contracté les habitudes, les inclinations, et dont il imitait le chevrotement. D'autres ont été trouvés parmi les ours, parmi les loups, ayant perdu même les caractères extérieurs de

l'homme, et faisant entendre de sourds grognemens (1). Le penchant qui porte les enfans idiots, dans nos hospices, à imiter divers cris d'animaux, comme le chant du coq, le bêlement de la brebis, le hurlement du chacal, est connu depuis long-temps; j'ai entendu dans le dortoir de Bicêtre un enfant qui poussait de son lit les accens aigres et funèbres de la chouette. Une idiote de la Salpêtrière, âgée de onze ans, se rapprochait non-seulement de la brebis par le bêlement, mais par les formes de sa tête, par ses mœurs douces, par sa nourriture végétale, enfin par le tégument soyeux et noirâtre qui couvrait son corps d'une sorte de toison. On retrouve chez les idiots jusqu'aux raffinemens d'instinct qui caractérisent certaines classes du règne animal. Le flair est quelquefois aussi actif chez un petit nombre d'enfans dégradés que chez le jeune chien. On en voit qui, comme la pie, ont un penchant prononcé à cacher des débris de faïence, de verre et d'autres objets dérobés. L'idiot qui retourne aux instincts, aux inclinations et quelquefois aux formes de l'animal, marque d'autant mieux dans son abrutissement l'intervalle qui sépare chaque temps de la création. Par ces formations rétrospectives, la nature semble avoir en vue de mesurer, comme par des bornes milliaires, les espaces et les haltes de la route qu'elle parcourt pour arriver de l'animal à l'homme.

L'idiotisme reproduit enfin d'une manière stable les états successifs de l'homme avant la naissance ou pendant la première enfance : c'est la troisième série de ses phénomènes. L'action nerveuse, qui est chez nous comme l'élément matériel des idées, avorte ici dans son germe, et avec elle le mouvement, la sensibilité, la vie morale; nous n'avons plus chez de tels êtres, venus à terme, que des embryons permanens de l'intelligence humaine. Les avortemens du principe de nos idées atteignent l'idiot plus ou moins bas sur l'échelle des développemens de la vie intra-utérine. Au dernier degré, nous retrouvons chez lui l'immobilité, l'insensibilité du germe au début de ses évolutions, moins un homme formé, en un mot, qu'une matière d'homme. L'idiotisme parcourt ensuite tous les temps de l'embryogénie, et en reproduit moralement les caractères. Les élémens de l'intelligence sont divisés, fractionnés chez l'idiot, comme les élémens de la vie dans le fœtus; chaque fonction tend à s'individualiser; chaque organe attire successivement à soi un excès d'activité. Le chaos des forces, la lutte

(1) A l'autorité de Boerhaave, on peut joindre ici celle de Linnée : ce grand naturaliste fait monter jusqu'à dix le nombre des malheureux idiots trouvés de son temps dans les bois, où ils vivaient à l'état de bêtes sauvages. Il les présente même comme formant une variété de l'espèce humaine. M. le docteur Calmeil rapporte en outre, dans son dernier ouvrage sur la folie, l'histoire de plusieurs de ces êtres défigurés : l'un d'eux habitait dans une fosse avec des loups qui lui laissaient la meilleure part de leur chasse. Loup lui-même, il les suivait à quatre pattes dans toutes leurs excursions.

des pouvoirs de l'organisation divisés les uns contre les autres, un *moi* multiple, tel est le point de départ de la nature dans la formation de l'homme et le point de retour de l'idiotie. M. Serres, auquel nous devons la découverte de ces belles lois qui président à la formation de nos organismes, a remarqué chez les monstres acéphales une face et des épaules énormes, unies à des rudimens de cerveau. Nous retrouvons dans l'idiotisme la concordance des mêmes phénomènes : la prédominance du système facial et des épaules sur le système encéphalique est d'autant plus caractérisée que nous prenons un cas d'idiotie plus inférieure. Le même observateur éminent a démontré sur l'embryon la dualité primitive des organismes; il y a dans l'origine la moitié d'un homme à droite et la moitié d'un homme à gauche; ces deux parties symétriques viennent plus tard se réunir sur la ligne médiane. S'il arrive que ce travail de conjonction des organes s'interrompe avant la naissance, nous aurons un cas de monstruosité physique. Certains phénomènes de l'idiotie rappellent au moral cette dualité embryonnaire des organismes. Un idiot âgé de quarante-huit ans, quand il entra dans l'établissement du docteur Belhomme, éprouvait le besoin des sensations paires : si on le touchait à un bras, il se faisait toucher au bras opposé; si même il s'était fait mal à une jambe, il se frappait l'autre; un jour une bûche lui tomba sur le pied droit, il saisit la bûche et se la fit tomber sur le pied gauche. Il serait extrêmement curieux de savoir si cette dualité primitive des sensations existe chez l'enfant nouveau-né, et si elle s'efface, dans les cas ordinaires, par le progrès de la vie, tandis qu'elle persiste chez les êtres arrêtés. Nous avons rencontré nous-même, il y a deux mois, une fille de six ans imbécile, chez laquelle le regard se faisait en deux temps : les objets du monde extérieur envoyaient de la sorte à son cerveau une double image, confuse et troublée, qui l'empêchait de rien reconnaître. Les deux yeux agissant, si j'ose ainsi dire, séparément, il fallut d'incroyables efforts pour ramener chez elle les phénomènes de la vision à l'unité.

L'homme n'est point achevé quand il vient au monde; le travail de formation continue après la naissance; la nature fait alors passer l'enfant par une nouvelle série d'états transitoires. Dans toute une classe d'idiots, nous retrouvons les caractères de la première enfance. Des savans ont passé leur vie (et certes il en est de plus mal employées) à étudier les développemens d'un insecte; n'a-t-on pas lieu de s'étonner qu'il ne se soit pas encore rencontré un philosophe pour observer à la loupe de l'intelligence les transformations du moral et du physique chez l'homme depuis sa naissance jusqu'à l'âge adulte? Ces commencemens si précieux pour l'histoire de notre espèce et pour la philosophie naturelle ont été jusqu'ici négligés. La première ouverture de l'esprit, l'épanouissement moral du cœur, rendu visible sur la figure de l'enfant

par un sourire, l'éclosion de la pensée qui s'essaie dans un bégaiement vague, toutes ces primeurs de l'intelligence et de la vie si intéressantes à recueillir n'ont d'autres témoins que des nourrices mercenaires ou des mères aveuglées par la tendresse. Le coup-d'œil de la science a manqué à des faits si délicats. Sans la connaissance exacte des évolutions du premier âge, on ne peut cependant fixer avec certitude à quelle phase de ces évolutions il faut placer le point d'arrêt de nos facultés, en d'autres termes, les débuts de l'idiotie. Les rapprochemens abondent entre l'état d'ignorance, de stupidité naturelle à l'homme qui vient de naître, et l'état des êtres engourdis que nous rencontrons dans nos hospices. L'homme arrive au monde sourd-muet, aveugle, perclus, privé de raison et de sentiment; les progrès de l'âge et de l'éducation consistent à le guérir de ces infirmités originelles : chez l'enfant arrêté, ces progrès avortent. L'estomac, quoique très exigeant, ne sait pas toujours se faire obéir par les membres auxiliaires : il y a des idiots qui mourraient de faim à côté d'une table chargée d'alimens. Un des caractères du premier âge est surtout visible dans la démarche de certains idiots : ces malheureux ne lèvent point les jambes en marchant; comme les enfans de trois ou quatre ans, ils traînent sous eux leurs pieds et glissent lourdement. Cette marche pesante qui ne quitte point la terre coïncide avec l'abaissement de l'intelligence, dont elle est, dans tous les cas, un signe manifeste; il y a là un retour vers les êtres qui rampent. Quelques philosophes ont placé le berceau du genre humain dans une forêt; on peut dire que l'homme naît encore tous les jours au milieu des animaux. L'enfant ne doit en effet sa conservation qu'à des instincts puisés dans la nature inférieure : ce lien qui rapproche l'enfance de l'animalité devait aussi la rapprocher de l'idiotie, qui nous montre plus complète et plus hideuse la victoire de la bête sur l'homme. L'inégalité de volume entre la langue et le palais constitue chez les nouveau-nés un des obstacles à l'émission de la parole humaine. Les idiots, comme les enfans et comme certains animaux, marchent volontiers la langue pendante. Cette habitude tient en partie à ce que le volume de la langue reste plus considérable chez eux que chez les autres hommes. L'enfant a besoin de toute sa gentillesse pour nous faire oublier ces restes d'animalité; l'idiot, au contraire, chez lequel la grace du premier âge n'existe plus, et qui conserve les mêmes traces d'imperfection native, n'est plus pour nous qu'un objet repoussant, un enfant vieux.

Nous avons vu se former dans les infirmités de l'esprit des couches successives de dégradation. L'être moral s'arrête tantôt sur les conditions de l'échelle animale ou embryologique, tantôt sur les degrés inférieurs des races humaines : dans les deux premiers cas, il y a idiotie; dans le dernier, imbécillité. Ces trois ordres de faits n'en constituent, après tout,

qu'un seul : c'est toujours la main de la nature qui se retire avant d'arriver chez l'homme à terminer son ouvrage. Rudimens de l'espèce, avortons de l'entendement humain, les idiots portent, sur une ou plusieurs facultés abolies, la flétrissure morale du coup qui les a frappés dans la série des développemens de l'intelligence. Quelques-uns des faits sur lesquels nous avons établi une division des caractères de l'idiotie existaient déjà dans la science, mais ils n'avaient point été raisonnés. Les affinités de l'idiotie avec l'état d'enfance et avec le règne animal avaient été indiquées en passant par MM. Esquirol, Belhomme, Séguin, par Pinel surtout. Nous croyons que de telles coïncidences physiologiques sont très importantes; elles constituent les anneaux de cette grande chaîne de déformations par lesquelles la nature limite les degrés de l'entendement ou de l'instinct dans l'ensemble des êtres qui couvrent la surface du globe. L'idiotie n'est donc, dans son étrangeté, que la reproduction d'un fait universel, celui de l'abaissement intellectuel et moral des caractères de la vie, depuis l'homme de la race caucasique, qui tient la tête de l'échelle, jusqu'aux régions les plus basses et les plus muettes de l'animalité.

III. — DES CAUSES, DU SIÉGE ET DES DÉBUTS DE L'IDIOTIE. — DES IDIOTS AU POINT DE VUE LÉGAL.

Il existe deux ordres de causes qui arrêtent chez l'homme le développement des facultés : les unes agissent avant la naissance, les autres suspendent chez l'enfant déjà formé les manifestations morales. De ces causes, les premières sont communes à l'idiotie et à l'imbécillité; les secondes déterminent l'imbécillité seulement. Il résulte de là deux influences dominantes sur les infirmités de l'esprit. Nous allons d'abord rechercher les circonstances voisines de la conception qui peuvent altérer l'intégrité du germe.

Parmi les causes de l'idiotisme antérieures à la naissance, la médecine doit rechercher uniquement celles qu'il est possible de combattre. Les affections morales de la mère durant l'état de grossesse ne paraissent pas être étrangères aux avortemens de l'intelligence chez les nouveau-nés. Une frayeur mortelle, un bouleversement subit des idées, une grande peine de cœur, peuvent réagir par une sympathie mystérieuse sur l'embryon, et troubler dans ses organes l'ouvrage commencé de la nature. A Bicêtre, on a cru reconnaître dans ces derniers temps qu'une assez forte proportion d'enfans idiots ou imbéciles avaient été conçus dans l'ivresse ou dans l'orgie. L'imbécillité étant, comme nous l'avons démontré, un retour vers les premiers âges de la civilisation sur le globe, il faut tenir compte, pour l'expliquer, des circonstances qui précèdent la naissance et qui tendent à ramener l'homme

vers la condition des races sauvages ou barbares, comme la misère, la promiscuité des sexes, la vue continuelle de scènes de destruction et de carnage. M. Séguin affirme avoir rencontré parmi ses élèves plus d'un imbécile qui était né au milieu d'une boucherie. On oublie trop souvent aussi qu'il faut à la nature des temps de repos. La loi des jachères existe dans le champ des développemens de l'humanité. Les anciens avaient fixé la durée de la lactation de deux à trois ans, pour donner à la puissance génitale chez la femme le temps de se réparer. Nous avons vu deux enfans idiotes dans la même famille qui étaient nées chacune à dix mois d'intervalle après deux fausses couches.

Une autre cause d'idiotisme ou d'imbécillité sur laquelle le moraliste doit fixer toute son attention, c'est l'oubli des lois physiologiques qui doivent présider à l'union des sexes. Il y a sur le globe des races qui sont faites pour s'unir, et d'autres qui, à raison même de leurs caractères homogènes, ne semblent pas faites pour se rechercher; il en est de même de l'homme et de la femme. La nature, qui veut la force et le perfectionnement de l'espèce, ne ratifie pas toujours les motifs intéressés qui déterminent les familles dans le choix des alliances. La stérilité absolue, ou, qui pis est, la stérilité de l'esprit dans le fruit de la conception, est trop souvent la triste conséquence de ces unions imprudemment contractées. L'absence de croisement est quelquefois aussi funeste que l'union entre des races incompatibles. L'ancienne noblesse s'est affaiblie elle-même en contractant toujours ses alliances dans les mêmes maisons. Quand on enfreint cette loi, qui fait dépendre du mélange des races et des familles le renouvellement et le développement de l'humanité, il en résulte un appauvrissement de la force vitale qui réagit bientôt sur les facultés intellectuelles. La bourgeoisie doit profiter de l'exemple de l'ancienne noblesse, si elle ne veut pas voir avec le temps dépérir les germes de sa puissance; le désir d'empêcher la division des grandes fortunes, comme autrefois celui de perpétuer l'éclat des titres, oppose maintenant au libre mélange du sang, dans la classe moyenne, des obstacles que la nature n'approuve pas, et dont elle se venge par l'abâtardissement de la race.

La plupart de ces causes antérieures à la naissance agissent pour produire l'idiotie sur l'organe de nos idées, sur le cerveau. Le docteur Gall avait rattaché l'idiotie à un état particulier d'étroitesse et d'évidement du crâne. Cette vue est exacte en ce qui regarde les idiots très abaissés. Gall eut seulement le tort d'en forcer les conséquences pratiques. Son habile contradicteur, M. Lélut, montra que le volume du cerveau n'est pas la seule condition du développement de l'intelligence. Il faut que les écarts soient portés à l'excès dans la forme et le volume de cet organe pour qu'on puisse, sur la simple vue de la boîte osseuse, conclure à l'idiotisme. Nous avons bien rencontré dans les hospices et

ailleurs de ces malheureux qui portent sur la tête, comme dit le docteur Voisin, le stigmate de leur dégradation. Il en est d'autres, au contraire, chez lesquels, quoique le cerveau soit intérieurement malade, la forme extérieure du crâne n'est point visiblement altérée. S'ensuit-il que l'étude du cerveau et de ses enveloppes n'ait rien à nous apprendre sur la cause des états pathologiques de l'intelligence? Je ne le crois pas. L'erreur de quelques phrénologistes a été seulement de déclarer l'indépendance du cerveau : il y a ici plus d'une influence à démêler. Le cerveau est, sans aucun doute, le roi de l'organisation, mais c'est (qu'on nous passe le mot) un roi constitutionnel; il rencontre dans les autres grands systèmes de la vie animale ou végétative des pouvoirs secondaires qui limitent ou modifient à chaque instant son autorité.

Après les causes antérieures à la naissance viennent les causes qui agissent sur l'enfant une fois né; ces causes rentrent presque toutes dans l'éducation. Les mauvais traitemens, les privations de nourriture, les habitations malsaines et humides, deviennent assez souvent, dans les classes pauvres, des causes d'imbécillité. L'accouchement négligé ou confié aux mains inhabiles des sages-femmes, la mauvaise direction des premiers soins donnés à l'enfant qui vient de naître, peuvent également détériorer le germe, alors si tendre, de l'intelligence. Les défectuosités de la tête ne sont pas toujours l'ouvrage de la nature; quelques pratiques extérieures arrêtent, dans la première enfance, le développement du crâne; au lieu des idioties formées dans le sein de la mère, nous avons alors quelquefois des idioties acquises. Les races barbares, qui tiennent presque toutes à perpétuer les caractères de leur infériorité, font subir aux nouveau-nés un aplatissement systématique du front. M. Foville a rencontré, dans plusieurs provinces de France, l'usage, sans doute fort ancien, de coiffures artificielles qui déforment l'organe de la pensée. Ce savant observateur rapporte la cause de ces altérations aux bandes fixées par les nourrices sur la circonférence de la tête des nouveau-nés, et dont l'effet lent est d'exercer autour de ces parties encore molles une constriction souvent ineffaçable. Les enfans frappés de semblables mutilations sont en général plus disposés que d'autres à l'aliénation mentale et à l'imbécillité (1). Il ne faudrait pas néanmoins conclure de ces faits que l'imbécillité fût toujours la suite d'une compression mécanique de la tête : il existe dans l'organe même une force de renversement qui trouble et détruit, à un certain âge, surtout en l'absence d'une éducation bien appropriée à l'enfant, l'action plus ou moins libre de la pensée.

(1) Une autre remarque singulière a été faite par M. Foville : l'oreille externe se montre, chez l'homme, solidaire des déformations du crâne. Nous avons répété cette observation sur un assez grand nombre d'imbéciles, et nous l'avons presque toujours rencontrée juste, quoiqu'il soit assez difficile d'expliquer les raisons d'une telle coïncidence.

M. Serres nous paraît être celui qui a le mieux étudié les conditions organiques au milieu desquelles se forme cette idiotie tardive. Un enfant naît avec un éclat d'esprit et de mémoire qui fait bien espérer de son avenir; il a du succès dans ses études; à peine si un observateur très exercé distinguerait en lui le point noir, précurseur de l'orage qui doit traverser un peu plus tard ces heureux commencemens. Arrivé à un certain âge, tout ce brillant des facultés s'éclipse, et l'adolescent tombe alors dans une sorte d'engourdissement moral. A l'époque où l'imbécillité se manifeste, non-seulement le crâne s'immobilise dans sa forme et dans son volume, mais encore, selon M. Serres, le front se déjette quelquefois en arrière. Ce fait extraordinaire n'est pas exclusivement lié à l'idiotie tardive; on le rencontre dans les races abaissées. Les enfans du peuple américain, disent Ulloa et Zarate dans leurs écrits sur le Nouveau-Monde, donnent quelque lueur d'intelligence jusqu'à l'âge de seize ou dix-sept ans : ils apprennent dans cet intervalle à lire et à écrire, ils font même naître des espérances plus flatteuses; mais, à la vingtième année, la stupidité se développe tout d'un coup : au lieu d'avancer, ils reculent et oublient tellement ce qu'ils avaient appris, qu'on est contraint de renoncer à leur éducation. Cette invasion tardive de l'idiotie est accompagnée dans la race américaine, comme chez quelques individus de la race blanche, d'*un mouvement de bascule* (l'expression appartient à M. Serres), qui rejette tout le crâne en arrière et qui efface ainsi les caractères de la dignité humaine. Si nous descendons vers le règne animal, nous retrouvons encore la concordance des mêmes phénomènes moraux. Les singes naissent avec une somme à peu près égale d'instinct dans toutes les familles, mais les uns s'arrêtent après le premier âge et rétrogradent vers des conditions fixes de déchéance, tandis que les autres demeurent dans leur état de supériorité. On pourrait donc dire que les limites qui séparent les genres en histoire naturelle et qui constituent les divers degrés d'instincts se fixent par le mouvement de l'âge. L'imbécillité, considérée comme un degré inférieur dans la série des développemens de notre intelligence, rentre ainsi dans l'ordre général des choses : ce qui nous échappe, c'est la raison du fait. On se demande comment le doigt de Dieu s'étend tout à coup sur la tête de l'homme dans sa croissance, et la remplit d'ombre en lui disant : « Tu n'iras pas plus loin (*non ibis amplius*). »

L'étude des circonstances au milieu desquelles se forme l'imbécillité fait naître une question pratique : existe-t-il des moyens d'hygiène morale pour empêcher ce renversement du cerveau et des facultés intellectuelles? Nous rentrons encore ici dans les influences de l'éducation. En appuyant l'esprit de l'adolescent sur des réalités, en cultivant chez lui des aptitudes solides, comme le jugement et la réflexion, on arriverait à lui créer des points de défense contre les attaques tardives de

l'idiotie. L'éducation actuelle, loin d'opposer une barrière aux progrès soudains de l'imbécillité, les favorise au contraire par l'exercice immodéré qu'elle impose à la mémoire, à l'instinct d'imitation et à d'autres facultés plus brillantes. Telle jeune fille récite admirablement des fables, témoigne même une sorte de talent mécanique pour le dessin, touche avec agrément du piano en s'accompagnant de la voix, qui couve en elle les germes d'une imbécillité imminente. Il existe nombre d'enfans regardés par les familles comme des prodiges, que la nature avait simplement pourvus d'une facilité superficielle, et que l'éducation ordinaire rend imbéciles, en cultivant outre mesure, et au détriment de la raison, ces dons précoces qui deviennent bientôt, chez les filles surtout, les ornemens prétentieux de la vanité. L'orgueil ou la complaisance des familles ne tarde guère à être cruellement châtié par le sommeil profond, opiniâtre, éternel, qui suit, dans un âge plus avancé, cet éveil factice des graces de l'esprit. Il en est des facultés trop hâtives comme des branches qui montrent trop tôt des fleurs : elles ne tiennent pas toujours leurs promesses. L'influence de l'éducation éclate surtout dans ces faits odieux que les chroniques judiciaires révèlent trop souvent à l'indignation publique. Nous voulons parler de ces enfans séquestrés dès leur naissance par une mère indigne de ce nom; enfouis dans l'obscurité, privés de tous les moyens d'acquérir des connaissances, de tels êtres ne sont pas des hommes. La perversité des parens a créé en eux une imbécillité artificielle. L'existence de ces Gaspard Hauser deviendra, il faut l'espérer, de plus en plus rare; à mesure que la civilisation et les lumières morales se répandent, le sentiment maternel tend à s'élever, à s'épurer dans toutes les classes. La science peut du moins tirer de ces faits contre nature une conclusion utile : le traitement moral auquel un enfant est soumis pendant les premières années peut aviver ou éteindre chez lui le principe même de l'intelligence.

Rechercher les influences qui déterminent dans la civilisation actuelle l'existence des idiots ou celle des imbéciles, c'est être sur la voie pour juger les mesures qui pourraient amener le décroissement de cette population dégradée, et pour tracer le devoir de la société vis-à-vis de malheureux qui encourent trop souvent les rigueurs de la loi pour des actes où la volonté n'intervient pas. Notre attention doit se porter d'abord sur une mesure récente de l'administration des hospices. Depuis plusieurs années, la population augmente, la somme des secours attribués aux infirmes et aux malades de la classe pauvre reste stationnaire; il résulte de cet état de choses une disproportion entre la masse des besoins et les limites actuelles des établissemens destinés à les satisfaire. La situation est embarrassante sans doute. Que fait l'administration des hospices de Paris pour en sortir? Elle traite avec les établissemens

de province, et, moyennant un prix convenu, leur envoie le superflu de ses malades. Cette mesure nous paraît grosse d'inconvéniens et de dangers; elle a été jugée telle par l'élite du corps médical, qui l'a sourdement combattue. A ne juger ici cette décision qu'en ce qui touche les idiots, nous dirons qu'elle est défavorable à ces malheureux et dangereuse pour la société. Les imbéciles que l'administration envoie en pension chez des fermiers iront reproduire dans les campagnes les caractères de leur triste état; c'est un levain d'infirmité morale qu'on verse dans la population agricole. Ceux qui connaissent les mœurs des imbéciles n'osent même pas songer à toutes les suites de cette mesure inhumaine. Les pauvres filles de la Salpêtrière, plus faciles que d'autres à la séduction, faute de lumières et de savoir-vivre, ont besoin d'une surveillance continuelle qui leur manquera certainement hors de l'hospice. L'administration devrait au contraire tourner sa sollicitude vers les provinces de France où l'idiotisme et l'imbécillité sont, pour ainsi dire, endémiques. L'action du mariage sur la durée et la propagation des infirmités de l'esprit, dans les localités où se rencontrent des germes altérés, ne saurait être raisonnablement mise en doute. Fodéré croit qu'un premier goîtreux a donné naissance à cette population de goîtreux et de crétins qui occupent toutes les vallées étroites situées sous la chaîne des Alpes. C'est à empêcher de telles alliances que devrait tendre, dans certaines localités, la prévoyance de l'administration. L'intérêt public exige même qu'au lieu de faire refluer sur les provinces les imbéciles et les idiots de nos hospices, Paris les attire et les concentre dans des établissemens charitables pour en éteindre la race. Ce serait un premier moyen de combattre, parmi les causes de cette infirmité morale, celles qui agissent sur la conception. Les notions de l'hygiène publique, en se répandant même dans les populations rurales, concourront encore à déterminer cet heureux résultat.

Des mesures qui peuvent combattre les causes physiques de l'idiotie, il faut passer à celles qui peuvent lutter contre les influences morales. Les progrès de la civilisation exercent-ils une action sur l'état intellectuel des enfans nouveau-nés? Le nombre des idiots tend-il à diminuer ou à s'accroître? La statistique positive de l'idiotie est encore trop dans l'enfance pour qu'on puisse répondre à cette question par des chiffres; il faut donc le faire par des raisonnemens. La seule observation que nous ayons pu recueillir est celle-ci : l'idiotie habite les deux extrémités de l'échelle sociale; elle frappe surtout les classes qui sortent de l'état d'enfance et celles qui y rentrent, le peuple et l'aristocratie. Ce fait doit nous mettre sur la trace d'une grande loi de philosophie naturelle : la matière humaine est perfectible; les caractères naturels ou acquis de la supériorité de race s'élaborent sous l'action du temps et des circonstances extérieures. Il en résulte que les infirmités humaines

participent au mouvement de chaque siècle; elles en reçoivent une influence qui les modifie en plus ou en moins. L'idiotie échapperait-elle seule à cette action du progrès sur les organismes de la vie et sur les maladies morales? Nous ne le croyons pas. Chaque jour, les inégalités de l'intelligence tendent, dans l'ordre civil, non à disparaître (ce qui serait un mal), mais à s'atténuer. Il se passe sous nos yeux, pour les richesses morales, un fait analogue à celui de la division de la propriété dans l'économie politique. Ajoutez à cela l'influence de l'enseignement sur les masses : les esprits ordinaires s'égalisent jusqu'à un certain point dans l'éducation publique; cette répartition plus uniforme des connaissances vient en aide à la nature pour accélérer le progrès organique de l'espèce humaine. Il est donc permis de croire que, les dons de la civilisation étant, dans de certaines limites, héréditaires, les cas d'idiotie, qui sont des défaillances de la nature dans la série de ses productions intellectuelles et morales, deviendront probablement plus rares, quand la masse sera plus éclairée par l'éducation.

Les progrès de l'éducation doivent assurer, du moins en partie, le triomphe des influences morales sur les causes de plus en plus restreintes de l'idiotisme. En attendant ces résultats, que le moraliste entrevoit et que le législateur devrait préparer, n'y a-t-il pas quelque chose à faire pour améliorer dans la société le sort d'une race d'hommes déclassés qui viennent trop souvent grossir la population des bagnes et des prisons? Ne pourrait-on pas prévenir, dans certains cas, des fautes, des crimes mêmes dont les auteurs sont coupables devant la loi, mais dont ils sont quelquefois innocens devant la science? La question légale que soulève l'imbécillité mérite de fixer ici notre attention. Il se rencontre des sujets chez lesquels le germe du crétinisme existe sans éclater. Ces êtres médiocres arrivent même quelquefois à faire illusion sur leur infériorité réelle par le vernis des connaissances et des dehors. Les faveurs de la fortune concourent alors avec l'éducation à masquer les imperfections de l'intelligence. Dans les familles riches, on voit beaucoup de ces imbéciles instruits. L'opinion, toujours favorable dans le monde aux positions faites, contrebalance autour d'eux les disgraces de la nature. Il n'en est pas de même quand ces *demi-hommes* (c'est ainsi que les nommait le docteur Gall) ont pris naissance dans la classe pauvre. Loin de les soutenir, le monde extérieur les accable. M. Lélut nous a montré à la Salpêtrière des filles imbéciles qui arrivent, par les soins qu'on leur donne, à lire, à coudre, à se rendre utiles dans la maison : que leur manque-t-il donc pour se rattacher entièrement à la société? Il ne leur manque en vérité presque rien, *un je ne sais quoi*, dirait Pascal; mais ce presque rien, si peu de chose qu'on ne saurait l'évaluer au juste, leur étant retiré, ces pauvres filles retombent tout de suite dans le monde à l'état d'impuissance et d'isolement; elles mour-

raient inévitablement de faim, si la charité publique ne venait aussitôt à leur secours. Un peu moins de volonté, un peu moins d'intelligence que les autres hommes, en voilà assez pour rendre un être incapable de gagner sa vie, et pour lui enlever dans certains cas la libre détermination de ses actes. L'imbécillité affecte, comme on voit, plus d'une forme et plus d'un degré. La vie est un combat, a dit Beaumarchais : les pauvres d'esprit, les faibles, les imprévoyans, les inhabiles, composent dans cette lutte journalière le parti des vaincus. Par le temps de concurrence qui règne, certaines femmes qui mendient, qui volent, ou qui vivent du déshonneur, n'ont pas trouvé dans leur nature la somme de moyens ni de volonté suffisante pour réagir autour d'elles sur les circonstances. Moralement faibles, elles succombent à la fatalité des entraînemens coupables.

On rencontre sur la limite flottante de l'imbécillité un nombre beaucoup trop considérable de ces créatures douteuses, pas assez intelligentes pour vivre honorablement dans le monde, pas assez fortes de volonté pour éloigner les suggestions du mal; tout leur a manqué, même le degré d'abaissement nécessaire qui émeut les entrailles de la charité publique. Ces pauvres êtres chez lesquels le sens moral est en souffrance, trouvant la porte des hospices fermée devant leur infirmité incomplète, tombent trop souvent sous la main de la justice. S'ils étaient riches, ils rencontreraient peut-être dans la satisfaction prompte et facile de leurs besoins, dans les appuis de tout genre qui les entoureraient, un contre-poids à cette débilité de la conscience qui seule explique leurs écarts. Encore avons-nous vu le contraire dans une affaire criminelle, où le jury, par une application, malheureuse cette fois, du principe d'égalité, a frappé d'une peine infamante un jeune prince imbécile. Pauvres, ces hommes incomplets sont encore bien plus exposés à commettre, faute de discernement, des crimes involontaires, que la justice ne distingue pas toujours des actions libres, les seules qui devraient entraîner avec elles la responsabilité.

M. Voisin assistait en 1828 au départ de la chaîne des forçats. On venait d'opérer le ferrement de ces misérables, quand il aperçoit dans un groupe un jeune homme de vingt-deux ans condamné pour viol. Habitué par ses observations journalières à reconnaître les traits extérieurs de l'idiotisme, il soupçonna dans le galérien un de ces êtres infirmes et disgraciés chez lesquels la liberté morale n'existe pas. Il s'avance, il interroge les camarades de l'infortuné; les doutes du médecin se confirment : il avait bien un imbécile sous les yeux. Si la faiblesse de ses facultés intellectuelles ôtait à ce malheureux le sentiment de son humiliation, il n'en restait pas moins couvert d'une tache qui s'étendait à sa famille. Un si triste spectacle émut le cœur du docteur Voisin, qui dénonça plus tard le fait à l'Académie de Médecine. « Il y

a, s'écriait-il devant cette assemblée, il y a des idiots dans nos bagnes et dans nos maisons centrales de détention. Je demande qu'on rende l'honneur à leurs pères, à leurs mères; je demande à aller les chercher, à les amener dans cette enceinte, à les livrer à vos lumières et à vos sentimens généreux, à les arracher du poteau de l'infamie et à les placer dans l'hospice dont j'ai l'honneur d'être le médecin en chef; j'y prendrai soin de leur misère. » Il y aurait quelque chose de mieux encore, ce serait d'atteindre ces malheureux avant leur chute, d'épargner à la société, à eux-mêmes, la liberté de mal faire. Nous entrerions, il est vrai, dans un système préventif qui a ses dangers. On accuserait peut-être l'administration de violer, dans plus d'un cas, la liberté individuelle et le secret des familles. Aussi n'indiquons-nous cette voie que comme un moyen éloigné et délicat d'arriver à réagir un jour sur les entraînemens funestes d'une demi-imbécillité.

L'étude des causes et des formes de l'idiotie, la marche de cette infirmité décroissante, la revue des travaux plus ou moins heureux qui ont été entrepris jusqu'à ce jour, tout nous amène à une conclusion rassurante, tout nous dit : L'idiot est un être capable d'éducation. La médecine philosophique doit ouvrir et tracer la voie à cette éducation spéciale. En attendant que des expériences plus concluantes aient permis d'adopter à cet égard un système définitif, que faut-il faire dans les hospices et hors des hospices pour améliorer, dans l'état actuel des choses, le sort des faibles d'esprit? Nous croyons qu'on doit suivre l'exemple donné dans ces derniers temps par l'hospice de Bicêtre. Il existe dans cette maison une école où tous les enfans plus ou moins disgraciés par la nature viennent réparer le vice originel de leurs organes. Il est à désirer que cette fondation s'étende aux autres établissemens charitables. Nous demandons qu'on fasse lever le soleil de l'éducation pour ces pauvres intelligences qui se traînent lamentablement dans les ténèbres de la mort.

Le traitement moral de l'idiotie, avons-nous dit, est encore à créer. Il existe toutefois dans les méthodes inventées depuis Itard, dans les découvertes de la science médicale unies à une analyse raisonnée des facultés de l'entendement humain, les élémens d'une théorie nouvelle de l'éducation pour les idiots et pour les imbéciles. L'enseignement des idiots ne doit point être un enseignement ordinaire. L'expérience a démontré que ces êtres inférieurs se montrent indifférens aux méthodes qui ne reposent point sur une base physiologique. La gloire d'Itard est d'avoir compris la nécessité d'une éducation proportionnée aux moyens de l'élève. Si la méthode est demeurée jusqu'à ce jour vague et indécise, c'est qu'on n'avait pas classé encore les différens caractères de cette infirmité. La connaissance des degrés de l'idiotisme, la comparaison de ces divers degrés avec l'état de l'homme sauvage, avec le règne animal et avec la succession des faits embryolo-

giques, sont essentielles; elles nous donnent la base du traitement qui doit être suivi dans l'éducation des imbéciles et des idiots. — Vis-à-vis des imbéciles, l'éducation doit être une civilisation, un retour à la vie sociale : un bon système d'enseignement suppose, sous ce rapport, un bon système de philosophie de l'histoire. — Dans le cas où l'idiot occupe un des rangs inférieurs de la série animale, l'éducation doit lui faire remonter les degrés de cette échelle qui se rapprochent le plus de l'homme. — Enfin, dans tous les cas de formation incomplète, il faut qu'une force étrangère reprenne en sous-œuvre le travail interrompu de la nature. Le traitement doit reculer alors jusqu'au point d'arrêt de l'idiotie, et continuer l'ouvrage du Créateur, en remaniant, pour ainsi dire, tous les organes. Cette théorie de l'enseignement s'appuie sur les caractères naturels de l'infirmité; elle nous semble être la seule qui puisse conduire à des résultats précis, la seule qui réponde aux progrès et aux exigences nouvelles de la science.

Hors des hospices, la tâche du législateur est plus compliquée. Quelle conduite tenir envers ces demi-imbéciles qui menacent la société et eux-mêmes sans le savoir? Peut-être conviendrait-il d'organiser à l'égard de ces imbécillités tolérables un système de patronage, pour les surveiller et les soutenir. Dans les cas de chute, l'humanité nous conseille de convertir pour ces infirmes de la conscience la prison en hospice, le châtiment en un régime d'hygiène morale. L'administration doit, de son côté, retirer de la population des germes d'affaiblissement intellectuel qui tendent à se propager. Cherchons à éteindre doucement, à l'ombre de nos établissemens publics, la race des idiots et des imbéciles, en attendant que nous arrivions à la perfectionner. Un moyen d'arrêter ou d'atténuer du moins dans l'avenir les causes du mal, c'est le développement de l'éducation primaire dans les campagnes de France. Plus la moyenne des connaissances s'élève chez un peuple, et moins la nature retourne en arrière vers les conditions abrutissantes de la barbarie ou de l'animalité. Ne tuons pas les enfans idiots comme faisaient les anciens, comme font encore les habitans de la Chine; empêchons-les de naître en dissipant les ténèbres de l'ignorance au sein desquels couve l'idiotie. Ce moyen civilisateur ne saurait d'ailleurs embrasser à lui seul toute la question; il y a et il y aura sans doute toujours des pauvres d'esprit, des êtres maltraités par la naissance, auxquels il sera interdit de participer aux progrès de la civilisation. Le but qu'on peut espérer d'atteindre vis-à-vis de ceux-là est de les rendre de jour en jour moins pénibles à la société, à leur famille, à eux-mêmes. Élever et consoler, cette œuvre est grande. Tirer l'être moral du néant, c'est le but que Dieu même s'est proposé au commencement du monde quand il s'est dit : « Faisons l'homme! »

ALPHONSE ESQUIROS.

MADRID

ET

LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE EN 1847.

I.

J'étais entré l'an dernier à Madrid par une soirée froide, demi-obscure, troublée d'un de ces vents aigus comme l'épée, si fréquens dans ces régions. Toutes les variations de la température avaient passé sur nous depuis le moment où nous avions franchi ce ruisseau célèbre de la Bidassoa, qu'un souffle d'été peut tarir, durant ce voyage rapide à travers les gorges du Guipuzcoa, les plaines élevées et nues de la Castille. Le gigantesque passage de Somo-Sierra, pour dernière épreuve, nous avait réservé sa bise la plus cuisante, et l'impression de ces vapeurs glacées qu'on y respire nous restait encore, lorsque nous frappions, quelques heures plus tard, à la *porte de Bilbao*. La ville nous semblait enveloppée dans le givre. Le lendemain, par un de ces retours qu'aucun indice n'annonce et que néanmoins on attend toujours dans ce pays de soudains changemens, le soleil avait retrouvé tout son éclat et rayonnait de nouveau, globe de feu dans un azur limpide et profond. Le ciel avait repris cet éclat lumineux, cette transparence, cette sereine et indicible clarté qui enivrent le regard et sont les signes immuables par lesquels le Midi se révèle.

Madrid, au premier aspect, ne produit pas une impression heureuse.

Il n'y a dans ses abords rien de grandiose et qui annonce une ville importante, ou, mieux encore, le siége d'un empire. Il semble plutôt qu'on pénètre dans une contrée désolée; la campagne est nue, dépeuplée, austère; c'est à peine si de loin en loin on rencontre quelques villages misérables qui paraissent tout près de tomber en poussière, tant les maisons pauvrement construites sont calcinées par le soleil. La Cabrera est restée dans ma mémoire comme le type de ces bourgs qui ressemblent à des ruines sur le chemin et où il y a cependant une population; mais cette population elle-même laisse voir un délabrement qui attriste. Si quelque chose peut étonner avec cela, c'est l'air de stoïque résignation, de sérieuse fierté, qui n'abandonne pas le Castillan dans sa misère. Plus on avance vers Madrid, plus le pays est rude et dépouillé; la solitude est aux portes de la ville. De la cour même du palais, le regard peut librement embrasser dans leurs ondulations ces plaines immenses et arides qui vont se perdre à l'horizon, semblables à ces savanes américaines que Cooper désigne sous le nom de *prairies roulantes;* la vue n'est bornée au loin que par la chaîne du Guadarrama, dont les cimes couronnées de neige s'élèvent toutes blanches dans les nues et refroidissent au passage les vents qui arrivent sur Madrid. Pas un arbre ne vient réjouir l'œil dans cet intervalle; point de ces oasis de verdure qui décèlent la richesse du sol et animent le tableau des campagnes. C'est ce qui fait que la première impression qu'on ressent est une impression de vague tristesse.

Est-il vrai, cependant, d'après cette position désavantageuse, que Madrid ne soit point dans les fortes conditions d'une capitale destinée à être la tête d'un pays, comme on le dit assez souvent? C'est une pensée qui peut venir un instant, mais qui ne tient pas devant cette simple question : Quelle autre ville eût pu choisir l'Espagne pour sa métropole? Madrid n'est pas environnée d'un jardin, d'une *huerta*, comme Valence; elle n'a point toutes les facilités pour la création d'un commerce puissant et étendu, comme Cadix; elle ne se distingue pas par l'activité de ses manufactures, comme l'industrieuse Barcelone; elle n'a pas les traditions historiques de Burgos et de Cordoue; elle n'a pas l'éclat monumental de Séville ou de Grenade : combien de fortunes lui manquent! et néanmoins, — j'en juge au point de vue de l'avenir encore plus qu'au point de vue du passé, — Madrid est la véritable capitale de l'Espagne. Située presque à une égale distance des Pyrénées et de Gibraltar, de Valence et du Portugal, elle est le vrai centre du pays. Si elle n'a point les mérites, la couleur marquée et originale de ces villes dont je parlais, elle n'a pas aussi leur caractère exclusif. Madrid n'a point d'intérêts particuliers qui la mettent en hostilité avec les provinces; sa prospérité tient, au contraire, à leur prospérité, sa prépondérance s'accroîtra par leur développement simultané, sa posi-

tion intermédiaire l'appelle à être l'arbitre entre tant d'élémens qui se combattent dans le pays. Il y a du reste dans le caractère même des habitans des qualités qui la rendent très propre à ce rôle de conciliation. Le Madrilègne n'a pas la gravité taciturne du vieux castillan; il n'a ni l'exubérance prétentieuse de l'Andalou, ni l'inquiète turbulence du Catalan, ni la rusticité du Galicien et de l'Asturien, ni la fierté têtue du Navarrais; il a l'esprit libre, facile, ouvert, peu profond peut-être, mais aussi dégagé de tout préjugé local; il s'assimile aisément tous les goûts et toutes les habitudes. Le Madrilègne a cette supériorité, cette distinction particulière aux populations des capitales. Si le lien politique qui unit les diverses parties de la Péninsule paraît souvent si relâché, si l'autorité centrale semble illusoire, ne croyez pas que ce soit parce que le hasard jeta autrefois dans une solitude de la Nouvelle-Castille une métropole sans prestige; le motif en est autrement puissant. C'est que l'indépendance provinciale est un fait trop ancien, trop enraciné en Espagne, pour qu'il puisse être supprimé en un instant; c'est qu'il n'est pas facile de maîtriser et de ramener sous la même loi tant de passions rebelles, qui ont dû leur naissance à tout un ensemble de phénomènes historiques, et que de mauvais gouvernemens ont laissées ensuite sans direction. Ainsi, la faiblesse de Madrid, réelle encore sous ce rapport, ne résulte pas de causes qui lui soient propres; elle provient d'un état général qui est en train de disparaître pour faire place à la vie moderne. Laissez s'accomplir cette rénovation politique, et la ville espagnole n'aura rien à envier à plus d'une capitale européenne. Elle n'aura rien à envier, même en beauté matérielle; déjà, au XVIII[e] siècle, elle s'était beaucoup agrandie sous l'influence de souverains éclairés. Madrid doit à cette époque le peu de monumens qu'elle possède, le palais d'abord, qui a vraiment un royal aspect, l'élégant arc-de-triomphe de la porte d'Alcala, la Douane, l'hôtel des Postes, le Jardin botanique, le beau Musée du Prado, œuvre de l'architecte Villanueva, le Prado lui-même, qui était autrefois un terrain inculte, inégal, bien qu'il fût le théâtre de tant d'intrigues charmantes. Il faudrait parler encore des travaux d'assainissement, de ces mille réformes de détail qui finissent par renouveler une ville, et des tentatives qui furent faites pour ramener la fertilité dans les campagnes environnantes; mais c'est principalement depuis quelques années que la physionomie de Madrid est changée : il suffit d'avoir vécu quelques jours dans ses murs pour être frappé du mouvement qui s'y opère et tend à transformer ses conditions matérielles aussi bien que l'esprit et les habitudes de sa population. La révolution a laissé partout des traces visibles; elle est écrite sur le sol même que l'industrie naissante bouleverse. On peut la voir dans la rue, où elle a mis le mouvement. C'est un spectacle plein d'animation, dont l'intérêt efface bientôt les senti-

mens pénibles qu'ont pu faire naître les solitudes mornes des deux Castilles.

Ce qui distingue aujourd'hui Madrid en effet, et ce qui explique aussi sans doute les déceptions de beaucoup de voyageurs altérés de pittoresque, de couleur locale, c'est que la métropole de l'Espagne est tout-à-fait en voie de devenir une ville moderne, européenne. Plus on va, plus ce caractère se manifeste. Le passé est très vivant, très puissant encore, il est vrai, sur bien des points; mais chaque jour il reçoit une nouvelle atteinte. Parcourez Madrid par un beau soleil, et vous apercevrez distinctement tous les signes de cet état de transition. A côté de quelques-uns de ces palais des grands d'Espagne, qui sont restés debout avec leurs écussons et leur apparence de grandeur seigneuriale, une multitude de constructions toutes modernes s'élèvent déjà : c'est le luxe brillant de notre temps auprès du luxe sévère et majestueux des vieux jours; des rues nouvelles sont ouvertes, les anciennes sont agrandies, améliorées, rectifiées. Une circonstance a beaucoup servi à cette régénération matérielle, c'est la suppression des couvens, la mobilisation de ces propriétés devenues nationales. L'état a pu trouver parmi tant d'édifices religieux, dont l'existence ne s'accommodait plus avec les nécessités de notre époque, de convenables établissemens publics. Le sénat tient ses séances à l'ancien couvent de Doña Maria d'Aragon; c'est à la place du couvent de l'Esprit-Saint que doit être construit le palais du congrès. D'autres ont été simplement rasés; on y a établi des marchés, on y a formé des places. Il en est enfin qui ont été livrés à l'industrie particulière et que l'industrie a utilisés à son profit. Ces changemens ne donnent-ils pas un tout autre aspect à une ville? Il est certain que Madrid possède en ce moment des quartiers qui s'embellissent chaque jour et qui peuvent rivaliser avec les quartiers les plus renommés des autres capitales : telle est la rue d'Alcala, qui s'étend du Prado à la porte du Soleil, et forme, avec la rue Mayor, qui lui succède, la principale artère de Madrid. Imaginez parallèlement à la rue d'Alcala la rue San-Geronimo, la belle et vaste rue d'Atocha, toutes deux conduisant au Prado, qui les couronne, et vous pourrez prendre une idée de la partie remarquable de la ville. Là est le mouvement, là est la vie; c'est le beau côté de la médaille. Si vous voulez connaître le revers, vous n'avez qu'à aller fouiller un instant le quartier de *Lavapiès*, dont les pauvres maisons cachent des existences plus pauvres encore, et où la misère espagnole s'étale dans toute sa nudité.

N'est-ce point là, d'ailleurs, le contraste qu'on retrouve invariablement dans tout centre de population considérable? Ici la richesse, là le dénuement! Le luxe a ses quartiers, la misère a les siens. J'ajouterai une observation particulière à Madrid, c'est qu'entre ces deux conditions extrêmes on cherche vainement un milieu; moins qu'ail-

leurs on y voit de ces habitations commodes, propres, bien ordonnées, qui presque partout dénotent l'existence d'une classe intermédiaire aisée, intelligente, laborieuse et jouissant d'un convenable bien-être. Il ne faut pas seulement juger sur l'extérieur, qui pourrait tromper parfois; pénétrez un moment dans une maison de Madrid, dans ce qu'on peut appeler une maison bourgeoise. D'ordinaire, l'entrée est encombrée par quelque atelier disgracieux, par quelque industrie borgne qui remplit cet étroit espace. Montez les degrés d'un escalier mal construit, souvent sale et obscur : vous trouverez à chaque étage une porte épaisse, ferrée, et qu'on n'ouvre pas sans vous avoir interrogé par un guichet; il semble que la faiblesse d'un pouvoir inhabile à exercer une protection suffisante ait laissé dès long-temps à chacun le soin de se garder lui-même. L'intérieur, en général, n'est pas plus brillant. Ce sont le plus souvent des appartemens nus, blanchis à la chaux; les murs sont ornés de quelqu'une de ces superbes gravures de Poniatowski s'élançant dans l'Elster qui firent frissonner notre enfance; de médiocres siéges en paille s'offrent à vous. Une natte en paille également, de différentes couleurs et tressée avec art, s'étend sous vos pieds. C'est le seul luxe de ces appartemens décorés avec une simplicité un peu primitive. Le classique *brasero* complète, l'hiver, ce modique ameublement. Le brasero, on le sait, est une chose nationale au-delà des Pyrénées. Malgré un mérite aussi essentiel, je l'avoue, je ne puis voir dans cette poignée de feu sans vie et sans aliment qui se morfond au milieu d'une vaste pièce autre chose qu'un leurre parfait, un moyen ingénieux de laisser croire qu'on se chauffe en Espagne. Tout cela ne constitue pas un ensemble des plus comfortables. Il faut dire cependant que, s'il y a encore à Madrid beaucoup de maisons sur ce modèle, il en est déjà quelques-unes, même dans des conditions moyennes, où respire une honnête aisance, dont le goût a dirigé l'arrangement, qui réalisent les améliorations matérielles les plus désirables; seulement ce sont là des exceptions qui rendent plus sensible l'absence générale de bien-être dans cette classe d'habitations. Je veux tirer de ces détails une conclusion plus sérieuse : c'est que la fraction de la société appelée à se donner ce bien-être qui tient le milieu entre le luxe seigneurial et la misère populaire en est encore à se former péniblement au sein de la Péninsule. La bourgeoisie espagnole, pour dire le mot, n'est point assez affermie pour que ses goûts et ses besoins aient eu le temps de se manifester dans la vie matérielle. En outre, l'industrie nationale n'est pas encore assez développée pour lui fournir, selon ses ressources, des moyens suffisans d'aisance intérieure, de telle sorte que jusqu'ici les plus hautes fortunes seules, en Espagne, ont pu se procurer ce *comfort* si envié dans d'autres pays, parce que seules elles ont pu l'aller acheter au dehors sans en calculer le prix.

Madrid n'en a pas moins un extérieur pittoresque et singulier avec

ses balcons saillans sur lesquels retombent des jalousies impénétrables et ses carrefours ornés partout de fontaines élégantes, — lions de bronze, dauphins de marbre, — qui rejettent une eau pure et fraîche. Ces balcons surtout qui décorent toutes les maisons, bien qu'ils aient été fort compromis par les romances et les mélodrames sous prétexte de couleur locale, conservent je ne sais quel air mystérieux et charmant. Ils parlent à l'imagination et réveillent mille souvenirs de grace et d'amour, comme si le soir encore le bruit des guitares venait donner le signal des douces apparitions. L'effet produit par quelques portions plus modernes de Madrid est également heureux. La *Glorieta del Oriente*, qui avoisine le palais, deviendra une place d'une rare élégance lorsque les arbres qu'on y a plantés auront grandi, lorsque le jardin ébauché au milieu aura acquis toute sa beauté et qu'on verra ainsi se détacher sur un fond de verdure les blanches statues des anciens rois de Castille qui sont rangées en cercle autour de la superbe statue équestre de Philippe IV. Quant à la porte du Soleil, qui ne l'a entendu citer comme un des foyers de la vie madrilègne? Quel voyageur, arrivant à Madrid et se laissant aller un instant à suivre la foule, ne s'y est trouvé conduit sans y songer? Ici, cependant, ce n'est pas l'éclat pittoresque qui peut attirer. La porte du Soleil n'est point une place tracée avec art, bâtie avec magnificence; c'est encore moins une porte, et je ne sais trop d'où lui peut venir son nom splendide. C'est simplement un carrefour où aboutissent les cinq plus belles rues de la ville et fermé d'un côté par l'hôtel des Postes; mais ce carrefour est un lieu unique à Madrid. Là on peut voir le matin se mêler tous les costumes populaires de l'Espagne, depuis la veste de velours et le chapeau pointu de l'Andalou jusqu'à l'habit de laine brune du *Gallego* (Galicien), qui couvre sa tête d'un petit chapeau rond surmonté d'un plumet noir. Le *Gallego* surtout y abonde, et cela se conçoit : c'est de la Galice que viennent presque tous les domestiques de Madrid. Peu à peu, à mesure que le jour avance, la porte du Soleil se peuple davantage et ne cesse d'être le centre du mouvement. Du mouvement! je me trompe peut-être. C'est principalement le rendez-vous de tous ceux qui n'ont rien à faire, et le nombre en est grand. Oisifs, curieux, industriels de hasard, employés mécontens, — tout ce monde avide des nouvelles du jour se presse dans cet étroit espace. Si quelque crise ministérielle s'agite, si quelque *pronunciamiento* a éclaté dans les provinces, c'est à la porte du Soleil que les premières rumeurs circuleront et iront en se grossissant. Et cependant, chose étrange! dans cette foule qui va et vient, qui se succède sans cesse, il règne toujours un certain silence, ou du moins c'est un bruit sans tumulte, un mouvement pour ainsi dire sans agitation. On peut au surplus faire la même remarque dans presque toutes les réunions publiques d'Espagnols. Au congrès, on retrouve le même calme, la même

réserve. Lorsque la passion fait irruption dans l'enceinte, soyez sûr que quelque révolution est à la porte; l'intérêt languit presque toujours; le mouvement de la vie semble n'y pénétrer qu'accidentellement. Au théâtre, on rit peu, on applaudit peu; le silence habituel n'est interrompu que par les toux si communes à Madrid et si aisément gagnées au souffle de cet air acéré qui, selon le proverbe, n'éteint pas une chandelle et tue un homme. Je ne connais qu'un spectacle où l'Espagnol devienne bruyant ou expansif, c'est une course de taureaux. Là, les exclamations ne sont pas ménagées, soit qu'un habile *torero* émerveille les spectateurs par un trait d'audace imprévu, soit qu'un malheureux taureau assez lâche pour refuser le combat excite l'indignation des assistans; mais, en général, dans les circonstances ordinaires, on est frappé de ce calme dont je parlais comme de quelque chose d'inattendu chez un peuple méridional. La porte du Soleil, si fréquentée d'ailleurs, est pleine de ce silence qui a un caractère oriental; au milieu des promeneurs qui s'enveloppent de leur manteau et l'entr'ouvrent seulement pour laisser échapper quelque flocon de fumée qui va se perdre dans un rayon de soleil, on n'entend que la voix de l'*aguador*, qui renouvelle à chaque instant son cri de *agua! agua!* et celle de la marchande d'oranges, qui épuise consciencieusement ses poumons à vanter ses fruits d'or. C'est là, du reste, c'est à la porte du Soleil qu'on commence à surprendre le secret des habitudes madrilègnes. C'est le premier endroit où l'on soit attiré en s'aventurant un peu au hasard dans la ville; mais c'est, pour ainsi dire, un théâtre où rien ne s'arrête, où tout passe et s'enfuit : la curiosité est excitée plutôt qu'elle n'est satisfaite encore.

II.

Si, comme je le disais, Madrid est en voie de se renouveler matériellement, combien cela est plus vrai au point de vue moral! Dans dix ans, ce sera une autre ville avec d'autres coutumes. D'un côté, il y a l'affaiblissement graduel des mœurs anciennes qui s'en vont, qui s'effacent d'elles-mêmes; chaque jour leur ôte un peu de leur originalité et ne leur laisse que ce qu'elles ont de grossier, de choquant. Dans le peuple même, ces types si fortement marqués et dont on parle tant n'existent plus. La *manola* n'est qu'un nom; il reste une fille du peuple au geste hardi, au regard provoquant, assez ridiculement accoutrée, et qui est bien loin d'avoir la poésie qu'on lui prête. En même temps, les mœurs étrangères pénètrent insensiblement dans toutes les classes, et surtout dans la portion élevée de la société. La vie moderne se substitue à la vie ancienne par l'influence visible de la France et de l'Angleterre, — de la France principalement, — et cette imitation ne doit point étonner : il est si peu d'Espagnols de distinction qui,

volontairement ou contraints par les hasards de la politique, n'aient point visité Paris et Londres. Aussi la société madrilègne marche sur les traces de notre société; elle cherche de son mieux à naturaliser au-delà des Pyrénées nos goûts et nos habitudes. Seulement, comme le passé ne s'en va pas en un jour, — en Espagne moins qu'ailleurs, — comme un état social dans son ensemble, dans ses détails, à tous ses degrés, ne se renouvelle pas ainsi qu'une décoration de théâtre, il doit se produire inévitablement des phénomènes singuliers avant qu'une civilisation plus jeune ait changé complétement les mœurs. Dans cette période de transition, l'esprit est à chaque instant déconcerté par des particularités étranges et inexplicables en apparence, qui naissent du choc du passé et du présent; il est rejeté de l'un à l'autre. Vous étiez, il n'y a qu'un moment, entouré de tout ce qui peut rappeler notre siècle; voyez à côté : ne vous souvenez-vous pas involontairement du temps de Gil Blas en lisant sur les murs de l'hôtel des Postes plus d'un avis écrit à la main, par lequel un étudiant récemment débarqué à Madrid demande à servir comme valet de chambre? Le pauvre aspirant au bonnet de docteur prie naïvement l'*honorable* public de ne point abuser de sa crédulité, de son temps et de ses jambes, en le faisant courir pour rien; chaque jour, il va voir si au bas de son avis on a mis quelque réponse, quelque indication. Je n'ai jamais mieux ressenti qu'un soir l'effet de ces contrastes si fréquens dans un pays en révolution : je quittais une réunion pleine d'éclat et de charme; toute la société madrilègne était là. Il y avait des femmes qui relevaient leur beauté par quelque toilette reçue la veille peut-être de Paris. On dansait, on jouait comme à Paris; plus d'un Espagnol même se servait volontiers de la langue de la France; on pouvait, en un mot, aisément oublier qu'on se trouvait à Madrid, si l'on jugeait seulement par ces dehors. A peine eus-je mis le pied dans la rue, j'entendis tout à coup la voix grave et retentissante du *sereno*, qui annonçait à tous, à ceux qui sortaient des fêtes comme à ceux qui souffraient, la fuite des heures et les variations du ciel. Ce brave veilleur de nuit, qui pourtant n'a rien de bien poétique avec son chapeau à larges bords, son long bâton à la main et sa lanterne, qui vous accompagnera, si vous voulez, moyennant quelques réaux, pour vous aider à vous préserver des mauvaises rencontres, m'apparut en ce moment comme un vivant symbole des anciennes coutumes; sa voix semblait sortir du fond de la vieille et catholique Espagne. Il suffisait de franchir le seuil d'une porte pour se figurer ainsi qu'on passait d'un monde dans un autre. Cette soirée, commencée au milieu de tous les raffinemens que Madrid emprunte aux pays plus avancés, je la finissais en écoutant la lente psalmodie d'un *sereno* qui, en se perdant dans la profondeur des rues, semblait un écho solennel venu d'un autre âge pour avertir les modernes générations de l'irrémédiable rapidité du temps.

Il ne faut pas cependant s'arrêter à ces traits contradictoires qui produisent parfois à la surface une bizarre confusion. Écartez cette enveloppe changeante, pénétrez plus avant dans la société espagnole : bien des qualités originales, durables, et dont on doit beaucoup espérer, vous frapperont encore; le caractère national gagne à être recherché sous son triple voile. Il y a en général dans la vie privée espagnole un charme infini; on peut difficilement concevoir la facilité, l'abandon qui règnent dans toutes les relations; la plus franche aménité préside aux rapports sociaux. La familiarité s'établit vite, et ce n'est pas sans étonnement qu'un barbare des salons de Paris ou de Londres, jeté dans une *tertulia* de Madrid, entend autour de lui hommes et femmes s'appeler par leur petit nom, bien que, le plus souvent, ce ne soit pas le signe d'une intimité aussi étroite qu'on pourrait le présumer. Cette habitude donne une grace particulière aux réunions madrilègnes; elle révèle la cordialité qui anime ce monde. Étendez votre regard hors de l'enceinte privilégiée d'un salon : vous retrouverez dans tous les rapports des Espagnols entre eux une aisance, une liberté, qui n'existent pas au même degré dans bien d'autres pays. La misère elle-même, cette affreuse misère espagnole, nue, sale, indescriptible, n'est point obséquieuse; elle ne vous poursuit pas de ses lamentations, de ses gémissemens, et ne cherche pas à exciter votre générosité en flattant votre amour-propre; elle demande gravement l'aumône comme une chose due en quelque façon. A quoi tient cette dignité sociale qu'on remarque, et qui a tour à tour un caractère sérieux, bizarre ou charmant, suivant les positions? Elle est le fruit, je n'en doute pas, d'un sentiment très élevé, très puissant de l'égalité morale, qui se reflète dans toutes les habitudes de la vie. On a souvent raconté que l'homme le plus obscur, le plus pauvrement vêtu, allait paisiblement et sans aucune gêne allumer au cigare d'un grand d'Espagne cette poussière de tabac qui, roulée dans une feuille de papier, fait ce qu'on nomme un *cigarito*. Dans les églises surtout, à Madrid comme ailleurs, cette égalité est remarquable; on ne voit point de ces démarcations qui s'établissent trop fréquemment dans les églises de Paris entre le riche qui peut payer et le pauvre qui ne le peut pas. Il n'y a pas pour l'un la place réservée et commode, le siége de velours au bord du sanctuaire, et pour l'autre la dalle humide et froide au fond du temple; tout le monde s'agenouille sur la terre et se range sans distinction. Je sais bien qu'il y a ici l'influence de la pensée religieuse; cependant, considérée à un point de vue plus humain, cette tendance égalitaire est un fait historique qu'on ne peut méconnaître; elle date d'un passé déjà lointain, du jour où l'expulsion définitive des Mores n'a laissé en Espagne qu'un peuple de vainqueurs. De là vient que nul ne sent peser sur lui l'humiliation attachée au titre de vaincu, et que les Espagnols, dans leur commerce habituel, dans leurs actes et dans leurs paroles, ont conservé entre eux

une certaine dignité qui, dans la vie familière, prend une grace charmante. Ce n'est pas que tout soit mêlé, confondu en Espagne par ce fait même : nulle part, au contraire, les distinctions sociales ne sont plus sensibles peut-être; seulement, à côté, il y a le sentiment énergique de l'égalité morale qui est commun à tous, qui comble les intervalles créés par les inégalités de rang et de fortune et empêche les classes de se haïr et de se déclarer la guerre. Qu'on prenne, si l'on veut, les deux extrêmes : voyez ce mendiant déguenillé, à la figure rugueuse, amaigrie, à la barbe inculte; il n'a pas de domaines, il n'a pas de palais; il n'aura même jamais de maison, car il ne connaît pas le travail qui seul pourrait lui en donner une; mendier est son état, et il s'y tient comme le grand d'Espagne à son rang seigneurial. Toutefois, pauvre et résigné, il n'éprouve aucune de ces jalousies passionnées, de ces rancunes profondes qui, en fermentant dans les masses, préparent les révolutions, parce qu'il n'a pas à se venger de quelque antique défaite. En tendant la main, il sent encore sa valeur d'homme; il sent qu'il est Espagnol, c'est-à-dire de la race des conquérans. Les haillons ne l'avilissent pas à ses propres yeux.

J'attribue au même sentiment cette attitude si naturellement libre et aisée du peuple autour des princes. Bien souvent la reine sort du palais; la foule peut l'approcher sans être repoussée par des gardes. Eh bien! dans tous ceux qui passent ou qui s'arrêtent, il n'y a ni curiosité, ni empressement affecté, ni étonnement, ni effort d'enthousiasme; il n'y a de toutes parts en général qu'une courtoisie sérieuse et franche. C'est un accueil tranquille fait par un peuple fier, qui s'estime lui-même et a l'instinct de sa grandeur. D'un autre côté, voyez les classes élevées en Espagne : si les masses sont à leur égard sans haine et sans envie, il n'y a chez elles ni morgue insolente, ni dédain de caste, comme on le suppose très souvent; leur orgueil proverbial est plus sensible pour les étrangers que pour les nationaux, qui tous le partagent à quelque degré. La noblesse espagnole a des titres, des priviléges, des biens immenses, qui lui font une existence à part; mais elle se rapproche du peuple par la communauté d'origine, par la solidarité du passé : elle se mêle à lui de mille manières, surtout par la bienfaisance, exercée en Espagne sans ostentation et avec une délicatesse qui la fait ressembler à une réparation. Il y a dans les mœurs des particularités singulières qui prouvent la générosité native du caractère espagnol et en même temps combien est fort dans le pays ce que j'appellerai le respect du sang. Il n'est pas rare qu'un enfant abandonné la nuit sur le seuil du palais d'un grand d'Espagne soit adopté par celui-ci. La pauvre et chétive créature conçue peut-être dans la misère trouve ainsi un abri et presque une famille. J'ai entendu citer telle personne à Madrid, illustre par sa naissance, qui a élevé de cette façon plusieurs enfans dont l'un est officier du génie, un autre médecin, un troisième avocat. Sans doute les né-

cessités de notre époque, les développemens matériels dont le besoin se fait sentir, doivent inévitablement amener le fractionnement de la propriété, bien des priviléges déjà ont été abolis; mais c'en est assez, je crois, pour montrer que le secret des agitations de la Péninsule ne saurait être dans l'antagonisme des classes, et qu'il n'y a dans la révolution espagnole rien de semblable à ce mouvement qui, en France, s'est résumé dans la nette et formidable question de l'abbé Sieyès. Et, comme complément de preuve, remarquez encore aujourd'hui même combien est différent dans les deux pays le sens qu'on attache au mot d'égalité : en France, on fait des nobles, et le public raille et se moque; en Espagne, on distribue des titres, on crée de nouveaux grands, et nul ne songe à s'en étonner, tant ces idées sont naturelles. Le fonds du caractère national est peu altéré sous ce rapport, et il en résulte, ainsi que je le disais, dans les relations habituelles un charme élevé, une distinction agréable, qui n'ont rien d'emprunté ni de prétentieux. C'est une trève au spectacle de l'influence croissante de notre esprit et de nos modes. Voilà ce que peut se dire un honnête étranger en rêvant au sortir d'une *tertulia* madrilègne.

Il est un lieu à Madrid où, mieux qu'en aucune soirée, on peut voir vivre et se confondre la société espagnole: c'est le Prado, qui, lui seul, ferait la renommée d'une ville. Le Prado, par sa situation même, est une des plus belles promenades qu'on puisse imaginer; il s'étend à l'est de Madrid, de la porte des Récollets à la porte d'Atocha, et est placé entre deux collines, comme pour ne perdre aucun rayon de soleil au printemps. D'un côté sont de superbes palais, tels que le *Buen-Retiro*, le Musée et le magnifique jardin botanique; une partie de la ville se répand sur le flanc opposé et vient déboucher par les rues d'Alcala, San-Geronimo et Atocha, qui vont en s'élargissant et forment des issues grandioses. Tout le Prado est sillonné d'allées d'arbres au bout desquelles s'élèvent les gracieuses fontaines d'Apollon, de Cybèle et de Neptune. Le Prado est à Madrid ce que sont les Champs-Élysées à Paris. S'il y a moins de grandeur, il y a plus de grace peut-être. La mode, on le sait, est capricieuse et folle; ce qui la dirige dans son choix, on ne le sait guère; elle se plaît surtout, de nos jours, aux disparates. Eh bien! la mode, depuis quelque temps à Madrid, veut qu'on se porte sur un des points du Prado les plus disgracieux, les plus dépourvus d'agrément, dans une allée qui conduit de la porte à l'église d'Atocha, et qui est enserrée entre un mur et un tertre qui s'effondre. Le principal mérite de cette allée me paraît être de fournir une assez longue course aux dandies madrilègnes qui vont y parader à cheval. Ce ne sont point les dandies qui sont curieux à voir, ce sont leurs chevaux quelquefois. Presque tous sont de race espagnole, et il y en a d'admirables; leur tête rayonne d'intelligence; leurs jarrets nerveux sont d'une agilité vigoureuse; une fine encolure se dessine sous les flots d'une crinière

souvent noire comme l'ébène; leur croupe lustrée miroite au soleil, et, lorsqu'ils s'élancent, ils balaient la terre de leur queue abondante et soigneusement peignée. C'est là ce qui peut arrêter un instant à l'allée d'Atocha; mais la plus belle partie du Prado, en réalité, celle vers laquelle on revient toujours invinciblement, c'est ce qu'on nomme le *Salon*, espèce de plate-forme spacieuse et nue au milieu des arbres qui l'environnent. Le *Salon* est le rendez-vous de Madrid. Combien de regards s'échangent au Prado en quelques heures! combien de furtives paroles! combien de sourires à demi cachés sous l'éventail et seulement aperçus par celui qui en sait le secret! C'est là en effet le vrai théâtre des femmes madrilègnes. Seulement il faut renoncer à ce type de beauté pâle et ardente invariablement donné comme le type de la beauté espagnole. Les Madrilègnes ont un tout autre caractère : leur figure est vive, animée, piquante, spirituelle; leur regard plein de feu se fixe librement et hardiment sur vous, mais n'a rien qui fasse rêver de sombres et tragiques passions; leur démarche est rapide et pleine d'action, et dans leur repos même il y a je ne sais quelle mobilité gracieuse. Leur esprit, peu cultivé peut-être, se nourrit de toutes les inspirations naturelles du cœur et de l'imagination; elles ont cette verve qu'on nomme la *sal española*, une franche et libre humeur qui s'épanche aisément. L'éventail va bien mieux à leur main savante que le poignard à leur ceinture, et l'art avec lequel elles s'en servent tour à tour pour se cacher ou se laisser voir est un miracle de prestesse. Beaucoup de Madrilègnes portent encore la mantille, — ce vêtement si élégant et si national qui sied si bien à leur beauté et fait si bien ressortir leur figure sous la dentelle et sous la soie; ce qu'on ne conçoit pas cependant, c'est que cette partie du costume espagnol tende aussi à disparaître : elle fait place au chapeau, qui ôte à la tête sa liberté et sa grace. Les contrastes qui naissent de cette altération du costume national ne laissent pas de donner un aspect assez bizarre au Prado. Alors on songe involontairement au temps où cette promenade commença de devenir célèbre et à ceux qui firent sa réputation, — Calderon, Lope, Moreto, — en y plaçant la scène de quelques-unes de leurs comédies immortelles. Le Prado était le lieu favori des poètes, et ils ne faisaient d'ailleurs que reproduire la vie en y mettant tout ce monde de brillans gentilshommes, de jeunes gens chercheurs d'aventures, de femmes à l'enivrant sourire, à l'œil étincelant, qui se plaisaient, oubliant tout le reste, à nouer de mystérieuses amours. Aujourd'hui cependant, s'il y a encore quelque chose de cette ardeur pour le plaisir, les mœurs changent et s'effacent. Je me suis trouvé là lisant, en souvenir du passé, *les Matinées d'avril et de mai;* faut-il le dire? cette œuvre charmante de Calderon me paraissait étrange. Je me laissais aller au cours de cette folle intrigue où la fantaisie du poète peint divinement ces choses qui s'harmonisent si bien, l'enchantement des jeunes amours

et les clartés sereines de l'aube, et en même temps la vie moderne me ressaisissait de tous côtés; c'était le présent que j'avais sous les yeux. Bien que la foule soit chaque jour aussi nombreuse au Prado, cette société n'est plus organisée pour se complaire uniquement dans la poétique oisiveté d'autrefois; aussi faut-il voir l'existence madrilègne sous un autre jour.

La société espagnole, il y a moins d'un siècle, il y a même vingt ans encore, n'avait pour l'animer que le plaisir. Elle s'y livrait avec frénésie, avec un abandon poussé jusqu'à la licence: elle était galante et futile; un absolutisme étroit lui interdisait tout autre soin, toute autre préoccupation. L'effet soudain de la révolution a été de faire naître de nouvelles pensées, de nouveaux besoins, de nouveaux intérêts qui devaient inévitablement réagir sur les mœurs et leur imprimer une couleur plus sérieuse. Ce n'est point à dire qu'il existe encore, à proprement parler, des mœurs politiques à Madrid; mais les affaires publiques ont déjà leur place dans la vie de chacun, et, en attendant que les habitudes de la liberté soient assez enracinées en Espagne pour avoir un développement particulier et normal, il y a une chose qui frappe dès l'abord, c'est le mouvement introduit dans la société par les premiers essais du régime constitutionnel. On parle beaucoup si on agit peu. La politique est devenue le souci de tout le monde à Madrid; une crise ministérielle est un drame dont on suit les péripéties jour par jour, heure par heure, avec un intérêt ardent, et c'est un aliment inépuisable pour la curiosité publique, car il n'est pas de pays où les cabinets soient plus fréquemment en état de rupture et se raccommodent avec plus de facilité, sauf à retomber le lendemain dans quelque crise nouvelle. La politique a, je crois, peu d'accès dans les salons; il s'est formé à côté des cercles tels que l'Athénée, le Casino, où se réunit tout ce que la ville compte d'illustrations, de notabilités, députés, généraux, publicistes, écrivains. Ces réunions ne commencent que tard et se prolongent jusqu'au matin. Cette habitude de la vie nocturne est générale à Madrid, non-seulement dans le monde, qui n'a à dépenser son activité qu'en conversations, mais même dans le monde officiel. Il y a des ministres qui paraissent à peine dans la journée à leur ministère, et qu'on n'y peut rencontrer qu'à une heure du matin. Les conseils les plus importans se tiennent la nuit; c'est la nuit que la reine elle-même signe le plus souvent les décrets qui ont quelque signification; c'est la nuit que se dénouent les situations critiques. Madrid s'endort quelquefois avec le pressentiment d'une crise ministérielle ou de quelque événement plus sérieux, d'une conspiration prête à éclater : le lendemain, lorsque la ville s'éveille, tout est fini; un nouveau cabinet a succédé à l'ancien, les conspirateurs sont arrêtés ou en fuite, la scène a changé. Il n'y aurait certes qu'une très médiocre importance dans les cercles que je

citais, s'ils n'avaient d'autre mérite que de compter parmi les foyers de cette vie nocturne; ce serait un détail de mœurs et rien de plus. Il est un de ces cercles du moins, — l'Athénée, — qui a un autre caractère; l'esprit d'association qui l'a produit, en se faisant jour après la terrible compression de Ferdinand VII, a eu un résultat plus digne d'attention et d'intérêt.

L'Athénée, en effet, n'est pas seulement un lieu de réunion choisie. La société qui l'a fondé a compris différemment son rôle, et c'est là qu'est son honneur; elle a réussi à en faire une véritable institution. En 1835, époque où naquit l'Athénée, c'était prendre une noble initiative que d'établir des cours, de créer des chaires de politique, de législation, de littérature nationale et étrangère, de linguistique, de sciences exactes, et d'ouvrir ainsi une sorte d'arène à tous les hommes d'une intelligence marquante. Les uns sont venus se préparer, dans ces travaux d'enseignement, à un rôle plus éminent; d'autres, vaincus dans la politique active, viennent encore s'y reposer de leurs défaites et s'y consoler peut-être de leurs déceptions. Les meilleurs écrivains que l'Espagne puisse citer se sont transmis et ont exercé tour à tour ce libre professorat; il y a eu des cours de MM. Moron, Seijas Lozano, Benavidès, sur l'histoire, la science administrative, l'économie politique. M. Serafin Calderon, qui, sous le nom d'*el Solitario*, a écrit de charmans essais sur les *gitanos*, y a professé l'arabe avec talent. Je citerai quelques leçons très élevées et malheureusement interrompues de M. Pidal sur l'histoire de la civilisation espagnole. Les cours les plus dignes d'attention, à divers titres, qui aient été faits à l'Athénée sont, je pense, ceux de MM. Alcala Galiano, Donoso Cortès et Pacheco sur le droit politique.

M. Alcala Galiano est un des publicistes, un des orateurs les plus connus de l'Espagne moderne. Il était déjà renommé à l'époque des premières luttes constitutionnelles. En 1823, sa voix fut une de celles qui avaient le don d'enflammer la multitude, de nourrir chez elle les illusions d'un patriotisme exalté et par malheur impuissant. Victime de la réaction qui triompha, il a vécu à Londres et à Paris durant la période décennale de 1823 à 1833. Il a vu et lu beaucoup pendant ce temps; aussi n'est-il pas d'homme dont la mémoire soit plus remplie d'anecdotes, qui soit mieux initié à la connaissance des littératures étrangères, et qui se rapproche davantage des orateurs ou des écrivains de France ou d'Angleterre. M. Galiano a une facilité de parole qui n'appartient qu'à lui; son abondance est un prodige; il excelle à faire vibrer cette belle langue espagnole, et il ne se lasserait pas de parler. Faut-il l'avouer toutefois? cette abondance commence à ne plus être entretenue par les chaudes et vives inspirations de la jeunesse, et, quand la jeunesse manque à cette éloquence un peu extérieure

qui est propre à M. Galiano, la parole perd son prestige, elle devient vide et froide, elle erre au hasard, sans exprimer rien de profond. C'est là ce qu'on voit un peu dans le *Cours de droit constitutionnel.* On dirait que l'auteur se repose de la fatigue de penser en se jouant dans l'explication de quelques doctrines anglaises ou françaises. Et puis, il y a un danger auquel n'échappent pas toujours ceux qui se trouvent jetés dans une époque orageuse : jeunes encore, ils embrassent avec feu une grande cause; à mesure que les révolutions se déroulent, cependant, ils reconnaissent que la justice n'explique pas tous les succès; ils voient passer impunis les attentats de la force, ils assistent à la défaite de leurs propres espérances, ils subissent l'influence souvent corruptrice du malheur, et insensiblement leur croyance est ébranlée, ils se réfugient dans le doute. C'est ainsi peut-être qu'un certain scepticisme s'est glissé dans l'esprit de M. Galiano. Il ne le cache pas lui-même. « J'ai éprouvé des déceptions, dit-il dans son *Cours,* ou j'ai cru en éprouver, et le doute a pénétré en moi plus peut-être qu'en tout autre. » Et, partant de là, il effleure toutes les questions plutôt qu'il ne les résout. J'ai entendu à l'Athénée M. Galiano faisant un cours non sur le droit constitutionnel, mais sur la littérature du XVIIIe siècle, et c'était la même facilité sans profondeur, le même éclat extérieur sans pensées neuves et fortes.

S'il est un homme qui diffère par le talent de M. Alcala Galiano, c'est M. Donoso Cortès. L'Espagne n'a pas d'écrivain politique plus vigoureux et plus original que celui-ci, et il y avait, ai-je ouï dire, un réel intérêt à entendre à l'Athénée le jeune professeur débattant, dans ses leçons, les plus difficiles problèmes sociaux, agitant toutes les idées politiques pour en faire jaillir la lumière. On trouve parfois dans M. Donoso Cortès une élévation de pensée, des images grandioses dignes de Bossuet, et c'est ce qui a fait dire en Espagne que cette éloquence trouverait son véritable aliment dans les matières religieuses; mais le chaleureux orateur est de son temps, et, s'il croit à la Providence comme l'auteur du *Discours sur l'Histoire universelle,* il croit aussi à une autre souveraine de ce monde, à la raison humaine, à l'intelligence. Une de ses leçons, qui traite de la *souveraineté,* n'a pas d'autre but que de combattre les théories sur le despotisme et sur les pouvoirs d'origine populaire pour faire prédominer l'intelligence : c'est l'intelligence qui donne le droit suprême de commander, elle est la source du pouvoir. M. Donoso Cortès serait un doctrinaire espagnol, s'il n'y avait chez lui une imagination si riche et si véhémente qui le jette en dehors des limites fixes et rigoureuses d'une doctrine quelconque; le publiciste cache un poète, — un poète qui se laisse tour à tour entraîner par un profond sentiment du passé et par son goût pour les choses modernes. Aussi ses leçons, ses ouvrages, reproduisent-ils quelquefois ces deux tendances avec une éloquence singulière. Sa parole

même est d'un effet étrange : elle vise aux procédés d'une logique serrée, impérieuse, dogmatique, et, à chaque instant, elle éclate comme un hymne; elle semble secouer la règle qu'elle s'est elle-même imposée. M. Donoso Cortès a un remarquable talent de généralisation, à l'aide duquel il caractérise souvent toute une époque par quelque trait inattendu et singulier. Je ne connais pas de résumé plus vrai, plus juste et plus profond de l'histoire de la maison d'Autriche qu'un mot de lui: « C'est, disait-il, une parenthèse dans l'histoire d'Espagne. » Voilà, en effet, ce que fut cette race parasite, qui surprit les instincts belliqueux de l'Espagne pour la pousser hors de sa véritable voie et la conduisit au cloaque du règne de Charles II. M. Donoso Cortès a eu, l'un des premiers en Espagne, le mérite de faire un cours de droit politique qui ne fût pas la traduction d'un ouvrage étranger. Ce qui séduit toujours dans ses leçons, comme dans les essais qu'il a publiés sur l'histoire, sur la philosophie, sur la littérature, c'est la hardiesse avec laquelle cet esprit plein de feu relève toutes les questions et les dépouille de leurs détails vulgaires. Faut-il s'étonner que M. Donoso Cortès soit naturellement arrivé à être l'un des hommes les plus marquans de la Péninsule, l'un de ceux qui l'honorent le plus par l'intelligence?

Le talent de M. Pacheco se distingue par d'autres qualités. Le sérieux auteur de l'*Histoire de la régence de Marie-Christine* occupe un haut rang comme homme public. Hier à la tête de la magistrature espagnole, il se trouve aujourd'hui ministre. Il n'est parvenu à cette place éminente que par ses travaux comme publiciste, par ses discours comme député et ses leçons comme professeur à l'Athénée. Il a fait un cours sur le droit pénal, et, l'an dernier, il traitait à son tour du droit politique. Le talent de M. Pacheco est clair, simple, logique, ferme. Il n'y a dans sa parole rien qui puisse éblouir, surprendre, fasciner; si on la comparait à celle de beaucoup d'autres orateurs espagnols, elle serait relativement froide et nue, et elle n'est que concise et claire; elle s'adresse à la raison plutôt qu'à l'imagination. C'est une parole instructive, qui expose avec lucidité les problèmes de droit politique en les éclairant par l'histoire, par la législation, par les coutumes, et qui ne va pas se perdre dans les abstractions. Sous ce simple langage, on sent une conviction forte, raisonnée, et une pensée droite, impartiale, invinciblement fidèle aux principes modérés et capable aussi de résister à l'entraînement des réactions. Tel était le caractère du cours de M. Pacheco à l'Athénée.

Comme on le voit, sans sortir de ce cercle, où le temps ne se passe pas seulement en brillantes causeries, on peut déjà se faire une idée des préoccupations nouvelles qui agitent les esprits, des changemens qui se sont introduits dans la vie morale de l'Espagne, de même qu'on y rencontre les hommes de quelque valeur qui ont grandi dans ce mouvement. Les théories constitutionnelles ont eu leurs libres et éloquens

organes à l'Athénée. Maintenant, si l'on veut, cherchons la politique active, pratique, sur son véritable théâtre, à son vrai foyer, ou du moins à ce qui devrait être son foyer : c'est au congrès qu'il faut aller.

III.

Dirigez-vous vers le palais de la reine. Près de la *Glorieta* se trouve un grand édifice massif, vulgaire; c'était autrefois le théâtre *del Oriente :* c'est là que le congrès se réunit aujourd'hui provisoirement. Malheureusement l'intérieur se ressent de sa primitive destination : il y a dans la décoration de la salle plus d'élégance que de dignité et de grandeur; les glaces, les tentures de velours, les girandoles qu'on y remarque, tout cet ensemble coquettement luxueux a un air théâtral qui s'accorde peu avec la gravité d'un parlement; des huissiers revêtus d'un costume bizarre et éclatant, à la tête empanachée, ajoutent à cet effet. En elle-même, une séance du congrès espagnol n'a pas toute l'animation qu'on imagine peut-être; elle laisse froid et incertain, comme ferait une pompeuse fiction. Il n'y a pas là, comme en Angleterre à la chambre des communes, ces fortes et simples habitudes de discussion, qui sont le fruit d'une longue expérience des grandes affaires; il n'y a pas, comme en France, cette mobilité d'impressions, cette promptitude de reparties, cet à-propos dans la parole, cet esprit de ressource dans l'attaque et dans la défense, cette multitude d'éclairs, qui font d'une séance de nos chambres un tableau si dramatique et parfois si émouvant. Au congrès espagnol, on sent une certaine inexpérience de la discussion. Les orateurs, qui se succèdent sans quitter leur place, parlent avec une volubilité prodigieuse; ils semblent s'enivrer de leur propre parole, et on dirait, d'après le silence qui règne dans l'assemblée, que chacun respecte cet enivrement. Ce n'est point l'éloquence qui manque au congrès, c'est le tact parlementaire, l'art de préciser et de resserrer un débat, de poser nettement une question politique, l'art de ne point faire de discours qui durent deux jours, où les affaires sérieuses ont moins de place que les théories illusoires, les griefs, les récriminations des hommes et des partis; c'est la force d'impulsion et d'action que le congrès ne possède pas, et on comprend ainsi que souvent les luttes de tribune soient indifférentes au pays, qui souffre et ne reçoit aucun soulagement de cette abondance de paroles. Le combat se livre, pour ainsi dire, au-dessus de sa tête, et, si le peuple lève parfois les yeux pour considérer un instant cette passe d'armes oratoire, c'est en spectateur désabusé, qui en est encore à attendre les bienfaits du régime libre qu'on lui annonce. En assistant à quelques séances du congrès à Madrid, on sent vite ce qu'il y a d'imparfait, de chimérique, de peu profond dans cette réalisation hâtive du système constitutionnel. L'impression

de cette secrète faiblesse vous saisit malgré le talent de quelques orateurs; vous vous trouvez subitement placé en face de ce mystère étrange d'une révolution qui ne peut pas arriver à s'organiser, qui dévore les hommes sans en rencontrer un seul capable de se mettre à sa tête et de l'affermir, qui est partout et ne peut se concentrer nulle part, d'une révolution que chacun se hâte de proclamer finie et qui ne l'est point, parce qu'il ne suffit pas pour cela d'une déclaration officielle ou de la promulgation d'un décret. Oui, en présence de ce spectacle d'incertitude mal dissimulée sous la fiction des formes parlementaires, j'ai compris combien devait être encore essentiellement vrai le mot d'un des acteurs de ce drame : « Nous vivons dans un tourbillon. »

L'Espagne, on l'a dit assez souvent, n'est point un pays comme un autre; c'est un pays de singularités et d'anomalies. En se fiant aux formes extérieures, rien n'est plus simple que sa situation politique; rien n'est plus compliqué et plus triste, si on descend dans les détails, si on observe les faits dans leur vérité nue. Au grand jour, vous voyez tout un appareil représentatif fonctionner régulièrement, des chambres qui discutent des lois sans nombre, entassent projets sur projets, font surtout des discours et émettent des vœux de liberté et de concorde, vous voyez dans tous les esprits le culte le plus fervent pour les principes du régime nouveau; mais regardez la réalité de plus près : ce savant et fragile mécanisme constitutionnel ne vole-t-il pas en éclats au premier choc un peu violent des passions? N'en reconnaît-on pas l'impuissance précisément dans le cas où il faudrait qu'il se relevât de toute la force d'une autorité légitime? On peut distinguer alors que c'est simplement encore une grande fiction qui n'est respectée que lorsqu'elle ne gêne pas, qui ne s'appuie sur rien de solide et de permanent. Le malheur de l'Espagne, c'est que, malgré l'unité apparente qui se résume dans un gouvernement central, il n'y a point d'unité morale dans les esprits et dans la vie publique; c'est que le sentiment de la légalité est trop peu vivant pour servir de base au pouvoir civil; c'est que les intérêts ne sont point assez développés pour comprendre leur solidarité et être une garantie d'ordre et de paix, — d'une paix active qui ne ressemble pas à l'apathique sommeil qu'on remarque parfois au-delà des Pyrénées; la véritable calamité, c'est qu'aucun système général de gouvernement n'a le temps de prendre racine. Et cela ne s'explique-t-il pas par le mouvement des partis, qui, jusqu'ici, n'ont pu se succéder au pouvoir que par la force, par la violence, au moyen d'une de ces secousses qui rendent toute constitution illusoire, qui ont pour effet, non-seulement de renverser les dominateurs de la veille, mais encore de les jeter dans un exil quelquefois volontaire, souvent forcé? Tout changement de ministère de progressistes à modérés, de modérés à progressistes, a été jusqu'ici une révolution, — une révolution qui, j'ose le dire, descendait

jusqu'aux moindres détails. Il y avait inévitablement la part de la réaction. Chaque parti, en arrivant au pouvoir, s'est occupé à défaire l'œuvre de son prédécesseur, à soumettre l'Espagne à de nouvelles expériences, à modifier les lois constitutives, à proclamer de nouveaux systèmes, à arranger un état à sa convenance, où, seul, il pût être maître et dominer exclusivement, et cela a toujours duré le temps de préparer une insurrection qui ramenait le parti contraire. Supposez maintenant plusieurs changemens de cette nature, plusieurs reviremens semblables : vous concevrez qu'un régime régulier et définitif ait tant de peine à s'établir en Espagne et à embrasser la nation tout entière. Il est résulté de cette instabilité une immense désorganisation, une habitude invétérée du désordre, un développement outré de tous les penchans anarchiques qui s'insinuent dans le gouvernement lui-même et prolongent son impuissance. L'Espagne tourne ainsi depuis quinze ans dans un cercle vicieux : les institutions administratives sont mal affermies, le sentiment de la légalité est faible ou nul, les intérêts sont craintifs et paresseux, parce que le pouvoir manque d'élévation, d'autorité, d'une impulsion vigoureuse et sûre; de son côté, le pouvoir est d'une proverbiale faiblesse, parce que seul, isolé au sommet de la société, il ne rencontre au-dessous qu'un sol mouvant, une masse flottante et incertaine sur laquelle il tremble, prêt à être emporté au premier vent. On dirait que la révolution espagnole est, si je puis me servir de ce terme, *nouée*, tant elle a de peine à porter ses fruits et à s'organiser.

Cette vaste confusion a merveilleusement favorisé l'instinct de l'indépendance individuelle, si puissant en Espagne. L'individualisme est un trait antique du caractère espagnol, qui s'est reproduit ici avec une énergie nouvelle. Les hommes ont pris naturellement la place des choses. Si parfois vous cherchez le secret d'un événement qui éclate tout à coup, vous imaginez peut-être quelque raison d'état, quelque motif politique décisif, quelque grand mouvement dans l'opinion, et il n'en est rien. Toute lutte en Espagne prend vite un caractère personnel et passionné; c'est un tourbillon, suivant le mot que je rappelais, — un tourbillon où chacun n'est mû que par sa propre impulsion, n'écoute trop souvent, par malheur, que son amour-propre, son entraînement du jour. Cela donne peut-être un aspect très dramatique, très accidenté à la politique, mais lui ôte certainement ce qu'elle a de profond et de sérieux. L'esprit national s'entretient ainsi dans le culte de la force, qui seule peut décider, en l'absence d'une règle supérieure capable d'assujettir et de discipliner toutes les volontés; il se nourrit de ces goûts hasardeux qui, dans les régions infimes, se traduisent en actes de brigandage, dans les plus hautes sphères en coups de tête violens et insensés. C'est là l'histoire de la révolution espagnole; partout l'homme prévaut sur la loi et sur l'intérêt public; partout on peut voir l'énergie

individuelle se jouer des institutions, les fouler aux pieds avec une facilité effrayante, de telle sorte que l'Espagne, très constitutionnelle de nom, marche par secousses, par soubresauts, risquant d'être à chaque pas arrêtée par une attaque inopinée, par quelque effort audacieux qui suffit parfois à tenir le gouvernement en échec. L'individualisme paralyse la Péninsule, et il ne se manifeste pas seulement par des révoltes quotidiennes, par ces conspirations sourdes et permanentes où se réfugient les ambitions déçues; il se fait jour aussi même dans le monde le plus éclairé, dans le monde où on invoque le plus souvent les mots de légalité, de constitution, et où il semble que la vie politique dût avoir toute sa grandeur et toute sa gravité. Rien n'est plus difficile à Madrid que de rassembler six hommes pour former un cabinet, et, cette première difficulté résolue, il en reste une plus grande encore, celle de maintenir l'accord entre ces volontés diverses un instant mises en contact, ce qui ne s'est peut-être jamais vu en Espagne. Le mot de *crise* est devenu un mot véritablement national; il y a des ministères qui ont été en *crise* tout le temps qu'ils ont vécu : non, certes, que des doctrines fondamentales séparent les hommes qui occupent le pouvoir; mais il y a l'amour-propre des uns, l'ambition des autres, une rivalité constante et active qui éclate au moindre mot, qui s'exerce sur les petites choses et met les cabinets en dissolution. Pourquoi? parce qu'il manque à ceux qui composent passagèrement le pouvoir l'esprit de solidarité et de conduite; parce qu'il y a, il faut le dire, dans le caractère espagnol quelque chose d'entier, d'absolu, qui répugne à ces transactions sans lesquelles il n'est point de vie publique. Aussi, remarquez combien, dans ces conditions incertaines, il s'est formé peu de caractères vraiment politiques! Malheureusement il n'y a point ici de distinction de partis à faire : modérés et progressistes laissent voir une égale inconsistance. L'esprit politique! il n'existe pas plus véritablement chez le général Narvaez, vraie nature andalouse, bouillante et irritable, qui a compromis l'an dernier, par ses écarts, une situation tout près de devenir féconde, que chez le général Serrano, bien qu'il ait été un instant, en 1843, ministre universel, et qu'il soit devenu depuis l'espoir de l'opposition; le général Serrano est un bon militaire et rien de plus; c'est un brave officier qui ne mérite pas qu'on le ridiculise en le travestissant en chef de parti. Ceux mêmes qui jouissent d'une certaine réputation d'hommes d'état le sont-ils bien réellement? Est-ce M. Martinez de la Rosa, avec ses harangues toujours aussi brillantes et toujours aussi vides sur l'ordre et la liberté? Quelle trace a laissée dans la politique extérieure de l'Espagne le passage aux affaires de M. Isturiz? Quel grand acte politique se rattache aux noms de MM. de Miraflorès, Casa-Irujo, malgré la dignité de ces éminens personnages? Prendra-t-on pour un homme d'état, dans le parti contraire, M. Lopez, ce tribun éloquent qui ne monte sur la scène

qu'aux jours d'insurrection, et qui est alors si naïvement embarrassé du pouvoir, qu'il a hâte de l'abandonner? Sera-ce M. Mendizabal, l'homme de l'Europe le plus fécond en programmes, le possesseur de ce fameux secret qui devait pacifier l'Espagne il y a dix ans, et qui a été bien gardé jusqu'ici, on doit l'avouer? M. Cortina n'est-il pas un avocat habile et disert plutôt qu'un politique doué de quelque initiative? et ne voit-on pas, en ce moment même, un des hommes les plus accrédités, les plus graves, les mieux intentionnés, je crois, M. Pacheco, risquer assez légèrement son avenir, se laisser porter au ministère par je ne sais quelle influence capricieuse, tandis que le cabinet qu'il remplace s'en va sans motif, — comme il était venu, à la vérité? Non; il y a à Madrid des ministres qui se transmettent le pouvoir; il y a des esprits distingués qui s'entretiennent des affaires publiques; il y a surtout en Espagne des hommes toujours prêts à se jeter aveuglément dans une lutte aventureuse; il y a des hommes doués d'un vaillant courage qui semblent appeler le danger, prodiguent leur vie avec passion, vont au-devant de la mort en souriant. C'est là l'invincible penchant de la nature espagnole; c'est là qu'on peut la trouver encore parfois pleine de grandeur. Mais ces qualités sérieuses et fortes, cette intelligence profonde des situations, cette fécondité de ressources pratiques, cette aptitude à appliquer un système de gouvernement, qui donnent tant d'autorité à un homme dans un pays constitutionnel, c'est en vain qu'on les cherche. L'Espagne a un mot bien plus concis que le nôtre pour désigner l'homme d'état, c'est celui d'*estadista*, qui rivalise avec le *stateman* anglais; elle a le mot en attendant qu'elle possède la chose. Ou, s'il existe à Madrid quelques administrateurs d'élite qui s'approchent de ce type élevé, qui réunissent quelques-unes de ces qualités que je signalais, on ne leur laisse pas même le temps d'appliquer leurs vues, de s'éclairer par l'expérience. Voyez ce qui est arrivé à M. Mon, le financier qui a fait le plus d'efforts pour sauver la Péninsule du désordre, le ministre qui a soustrait son pays à la tutelle des traitans et a brisé ce réseau de contrats désastreux qui livraient le trésor public à quelques banquiers. Il est remplacé par M. Salamanca, qui serait un grand ministre s'il suffisait d'une hardiesse peu commune dans les spéculations de toute nature unie à une prodigalité de don Juan. M. Salamanca est sans doute passé homme d'état le jour où il se faisait complimenter sur son élection à la vice-présidence du congrès par les artistes de son théâtre du *Circo*, comme un *impresario* qui vient d'obtenir un succès.

On peut remarquer un effet d'un autre genre produit par cette confusion. Dans les temps même les plus calmes, lorsque la force n'est point l'unique arbitre des situations, voyez combien le hasard reste encore puissant et se plaît à se jouer des hommes, combien le caractère

de ceux-ci est souvent peu en harmonie avec la position où ils se trouvent placés par la mobilité des événemens! Un de ces caprices de la fortune n'a-t-il pas failli, il y a assez peu de temps, jeter à la tête du conseil, à Madrid, un homme d'un talent plein d'éclat, mais aussi peu propre que possible à la politique, le duc de Rivas? L'auteur du *Moro exposito*, bien qu'il ait été mêlé à la vie publique, est resté exclusivement poète, poète d'une imagination énergique et brillante, qui préfère le loisir et la rêverie au travail. Comme homme, il est doué d'une nature heureuse, facile, charmante, qui le fait aimer de tous ceux qui l'approchent. Les préoccupations politiques, si elles ont pu le dominer un instant comme tout le monde, sont, au dire de ceux qui le connaissent le mieux, fort secondaires dans son esprit. Lorsqu'il a été ministre, il lui arrivait plus d'une fois de donner audience à la poésie et de congédier les affaires qui attendaient à la porte sans voir venir leur tour. Ambassadeur à Naples aujourd'hui, il n'est pas très sûr que la diplomatie soit le principal de ses soucis, et qu'entre une négociation et un plaisir, il ne choisisse ce dernier, dans la ferme persuasion que les négociations vont toujours assez vite d'elles-mêmes. Il faut évidemment que bien des choses soient possibles en Espagne pour que le duc de Rivas ait pu être, ne fût-ce qu'un instant, président du conseil. Le duc de Rivas a failli être une fois de plus victime de ce hasard qui le fit ministre en 1836, — hasard ironique qui mettait au pouvoir un poète plein de candeur, tandis qu'à côté de lui il faisait éclater et triompher les audacieuses saturnales de la Granja! Je ne sais si je me trompe, mais cette fantaisie de la fortune ne me paraît pas un moindre signe de l'incertitude de la vie publique en Espagne que le jeu de la force amenant au pouvoir un soldat heureux.

Au nombre des étonnemens qu'inspire au premier abord l'histoire de la Péninsule depuis un demi-siècle, depuis quinze ans surtout, il en est un que beaucoup d'Espagnols partagent eux-mêmes; ils se demandent comment il se fait que, du sein de cet étrange chaos d'une révolution, il ne soit pas sorti un homme de génie, un homme capable de dominer tous les autres et de les conduire, de créer un pouvoir vigoureux et durable pour le bien du pays et pour sa propre gloire. Cet homme, en effet, a manqué à l'Espagne : il ne s'est produit ni dans l'ordre civil, ni dans l'armée; mais, au fond, cela doit-il surprendre? Il me semble que rien n'est plus simple, au contraire, dans les conditions que j'indiquais, avec ce développement outré de l'individualisme. La grandeur des hommes et la stabilité de leur puissance ne s'expliquent que lorsqu'ils se font les représentans de quelque grande pensée, de quelque grand intérêt, qu'ils savent aller saisir au sein même de leur pays. Il n'en est pas ainsi en Espagne, où les hommes, le plus souvent, ne représentent qu'eux-mêmes; ils vont en avant, sans observer si quelqu'un les suit;

ils saccagent les lois qu'ils ont créées la veille; ils agissent sous l'influence irrésistible d'une passion instantanée, d'une émotion passagère et superficielle; la passion s'apaise pour faire place à une autre, l'émotion se calme, cette flamme superbe s'évanouit; que reste-t-il? Un succès de hasard qui étonne d'abord et va bientôt se briser contre un autre hasard. Ce sont des efforts qui se neutralisent et finissent par aboutir à une commune faiblesse, et, voyez, vous êtes réduit à de faux grands hommes, à des héros d'un moment, à des simulacres de génie, à des ombres qui se poursuivent comme faisaient Gomez et Alaix de célèbre mémoire pendant la guerre civile : triste histoire qui se résume dans cette amère boutade écrite par un mordant satirique, Larra, sous le titre d'*El Hombre-Globo,* — *l'homme-ballon !* Le symbole ne trompe pas. L'*homme-ballon* monte au milieu du bruit; chacun bat des mains d'abord et applaudit; mais voilà qu'élevé au plus haut des airs et déjà singulièrement rapetissé à tous les yeux, ce pauvre *globe* est sans direction; il vacille, s'agite et s'abandonne à tous les vents, et il se trouve même qu'un jour l'*homme-ballon* a épuisé son gaz; alors il est bien forcé de descendre; il va s'abattre sur quelque plage nue, au loin, dans l'exil, peut-être même sur un échafaud. Dites-moi, n'est-ce point l'histoire de tant de gloires éphémères, de ce fantôme de premier consul qui n'avait pris à Bonaparte que ses discours, comme on s'en souvient, de ce premier ministre proclamé indispensable huit jours durant, et qui était ensuite précipité du faîte de sa grandeur? Combien d'autres en trouverait-on encore! Larra était un profond observateur politique; ses pamphlets sont la physiologie la plus vive, la plus animée, la plus sombre parfois, toujours la plus inexorable de cette révolution à laquelle il a assisté sans vouloir en attendre la fin.

Étudier l'Espagne politique, il faut bien le dire, c'est étudier l'anarchie sur le vif, dans son expression la plus nue et la plus saisissante. C'est dans les mœurs administratives qu'éclate surtout le désordre et qu'il est le plus à déplorer, parce que c'est par là que le gouvernement a l'influence la plus directe sur la nation. Le régime absolu avait laissé à l'Espagne nouvelle une administration usée, corrompue, sans ressort, où un formalisme stérile, qui tendait à tout immobiliser par les lenteurs, couvrait des habitudes séculaires de gaspillage, de vénalité et d'arbitraire. Certes, le premier besoin était de changer cette institution vermoulue qui n'avait de puissance que pour le mal; mais la révolution, en y portant la main, n'a pas subitement refondu les mœurs : elle n'a fait qu'y introduire un nouveau dissolvant, — la passion politique. L'administration, à proprement parler, n'est point encore organisée en Espagne et ne peut avoir d'action efficace. Elle n'a pas le prestige et la consistance que donnent les traditions; elle a été si souvent modifiée dans son principe même, que ses attributions restent dans la pratique

pleines d'incertitude. Son rôle serait de représenter la légalité naissante et de travailler à la fortifier; c'est là cependant une mission théorique qu'elle ne remplit point en réalité. Elle se trouve placée entre une législation ancienne, confuse, contradictoire, inapplicable, et une législation nouvelle, à peine ébauchée, variable, souvent aussi peu claire dans son esprit que dans ses termes. Il en résulte un arbitraire à peu près général; le champ des interprétations est ouvert au caprice de fonctionnaires inexpérimentés qui s'en prévalent pour exercer leur petit despotisme. L'administration n'administre pas; il semble même jusqu'ici que ce soit la dernière chose à laquelle on songe. L'administration n'est qu'un instrument dans la main des partis. Quelle force d'action pourrait-elle conserver, lorsque ses principes constitutifs changent périodiquement? Quelle habitude des affaires, quelle autorité morale pourraient acquérir les hommes, lorsqu'ils sont portés aux fonctions publiques, non par un mouvement régulier, mais par le hasard de la lutte? L'instabilité qui existe dans les hautes régions du pouvoir se communique à tous les degrés de la hiérarchie administrative. Chaque parti a ses employés, depuis le premier ministre jusqu'à un simple alcade, jusqu'à l'agent le plus obscur; chaque employé par suite se croit consciencieusement obligé à se transformer en petit politique, sans s'inquiéter des devoirs de son emploi; il se croit même appelé à exercer son contrôle sur le pouvoir; on a vu de simples attachés d'ambassade venir d'Amérique, faire deux mille lieues pour déposer solennellement leur démission entre les mains du ministre d'état parce que la marche de la politique leur paraissait décidément mauvaise. Qu'un général refuse de remplir une mission qu'on lui confie, cela est trop commun pour qu'on s'y arrête. Il y a donc eu jusqu'à ce jour en Espagne des employés modérés et des employés progressistes; peut-être serait-il temps de chercher des employés uniquement préoccupés du service de l'état. De toutes les conditions nécessaires pour la réforme de l'administration espagnole, la première, c'est d'en chasser la politique, qui la pervertit en créant des mœurs où tous les excès peuvent se produire au nom des passions de parti, d'établir cette division des pouvoirs qui est la première règle dans un état constitutionnel. C'est ainsi seulement que l'administration peut asseoir son influence, que des traditions peuvent se former, qu'il peut s'élever des hommes réellement capables, rompus aux affaires, doués d'une forte expérience. Les partis eux-mêmes, qui dirigent tour à tour le pays, trouveront une garantie dans cette séparation, car on ne verra point alors tant de mouvemens, qui prennent la politique pour prétexte, se compliquer en réalité de mille ambitions subalternes, de tous les ressentimens des fonctionnaires évincés qui tendent à regagner leur position.

Ce qui ne serait pas moins essentiel pour créer une administration

vigoureuse, ce serait de diminuer le nombre des emplois, d'exiger des garanties de ceux qui prétendent aux fonctions publiques, de limiter les promotions qui se font le plus souvent arbitrairement, d'établir une hiérarchie et de la respecter, tandis qu'on voit aujourd'hui des hommes de peu de valeur nommés tout à coup chefs politiques, des officiers passer soudainement, grace à une insurrection, d'un grade subalterne au grade de général. Le nombre des fonctionnaires est véritablement immense en Espagne; c'est toute une nation à côté de la vraie nation. Il y a des employés en activité et en non-activité même dans l'ordre civil, et chacune de ces positions a encore plusieurs nuances; on a calculé qu'il y avait une personne sur trente-cinq qui touchait un salaire de l'état. Partout se retrouve la même proportion; partout on peut distinguer la même exagération. Le nombre des fonctions supérieures est surtout extrême. Qu'on examine la composition de l'armée : l'Espagne a une armée trois fois moins nombreuse que la nôtre, et elle n'a point à soutenir une guerre incessante comme celle d'Afrique, où les grands services appellent les récompenses. Eh bien! elle compte plus de six cents généraux, c'est-à-dire le double de ce qu'il faut en France pour suffire à un des premiers états militaires de l'Europe. Il est impossible que cette quantité d'emplois, de dignités, n'entretienne pas une multitude d'ambitions, outre la charge considérable dont l'état se trouve grevé. Je sais bien qu'il y a une ressource dont on use assez communément, c'est celle de ne point payer les employés; les classes actives, comme les classes passives, ont leur solde arriérée. D'un autre côté, il est arrivé plus d'une fois que des fonctionnaires faisaient volontairement le sacrifice de leurs appointemens; mais ici se place un autre danger : il y a en Espagne, ainsi que je l'ai dit, un très vif instinct d'indépendance individuelle, et ce désintéressement volontaire ou forcé vient en aide à cet instinct, favorise cette tendance qu'a en général l'employé espagnol à substituer sa propre initiative à celle du pouvoir dont il reçoit des ordres. Il n'est pas très rare qu'un fonctionnaire placé dans une position éminente laisse de côté les instructions du gouvernement pour appliquer ses propres vues. Cela est arrivé à Madrid où un directeur de l'université corrigeait si bien l'organisation de l'instruction publique, fixée par un décret, qu'elle était complétement changée. Les fonctions gratuites risquent ainsi de devenir un des déguisemens de l'anarchie. Ce sont là quelques-uns des points sur lesquels les réformes devraient porter. Ces premières difficultés résolues, croit-on qu'il ne resterait pas assez de temps pour discuter sur des mots, pour savoir si l'administration qu'on fonde est une administration à l'espagnole ou à la française, ce qui a été quelquefois l'objet de très sérieux débats?

IV.

Descendons, si l'on veut, plus profondément dans la vie intime de l'Espagne; nous pourrons voir des complications d'un autre genre. Il y a au-delà des Pyrénées une cause permanente, normale en quelque sorte, d'incertitude et de mobilité : c'est l'absence d'intérêts réguliers propres à entretenir l'activité publique et à la détourner des agitations stériles. Le travail est un des élémens les plus essentiels de la civilisation moderne; or, le travail est mal acclimaté en Espagne; l'esprit d'industrie n'a pas passé dans les mœurs, il répugne même, dirai-je, à l'indolence nationale. L'Espagnol aime à rêver, à *prendre le soleil*, suivant l'expression consacrée; il y a chez lui un certain mépris des occupations vulgaires. Plein de promptitude lorsque la passion le pousse, il s'embarrasse dans les détails positifs, pratiques des affaires; il s'en détache aisément pour retomber dans une inertie orientale. La paresse espagnole a son mot caractéristique, c'est le mot de *mañana*, — demain. Le mot de *mañana* s'applique à tout; c'est la réponse sur laquelle il faut toujours compter. De jour en jour, souvent la plus simple affaire traîne toute une année, et il n'est pas bien sûr même qu'elle se termine. *Mañana* est l'argument le plus triomphant de l'indolence castillane; cela dispense d'agir pour le moment. La paresse espagnole est profondément fataliste; elle respecte ce qui existe et ne cherche point à le modifier. Je me souviens d'une anecdote qui ne peut qu'être vraie. Au XVIIIe siècle, on voulut opérer des travaux pour rendre le Tage navigable. Des commissions furent nommées, et l'une d'elles répondit avec gravité que si Dieu, qui est tout-puissant, avait voulu rendre le fleuve navigable, rien ne lui eût été plus facile, et que, s'il ne l'avait pas fait, c'est qu'apparemment cela ne devait pas être. Si on n'en dit pas autant aujourd'hui, peut-être n'est-on pas loin de le penser. Chose étrange! l'instinct du gain, si puissant ailleurs, semble être ici sans effet. A Madrid même, il arrive quelquefois qu'un industriel, qu'un marchand, pour peu qu'il n'ait pas sous la main ce qu'on lui demande, vous renvoie au jour suivant; s'il est à son repas ou à son plaisir, même dans l'intérieur de sa maison, il se dérange à peine. Dans la campagne, chacun travaille presque exclusivement pour vivre; chacun se borne à tirer de la terre le peu qu'elle veut donner; aussi, en parcourant le territoire espagnol, rencontre-t-on de vastes portions incultes, dépouillées, malgré leur fécondité naturelle, et auxquelles il ne manque que l'exploitation. Le pauvre reste volontiers dans sa misère, échappant en quelque façon à la tristesse de son dénuement par la sobriété extrême à laquelle il s'est accoutumé. Il est une circonstance qui montre dans tout son jour la paresse nationale, c'est la facilité avec laquelle on saisit toutes les occasions de se délasser d'un travail qu'on ne fait pas.

Souvent dans une ville on voit avec étonnement la vie industrielle s'arrêter, les magasins se fermer; c'est qu'il y a quelque fête dont on ne soupçonnait pas l'existence. Le calendrier espagnol abonde en fêtes de tout genre, qui sont très fidèlement observées, et ces jours-là il ne faut point songer à aller forcer la porte d'un commerçant pour acheter le plus simple objet : tout est suspendu, il ne reste de temps que pour le repos et le plaisir. On dirait vraiment que le peuple espagnol ne travaille qu'à ses momens perdus, et lorsqu'il n'a rien de mieux à faire, lorsqu'il n'a pas à tenter quelque révolution ou à battre des mains dans une course de taureaux.

Dans ces habitudes d'oisiveté, la part de l'indolence propre au caractère espagnol est grande sans doute; ne faudrait-il pas cependant faire aussi celle des lois et des circonstances? Si le goût du travail tarde tant à entrer dans les mœurs, si, par suite, les intérêts ont tant de peine à se développer, n'est-ce point parce qu'ils manquent de stimulans, de protection, de sécurité? Le malheur du temps et le vice des lois sont venus fortifier un penchant naturel. Je ne veux examiner qu'un seul point : dans une grande partie de l'Espagne, le sol est prodigieusement fertile, il paierait libéralement les sueurs de l'homme; eh bien! cette fertilité est souvent inutile, la terre produit vainement. En l'absence de moyens de communications, des récoltes entières se perdent. Et dès-lors à quoi bon travailler? Où est l'excitation capable d'éveiller l'activité publique? Où sont aussi les élémens de bien-être? Le résultat de ceci, c'est que des habitudes d'ordre et de paix ne peuvent se former au sein d'une population disséminée qui n'apprend pas à connaître les bienfaits pratiques du régime libre. L'absence d'intérêts réguliers et actifs favorise les penchans à l'isolement, à l'indiscipline, si vivaces en Espagne, et livre les hommes à la guerre civile, qui cherche des bras et recrute tous ceux qui n'ont rien à perdre. Plus souvent encore les masses restent indifférentes, seulement les malheureux qui sont trop accablés et que rien ne rattache au pays s'en vont. L'émigration est aujourd'hui un danger sérieux pour l'Espagne; chaque année, de nombreux émigrans partent des côtes des Asturies et de la Galice pour l'Amérique méridionale; l'an dernier, il se faisait presque publiquement dans ces provinces une sorte de traite que le gouvernement s'est vu forcé de réprimer. D'autres passent des côtes d'Almeria en Afrique; il y a en ce moment quarante mille Espagnols répandus dans l'Algérie, c'est-à-dire près du tiers de la population européenne. Et, chose étrange, on émigre ainsi lorsque l'Espagne pourrait nourrir une population double de celle qu'elle possède! Que manque-t-il donc au-delà des Pyrénées, si ce n'est un gouvernement assez intelligent et assez résolu pour faire renaître dans le peuple l'esprit du travail par des mesures libérales et protectrices, et le rattacher au sol par le bien-être qu'il y pourrait trouver?

Ne croyez pas que ce soit rabaisser la révolution espagnole que de l'envisager sous cet aspect; c'est que là en réalité est tout son avenir. Dans l'état de ruine où est l'Espagne, les questions économiques devraient seules dominer pour long-temps, parce que seules elles peuvent faire pénétrer la révolution dans les mœurs. Tant que cette œuvre ne sera point accomplie, tant que les mœurs ne se seront point imprégnées de l'esprit moderne, tant que le travail ne sera pas venu créer la solidarité entre les hommes, et non-seulement entre les hommes, mais entre toutes les parties du royaume qui vivent aujourd'hui en une flagrante hostilité; tant que le sentiment de la légalité ne se sera pas substitué aux suggestions de la force individuelle, l'Espagne pourra être libre de nom, de droit si l'on veut : elle ne le sera pas de fait. On pourra discuter au congrès et faire des discours qui durent trois jours, si deux ne suffisent pas; ce sera au mieux, et pendant ce temps le désordre prendra possession du pays; il dépendra d'un chef audacieux d'aller lever un drapeau quelconque, de surprendre une ville, de piller les caisses, de frapper des contributions, le tout au nom de la junte centrale, de la constitution de 1812 ou de don Carlos, n'importe. La politique se résumera parfaitement dans cette petite histoire qu'on raconte. Il y avait, pendant la guerre civile, certains endroits toujours menacés où sur la place principale on avait mis une plaque qui d'un côté portait : *Place de la Constitution*, et de l'autre : *Place Royale*; selon que christinos ou carlistes approchaient, on tournait la plaque; il n'en fallait pas plus pour être royaliste ou constitutionnel. Cette plaque me paraît le symbole le plus exact de toutes les révolutions qui sont dans les mots et qui ne sont pas dans les choses. La pacification politique de la Péninsule dépend si bien de ces questions d'organisation dont je parlais, que les événemens les plus décisifs en apparence restent jusqu'à un certain point sans effet. Qu'a-t-on vu depuis quelques mois? Un cabinet a accompli un acte certainement considérable, — le mariage de la reine; l'effort même a été si grand, que ce pauvre ministère en est mort. Eh bien! jugez cet acte uniquement au point de vue espagnol, au point de vue intérieur; quel problème a-t-il résolu? à quelle difficulté a-t-il mis un terme? quel changement s'est opéré dans la situation réelle du pays? quelle garantie de sécurité offre-t-il tant que l'anarchie, qui est dans les habitudes, n'aura point été extirpée par une main vigoureuse?

Maintenant, le pouvoir tel que je l'ai dépeint, tel que j'ai cru le voir en Espagne, peut-il réaliser cette grande pensée de la régénération du pays? Il y a dans son inconsistance et dans sa faiblesse des raisons décisives pour en douter. Ce qui est essentiel aujourd'hui pour la Péninsule, c'est un régime réparateur, c'est une politique attentive, vigoureuse, persévérante, pratique, une politique d'ordre et d'action bien

plus que de discussion, et c'est justement là le difficile pour un pouvoir mal assis, toujours près de glisser sur un caprice, sur une passion, et de disparaître sans laisser de trace. La politique officielle à Madrid est visiblement frappée d'une virtuelle impuissance; elle fait des lois qui ne sont point exécutées; elle donne des ordres qui ne sont point respectés; elle discute lorsqu'il faudrait agir. On ne peut s'empêcher de sourire en voyant le gouvernement espagnol recourir à ces moyens dilatoires tout au plus concevables dans un pays déjà organisé. On nomme des commissions; il y a une commission des codes qui fonctionne depuis cinq ou six ans au moins, et les codes ne sont pas publiés. Il y a encore une junte des affaires ecclésiastiques, si je ne me trompe, et l'état du clergé est toujours la chose la plus incertaine; de pauvres prêtres sont obligés, pour vivre, de recourir à des travaux manuels. Voilà une nouvelle commission pour les tarifs, et cette question vitale se trouve ajournée! Tout cela n'explique-t-il pas la défiance ou l'indifférence du pays à l'égard des gouvernemens qui se succèdent? Ce n'est donc point, il faut l'avouer, de l'action du pouvoir qu'on peut attendre l'affermissement du régime moderne au-delà des Pyrénées; les mouvemens qu'on remarque dans ces hautes régions n'ont rien que de superficiel et d'incohérent, de romanesque et de fantasque. Il faudrait désespérer de l'Espagne, si elle continuait à séjourner dans cette atmosphère de caprices où la royauté elle-même s'est laissé trop souvent compromettre.

Mais sait-on ce qui doit inspirer plus de confiance? C'est que, dans cette société si profondément agitée, à côté des périodiques et stériles révolutions de la politique officielle, tandis que les partis donnent le spectacle de leurs récriminations et de leur impuissance, il s'opère un travail lent et sourd; il y a des améliorations réelles, positives en Espagne; il y a des choses pratiques excellentes qu'il faut aller surprendre loin du bruit : ce sont celles où la passion politique n'intervient pas. Ainsi, Madrid compte plus d'un établissement remarquable. J'ai pu voir un *préside-modèle*, assez récemment créé, où on a introduit le travail et l'instruction parmi les condamnés, et où on peut déjà constater les meilleurs résultats; c'est une société *pour l'amélioration du système pénitentiaire* qui a contribué à le fonder à l'aide de cotisations volontaires. Tous les établissemens de bienfaisance sont en notable progrès et se distinguent par leur bonne tenue, par l'ordre qui y règne; il faut ajouter que beaucoup ne se soutiennent que par la charité privée. Je pourrais citer, en première ligne, le grand et bel hôpital d'Atocha, qui peut rivaliser avec toutes les maisons du même genre. Un autre établissement me fournit un détail statistique qui n'est pas sans intérêt moral : c'est la maison des enfans trouvés. En peu de temps, on a dû être frappé d'une amélioration sensible, que quelques chiffres suffisent à indiquer. En 1837, il y avait à Madrid environ 1,500 enfans exposés; plus de 1,100 périssaient, le reste seulement était sauvé. Dans une des

dernières années, le nombre des exposés était réduit à un peu plus de 1,300; 400 seulement ont succombé, 900 ont survécu. Ces détails ne sont point à mépriser, puisqu'ils font connaître en même temps un progrès dans la moralité des masses et un progrès dans l'administration des maisons de bienfaisance. Veut-on voir une autre institution qui n'est pas moins remarquable, c'est l'institution des salles d'asile, qui portent le nom d'*escuelas de parvulos*. Malgré de bonnes intentions, le gouvernement n'a pu, jusqu'ici, organiser d'une manière complète l'instruction publique, l'instruction populaire principalement; tout lui manquait, les maîtres et l'argent. Les pouvoirs législatifs se sont même montrés, en plusieurs circonstances, inintelligens et parcimonieux : il y a quelques années, le congrès refusa des fonds à une école primaire créée à Madrid, sous prétexte que c'était un établissement d'intérêt local. L'institution des salles d'asile provient de l'initiative individuelle. Il se forma, en 1838, une société dans l'intention généreuse de *propager et d'améliorer l'éducation populaire*. Cette société pourvoit à ses besoins au moyen de quelques dons qui lui furent faits à sa création, et d'une souscription annuelle de 20 réaux imposée à chacun de ses membres. La première école fondée à Madrid a été celle de Virio; depuis, celles de Santa-Cruz, Montesino, Pontejos, Arias, ont été ouvertes. Ces écoles, avec l'asile qui a été établi à la fabrique de tabac, réunissent aujourd'hui environ 700 enfans, enlevés au vagabondage et à la misère. La moitié de ces enfans sont admis gratuitement; les autres paient une très faible rétribution; tous passent là leur journée entière. Il y a une observation à faire sur ces écoles : en général, dans tout ce qui se pratique en Espagne, lorsque la politique s'en mêle, il y a de la confusion, de l'incertitude; ici, au contraire, dans les procédés d'éducation, l'ordre et la méthode exercent une influence souveraine. Rien n'est mieux entendu que les moyens d'instruction qui sont employés. Tout est fait avec soin et intelligence. La routine est bannie des écoles espagnoles, et ce n'est point la moindre surprise qu'on éprouve. J'ajouterai que la *société pour l'amélioration de l'éducation populaire* ne s'est point bornée à fonder les écoles de Madrid; elle a porté aussi ses vues sur les provinces, et a provoqué la création d'écoles semblables à Ségovie, Cordoue, Barcelone, Pampelune, Soria, Alcoy, Caceres. Une école primaire normale a été instituée à Madrid pour donner des maîtres à ces succursales de la métropole. C'est toute une réforme due à l'initiative généreuse de quelques personnes.

Combien de choses se font ainsi en dehors de l'action du gouvernement! L'homme qui s'est le plus occupé peut-être de cette institution des salles d'asile espagnoles, et dont le nom ne fait point de bruit, sans doute parce qu'il n'a fait qu'une œuvre utile, est M. Mateo Seoane, l'un des médecins distingués de Madrid. M. Mateo Seoane a été député autrefois, en 1820; il a fait partie de l'émigration qui se répandit peu après

en Europe; depuis, il n'a point joué de rôle politique, il s'est contenté d'observer, de voir, et, tandis que d'autres ébranlaient la société à son sommet, de préparer les nouveaux élémens qui pourraient lui servir de base. Il n'est pas étonnant que son attention se soit portée sur l'instruction publique et en particulier sur l'éducation du peuple. M. Seoane a été, dès l'origine, secrétaire de la *société pour l'amélioration de l'éducation populaire*. Il met à ces travaux un zèle extrême, infatigable. Il ne fait pas seulement chaque année le résumé de la situation de la société; il suit cette œuvre dans tous ses détails avec un soin vigilant et continuel. Il surveille, avec un plaisir qu'il ne cache pas, les progrès de la moralisation des classes pauvres. J'ai visité, avec M. Mateo Seoane, l'école de *Virio*, dans la rue d'*Atocha;* à peine avions-nous mis le pied sur le seuil, que tous ces enfans, poussés par l'instinct du cœur, se jetèrent au-devant de cet homme de bien, se suspendirent à lui pour ainsi dire, l'entourèrent en criant : *Amigo! amigo!* Il semblait se retrouver au milieu d'une immense famille où il eût été attendu. La gloire a sans doute des charmes puissans, il y a quelque chose d'enivrant pour l'homme dans ce bruit que son nom soulève : est-il cependant beaucoup d'hommages qui vaillent ce cri naïf et reconnaissant d'*amigo*, poussé par cent bouches enfantines, dans une pauvre école, à la vue de l'homme qui a le plus contribué à la création de ces asiles protecteurs? est-il beaucoup de louanges sonores qui puissent donner à l'ame une joie aussi pure, et prouver plus clairement à celui qui en est l'objet que ses efforts n'ont point été inutiles? Ce premier moment passé, les petits écoliers, dont quelques-uns pouvaient à peine marcher, reprirent leur place et continuèrent sous nos yeux leurs leçons. Pour peu qu'on y prête une attention sérieuse, il est impossible de ne point remarquer combien il y aurait de ressources dans la nature espagnole, si elle était développée avec soin. Voyez tous ces enfans, il y a chez eux la plus rare précocité d'intelligence et une aptitude merveilleuse à recevoir l'instruction. Si l'œuvre éminente entreprise par la *société pour l'amélioration de l'éducation populaire* parvient à s'étendre comme elle le doit, il est certain qu'il peut en résulter un grand changement moral dans l'état de l'Espagne. C'est un des moyens les plus directs qui puissent influer sur l'avenir; c'est par cette action bienfaisante que le peuple, jusqu'ici plongé dans l'ignorance et dans la paresse, habitué au spectacle de l'anarchie, peut être mis au niveau du régime libre. Il y a en effet un rajeunissement moral à provoquer et à seconder en Espagne; aussi M. Seoane le dit-il avec raison dans un de ses derniers rapports annuels : « Qui peut nier que les plus respectables croyances ne soient fort affaiblies, et qu'il ne soit très difficile, sinon impossible, de les faire renaître, pour le bien de la société, dans la génération présente, qui est venue au jour, a été élevée, a vécu et vit encore au milieu de tout ce qui peut exciter l'indifférence, le doute ou le dégoût? Et si cet affai-

blissement des croyances et des opinions ne peut être nié, si, en considérant une telle situation, on ne peut méconnaître la nécessité d'un prompt et efficace remède, quel moyen plus sûr trouvera-t-on que d'élever la génération qui commence aujourd'hui à vivre dans des habitudes de religion, de moralité, de travail et d'ordre? » — Voyez cependant quel chemin nous avons fait! Nous sommes partis du congrès, où il semble qu'on doive aller chercher la pensée politique de l'Espagne, et nous nous retrouvons dans une *escuela de parvulos*, où les signes d'un progrès effectif nous apparaissent plus distinctement. Il y a du moins ici quelque chose de vivant et de réel, plus curieux, à quelques égards, que les inexplicables évolutions de la politique officielle.

V.

Peut-être trouvera-t-on que c'est bien long-temps s'arrêter sur ce pénible travail auquel est en proie la société espagnole. Ce qu'il y a de bon, c'est que ces difficultés, si elles sont senties par tout le monde, ne jettent point de reflet sombre sur la vie ordinaire. Il n'est pas de pays où le sang lui-même s'efface plus vite qu'en Espagne. Les complications politiques n'empêchent les Madrilègnes ni de se répandre, par un beau soleil, au Prado, ni d'aller se passionner pour Montès ou le Chiclanero à la *Plaza de Toros*, près de la porte d'Alcala, lorsque quelque belle *corrida* doit ajouter un épisode de plus aux annales de la tauromachie, ni de chercher le soir d'autres émotions, bien que moins ardentes, dans les spectacles. Madrid a ainsi ses plaisirs de divers genres. Quant au Prado, j'ai cherché à décrire ce lieu si charmant et si renommé, digne du peuple le plus amoureux d'aventures. Pour les courses de taureaux, qui ont, je ne le nie pas, le don de fouetter singulièrement le sang, elles me paraissent avoir donné lieu à trop de descriptions, à trop de récits fabuleux; il m'est impossible, au surplus, de voir toute l'Espagne dans une course de taureaux. Les théâtres ont un intérêt plus littéraire; ils annoncent du moins le développement d'une certaine curiosité d'esprit et d'imagination. Il y a maintenant à Madrid cinq ou six théâtres, — le théâtre de *la Cruz*, du *Principe*, du *Circo*, de *l'Instituto*, de *las Variedades;* ces deux derniers ne sont pas supérieurs aux plus humbles scènes du boulevard, à Paris. La *Cruz* et le *Circo* sont des théâtres lyriques où règne la musique italienne, et ceci pour une raison assez plausible, c'est qu'il n'y a point de musique espagnole; il n'y a point de compositions lyriques qui donnent l'idée d'un art national, et ce serait peut-être un curieux objet d'étude de rechercher pourquoi entre ces deux nations méridionales, — l'Italie et l'Espagne, — l'une a produit tant de richesses musicales et l'autre en est si complétement déshéritée. L'an dernier, cependant, on a joué au *Circo* un opéra madrilègne, le *Diablo predicador*, dont la musique était de don Basilio Ba-

sili, et les paroles de don Ventura de la Vega. Il ne reste donc à Madrid qu'une seule scène pour la littérature, pour la poésie : c'est le *Principe*. Ce n'est pas que le *Principe* soit lui-même dans des conditions excellentes et ait tout l'éclat qu'on pourrait attendre; seulement c'est l'unique théâtre sérieusement littéraire. Il y a trois choses fort essentielles pour un théâtre en tout pays, — le public, les comédiens, et les auteurs. Voyons ce que sont ces trois élémens à Madrid : ici comme ailleurs ils sont intimement unis et réagissent l'un sur l'autre. Il est certain que depuis dix ans le goût du spectacle, le goût du plaisir littéraire s'est beaucoup développé en Espagne. Il est cependant une circonstance qui ferait croire que le public n'a pas gagné en nombre autant qu'on aurait pu s'y attendre : c'est que les pièces les meilleures, celles qui obtiennent le plus de succès, ont très peu de représentations; une œuvre jouée vingt fois est arrivée au plus haut degré de la fortune théâtrale. De là une immense consommation de pièces de tous genres, et la difficulté de faire un choix entre elles. Ces conditions ne doivent-elles pas peser aussi sur les comédiens, qui sont obligés de se multiplier? Je ne sais trop ce que dirait un acteur à Paris s'il était contraint de jouer deux fois le même jour, et cela arrive pourtant fréquemment à Madrid, le dimanche, où il y a deux représentations. Il faut bien, en outre, que le talent des comédiens se plie à jouer à peu de distance tous les rôles gais ou sombres, bouffons ou tragiques, et il en résulte dans leur esprit une confusion perpétuelle qui atténue leur originalité, lorsqu'ils en ont. Il y a au *Principe* deux artistes qui seraient remarquables partout, — don Julian Romea et Matilde Diez. Romea est un comédien plein de tact et de distinction, dont l'intelligence est plus grande encore que les moyens dramatiques. Poète lui-même, auteur d'un volume de vers où il y a souvent un réel mérite, il excelle à interpréter les poètes. Il n'est point déplacé dans une œuvre tragique, parce qu'il a pour lui son intelligence; mais son talent, qui est véritablement propre à la comédie, ne doit-il pas souffrir de cette violence faite à sa nature? A côté de Julian Romea, mettez comme contraste Matilde Diez : c'est une actrice énergique, passionnée; je l'ai entendue dans le *Guzman el Bueno* de M. Gil y Zarate, et elle savait trouver des accens partis du cœur, des entrailles, — des accens qui faisaient frissonner. C'était le don de l'émotion à sa plus haute puissance, et cependant il faut souvent que Matilde Diez joue dans la comédie, où elle a un certain ton pleureur qui ne plaît que médiocrement.

Quoi qu'il en soit, c'est avec le secours de ces deux artistes, de Romea et de Matilde Diez, que les poètes de l'école moderne ont gagné leurs plus belles victoires. Le *Principe* est en effet le théâtre où la plupart des œuvres nouvelles se sont produites. C'est là qu'ont été joués *les Amans de Teruel*, ce drame émouvant d'Hartzenbusch, le *Charles II* de Gil y Zarate, le *Don Alvaro* du duc de Rivas, *le Savetier et le Roi* de Zor-

rilla, le *Trovador* de Garcia Gutierez, et, plus récemment, l'*Hombre de Mundo*, cette comédie où Ventura de la Vega a mis une idée profonde, et qu'il a su rendre amusante et sérieuse en peignant un homme qui, dans sa jeunesse, s'est joué des autres, et qui, arrivé à l'âge mûr, croit voir tout le monde autour de lui le menacer de ces tromperies qu'il mit autrefois en usage. A l'heure où j'écris, le bruit d'un nouveau succès de Vega m'arrive, celui du drame de *Don Fernando de Antequera*, qui vient d'être joué sur la même scène. C'est à ce point de vue que j'appelais le *Principe* le théâtre littéraire de Madrid, et il est surprenant qu'on n'ait pas songé à le constituer plus fortement dans des vues exclusives d'art et de poésie, en en chassant les traductions, qui s'y produisent encore trop souvent. Ce n'est pas seulement aux tentatives modernes que le *Principe* devrait être destiné; il devrait avoir pour premier but de faire revivre le vieux théâtre. Pourquoi ne créerait-on pas une institution littéraire nationale qui serait mise à l'abri des grands noms de Calderon, de Lope, de Moreto, de Rojas, de Tirso de Molina, une scène élevée où seraient représentées avec soin les œuvres de ces illustres maîtres? On se rejette trop aisément sur des impossibilités secondaires, sur des difficultés de détail. Tout ne devrait-il pas s'effacer devant l'intérêt de réunir dans un même foyer tant de rayons épars du génie espagnol, de les concentrer pour frapper et éblouir les contemporains? On établit un conservatoire à Madrid pour former des chanteurs, lorsqu'il n'y a pas de musique nationale : ne vaudrait-il pas mieux fonder une école où de jeunes artistes viendraient se familiariser avec les secrets de l'ancienne poésie et se préparer par l'étude à jouer les personnages que l'inépuisable invention de quelques hommes a fait vivre d'une vie immortelle? Il me semble que rien ne serait plus attachant que de voir se succéder sur un théâtre *Garcia del Castañar*, le *Rico hombre de Alcala*, *l'Étoile de Séville*, *le Médecin de son honneur*, et ce drame si étrange et si poétique qui met Calderon au rang des plus ardens penseurs,—*la Vie est un songe*. Les écrivains modernes trouveraient dans ces modèles un glorieux stimulant; le goût du public s'élèverait, sans aucun doute, sous l'influence de cette forte et nationale poésie. Dans ces conditions, institue comme organe de la tradition littéraire, le théâtre du *Principe* pourrait rivaliser avec les premières scènes de l'Europe. Pour les étrangers, ce serait un attrait de plus; on aimerait à applaudir Calderon à Madrid, comme on applaudit Corneille à Paris et Shakespeare à Londres. Une des choses les plus curieuses peut-être du *Principe*, ce n'est pas ce que voit le public; derrière la scène, il est un lieu très hospitalier et presque illustre à Madrid : c'est un petit foyer particulier qui avoisine la loge de Julian Romea. Le *salon* de Romea, comme on le nomme, ne brille pas par les décorations : le plus grand ornement consiste en deux bustes, il est vrai que ce sont les bustes de Calderon et de Mayquez, le plus grand acteur qu'ait eu l'Espagne; mais là se réunis-

sent chaque soir presque tous les écrivains, les poètes madrilègnes, et même des hommes politiques : on y a vu des présidens du conseil. C'est bien un des lieux où il se dépense le plus d'esprit. Là vous recevrez le plus aimable accueil, vous qui venez de loin avec quelque attachement aux choses littéraires; vous pourrez, en une soirée, voir se succéder dans le salon de Romea le simple et modeste Hartzenbusch, un des rares écrivains de Madrid qui savent ce que c'est que le style; le brillant Zorrilla, étourdi comme un enfant, poète comme on ne l'est qu'en Espagne, c'est-à-dire exclusivement, sans aucune autre préoccupation; Breton de los Herreros, dont la figure somnolente et narquoise s'éclaire parfois de quelques reflets de cette verve qui s'est répandue en cent comédies; Ventura de la Vega, cet esprit délicat et élégant, qui est aussi bon acteur que poète lorsqu'il le veut, et ce brave et ardent Escosura, qui a été tout ce qu'on peut être, officier d'artillerie, chef politique, sous-secrétaire d'état, journaliste, poète, académicien, portant partout son activité et son énergie. Combien d'autres faudrait-il nommer? La littérature madrilègne a là tous les soirs son centre de réunion, et la charmante cordialité qu'on y rencontre fait un instant oublier ce qui manque au *Principe* sous d'autres rapports.

Si dans cette sphère des plaisirs intellectuels l'Espagne a encore plus d'un progrès à réaliser, la littérature du moins, on peut le dire, a eu un réveil qui n'a pas été sans éclat; elle a donné des témoignages de vitalité et de force. Il n'en est pas de même des autres branches de l'art; malgré le talent et les efforts de quelques hommes remarquables, tels que M. Madrazo, M. Vicente Espinel, la peinture se relève à peine de sa décadence; les productions nouvelles ont peu de caractère et d'originalité; on pourrait les rattacher aux écoles françaises. Il est vrai que Madrid compte en peinture de bien autres richesses; Madrid est peut-être la ville du monde qui possède les plus belles galeries de tableaux antiques. Outre les collections de l'académie de San-Fernando, de la Trinidad, le Musée royal est un véritable panthéon de toutes les gloires de la peinture. Tous les pays où l'art a pris un brillant essor ont là quelques-uns de leurs chefs-d'œuvre. Il n'y a pas long-temps encore, tous ces tableaux étaient dispersés dans les maisons royales, à Aranjuez, à l'Escurial, au Pardo; le Musée réunit aujourd'hui environ deux mille toiles de toutes les écoles et des plus grands maîtres. Chaque salle, peut-on dire, est un musée différent. Ici c'est d'abord l'Espagne, là l'Italie, la France, la Flandre, la Hollande, l'Allemagne; chaque salle contient une école ou plutôt est consacrée à un pays. Raphaël a au Musée de Madrid quelques-unes de ses plus belles œuvres : *la Vierge au poisson, la Vierge* connue sous le nom de *la Perla*, le *Spasimo*, ce tableau qui est l'expression suprême de la douleur, qui montre le Christ s'affaissant sous la croix en gravissant le Calvaire, tandis que des femmes attendries, poussées par une pitié profonde qui se reflète

sur leur visage, viennent essuyer son sang et sa sueur. Chaque année, la France envoie de Paris de jeunes peintres à Rome pour se familiariser avec les chefs-d'œuvre de la peinture dans cette patrie des arts; ne devrait-elle pas en envoyer également à Madrid? Là, sans sortir de l'enceinte du Musée, ils rencontreraient tous les exemples; ils trouveraient surtout des élémens de comparaison, ils pourraient confronter toutes les écoles à cette grande école espagnole, qui apparaît au Musée de Madrid dans toute sa puissance, dans toute sa splendeur, dans toute sa gloire. Je ne sais si c'est une erreur, mais il me semble que l'esprit d'un artiste trouverait les plus solennels enseignemens dans cette étude comparée des plus grands maîtres, s'il pouvait voir presque en même temps les œuvres de Murillo, de Velasquez, de Ribera, de Zurbaran, d'Alonso Cano, à côté de celles de Raphaël, du Titien, du Tintoret, de Véronèse, de Rubens; il y aurait pour lui le même intérêt qu'il peut y avoir pour un poète à comparer Homère à Dante, Calderon à Shakespeare, le Tasse à Virgile. Une chose frappe bien vivement, en général, dans la peinture espagnole, c'est l'exactitude avec laquelle elle fait revivre la nature, même la plus horrible, la plus dégoûtante, c'est l'énergie avec laquelle elle exprime la réalité; pour elle, l'homme est toujours un être humain qu'elle ne cherche point à transfigurer. On sait avec quelle étrange puissance, je dirais presque avec quelle préférence, tous les peintres espagnols reproduisent la misère, les guenilles. Prenez si vous voulez d'autres sujets. Quelle figure prête plus à la transfiguration, parmi les héros du monde antique, que Prométhée? Dans le tableau de Ribera, Prométhée n'est pas cependant ce grand rebelle qui va ravir le feu du ciel et reçoit avec orgueil son châtiment; c'est un géant énorme cloué sur son rocher; le vautour fouille dans son foie déchiré et sanglant; les muscles de ses membres se contractent affreusement; il semble qu'on va entendre ses cris, tant son visage est travaillé par la douleur. Voyez encore dans un autre genre les vierges de Murillo; elles n'ont pas la grace idéale, pure, divine des vierges de Raphaël; leur grace est plus humaine, elles vivent de notre vie, elles ont pour ainsi dire une beauté terrestre, plus saillante encore dans ces nuages blancs et roses dont il les entoure. Ce qui est toujours admirable dans les tableaux de Murillo, c'est la splendeur du coloris, l'art savant avec lequel le peintre fait jouer la lumière, la richesse variée des teintes. Velazquez s'attache encore plus que Murillo à la reproduction de la réalité. Il n'en faudrait pour preuve que ce tableau des *Borrachos*, — *les Ivrognes*, — qui est l'inimitable peinture de ces festins grossiers où l'homme tourne à la brute. C'est l'épopée grotesque de l'ivresse. La *Reddition de Breda* et *les Forges de Vulcain* sont également au premier rang parmi les ouvrages de Velazquez et dans la peinture espagnole.

Je n'ai nommé que quelques hommes et quelques œuvres. Ce serait

une histoire entière qu'il faudrait faire pour donner une idée de cette immense réunion de merveilles artistiques. Le Musée de Madrid est une de ces fortunes dont une ville est jalouse; aussi lui a-t-on consacré un palais dans le plus beau quartier, — au Prado. Une des dernières heures, je me souviens, que j'eusse devant moi à Madrid, fut remplie par une visite au Musée, et en revenant, en suivant lentement le Prado et la rue San-Geronimo, je ne pouvais m'empêcher de songer qu'un peuple qui avait un tel passé se devait à lui-même d'avoir un avenir. J'étais ainsi ramené aux questions vitales qui s'agitent dans la Péninsule, car tout se tient, et l'art ne retrouvera point son éclat en Espagne sans une transformation plus profonde, sans que le pays lui-même se soit relevé sous la féconde influence des idées modernes.

Quelques heures plus tard, je quittais Madrid; je m'éloignais de ce centre de la vie espagnole, non sans chercher encore à me rendre compte de l'impression définitive qu'avait pu me laisser tout ce qui avait passé devant mes yeux, — mœurs, politique, littérature, beaux-arts, grandeurs anciennes, misères présentes. Malgré tout, c'est une impression qui ne peut avoir rien de vulgaire, parce qu'on peut distinguer à chaque pas en Espagne les élémens d'une fortune nouvelle, parce qu'il y a dans le caractère national d'incontestables ressources, et que ce pays a dans son sein des germes qui ne demandent qu'à s'épanouir; mais, je l'ai dit, ce qui manque à cette société flottante et incertaine, c'est une heure de repos pour que quelque chose ait le temps de prendre racine, assez de fixité pour que le progrès moral et le progrès matériel puissent tout ensemble se développer et s'affermir, pour qu'il sorte de ce chaos une pensée supérieure qui domine les passions, les caprices des hommes, et les range impérieusement sous sa loi. Il faudrait mettre un terme à cette perpétuelle mobilité qui fait de la politique un jeu de hasard et déconsidère tout le monde, les gouvernemens comme les individus. Ce n'est qu'à ce prix que la Péninsule prendra rang parmi les états modernes. Hélas! si ces réflexions pouvaient me revenir à l'esprit lorsque j'étais tout près de quitter Madrid, tandis qu'en attendant l'heure je me promenais seul, à la porte du Soleil, entouré de cette *obscure clarté* de la nuit dont parle Corneille, on conviendra que le moment n'était pas si mal choisi. La voiture où j'allais monter emportait la nouvelle de deux catastrophes ministérielles survenues en deux jours sans préjudice de celles qu'on a vues depuis et de celles qui viendront encore. Triste tableau dont je détournais un instant les yeux pour saluer une dernière fois le ciel qui couvrait ma tête et où les étoiles tremblaient comme des flambeaux lointains, — seul spectacle toujours glorieux en Espagne, et dont la grandeur ne trompe pas.

CH. DE MAZADE.

LE

SALON DE 1847.

LA PEINTURE.

On parlait depuis deux ans du tableau de M. Couture comme d'une œuvre capitale, qui devait régénérer la peinture française. Que dis-je? il ne s'agissait pas seulement de régénérer l'école française, il s'agissait de la créer. Poussin et Lesueur étaient comme non avenus; le nom de Lebrun n'était pas même prononcé. L'école française devait commencer avec M. Couture. Que reste-t-il aujourd'hui de tout le bruit qui s'est fait autour des *Romains de la décadence*? Sans tenir compte des louanges exagérées dont l'auteur n'a pas à répondre, que devons-nous penser de cette œuvre capitale, si pompeusement annoncée? La partie sensée du public commence déjà à revenir de son engouement; tous ceux qui s'étaient pressés d'admirer sur parole lâchent pied de jour en jour et osent à peine défendre leur premier sentiment. Il est permis maintenant à la critique impartiale et désintéressée d'exprimer son opinion sans s'exposer au sort de saint Étienne. Nous pouvons, sans courir le risque d'être lapidé, signaler franchement les défauts et les qualités du tableau de M. Couture. Le dessin, il faut bien le dire, ne se distingue ni par l'élégance, ni par l'élévation, ni même par la correction. Toutes les figures sont vulgaires; l'expression des visages manque

de variété. Il y a même dans cette toile des erreurs singulières que je ne sais comment nommer, et qui étonnent le spectateur le plus bienveillant, pourvu qu'il soit attentif. Je veux parler d'une femme dont l'épaule droite est plus haute que l'épaule gauche. Par un caprice difficile ou plutôt impossible à expliquer, l'auteur a placé la mamelle gauche au-dessus de la mamelle droite. Je serais curieux, je l'avoue, de voir le modèle qui a posé devant lui. Les deux vers de Juvénal qu'il a pris pour thème de sa composition sont assez pauvrement rendus. Assistons-nous à la fin de l'orgie? C'est ce que disent les admirateurs persévérans de M. Couture. Pour moi, je ne saurais le croire; car le visage des acteurs, au lieu de trahir l'épuisement de la débauche, n'exprime tout au plus que la souffrance et la décomposition. A proprement parler, ce n'est pas une orgie, c'est un lazaret. Il y a, je le reconnais volontiers, une certaine habileté dans la disposition et même dans l'exécution de l'architecture; les draperies, quoique un peu trop chiffonnées, ne sont pas mal conçues, mais la couleur est d'une monotonie désespérante. Il règne sur toute cette toile un ton gris qui, assurément, n'a rien d'italien. Ce n'était vraiment pas la peine d'emprunter à Paul Véronèse toute la richesse de son architecture pour éclairer les figures d'une lumière si triste et si uniforme. S'il faut dire toute notre pensée, M. Couture n'a rien de commun avec Poussin ni avec Lesueur, dont il devait effacer jusqu'au souvenir. Il relève de Natoire et de Restout comme un disciple fidèle et dévoué. Peut-être a-t-il marché sur leurs traces sans le savoir; mais, qu'il le sache ou qu'il l'ignore, il est avéré pour tous les yeux exercés qu'il n'a rien régénéré, et qu'il nous reporte aux plus mauvais jours de la peinture française. Je crois sincèrement que M. Couture, en empruntant le sujet de sa composition à la sixième satire de Juvénal, n'a pas assez consulté ses forces. Pour traiter un pareil sujet, il fallait avant tout posséder le sentiment de la beauté antique; or, M. Couture ne semble pas même l'avoir entrevue. Sans étudier les ruines de Pompéi et le musée de Naples, sans consulter les noces *aldobrandines*, avec le seul secours des richesses que nous possédons à Paris, il n'était pourtant pas impossible de pénétrer familièrement dans le secret de la beauté antique. M. Couture ne paraît pas avoir compris toute la portée du problème qu'il s'était proposé. Plein de confiance en lui-même, il s'est mis à l'œuvre sans mesurer la carrière qu'il voulait parcourir. Étourdi par les louanges, il a cru sans doute posséder un talent sérieux, une science profonde, et son talent se réduit jusqu'ici à une habileté toute matérielle. Les deux portraits qu'il a envoyés au Louvre justifient pleinement le jugement sévère que nous sommes forcé de porter sur *les Romains de la décadence*. En étudiant ces deux portraits, on voit en effet en quoi consiste le savoir positif de l'auteur : il est prouvé qu'il ne sait pas modeler. Les chairs ne sont pas soutenues. De la pommette à la mâchoire inférieure,

il n'y a qu'un seul plan. Le front et les orbites sont d'une forme indécise. Le visage est malade, soufflé, et n'a pas de charpente. Si M. Couture veut mériter la moitié de la renommée prématurée dont il a joui pendant quelques jours, il faut qu'il se résigne à des études persévérantes et qu'il abandonne pour long-temps les sujets qui exigent un sentiment profond de l'antiquité. Il faut qu'il s'exerce patiemment dans la partie élémentaire et positive de la peinture. Avant d'aborder les compositions complexes, il doit essayer ses forces sur des données d'une nature plus modeste. Puisse-t-il résister courageusement à l'enivrement de la louange! puisse-t-il écouter les conseils désintéressés, et ne pas demeurer dans la fausse voie où il est engagé!

Le portrait du roi et de ses cinq fils, par M. Horace Vernet, ne nous apprend rien de nouveau sur le talent de l'auteur. Il y a dans cette toile une incontestable habileté. Toutes les figures sont solidement posées: les chevaux, vus de face, sont dessinés avec une adresse à laquelle nous applaudissons; mais, la part de l'éloge une fois faite, nous devons dire que ce portrait de famille manque d'élégance et d'élévation. L'aspect du tableau est celui d'un papier peint. L'adresse même dont l'auteur a fait preuve ne dissimule pas complétement la rapidité de l'exécution. Les principales difficultés ont été plutôt éludées que résolues. Le portrait de Charles X, vu de face, comme celui du roi et de ses cinq fils, était étudié avec plus de soin; la robe du cheval ressemblait un peu trop au satin; à tout prendre, cependant, c'était une œuvre plus sérieuse. La *Judith* de M. Vernet est une erreur que rien ne saurait excuser. Déjà une première fois l'auteur avait traité ce sujet de façon à prouver victorieusement qu'il ne le comprend pas; comment a-t-il été assez mal inspiré pour aborder de nouveau cette donnée qui répugne si complétement à son talent? La première *Judith*, malgré le visage farouche d'Holopherne, n'avait rien d'effrayant et appartenait à l'opéra-comique. La seconde *Judith*, plus vulgaire, plus mal dessinée que la première, appartient au mélodrame, et devrait être la dernière tentative de M. Vernet dans le genre biblique. Comment ne se trouve-t-il pas près de lui un ami clairvoyant et résolu qui lui dise ce que le public a dit depuis long-temps? Comment l'auteur de tant de charmantes compositions, de tant de batailles finement esquissées, ne comprend-il pas la véritable portée, la véritable destination de son talent? Comment se trompe-t-il à ce point? La *Judith* de cette année est assurément l'ouvrage le plus déplorable que M. Vernet ait signé de son nom. La couleur, le dessin, la pantomime, tout est de la même force. Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de trouver dans cette toile quelque chose à louer.

La *Judith* de M. Ziegler ne vaut guère mieux que celle de M. Vernet. Le visage de l'héroïne est complétement dépourvu d'énergie. On ne comprend pas qu'une fille dont les traits n'expriment ni le courage ni l'exaltation tienne à la main la tête sanglante d'Holopherne. Le vête-

ment ne laisse pas deviner la forme du corps. La figure se compose d'une tête et d'un sac. En parlant de *Daniel dans la fosse aux lions* de M. Ziegler, nous avions dû exprimer le même reproche. L'auteur paraît oublier que les étoffes n'ont jamais qu'une importance secondaire et doivent, dans tous les cas, suivre et traduire le mouvement des personnages.

Le Songe de Jacob est une composition singulière, et qui se comprendrait difficilement sans le secours du livret. Les anges, malgré la gaze bleue qui les sépare du spectateur, semblent aussi voisins de l'œil que le personnage principal. Le dessin de ces figures est d'ailleurs très peu sévère et n'exprime aucunement le caractère que l'auteur leur attribue. Quant au personnage principal, il n'est pas modelé, et je prends ici le mot dans son acception la plus élémentaire. Non-seulement les os manquent, et la figure, en se levant, ne pourrait ni marcher ni se tenir debout; mais on peut affirmer sans présomption que la chair même est absente. S'il y a quelque chose sous la peau, c'est de l'air tout au plus. Les débuts de M. Ziegler ne nous avaient préparé ni à la *Judith* ni au *Songe de Jacob*.

Le *Napoléon législateur* de M. H. Flandrin est une triste méprise. Après les peintures murales de Saint-Germain-des-Prés, nous avions le droit d'espérer que M. Flandrin comprendrait autrement le sujet difficile qu'il avait accepté. La tête ne ressemble à aucun des portraits considérés comme authentiques. Parcourez la série entière des portraits faits d'après nature par les artistes les plus habiles, prenez ceux d'Ingres ou de Gros, la miniature de Guérin ou le buste de Canova, vous ne trouverez nulle part la physionomie que M. Flandrin prête à Napoléon. Le visage qu'il nous donne pour celui de Napoléon n'exprime clairement ni la volonté ni la pensée; or, est-il possible de concevoir un législateur sans cette double expression? Le type imaginé par M. Flandrin est d'une élégance fade et inanimée. Quant au manteau impérial qui enveloppe le corps de Napoléon, il est absolument vide. Sans exiger, ce qui serait souverainement injuste, qu'il explique et traduise la forme comme une toge romaine, il est naturel de vouloir qu'il l'indique au moins et permette à l'œil de la suivre et de la deviner. Le manteau impérial du Napoléon de M. Flandrin ne satisfait pas même à cette condition indulgente. Entre la poitrine et le dos il n'y a pas l'épaisseur de la main. Je ne dis rien du bleu cru sur lequel se détache le visage; car la crudité du fond, comparée aux défauts que je viens de signaler, n'est qu'un défaut secondaire. Un portrait d'homme du même auteur mérite de grands éloges pour la fermeté du modelé; les yeux sont bien enchâssés, les tempes et les pommettes bien accusées. Et pourtant, malgré toutes ces qualités éminentes que je me plais à reconnaître, la tête ne vit pas. Tous les plans du visage, si savamment étudiés, semblent traduits plutôt par l'ébauchoir que par le pinceau; sous

cette peau dont les moindres plis sont finement indiqués, le sang ne circule pas. C'est une œuvre pleine de science, mais une œuvre inanimée.

Entre les trois tableaux de M. Papety, le seul qui me plaise est celui qui représente des moines caloyers décorant une chapelle du mont Athos : le mouvement des figures est vrai et le choix des tons est heureux. Il y a dans cette petite composition une naïveté, une simplicité qui me charment et que l'auteur n'avait pas encore rencontrées. *Le Récit de Télémaque* est de la même famille que la *Vierge consolatrice* exposée l'année dernière. Le ton bleu qui couvre toute la toile donne aux personnages un caractère fantasmagorique dont je ne saurais m'accommoder. *Le Passé, le Présent et l'Avenir* nous offrent une énigme à deviner. Le dessin et la couleur des trois figures qui personnifient les trois momens de la durée n'ont rien de séduisant et ne résisteraient pas à l'analyse. Je ne m'explique pas comment M. Papety, qui a vu tant de belles choses et qui a rapporté d'Italie et de Grèce tant de souvenirs précieux habilement fixés, peut se tromper si étrangement quand il se met à l'œuvre. Il est arrivé plus d'une fois à Poussin et à Prudhon de choisir pour thème de leurs compositions une idée qui d'abord ne semblait pas se prêter à la peinture; mais cette idée rebelle, qui relevait plutôt de la philosophie que de l'art, ils savaient l'expliquer, l'animer, la montrer aux yeux; ils la fécondaient par la réflexion et la douaient de vie par la toute-puissance de leur pinceau. Les trois figures peintes par M. Papety ne sont malheureusement ni intelligibles, ni vivantes. L'auteur ne me semble pas appelé à l'expression des idées philosophiques et agirait sagement en y renonçant dès à présent. Qu'il applique au plus tôt son savoir et son talent à quelque sujet plus facile à saisir, plus facile à expliquer. Qu'il demande à l'histoire ce que la philosophie lui refuse, une véritable inspiration. Les douze dessins exécutés par M. Papety, d'après les fresques du mont Athos, sont pleins d'intérêt et révèlent chez l'auteur le sérieux amour de son art. S'il m'était permis de hasarder une conjecture sur ces monumens précieux que je n'ai pas vus, je dirais que les têtes sont probablement copiées avec moins de fidélité que le reste, et que l'auteur les a interprétées; car le caractère des têtes a quelque chose d'académique et ne s'accorde pas avec l'attitude et le costume des personnages. Malgré cette conjecture, que je donne pour ce qu'elle vaut, c'est-à-dire pour une conjecture, les douze dessins de M. Papety méritent d'être étudiés et se recommandent par une grande habileté d'exécution. Je regrette de voir un talent si réel, si positif, se fourvoyer dans des compositions où il ne devrait jamais s'aventurer. Espérons que M. Papety nous montrera l'an prochain une œuvre digne de lui, digne de son savoir, une œuvre que nous pourrons louer avec une entière justice.

Eudore dans les catacombes de Rome est une des meilleures compositions de M. Granet. Le sujet s'explique bien; l'expression des visages est

habilement variée; l'attention se porte naturellement sur le personnage principal. Toute la scène est bien éclairée. Je ne mentionne que pour mémoire ce dernier mérite, auquel M. Granet nous a depuis long-temps habitué. Si l'exécution répondait à la conception, ce tableau serait tout simplement une œuvre éminente; mais il s'en faut de beaucoup que le dessin et la peinture soient à la hauteur de la pensée. L'auteur a su trouver pour chaque physionomie un type individuel, ce qui est assurément un bonheur bien rare; mais il n'y a pas une tête qui soit modelée, pas une main qui soit, je ne dis pas faite, mais seulement ébauchée. Bien que M. Granet donne à ses œuvres une valeur constante par l'habileté proverbiale avec laquelle il distribue la lumière, il n'est pas permis de négliger comme il le fait le dessin des figures. Personne n'admire plus que moi le parti quelquefois prodigieux qu'il sait tirer de l'architecture; personne ne rend plus volontiers justice à la simplicité, à la netteté des effets qu'il se propose et qu'il obtient habituellement avec une sécurité magistrale. Pourtant, malgré mon admiration, je ne peux lui pardonner l'état inachevé où il laisse toutes ses figures.

Dans le *saint François d'Assise* de M. Charles Lefebvre, on peut louer le caractère vraiment religieux de la composition. Le saint est bien posé et l'expression du visage est ce qu'elle doit être. Je regrette que l'exécution ne soit pas assez précise et que les personnages manquent de relief.

Le Triomphe de Pisani, de M. Alexandre Hesse, ne signale aucun progrès dans la manière de l'auteur. *Léonard de Vinci*, *les Funérailles du Titien*, avaient sur le tableau de cette année l'avantage de la clarté. Quant à la peinture proprement dite, c'est toujours le même procédé. On voit sans peine que M. Hesse a étudié avec persévérance, avec fruit, tous les procédés de l'école vénitienne; mais il n'a dérobé à ces maîtres habiles que la partie matérielle de leur talent. Il sait à merveille comment Titien, Paul Véronèse, Bonifazio, faisaient les étoffes éblouissantes de leurs tableaux; il n'a oublié qu'une chose assez importante, il est vrai, l'art d'intéresser. Dans *le Triomphe de Pisani*, l'œil cherche long-temps le personnage principal; l'attention ne sait où se porter. Ce n'est pas d'ailleurs le seul défaut de cette composition. Les étoffes sont bien faites, je le reconnais volontiers : quant aux acteurs cachés sous ces étoffes, il m'est vraiment impossible d'en deviner la forme, et je crois que M. Hesse ne s'est pas préoccupé long-temps de cette question. S'il veut prendre une place honorable dans son art, il fera bien d'adopter à l'avenir une autre méthode.

Le *Christophe Colomb* et le *Galilée* de M. Robert Fleury sont deux compositions sagement conçues. Peut-être cependant le personnage de Galilée n'a-t-il pas toute la noblesse, toute la dignité qu'on pourrait désirer. Dans le *Christophe Colomb*, toutes les figures sont bien ordonnées

et concourent heureusement à l'effet du tableau. Je conseille à l'auteur d'employer les tons roux avec plus de discrétion.

La Ronde du Mai de M. Müller compte de nombreux partisans, je suis bien forcé de l'avouer. Tous ceux qui ont admiré *le Décaméron* de M. Winterhalter admirent avec le même bonheur, le même courage, la même persévérance, *la Ronde du Mai;* à mon avis, ils ont parfaitement raison. Qu'est-ce, en effet, que *la Ronde du Mai? le Décaméron*, avec une légère variante : les femmes étaient assises, elles se sont levées. Quant au dessin, c'est la même science, la même sévérité, la même précision. La lumière est capricieusement distribuée sur les visages, sur les épaules, sur les vêtemens, et se promène partout sans s'arrêter nulle part. C'est une peinture de boudoir, dont l'unique mérite consiste à montrer des jambes assez mal faites. M. Müller a trouvé dans M. Vidal un rival redoutable que la mode protége depuis quelques années, et qui a recours aux mêmes artifices. Toutes les femmes de M. Vidal, comme celles de M. Müller, sourient et montrent leurs dents et leurs jambes. Ne cherchez pas à deviner la forme du corps, ce serait peine perdue. Pourvu que la bouche sourie et que la robe soit relevée, les partisans de M. Vidal se déclarent satisfaits. Protester sérieusement contre cet engouement puéril serait gaspiller son temps. La mode, qui a élevé ces deux noms, saura bien en faire justice; elle les a tirés de l'obscurité, elle saura bien les condamner à l'oubli.

M. Pérignon, autre enfant gâté de la mode, jouit nonchalamment de sa renommée et ne songe pas à justifier la bienveillance avec laquelle ont été accueillis ses premiers ouvrages. Non-seulement il ne fait pas mieux, mais encore il fait moins bien que l'année dernière. A l'époque de ses débuts, il ne savait pas modeler une tête ou une main, et le public complaisant oubliait de le gourmander sur son ignorance. Les étoffes, du moins, étaient traitées avec une certaine habileté. Cette année, les têtes et les mains sont restées ce qu'elles étaient, c'est-à-dire nulles; quant aux étoffes, elles ont à peu près la même valeur que les têtes. Il est impossible de prévoir où s'arrêtera le dédain de M. Pérignon pour la précision et la réalité. Il a commencé par négliger les têtes et les mains, aujourd'hui il néglige les étoffes; que fera-t-il l'an prochain? Le portrait de M. Zimmermann, par M. Dubufe, vaut mieux, à mon avis, que tous les portraits signés du même nom. Peut-être pourtant l'auteur a-t-il exagéré la sévérité du visage. La figure est bien posée, il y a dans l'exécution une fermeté à laquelle M. Dubufe ne nous avait pas habitué.

Les portraits de M. Champmartin se recommandent par l'éclat de la couleur; l'exécution est généralement incomplète. On voit que M. Champmartin se contente trop facilement. Le portrait d'Ibrahim-Pacha est bien posé, mais la tête et les mains n'ont pas la valeur et la

réalité que l'auteur pourrait certainement leur donner, car ce n'est pas le savoir qui lui manque. Il est heureusement doué, et l'étude a développé ses facultés. S'il avait eu le courage de résister à ses premiers succès, s'il n'avait pas pris à la lettre les louanges qui lui ont été prodiguées, ses ouvrages compteraient parmi les meilleurs de notre temps. *L'Accord* et *la Visite* sont deux charmantes compositions très habilement traitées. Les chats surtout sont rendus avec une grande finesse.

Deux portraits de M. Cornu, celui du comte G. de B. et celui de Mme B., se distinguent par l'élégance et la solidité de l'exécution. Les deux têtes sont bien modelées. Il y a dans ces deux portraits un véritable savoir; tous les détails sont traités avec un soin scrupuleux qui mérite d'être signalé. On voit que M. Cornu se contente difficilement, et il a raison. C'est à cette condition seulement qu'il est possible d'obtenir et de garder l'approbation des juges éclairés.

Les miniatures de Mme de Mirbel sont cette année, comme toujours, les plus belles miniatures du salon. L'élégance et la finesse des têtes ne laissent rien à désirer. Les portraits d'Ibrahim-Pacha, de M. His de Butenval, de M. le comte Pajol, prendront rang certainement parmi les meilleurs ouvrages de l'auteur. Ce qui assigne à Mme de Mirbel la première place, ce qui la recommande d'une façon toute spéciale, c'est la souplesse et la vérité des chairs. Elle lutte avec la peinture à l'huile, et parfois il lui arrive de soutenir dignement la comparaison. Elle possède, à mes yeux, un autre mérite non moins précieux : le succès ne l'a pas éblouie, la popularité ne l'a pas enivrée. Aujourd'hui, comme à l'époque de ses débuts, elle traite avec le même soin toutes les parties de son œuvre. Son zèle ne s'est point ralenti. Elle n'a vu dans la louange qu'un encouragement à mieux faire, et elle s'est efforcée, par des études persévérantes, de garder son rang. C'est un bonheur pour la critique de rencontrer un talent aussi éminent uni à une volonté aussi constante.

Les miniatures de Mme Herbelin, sans pouvoir se comparer à celles de Mme de Mirbel, offrent pourtant un intérêt sérieux. *La Prière*, étude d'après nature, révèle chez Mme Herbelin un savoir très positif, une connaissance approfondie des ressources de son art. La tête est d'une belle expression, le front pense, les yeux lisent bien. En un mot, l'auteur a su nettement ce qu'il voulait faire, et il a trouvé dans son pinceau un instrument obéissant. Toutefois Mme Herbelin doit se défier de sa prédilection pour la fermeté. Pour obtenir un contour pur et précis, il lui arrive de simplifier, au-delà de toute mesure, les plans du visage. Ainsi dans *la Prière*, depuis la pommette gauche jusqu'au menton, il n'y a qu'un seul plan, et la joue n'a pas la souplesse qu'elle devrait avoir. L'auteur dessine généralement bien; il faut qu'il s'applique à mettre dans son travail un peu plus de variété. Les quatre portraits qui accompagnent *la Prière* donneraient lieu à des remarques du même genre.

En étudiant attentivement les ouvrages de Mme de Mirbel, Mme Herbelin comprendra sans peine ce qui lui manque, et la critique n'aura bientôt plus de conseils à lui donner.

Parmi les miniatures de M. Maxime David, il en est deux qui méritent une attention spéciale : le portrait de Suleïman-Pacha et celui de Mme J. S. La tête du pacha offre un mélange heureux de finesse et de gravité. Quant à la tête de Mme J. S., elle est pleine de grace et de fraîcheur. Les yeux et la bouche sont rendus avec une rare délicatesse. Les cheveux ont de la souplesse, de la légèreté. M. David n'avait encore rien fait d'aussi vivant.

Il y a beaucoup à louer dans *les Espagnols des environs de Peuticosa*, de M. Camille Roqueplan. Le talent de l'auteur, qui jusqu'ici ne s'était révélé que sous une forme séduisante, se montre aujourd'hui sous une forme sévère. On pourrait souhaiter un peu plus de richesse dans le choix des tons; mais la tête du personnage principal est d'un beau caractère, et tous les plans du visage sont indiqués avec une netteté, une précision que nous n'avions jamais rencontrées dans les précédens ouvrages de M. Roqueplan.

Une Cérémonie dans l'église de Delft au XVIe *siècle*, de M. E. Isabey, offre une réunion charmante de têtes fines et de costumes variés. M. Isabey n'a jamais rien fait de plus coquet, de plus gracieux. Cependant, malgré le plaisir très réel que m'a donné cette toile, je dois dire qu'elle mérite plus d'un reproche. Toutes les figures sont à peu près au même plan; l'architecture manque de profondeur, et les couleurs ont une sorte de crudité qui n'est pas sans analogie avec la peinture des vases chinois. Je ne prétends pas contester le charme de cette composition; seulement je pense que M. Isabey devrait être plus sévère pour lui-même. Le goût sûr dont il a donné tant de preuves sera pour lui le meilleur des conseillers.

Ce que je disais de M Diaz l'année dernière, je dois le redire cette année. M. Diaz, en effet, est toujours au même point. Qu'il peigne une figure ou un paysage, il trouve toujours sur sa palette des tons charmans dont il compose des esquisses ingénieuses; mais, ce premier pas une fois fait, la force ou la volonté lui manque pour aller au-delà. Il n'offre donc à nos yeux qu'une suite d'ébauches qui plaisent au premier aspect, mais ne supportent pas l'analyse. M. Diaz gaspille les dons heureux qu'il a reçus en partage. Quand il a commencé à se produire, on pouvait se montrer indulgent pour ses premières tentatives; l'heure de la sévérité est maintenant venue. Il n'est plus permis d'accepter comme des œuvres définitives tous les caprices de son pinceau; il faut, même dans une figure de six pouces, respecter les lois du dessin, et M. Diaz ne paraît pas s'en soucier. Il faut aux arbres des feuilles, aux allées de l'air, de l'espace, et M. Diaz ne tient aucun compte de ces notions élé-

mentaires. Pourvu qu'il présente à l'œil étonné une succession éclatante et variée de tons souvent pris au hasard, il ne s'inquiète pas du reste et se tient pour satisfait. Que tous les arbres soient au même plan, que les terrains manquent de solidité, peu lui importe. Si l'œil est ébloui, si l'émeraude et le rubis se disputent l'attention, il a touché le but qu'il se proposait, et il prend en pitié toutes les objections. Qu'arrive-t-il pourtant? Ces ébauches finissent par lasser le spectateur le plus bienveillant. Toutes ces forêts sans air, toutes ces figures sans charpente, ne peuvent intéresser long-temps. Si M. Diaz ne veut pas perdre sa popularité, il faut qu'il se résigne à de sérieuses études. Ses ébauches capricieuses ont été jusqu'ici applaudies comme des promesses. S'il n'est pas en mesure de réaliser ces promesses, l'oubli, un oubli légitime, l'atteindra bientôt. Vainement ses amis s'obstineront à le présenter comme un maître, comme un modèle: le public ne tiendra aucun compte de ces affirmations sans preuves; il ne daignera même plus jeter les yeux sur les ébauches de M. Diaz.

M. Gérôme débute par un ouvrage charmant : *Deux jeunes Grecs faisant battre des coqs*. Il y a dans cette composition une grace, une fraîcheur en harmonie parfaite avec le sujet. Toute la figure du jeune homme est modelée avec une rare élégance. La figure de la jeune fille n'a pas moins de finesse, moins de précision. Seulement il me semble que l'expression du visage ne s'accorde pas assez nettement avec la nature de la scène que M. Gérôme a voulu représenter. Le jeune homme regarde bien, ses yeux sont pleins d'attention et de curiosité; il règne sur le visage de la jeune fille une mélancolie rêveuse qui serait tout aussi bien placée dans une scène d'un autre genre. La draperie qui enveloppe les hanches a le défaut très grave de masquer la forme qu'elle devrait expliquer. Toutefois ces deux figures sont empreintes d'une jeunesse qui réjouit la vue. M. Gérôme a dignement profité des leçons de M. Gleyre. Peut-être eût-il mieux valu traiter le sujet dans de moindres proportions. C'est une question de goût sur laquelle les avis peuvent varier. Quelle que soit, à cet égard, la décision des esprits scrupuleux, elle ne saurait entamer le mérite réel de l'œuvre que nous examinons. C'est un beau début, c'est plus qu'une promesse. Les encouragemens ne manqueront pas à M. Gérôme, s'il persévère dans la voie où il est entré cette année.

Les Femmes juives à la fontaine, de M. Charles Nanteuil, présentent plusieurs figures étudiées avec soin. Les vêtemens ont de la richesse, les mouvemens sont bien compris et rendus avec bonheur. Je voudrais que la fontaine eût moins d'importance, et je suis sûr que la composition y gagnerait. J'avais fait, l'année dernière, une remarque du même genre sur *les Fouilles dans la Campagne romaine*, de M. Nanteuil; comme je n'ai pas changé d'avis, je ne dois pas changer de langage. Il faut évi-

demment sacrifier ou du moins subordonner les personnages à l'architecture, ou l'architecture aux personnages, selon l'effet qu'on se propose. Si l'on donne à ces deux élémens de la composition une importance à peu près égale, l'effet manque nécessairement de netteté.

Le *Tournoi d'enfans*, de Mme Cavé, est conçu d'une façon ingénieuse. Le ton général du tableau, quoique un peu pâle, n'est pas sans charme. C'est une œuvre gracieuse qui appelle le sourire sur les lèvres. Le dessin des figures n'est pas sans reproche; mais l'incorrection n'est pas assez grave pour blesser les yeux.

Le Tripot et *le Mendiant*, de M. Penguilly, intéressent par la vérité de la pantomime, par la finesse de l'exécution. *Le Mendiant* surtout est traité dans toutes ses parties avec un soin, une patience que je ne me lasse pas d'admirer. La tête peut se placer sans désavantage à côté des morceaux les plus achevés de l'école hollandaise. Les haillons sont très bien faits; peut-être eût-il mieux valu en diminuer la masse pour donner à la figure moins de pesanteur. *Le Tripot* est d'un effet sinistre, le joueur dont le sang coule, dont les jambes fléchissent, tandis que le meurtrier s'enfuit par la fenêtre, est très bien posé. Ces deux compositions révèlent chez M. Penguilly un rare talent d'observation. Le *Paysage par un temps de pluie* n'est pas moins terrible que *le Tripot*. Dans ce tableau étrange, le ciel semble fait pour le gibet, et le gibet pour le ciel.

Les jeunes Pâtres espagnols, de M. Adolphe Leleux, *les Mendians espagnols*, de M. Armand Leleux, *le Souvenir d'Espagne*, de M. Edmond Hédouin, appartiennent à la même famille et méritent à peu près les mêmes reproches. Il y a dans ces trois compositions du naturel, de la vérité, mais le dessin est trop sacrifié à la couleur. Dans *les Pâtres espagnols*, de M. Adolphe Leleux, la forme est tellement négligée, que les personnages ressemblent plutôt à des taches ou à des chiffons qu'à des créatures vivantes. Les débuts de M. Adolphe Leleux ont été justement applaudis, et le public, en le voyant si peu sévère pour lui-même, aurait le droit de l'accuser d'ingratitude. *Le Souvenir d'Espagne*, de M. Hédouin, quoique la forme y soit traitée avec un peu plus de respect, n'est cependant pas dessiné aussi nettement qu'on pourrait le souhaiter. Que M. Adolphe Leleux se corrige, M. Armand Leleux, M. Edmond Hédouin, profiteront certainement de son exemple, et se corrigeront à leur tour. S'ils s'obstinaient à négliger la forme comme ils l'ont fait cette année, bientôt le public n'apercevrait plus les qualités heureuses dont ils sont doués, et passerait devant leurs ouvrages avec indifférence.

Les Lutteurs, paysage de M. Paul Flandrin, sont d'un bon aspect. Le mouvement des figures est énergique et vrai. Le fond est bien composé et offre de belles lignes; malheureusement les arbres sont lourds et nuisent un peu à l'effet du tableau. Cependant, malgré ce défaut, l'œuvre de M. Paul Flandrin mérite de grands éloges. Une *Vue de la*

campagne de Rome, de M. Flachéron, se recommande par un style sévère. Il y a de la grandeur, de l'élévation dans ce paysage; on y sent la main et la pensée d'un homme qui a long-temps étudié la campagne romaine et qui la comprend bien. Quelques détails sont traités avec un peu de dureté, mais l'ensemble est satisfaisant. *Le pont El-Cantara à Constantine*, de M. Thuillier, manque absolument d'intérêt et de caractère. Ce n'est pas que ce paysage soit dépourvu de mérite. Les fonds sont rendus avec finesse, mais les premiers plans sont plâtreux; et puis cette toile a le défaut commun à toutes les toiles de M. Thuillier, elle manque d'originalité; qu'il s'agisse de la Provence ou de l'Auvergne, de l'Italie ou de l'Afrique, M. Thuillier imprime à tous ses tableaux une éternelle monotonie; il voit partout, il met partout la même couleur. Cette uniformité, cette monotonie rend à peu près nul l'effet de ses meilleurs ouvrages. M. Thuillier a beaucoup vu, beaucoup étudié; mais ses études et son talent demeureront stériles tant qu'il ne saura pas distinguer et reproduire la couleur individuelle de chaque pays. M. Achard a choisi dans le parc du Raincy une vue dont il a rendu toutes les parties avec un soin scrupuleux. Les arbres, l'eau et les terrains sont traités avec habileté. C'est une fidèle imitation de la nature. Ce n'est pas là, selon nous, toute la tâche du paysagiste, mais nous devons reconnaître que M. Achard a touché le but qu'il se proposait, et nous louons sa persévérance.

Une Vue de la terrasse de Richemond, de M. Watelet, ressemble à tous les paysages passés et, je le crains bien, à tous les paysages futurs du même auteur. Pour M. Watelet comme pour M. Thuillier, le monde entier est toujours et partout de la même couleur. Cependant, sauf ce point capital, je ne voudrais établir aucune comparaison entre M. Thuillier et M. Watelet. Les ouvrages de M. Thuillier sont trop souvent monotones, les ouvrages de M. Watelet sont constamment vulgaires; la vue de Richemond est absolument inanimée. L'eau, les feuilles, les animaux, tout est immobile. En regardant ce paysage que la mort habite et remplit de son souffle glacé, on se sent frissonner, et pourtant M. Watelet a prodigué la verdure; mais le vent traverserait la plaine sans déranger un brin d'herbe dans ce paysage dont le modèle n'existe heureusement nulle part.

Une petite toile de M. Corot attire tous les yeux et réunit tous les suffrages. C'est un effet du soir très finement saisi et très habilement rendu. Je dis très habilement, quoiqu'il faille se placer à une certaine distance pour jouir pleinement du paysage de M. Corot. L'eau, le ciel et les arbres sont alors en parfaite harmonie et charment les juges les plus sévères; mais, si l'on s'approche, on aperçoit sans peine tout ce qu'il y a d'incomplet dans l'exécution. L'eau paraît crayeuse, les feuilles manquent d'air, le tronc des arbres céderait sous le doigt.

Tous ces défauts sont faciles à relever, et pourtant, malgré tous ces défauts, cette toile est charmante; il est impossible de la voir une fois sans éprouver bientôt le désir de la revoir et de la contempler à loisir. M. Corot est assurément une des imaginations les plus poétiques de notre temps, et chacune de ses œuvres porte l'empreinte de son imagination. Depuis son *Berger jouant de la flûte*, qui pouvait se comparer aux plus fraîches idylles de Théocrite, il n'avait rien montré d'aussi heureusement composé que le petit paysage de cette année. Bien que l'exécution laisse beaucoup à désirer, le tableau de M. Corot est une perle que les amateurs les plus dédaigneux se disputeront, et leur empressement ne sera que justice; car on aurait mauvaise grace à compter les imperfections d'un ouvrage si poétiquement conçu. Heureux celui qui le possédera!

M. Adolphe Yvon, dont le nom est nouveau pour nous, a montré, dans plusieurs dessins dont les sujets sont empruntés à la Russie, un talent original et vigoureux. C'est un début de bon augure, que sans doute M. Yvon ne démentira pas. La *Mosquée tartare de Moscou, le Droski*, la *Route de Sibérie*, sont l'œuvre d'une main exercée. Toutes ces études ont un caractère de vérité que je me plais à louer.

Tant de noms justement célèbres ont manqué à l'appel cette année, qu'il y aurait de la présomption à vouloir juger l'état réel de l'école française d'après les toiles exposées au Louvre. Quand MM. Ingres et Delaroche, quand MM. Decamps, Jules Dupré, Paul Huet, Cabat, sont absens, on ne peut se former une idée juste et complète de l'art contemporain. Toutefois, en nous restreignant, bien entendu, aux ouvrages que nous venons d'analyser, nous sommes amené à une conclusion sévère. Le goût des grands ouvrages, le goût du grand style, s'affaiblit de plus en plus. Sauf quelques rares exceptions, le salon est plutôt un bazar qu'une lutte ardente entre des talens sincères, dévoués sans réserve à l'étude, à l'intelligence, à l'expression de la beauté. Le tableau pour lequel le public s'est passionné pendant quelques jours ne résiste pas à la discussion. Le Louvre n'est plus qu'une succursale de Susse et de Giroux. La réunion de tels ouvrages n'apprend rien, n'excite aucune émulation. Il est parfaitement inutile d'offrir à la curiosité deux mille toiles, dont la plupart sont insignifiantes. Il serait beaucoup plus sage de limiter le nombre des ouvrages que chaque peintre pourrait envoyer. L'attention publique n'étant plus éparpillée comme aujourd'hui, l'opinion deviendrait plus sévère, les jugemens plus précis; alors peut-être on verrait s'engager un combat sérieux, et le salon deviendrait un enseignement.

Dans un prochain article, nous parlerons de la sculpture.

GUSTAVE PLANCHE.

LES

ÉCRIVAINS POLITIQUES

ET LE

MOUVEMENT CONSTITUTIONNEL EN PRUSSE.

I. — *Die Preussischen Finanzen*, von Bülow-Cummerow. — 1845.
II. — *Das Bankwesen in Preussen*, von Bülow-Cummerow. — 1846.
III. — *Preussen im Januar 1847, und das Patent von 3 februar*, von Bülow-Cummerow.
IV. — *Kœnigsberg und die Kœnigsberger*, von Dr Alexander Yung. — 1846.
V. — *Pauperismus und Communismus*, von Friederich Steinmann. — 1846.
VI. — *Abhandlungen aus dem Deutschen und Preussischen Staatsrecht*, von Staats-minister von Kamptz. — 1846.

Dans un moment où la situation générale de la Prusse appelle plus que jamais des regards attentifs, nous croyons utile de passer en revue quelques publications de date assez récente qui touchent aux points les plus essentiels de l'administration ou de la société prussienne. Ce ne sont ni des livres très complets, ni des modèles littéraires, ce sont pour la plupart des ouvrages d'à-propos, inspirés par le goût du jour ou par la nécessité courante; mais ils nous ont semblé assez riches en faits spéciaux et positifs pour mériter une mention particulière. Les circonstances donnent de la gravité à tous les renseignemens qui nous viennent sur les différentes parties de ce grand état, dont une transformation presque iné-

vitable va sans doute renouveler le caractère; malgré la diversité des objets auxquels ces renseignemens se rapportent, on sent au fond dans leur ensemble une même préoccupation, un même émoi causé par l'approche de l'avenir. C'est une analogie trop frappante pour ne pas relier suffisamment toutes ces productions assez éloignées les unes des autres, soit par leur nature, soit par leur esprit.

Le plus connu de ces publicistes, dont nous voulons rapidement résumer quelques travaux, le seul, pour mieux dire, qui se soit acquis une notoriété, c'est M. Bülow-Cummerow. On a déjà entretenu les lecteurs de cette *Revue* de l'ouvrage qui a fondé la réputation de M. Bulow, et l'on a signalé avec beaucoup de justesse la place qu'il s'est faite parmi les écrivains politiques de la Prusse (1). C'est une place assez indécise, parce que les préjugés ou les habitudes du gentilhomme de Poméranie, du Prussien de l'ancien régime, luttent encore chez lui contre les théories constitutionnelles qu'il est cependant enclin à professer; il a plutôt la haine du mécanisme bureaucratique qu'une affection arrêtée pour les formes libérales; il serait du centre droit, comme disent aujourd'hui les Allemands, qui abusent fort de notre phraséologie parlementaire avant même d'avoir usé de l'institution. Il y a donc bien quelque vague dans les idées générale de M. Bülow-Cummerow, et il s'en faut que toutes ses conceptions soient très favorables au progrès politique; mais il est beaucoup plus avancé quant aux questions financières, et les deux brochures qu'il a publiées en 1845 et en 1846, l'une sur la dette publique et le budget, l'autre sur la banque, doivent le ranger au nombre des juges les plus éclairés en ces matières, des hommes les plus compétens que la Prusse puisse maintenant employer à les traiter. Ce sont là des intérêts dont à Berlin l'on a peut-être un peu tardivement découvert l'importance, et le poids dont ils pèsent aujourd'hui sur toute la situation montre assez combien il est urgent d'aviser enfin à les ordonner mieux. En Prusse, comme en France, la crise financière aura précédé la grande crise politique, et, sans chercher d'ailleurs entre les deux époques des ressemblances qu'il ne faudrait point forcer, il est toujours curieux d'examiner de plus près les causes qui ont déterminé l'insuffisance du crédit prussien en face des besoins de l'état. M. Bülow-Cummerow nous paraît ici un guide indépendant et impartial : les faits que nous lui empruntons jettent une vive lumière sur toute une administration trop peu connue; ils prouvent une fois de plus qu'il y a beaucoup de chances d'administrer mal quand on administre à huis-clos.

De 1839 à 1843, des conjonctures extraordinaires qui se présentèrent dans le trafic des grains amenèrent à la Prusse une masse considérable de numéraire et tournèrent entièrement à son avantage la balance du commerce. Pays pauvre par nature, privé, sur la plus vaste portion de sa surface, d'un capital assez considérable pour assurer une aide régulière au travail, la Prusse, momentanément enrichie, crut, comme un joueur heureux, qu'elle ne viendrait jamais à bout de sa richesse. Devant cette affluence inaccoutumée des capitaux, elle pensa qu'il n'y aurait pour elle que bénéfice à baisser l'intérêt de tous les fonds publics; elle voulut tout de suite payer l'argent d'autant meilleur marché qu'il était plus abondant, sans se demander assez si cette abondance était normale. Il existe dans

(1) *De la Situation politique de l'Allemagne en* 1845, par M. Saint-René Taillandier. *Revue* du 15 novembre 1845.

la Marche, dans la Poméranie, dans la Prusse orientale, enfin dans la Silésie, des institutions de crédit agricole, des espèces de banques territoriales organisées à l'exemple de celles de Pologne pour prêter de l'argent aux propriétaires moyennant une garantie privilégiée sur leurs biens. Les billets qu'elles mettent en circulation, et qui représentent ainsi des valeurs foncières, portaient intérêt à 4 pour 100; elles ne donnèrent plus que 3 et demi à partir de 1839 ou de 1840. L'état fit de même en 1842 pour ses obligations; il adopta le taux servi par les banques agricoles et convertit la rente en 3 et demi. Ce qui résulta de cette double réduction, ce fut l'émigration de nombreux capitaux qui allèrent chercher au dehors un meilleur placement. Ils s'étaient à peine éloignés, qu'on précipita l'œuvre immense des chemins de fer avant même d'avoir constaté les ressources qui pouvaient rester au pays pour aborder de pareilles dépenses.

La gestion des finances prussiennes est malheureusement répartie de manière à favoriser ces opérations défectueuses. Elle n'est pas aux mains d'un seul fonctionnaire : le ministre des finances n'a point à s'occuper des questions de crédit; celles-ci relèvent exclusivement d'un ministère particulier auquel est confiée la direction de la dette publique et de la caisse d'amortissement. C'est l'inconvénient universel du système administratif de la Prusse; il est impossible qu'il y ait de l'unité dans la conduite des affaires, parce qu'il n'y a point de poste supérieur d'où l'on embrasse l'ensemble; on trouve ainsi d'excellens chefs de bureau, de bons chefs de division; l'on ne trouve pas un véritable homme d'état, un premier ministre. Depuis M. de Hardenberg, personne n'a joui d'une autorité suffisante sur tous les départemens, et chacun d'eux a travaillé constamment à part. Cette action morcelée compromet trop souvent la chose publique. Voilà comment le ministre de la dette réduisit tout d'un coup le taux de la rente, parce que, ne considérant pas la situation générale du pays et du revenu, il n'envisageait que l'épargne spéciale dont sa caisse bénéficiait, du moment où il aurait allégé le service des intérêts. Voilà, d'autre part, comment le ministre des finances ordonna la construction d'un réseau de chemins de fer, sans s'inquiéter des moyens d'y pourvoir, parce qu'il ne connaissait rien à l'état du crédit.

Ceux des capitaux qui n'avaient pas quitté la Prusse à la suite de l'abaissement général du taux de l'intérêt, sortirent de leurs placemens réguliers pour se précipiter sur les actions de chemins de fer, quand une fois il fut décidé que l'entreprise serait abandonnée aux souscriptions des particuliers et non point exécutée par l'état au moyen d'un emprunt public. L'esprit de spéculation réclamait à grands cris la jouissance d'un si vaste champ; l'esprit de gouvernement aurait dû se refuser à courir de semblables hasards, mais le gouvernement ne pouvait se mettre lui-même à l'œuvre sans négocier un emprunt, et cette négociation n'était point valable sans l'assentiment des états-généraux, dont on ne voulait point. On s'accommoda de l'exploitation des compagnies, et celle-ci attira bientôt à elle toutes les ressources pécuniaires dont s'alimentaient les autres industries. On a depuis lors commis faute sur faute. La première et la plus grave, c'est qu'on n'ait pas pensé tout de suite à tracer un ensemble général des grandes voies qu'il fallait construire, à rattacher toutes les extrémités du royaume au centre; on a laissé les premières sociétés qui se formèrent par actions s'emparer des lignes les plus avantageuses, et l'on n'a point su leur imposer, en guise de

compensation, des embranchemens moins profitables. On a dû, pour ceux-ci, encourager la spéculation par la garantie d'un minimum d'intérêt; ç'a été aussitôt une proie jetée à l'agiotage. Il a donc enfin fallu s'apercevoir qu'on n'aurait pas si aisément ces 150 millions de thalers dont on avait absolument besoin pour ces immenses constructions. On avait beau tirer à soi par l'appât des primes et détourner de leurs voies naturelles les fonds ordinaires du commerce, de l'agriculture, des fabriques; on a mis la disette sur la place, gêné de plus en plus le travail national, et les compagnies ont encore vu l'argent leur manquer. On avait espéré dans l'appel qu'on ferait aux capitaux du dehors; mais on ne songeait pas que la France, l'Italie, l'Autriche et presque tous les états allemands offraient justement alors, par les routes de fer qu'ils avaient eux-mêmes entreprises, des débouchés plus lucratifs que les chemins prussiens, et l'argent s'en alla souvent de Berlin pour chercher à l'étranger cette sorte de placement qu'on invitait l'étranger à venir chercher dans Berlin même. La circulation s'est ainsi resserrée chaque jour davantage, le prix de l'argent s'est relevé beaucoup plus haut qu'il n'était avant la réduction de 1842; les affaires sont tombées, et de tous côtés ont éclaté des banqueroutes. Pour prévenir de plus grands maux et faire moins de victimes, le gouvernement s'est arrêté dans l'exécution des chemins projetés, et il a suspendu les concessions.

Tel est l'état périlleux auquel M. Bülow-Cummerow cherchait un remède, dès la fin de 1845, dans une étude spéciale sur les *finances prussiennes*. M. Bülow est convaincu que la nation n'était point assez riche pour subvenir avec des souscriptions particulières aux frais énormes d'une opération d'aussi longue durée que celle des chemins de fer. Il est convaincu que le crédit ne procure d'argent qu'à la condition que le défaut d'argent n'ait pas déjà causé des embarras dont le crédit s'effraie. Il propose de tenter des moyens plus prompts pour restaurer le crédit lui-même et terminer aux frais de l'état les voies en cours d'exécution, pour rendre ainsi aux diverses industries les capitaux indispensables que la spéculation leur a ôtés. Il examine d'abord comme points de départ le rapport publié en 1842 par le ministère de la dette publique, et l'état principal des finances publié en 1844 par le ministre des finances lui-même. En somme, la dette publique, qui n'a jamais été au-delà des forces du peuple prussien, a diminué par la réduction d'intérêt de 1842, mais cette diminution est devenue illusoire à cause de l'obligation qu'on a prise d'assurer une garantie d'intérêt aux porteurs d'actions des chemins de fer. Le budget des recettes s'est grossi progressivement depuis 1822, mais les dépenses d'administration ont suivi le même cours, et, le nombre des employés s'accroissant à l'infini, on ne réalise pas tous les bénéfices qu'on devrait trouver. La situation n'est donc pas assez prospère pour que la Prusse se sauve avec ses seules ressources de la disette où l'a jetée l'entreprise des chemins; la situation est, au contraire, assez solide en elle-même pour offrir une garantie certaine à des prêteurs étrangers : il faut négocier un grand emprunt public et le négocier avec l'Angleterre, dont les fonds, disait M. Bülow en 1845, seront au service de la Prusse, dès que la Prusse aura cessé d'être une monarchie absolue. Le point est à considérer : ce n'est pas seulement par les rapports politiques que la nouvelle constitution vise à lier ensemble la Prusse et l'Angleterre; des esprits sérieux y voyaient à l'avance une sûre occasion pour des rapports d'argent. Que les capitaux anglais aillent s'employer dans les

chemins de fer prussiens, ce sera certainement un lien de plus, un lien puissant entre les deux états, qui cherchent maintenant à se rapprocher.

L'Autriche a émis un emprunt de 150 millions, la Bavière a fait de même; la France a négocié un emprunt de 200 millions de francs, qu'elle n'a pas même réalisés tout de suite; la Russie en a ouvert un autre de 50 millions de roubles; la Prusse aurait-elle donc été le seul pays de l'Europe qui se frustrât lui-même de cette exploitation du crédit national, dont tous les autres tirent si bon parti? Et pourquoi? Pour échapper aux éventualités d'une réforme intérieure, pour ajourner encore la convocation de cette grande assemblée, dont la loi de 1820 exige le concours en matière d'emprunt? Cette assemblée est maintenant convoquée, et la *Gazette d'État* nous dit qu'il ne lui sera point parlé d'argent. L'attente universelle de la Prusse serait-elle donc si fort trompée, et le gouvernement se serait-il donné un embarras politique sans même sortir à ce prix-là des embarras financiers? M. Bülow-Cummerow explique avec beaucoup de clarté les avantages de cet emprunt anglais, qu'il porte à 20 ou 25 millions de thalers, et montre comment il n'en coûtera que 2 et demi pour 100 d'intérêt, tandis que l'on garantit 4 pour 100 aux compagnies particulières. Il voudrait, d'ailleurs, qu'une réforme générale dans l'administration des finances, qu'une plus grande circulation de papier, que la création d'une banque nationale indépendante du gouvernement, vinssent aider la grande opération de l'emprunt et forcer les capitaux à se distribuer plus régulièrement sur le territoire prussien.

L'organisation d'une banque libre à côté de la banque royale de Prusse est notamment une des préoccupations favorites du laborieux publiciste. Admis à exposer ses raisons en présence du roi lui-même au sein du conseil des ministres, M. Bülow-Cummerow crut un instant avoir converti son plus illustre auditeur. Il a été détrompé par l'ordre de cabinet du 11 avril 1846, qui développe et réglemente la banque royale, bien loin de lui créer une concurrence. M. Bülow a imprimé les mémoires qu'il avait rédigés; il en appelle du prince et des ministres au public, qu'il met ainsi dans la confidence. C'est un trait assez caractéristique du gouvernement actuel de la Prusse, que cette introduction d'un particulier dans les conseils du gouvernement, le monarque l'autorisant à plaider là pour son opinion contre celle de tel ou tel conseiller, et jugeant lui-même en dernier ressort.

La Prusse est, jusqu'à présent, restée de beaucoup en arrière dans la pratique des institutions de crédit. Les banques gouvernementales ont, depuis longtemps, été transformées partout en associations particulières, excepté en Russie et à Berlin. La banque royale de Prusse, par le fait même de sa constitution, n'offre point de ressources suffisantes au commerce et à l'industrie, ne permet point d'essor à la fortune nationale. L'état lui confie, pour les rendre à la circulation et en tirer intérêt, les fonds qui dormiraient stérilement dans les caisses publiques; elle conserve l'argent des fondations de charité, elle reçoit également les capitaux des mineurs en dépôt provisoire, jusqu'à ce que les tuteurs en aient trouvé l'emploi; enfin le trésor lui laisse 2 millions de thalers sans intérêt, mais elle n'a point du tout de fonds qui lui soient propres, elle travaille uniquement sur les dépôts qu'on lui fait, et qui s'élèvent à 28 millions de thalers. Obligée, par conséquent, d'obéir d'un instant à l'autre à des demandes de remboursement, la banque de Prusse n'est jamais maîtresse d'un argent qu'elle doit tou-

jours tenir disponible; son action est ainsi complétement annulée, et elle dépend, dans toutes ses relations, des moindres circonstances politiques : elle est donc inutile dans la crise présente, et le commerce voudrait lui voir un auxiliaire. Dès la fin de 1844, M. Bülow-Cummerow avait sollicité la création d'une banque par actions, qui fût tout à la fois banque de dépôt, d'escompte et de circulation, sous la surveillance, mais non pas sous la dépendance de l'état. L'ordonnance du 11 avril 1846 a été l'unique résultat de ses instances; elle n'y a répondu qu'à moitié, et il nous explique comment.

Cette ordonnance avait pour but de remédier à la rareté toujours croissante du numéraire par une nouvelle émission de billets. La banque était autorisée à jeter du papier sur la place jusqu'à concurrence de 10 millions de thalers par coupures de 25, 50, 100 et 500. Il était dit en même temps que cette banque gouvernementale admettrait des actionnaires et prendrait ainsi une sorte de caractère mixte. C'était donc en somme une demi-satisfaction accordée aux exigences du moment; on rendait à la circulation, sinon toutes les facilités dont elle avait un si urgent besoin, du moins un surcroît de moyens d'échange; d'autre part, si l'on ne s'en remettait pas entièrement à l'industrie libre, comme le voulait M. Bülow, du soin de relever le crédit public, on l'appelait cependant au sein même de la banque royale pour fortifier la garantie de l'état. Quel que fût l'avantage de cet ordre de choses sur l'ancien, il n'en restait pas moins défectueux, parce que la banque, ainsi agrandie, n'avait pas encore assez de valeurs immédiatement réalisables pour soutenir son papier, parce que cette émission de papier-monnaie pouvait être considérée comme un emprunt véritable, et sembler de la sorte une infraction à la loi du 17 janvier 1820, l'emprunt n'ayant pas été contracté avec l'assentiment des états; parce que cette émission même était de beaucoup au-dessous des nécessités; parce que cette insuffisance ôtait à l'établissement royal toute action efficace sur le prix de l'argent et le réduisait à n'être que le banquier des banquiers; parce que le peu de capitaux particuliers qui voudraient s'engager dans l'institution gouvernementale ne représentaient pas à coup sûr la coopération du public et n'attireraient pas une confiance assez générale; parce que, les statuts fondamentaux de la banque l'empêchant de prêter sur marchandises, elle n'était pas à même de s'engager dans une quantité d'affaires qui se trouvaient du ressort d'une banque privée. La banque royale, réorganisée par l'ordonnance du 11 avril 1846, a commencé maintenant à fonctionner sur ses bases nouvelles; M. Bülow-Cummerow ne renonce pas à ses critiques et demande encore, dans une toute récente publication, qu'il soit enfin permis à la Prusse d'organiser en grand le crédit national au moyen d'une institution libre dont il a plusieurs fois tracé le plan et le régime.

L'ouvrage auquel nous faisons allusion, *la Prusse en janvier* 1847, est un exposé très succinct, mais très précis, de la situation générale du pays au moment où parut l'ordonnance du 3 février dernier; c'est en même temps une analyse rigoureuse des différentes parties du système politique introduit par l'ordonnance, un examen plus sévère que flatteur de l'œuvre royale. Deux points surtout nous frappent dans ce travail dont les détails matériels ne nous offrent rien de bien neuf, mais dont l'esprit est significatif, parce qu'on y sent le contre-coup des impressions du moment. Nous nous bornons à ces deux aperçus.

En 1841, M. Bülow-Cummerow publia sur la Prusse et l'Allemagne un livre qui fit alors grand bruit : *la Prusse, sa constitution, son administration et ses rapports avec l'Allemagne*. C'était un livre anti-français, écrit, comme on le voyait trop, au milieu des émotions de 1840, plein de menaces inutiles et d'une excessive amertume. Les opinions particulières de l'auteur sur le système politique qu'il croyait convenir à la Prusse lui suggéraient naturellement une grande aversion pour notre système représentatif; il voulait une représentation d'intérêts et non pas de personnes, assemblée par ordres et non par têtes. C'était la théorie complète et régulière de l'édifice que l'ordonnance du 3 février vient de bâtir à moitié, mais il y avait là une faveur beaucoup plus marquée pour les vieilles prérogatives, une complaisance moins étendue pour l'autorité monarchique; c'était du libéralisme d'aristocrate, bien plus voisin par conséquent des idées anglaises que des nôtres. Cette opposition que M. Bülow soulevait contre la France et l'esprit français dans les questions d'ordre intérieur, il l'appelait, et plus vive encore, s'il était possible, dans toute la politique extérieure; certaines pages de son livre égalaient presque les pamphlets d'Arndt en injustice et en virulence. Telle était ainsi l'aveugle préoccupation avec laquelle M. Bülow combattait sur le Rhin pour l'indépendance et le *self governement* de l'Allemagne, qu'il oubliait le vrai péril, toujours menaçant du côté de la Vistule. *La Prusse en janvier* 1847 est évidemment dictée par de tout autres inspirations, et nous croyons que ce changement mérite qu'on en parle. Les yeux se sont ouverts; le grand ennemi qu'on appréhende, ce n'est plus la France, c'est la Russie; le rôle que l'on souhaite à la patrie allemande, l'honneur que l'on ambitionne pour elle, ce n'est plus tant de servir d'antagoniste direct aux prétentions supposées de ses voisins de l'ouest, c'est d'arrêter l'invasion continue des influences moscovites, c'est de préserver la civilisation de l'Occident. La Prusse est convoquée la première à cette croisade, malgré les liens de parenté qui unissent les deux trônes; il semble même, au dire de l'auteur, qu'elle doive, dans son intérêt le plus clair, en vue de sa plus grande part d'action européenne, se dégager peu à peu de l'alliance qui l'a mise trop souvent à la suite des deux autres puissances du Nord. M. Bulow regrette qu'on n'ait pas reconnu la reine Isabelle, à cette seule intention de se conformer aux vœux de l'Autriche; il se félicite de voir le territoire prussien se hérisser de canons du côté de la Russie; les travaux exécutés à Posen, à Thorn, à Kœnigsberg, lui paraissent une garantie politique et nationale. Une forteresse élevée sur la frontière même prendra le nom du général Boyen : le nom de ce vieux soldat de l'indépendance est d'un bon augure en pareil lieu; mais n'est-ce pas dire bien haut que la brèche est là?

Nous ne suivrons M. Bülow ni dans le tableau de la situation religieuse, ni dans celui de l'état alimentaire et financier, ni enfin dans les renseignemens très exacts qu'il nous donne sur les ressources actuelles de l'industrie, du commerce et de la navigation. Ce sont là autant de chapitres spéciaux de son dernier livre. Nous abordons tout de suite avec lui la lettre patente du 3 février, et puisque nous avons déjà indiqué le fond de ses idées constitutionnelles, nous prenons seulement dans ses observations un second fait dont il faut aussi méditer les conséquences. Il paraîtrait probable, d'après les plaintes de M. Bulow, qu'il y aura dans les états rivalité marquée de province à province, rivalité surtout de l'est contre l'ouest. Les provinces n'ont pas toutes le même nombre de députés; cette différence, qui

n'avait pas de résultat quand elles délibéraient isolément, tire forcément à conséquence du moment où elles sont réunies et votent en commun. Il faudra sans doute une longue éducation avant qu'elles aient pris l'habitude de se considérer comme parties tout-à-fait intégrantes d'un même corps, et l'on peut prévoir des questions d'intérêt matériel qui seront ainsi bien difficilement résolues. M. Bülow-Cummerow appartient à la Poméranie, et c'est justement une des parties du territoire les plus maltraitées dans la constitution de cette chambre haute qui s'appelle l'ordre des seigneurs (*Herrenstand*). Cet ordre se compose, comme on sait, de quatre-vingts membres, dont dix sont princes de la maison royale; sur les soixante-dix autres, on en a pris trente-sept dans les deux seules provinces de Silésie et de Westphalie : on n'en a pris aucun dans la Poméranie ultérieure, dans la Prusse occidentale et dans la Nouvelle-Marche, trois régences qui couvrent tout le pays entre l'Oder, la Vistule, la Baltique et la frontière de Posen, et forment à elles seules, en surface carrée, près d'un quart de la monarchie. Ces provinces ont depuis long-temps été sacrifiées; la monarchie prussienne s'y est d'abord assise et les a constamment ensuite délaissées pour avantager ses nouvelles conquêtes. Ainsi, tandis que l'on s'appliquait à gagner l'esprit des Rhénans en développant les ressources matérielles de leur territoire, on n'a rien fait pour ces vieux sujets, dont on était sûr par toute espèce de raisons. Posen avait été l'objet des mêmes préférences lors des anciens partages de la Pologne. Les routes, les canaux, tous ces grands instrumens de prospérité publique, ont ainsi été répartis sans beaucoup d'équité sur le sol national, et les vieilles provinces ont toujours été le moins favorisées. Cette dernière disgrace qui les atteint à propos de la composition du parlement prussien leur sera d'autant plus sensible, et M. Bülow-Cummerow se plaint énergiquement au nom de ses compatriotes.

Il est vrai, disons-le, qu'il se trouve peut-être personnellement blessé, et il y a sous jeu quelque amour-propre tant soit peu féodal, dont M. Bulow ne cherche guère à se défendre. C'est un côté de physionomie qui perce dans certaines classes de la société prussienne, et que tous les ouvrages de l'auteur reproduisent avec une vivacité particulière. Membre de l'ordre équestre de Poméranie, M. Bülow ne peut s'empêcher de croire qu'il y a dans cet ordre des membres assez considérables pour siéger dans l'ordre des seigneurs : il donne des détails spéciaux, fort intéressans d'ailleurs quant à la situation des campagnes, sur l'existence d'une haute noblesse poméranienne dont les antiques propriétés se sont conservées plus ou moins distinctes, et il sépare soigneusement des *chevaliers* de nouvelle fabrique les *châtelains* (*Schlossherren*) du vieux temps, qui comptaient dans leur vasselage des villes médiatisées.

Ces préjugés ou ces faiblesses n'empêchent pas d'ailleurs M. Bülow-Cummerow de porter un coup d'œil très judicieux et très ferme sur toute la constitution. Il se réjouit de ce qui a été octroyé; il aime les principes en l'honneur desquels on a travaillé, peut-être même ne les croit-il pas assez fidèlement suivis. Par exemple, il n'eût pas voulu que l'assemblée des états dût partout, hors dans les questions d'impôt et d'emprunt, se dédoubler et s'accommoder du système anglo-français des deux chambres; mais, d'autre part, il fait de graves reproches au mécanisme compliqué, aux restrictions multipliées, aux détours artificiels avec lesquels on a essayé d'entraver l'action du futur parlement. Il accepte le progrès,

quel qu'il soit, à la condition de le tenir pour le germe d'un nouveau progrès. Il formule ses espérances d'une façon catégorique; à côté du trône, dont tous les droits établis seraient respectés, il souhaite une assemblée générale, réunie tous les ans. Cette assemblée n'aurait pas le droit de refuser l'impôt, mais il faudrait cependant lui soumettre le budget; la chambre des seigneurs admettrait dans son sein un nombre déterminé de membres à la nomination royale, des évêques et des surintendans évangéliques, les bourgmestres des douze villes les plus importantes de la monarchie, un membre de chacune des six universités prussiennes. Il n'y aurait plus ni diètes provinciales de deux ans en deux ans, ni comités tous les quatre ans. On supprimerait donc ces rouages qui arrêtent toutes les affaires au lieu de les accélérer, ces dépenses qu'entraînent tant d'assemblées sans cesse renouvelées (les députés reçoivent une indemnité durant la session). Il ne resterait que la grande réunion des huit diètes de provinces, qui, convoquée simultanément et annuellement, recevrait le nom qu'elle n'a point encore et ne saurait porter, le nom et les droits d'*états-généraux* (*Reichsstände*). Peut-on aujourd'hui consentir un emprunt qui soit légal, sans avoir, à proprement parler, cette qualité d'états-généraux dont il est question dans la loi des finances du 17 janvier 1820? Voilà le premier point litigieux que M. Bülow semble pressentir pour les discussions qui ont commencé au 11 avril; ce serait un débat de compétence. Il est clair qu'il y a bien des contradictions dans l'avenir que M. Bülow se plaît à imaginer pour l'édifice constitutionnel de la Prusse; il y a bien des ressorts qui jouent mal ensemble, et le grand problème n'est pas, tant s'en faut, résolu : comment fera-t-on vivre d'accord une royauté absolue et une nation délibérante? Ce qu'il y a de sûr, c'est que la Prusse entière, prince et peuple, aborde aujourd'hui la difficulté avec un double sentiment très propre à la vaincre, avec une grande confiance et un grand esprit de conciliation.

Kœnigsberg et les gens de Kœnigsberg, c'est encore de la politique, mais beaucoup moins savante et beaucoup plus sentimentale que celle de M. Bülow-Cummerow; c'est l'expression d'un même besoin de réformes, d'un même désir de vie nouvelle, non plus, il est vrai, dans le langage sérieux des chiffres ou du droit, mais sous les formes assez naïves d'une éloquence un peu provinciale. L'auteur est un *litterat* de Kœnigsberg tout plein des merveilles de ce mouvement public auquel il assiste. Ce petit livre est curieux et, jusqu'à certain point, amusant, parce qu'il donne une idée très vive des habitudes et du genre d'esprit d'une bourgeoisie originale et forte entre toutes les bourgeoisies des cités prussiennes. Nous ne saurions mieux représenter ici ce qu'est aujourd'hui Kœnigsberg, nous ne lui trouvons nulle part de si juste ressemblance qu'en rappelant à des lecteurs français ce que fut autrefois Sedan, une ville marchande et guerrière, religieuse et savante, une place à moitié indépendante sur la frontière. On ne sait pas du tout en France jusqu'à quel point les libertés municipales sont hardies et absolues en Prusse; les cités prussiennes sont vraiment de petites républiques, nommant elles-mêmes tous leurs magistrats, faisant leur police et réglant leur budget à leur guise. Il n'y a pas deux mots dans la langue allemande pour dire *citoyen* et *bourgeois*. Kœnigsberg jouirait, s'il était possible, de priviléges encore plus étendus. Le voisinage de la domination moscovite redouble là le zèle politique, et le Russe n'est en aucun endroit peut-être aussi détesté que dans ce poste d'avant-garde; il semble que le génie prussien ait porté tout exprès

à son front de bataille ce qu'il y avait en lui de plus énergique et de plus caractérisé. Si les bourgeois de Kœnigsberg ne sont pas gens à se laisser entamer facilement par l'influence étrangère, ils ne sont pas non plus très dociles aux inspirations du gouvernement central. Comme ils voient de plus près les maux causés par le despotisme, ils appréhendent les moindres velléités de réaction et regimbent seulement devant l'apparence.

L'ouvrage de M. Yung nous introduit avec beaucoup de naturel et d'exactitude dans ce petit monde qui a ses orages et ses héros; il nous fait vivre assez entièrement de la vie de Kœnigsberg, qui, dans ces dernières années, a pris des allures si nouvelles. Il n'y a pas bien long-temps que Kœnigsberg était encore la ville de Kant; le philosophe eût continué ses promenades et ses méditations avec le même calme et les mêmes loisirs. Aujourd'hui tout remue et s'agite; des personnages nouveaux envahissent cette scène, qui semble s'élargir pour les recevoir. Voici M. Jacoby, un médecin, un tribun, mais un tribun du Nord, opiniâtre et froid, l'auteur des *Quatre Questions,* l'objet de poursuites criminelles qui l'ont rendu célèbre dans toute l'Allemagne, et qui viennent d'aboutir à un acquittement; voici le pasteur Rupp, qui a servi de pierre d'achoppement à la société évangélique de Gustave-Adolphe, qui a jeté le schisme dans cette dernière union tentée par les mille sectes latentes de l'évangélisme. La liberté religieuse se produit avec la même ardeur que la liberté politique : aussi protestans et catholiques, amis des lumières, rongiens, fondent à l'envi des presbytères et prêchent l'avénement d'une ère nouvelle. Une population d'hommes de lettres tout-à-fait propre à la localité traduit, commente, exploite et colporte les rumeurs lointaines du monde européen et les annales courantes du peuple souverain de Kœnigsberg. Veut-on voir ces flambeaux de la fière cité, qu'on aille au café Siegel; il y a là tout ensemble bureau d'esprit, salle de lecture, réfectoire et chauffoir pour le pauvre *litterat;* c'est d'ailleurs un spectacle mobile dont on jouit gratuitement; la ville entière passe chez Siegel heure par heure, les professeurs, les rentiers, les employés, etc.; le lieu a même ses anecdotes et sa chronique. Mais une grande chronique, une histoire triomphante, c'est celle de la *Société bourgeoise,* qui se forma, comme par inspiration, en 1845. On se réunissait dans une immense salle pour causer des affaires du jour, pour chanter, pour fumer, pour écouter ou prononcer des harangues, pour rendre hommage à Ronge ou à MM. d'Itztein et Hecker, suivant la circonstance du moment, tout cela auprès d'un verre de bière, *bei einem Glase Bier*. L'auteur nous conduit avec beaucoup d'innocence au milieu de cette assemblée patriotique, singulier mélange d'enthousiasme sentimental et de petite niaiserie bourgeoise. Il y a de sérieux orateurs pour ou contre sur la question de savoir si l'on doit garder sa pipe quand la tribune est occupée, ou s'il est permis d'avoir le chapeau sur la tête; on octroie la casquette.

Ne nous y trompons pas cependant et ne rions pas trop vite. A ces mêmes gens on demande ensuite si l'on aura droit de parler de choses politiques dans leurs assemblées, et l'un d'eux de répondre aussitôt : « Le marchand parle de son commerce, le soldat de son arme, le savant de sa science; le citoyen doit parler de politique, car qu'est-ce que le citoyen sans l'état et l'état sans la politique? Pour moi, messieurs, je vis et je respire dans la politique, et, quand je mourrai (les piétistes vont jeter les hauts cris!) je ne serai pas mort politique-

ment; bien loin de là, le citoyen du monde, le citoyen du royaume de Dieu n'est-il pas vraiment le politique universel, par comparaison avec le citoyen d'ici-bas, sujet des princes de la terre? » Ce ne sont là peut-être ni des modèles d'éloquence ni des leçons de bon goût; mais quelle vivacité d'espérance dans ces classes moyennes à la veille du jour où va commencer pour tout le pays une existence publique! quelle noble et sincère ardeur pour les idées chez ces marchands et ces artisans arrivés d'hier à saisir des principes si nouveaux pour eux! Avons-nous bien le droit de railler ce qu'il y a peut-être de trop candide dans leur foi, de trop gauche dans leur apprentissage politique? Et voyez seulement comme ce ferment social pénètre peu à peu les habitudes intimes de ces hommes, moins portés que nous à la sociabilité. Quand il fallut rompre les réunions de Kœnigsberg pour obéir à la loi, ce fut une explosion de regrets. « Oui, Dieu le sait, disait-on, nous venions amasser ici de la force pour toute une semaine; on apprenait à se sentir homme; on sentait, en écoutant ainsi converser, qu'on avait aussi une ame immortelle et qu'il lui fallait sa nourriture; on s'instruisait à mettre en soi quelque confiance. » Au fond de toutes ces manifestations, il y a donc une éducation véritable qui se développe, un élément neuf qui s'enracine sur le sol allemand. Sait-on s'il ne faudra pas bientôt chercher et fouiller pour retrouver le vieux Philistin de la vieille Allemagne?

Nous passerons beaucoup plus rapidement sur deux ouvrages qui ne se ressemblent guère et que nous réunissons cependant dans une même indifférence, parce qu'ils marquent pour ainsi dire les deux extrémités les plus extrêmes de la ligne politique dont nous avons attentivement étudié les parties vivantes. C'est une brochure écrite par un communiste assez peu mitigé, c'est un gros livre compilé par un absolutiste déterminé. Placer à côté l'un de l'autre M. Steinman, le rédacteur du *Mephistopheles*, et M. de Kamptz, l'ancien ministre d'état, cela paraît au premier abord une justice fort impertinente. C'est au fond le meilleur correctif qu'on puisse leur donner à chacun. Rien n'est plus propre à fonder l'absolutisme que les théories sociales du communiste, et rien n'est mieux fait pour soulever le communisme avec tous ses désordres que les équivoques et les chicanes du jurisconsulte absolutiste.

Nous ne croyons pas beaucoup aux menaces des utopies violentes, et nous avons toujours pensé que ceux qui, en apparence, s'inclinaient le plus bas devant ce grand épouvantail du communisme n'étaient pas ceux qui en avaient le plus de peur, mais ceux qui prétendaient en tirer le meilleur parti. C'était une frayeur bonne à tourner contre les libertés raisonnables; en Allemagne surtout, on n'y a point manqué. En Allemagne cependant, le communisme n'est rien moins qu'original et profond; ceux qui les premiers l'ont prêché sont venus purement et simplement se mettre à l'école chez nous; ils ont relevé de leur néant les grands hommes morts avec les sociétés secrètes, et ils ont été de l'autre côté du Rhin agiter leur défroque comme un étendard tout neuf. La plupart des publications communistes ne sont là-bas qu'une analyse ou une traduction des nôtres. Les *Réformateurs contemporains*, de M. Louis Reybaud, sont une mine où l'on a singulièrement puisé, parce qu'on en tirait la claire intelligence des systèmes; on n'a rejeté que la critique, et, une fois le point de départ ainsi compris, on s'est précipité sur les pas des novateurs de ce temps-ci; pauvres inventions, comme on sait, plus pauvres copies! M. Steinmann annonce dans son pre-

mier chapitre qu'il va raconter le développement historique du paupérisme et du communisme en Allemagne : la vérité est qu'il ne fait qu'abréger ce qui s'est écrit là-dessus relativement à l'Angleterre et à la France. Quant à l'Allemagne, il lui réserve seulement son droit accoutumé de priorité chronologique, et, prenant date en sa faveur, réclame le mérite de l'invention au nom des anabaptistes de Munster. M. Steinmann examine ensuite les causes du paupérisme et les moyens d'y remédier. Rien de plus simple : qu'on abolisse les impôts de consommation et qu'on proscrive le luxe; que l'état cesse d'adjuger ses fournitures au rabais; qu'on fixe les salaires par une loi positive; qu'on interdise la spéculation commerciale sur les denrées; qu'on supprime les chemins de fer; qu'on limite la liberté de l'industrie; qu'on défende l'usure, et l'usure, pour l'auteur, c'est le prêt légal et l'usage même du crédit; qu'on entreprenne toutes ces belles réformes et bien d'autres encore, le paupérisme disparaîtra de lui-même. Ce livre-là n'a jamais été et ne sera jamais dangereux.

Celui de M. de Kamptz aurait pu l'être, mais la saison du péril est passée. L'ouvrage ne date cependant que du milieu de l'année dernière, et il est déjà condamné pour toujours au néant : c'est un travail plein d'érudition, de divisions et de subdivisions, très sérieux, très instructif, et personne pourtant ne le lira plus. D'où vient ce malheur étrange? M. de Kamptz a fait un gros volume sur un petit discours du roi. Le roi avait dit, un jour de mauvaise humeur, que les promesses données par son auguste père en 1815 n'engageaient pas sa liberté. Frédéric-Guillaume III avait annoncé à la Prusse une assemblée nationale, une représentation du peuple : cela ne convenait plus à Frédéric-Guillaume IV, pour l'instant du moins. M. de Kamptz a composé son livre pour prouver juridiquement que Frédéric-Guillaume IV avait raison; que Frédéric-Guillaume III s'était servi par inadvertance d'une expression équivoque; qu'il n'avait jamais été question en Prusse et en Allemagne que d'assemblées d'états, et non de représentation générale; qu'il fallait même se contenter d'états provinciaux, parce que c'était chose encore plus historique, et qu'enfin l'idée d'avoir un jour les états réunis du royaume entier était tout bonnement une hérésie au premier chef. Le roi ayant eu maintenant le bon esprit d'adopter et de légaliser cette hérésie damnable, M. de Kamptz reste seul en compagnie d'un excellent livre, qui a eu le tort de venir ou trop tard ou trop tôt. Nous doutons fort qu'un à-propos quelconque remette jamais dorénavant ses théories à la mode; l'esprit bureaucratique est décidément vaincu, même en Prusse, par l'esprit national.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 avril 1847.

Nous assistons à une transformation lente, mais profonde, des opinions et des partis politiques. Peu à peu d'anciens préjugés s'effacent pour céder la place, dans tous les camps, à une manière nouvelle et plus saine d'envisager les choses. D'agressive et guerroyante qu'elle était, la pensée politique se fait pratique et organisatrice. Il n'est pas un parti qui ne comprenne qu'il se perdrait sans retour dans l'opinion, s'il gardait le langage et les allures des vieilles luttes sur lesquelles le pays a porté un jugement définitif. Le pays veut que le gouvernement s'affermisse de plus en plus, et il ne permettrait plus à personne de l'attaquer dans les principes de son existence, mais aussi il en attend, il en exige beaucoup. Il a les yeux tournés vers le pouvoir, et lui demande de porter partout un esprit sincère d'amélioration, de réforme, enfin de gouverner avec activité et succès.

Une aussi franche adhésion donne au gouvernement beaucoup de force, et en même temps ces vœux et cette attente lui imposent des obligations considérables. Sur ce point, le pouvoir n'en est plus aux conjectures. Des symptômes, des faits irrécusables lui ont appris les sentimens du pays. Les élections se sont accomplies sous la double pensée de la conservation et du progrès, et à la chambre la nécessité de sages réformes a été invoquée et soutenue au sein même de la majorité. Nous comprenons que le gouvernement ne se jette pas avec précipitation dans des changemens arbitraires, d'une utilité douteuse : il n'a pas à jouer le rôle d'un coureur d'aventures; mais là où la nécessité parle, où elle indique ce qu'il est possible et politique de tenter, la sagesse consiste à agir. Personne n'est en situation aujourd'hui d'enlever au gouvernement l'initiative des améliorations. L'opposition constitutionnelle, l'opposition éclairée peut donner de sages conseils, des excitations utiles; elle reconnait elle-même que sa force numérique ne

lui permet pas aujourd'hui de prétendre au pouvoir. Jusqu'à présent, les conservateurs progressistes ont plutôt des tendances et des désirs que des idées faites et des plans arrêtés. Par la sincérité de leurs sentimens, par les dispositions qu'ils annoncent, ils sont destinés à servir, à fortifier le parti auquel ils appartiennent. Nul ne souhaite plus vivement que nous de les voir, par des études fortes, par des travaux approfondis, par des succès de tribune, s'assurer une influence avec laquelle il faudra compter. Ils doivent reconnaître de plus en plus qu'on ne peut conquérir en un jour le crédit, l'ascendant parlementaire. C'est l'affaire du temps. Le gouvernement ne saurait donc craindre aujourd'hui d'être devancé dans la carrière du bien; seulement il faut qu'il y marche sans trop de lenteur. Il doit considérer la session actuelle, qui est la première de la chambre de 1846, comme un point de départ pour préparer et mûrir des mesures nécessaires. Cette session a déjà été et sera encore pour lui pleine d'avertissemens et d'indices qui achèveront de lui faire connaître le véritable esprit du pays et du parlement.

Tout le monde aujourd'hui se dispute la même politique, et tout le monde se sert des mêmes mots. On dit de tous côtés qu'il faut améliorer en conservant et ne rien détruire avec violence. N'est-ce pas le langage de l'opposition constitutionnelle? Quand M. de Rémusat reproduit sa motion sur les incompatibilités, il se propose, par des amendemens qu'il croit utiles, d'affermir la législation électorale et non de l'ébranler. Le principe des incompatibilités est inscrit dans l'article 64 de la loi du 19 avril 1831 : serait-ce une innovation dangereuse que de l'étendre aujourd'hui à quelques cas qui ont échappé à la prévoyance du législateur? Quand une question est posée dans des termes aussi mesurés, il est difficile de ne pas lui donner audience. C'est ce qu'a reconnu le cabinet en ne s'opposant pas à la lecture de la proposition. Il est même, comme nous l'avons déjà indiqué, disposé à accepter une discussion approfondie de la question, mais plus tard, quand la chambre ne sera plus séparée que par un an ou deux du moment où elle doit comparaître devant les électeurs. C'est à pareille époque que la chambre de 1842 prit en considération la même proposition, que présentait alors pour la seconde fois M. de Rémusat : une commission fut nommée, et, sur le rapport de M. Hébert, la chambre vota le rejet du principe même de l'extension des incompatibilités. Le parlement de 1846 sera-t-il plus accessible à des idées de réforme sur ce point? Peu de questions se sont aussi souvent offertes à l'examen des deux chambres. On en aperçoit le germe dès 1829. A dater de 1830, on a vu se produire une série de propositions diverses dans leurs moyens d'exécution, mais tendant toutes au même but. Pendant six ans, l'infatigable M. Gauguier a demandé que le traitement des fonctionnaires fût suspendu pendant la durée des sessions; puis vinrent M. de Remilly, M. Mauguin, M. Ganneron, M. de Sade, enfin M. de Rémusat. Il est une considération qui, dans la chambre de 1846, pourra être de quelque poids. Au moment où de grands propriétaires, où des hommes considérables par leur fortune, par une situation aristocratique, tendent à prendre dans la chambre une plus grande autorité, il importe, sans contredit, au bien général de contrebalancer cette influence légitime, mais qui peut avoir ses inconvéniens, par l'expérience et les lumières de députés éprouvés dans les fonctions publiques. Pour que le contrepoids soit efficace, il faut que les fonctionnaires soient considérables à leur tour par la place où ils ont su monter dans la hiérarchie civile et militaire. Cette élévation,

en garantissant leur indépendance, assure leur crédit parlementaire. Il pourrait donc y avoir telles exclusions prononcées par la loi qui, loin d'être préjudiciables à la présence et à l'autorité nécessaires d'un certain nombre de fonctionnaires dans la chambre, auraient pour résultat d'augmenter leur considération, en écartant de l'enceinte parlementaire ceux qui n'occupent encore dans l'armée, dans la magistrature, dans l'administration, que des postes subalternes.

Au surplus, les théories et les questions proprement politiques touchent en ce moment beaucoup moins les esprits que les affaires positives. S'il y a deux ans M. de Salvandy eût présenté le projet de loi sur l'instruction secondaire qu'il vient de soumettre à la chambre, que d'émotions il eût soulevées! Aujourd'hui la loi nouvelle a excité plus de curiosité que de passions, et les impressions de la chambre, lorsqu'elle en a écouté les articles, ont été confuses et diverses. Une première lecture, tant du projet que de l'exposé des motifs, nous a convaincus des intentions élevées et impartiales qui ont animé M. de Salvandy dans la rédaction de son projet. Il a eu la louable ambition de concilier les droits de l'état, de la famille et de l'église. Seulement nous craignons que, bien qu'il ait voulu être bienveillant et juste envers tout le monde, plusieurs des mesures qu'il propose ne paraissent un peu dures aux parties intéressées. En principe, tout Français âgé de vingt-sept ans accomplis et gradué aura le droit de prendre la direction d'un établissement particulier d'instruction secondaire; mais à quelles conditions, à quelles formalités, à quelles restrictions cette faculté n'est-elle pas soumise! Les instituteurs particuliers pourront regretter le régime actuel, car ils seront placés désormais sous l'autorité directe du ministre de l'instruction publique, qui exercera sa surveillance non-seulement par les recteurs d'académie, mais par les préfets, les sous-préfets et les maires : de plus, ils deviennent justiciables des tribunaux ordinaires, non-seulement pour les délits de droit commun, mais pour les fautes qu'ils pourraient commettre dans l'exercice de leur profession. L'Université, que, dans son exposé des motifs, M. de Salvandy présente avec raison comme une des institutions fondamentales du pays, ne perd-elle pas, par le projet, quelques-unes de ses prérogatives, qui passent tant à l'autorité ministérielle qu'à la magistrature, et enfin à un grand conseil de l'instruction publique, qui sera comme un arbitre souverain entre elle et les institutions particulières? Les pères de famille et le clergé, au profit desquels toutes ces innovations sont proposées, seront-ils satisfaits? Si le nouveau projet avait l'appui de l'église, ces suffrages réveilleraient les passions des partisans de l'enseignement exclusivement laïque; si, ce qui est plus probable, dans les rangs même du clergé il rencontrait une opposition décidée, où seraient donc ses soutiens? Au reste, ce n'est pas dans les premiers momens de la présentation d'une loi aussi importante qu'on peut vraiment la juger, et connaître avec exactitude l'impression qu'elle produit sur les esprits. La chambre, à laquelle on soumet un pareil projet dès la première année de la législature, ne voudra pas sans doute précipiter l'examen qu'elle en fera. Il est possible que, lorsqu'elle se séparera, dans quelques mois, elle laisse la question seulement à l'état de rapport.

L'instruction secondaire n'est pas le seul objet sur lequel M. de Salvandy appelle les méditations du parlement. Non-seulement il a présenté au Palais-Bourbon une autre loi relative à l'instruction primaire, mais il a, dès les premiers momens de la session, saisi la chambre des pairs de deux projets considé-

rables, l'un sur l'enseignement du droit, l'autre sur l'enseignement et l'exercice de la médecine et de la pharmacie. Ainsi, en ce moment, le système entier de l'instruction publique, à tous ses degrés et dans ses spécialités principales, est livré au pouvoir législatif pour être remanié. Cette fois on ne reprochera pas au gouvernement un défaut d'initiative. M. de Salvandy ne se dissimule pas assurément qu'il faut beaucoup de temps et de réflexion pour résoudre tant de questions graves et délicates, mais il a pensé qu'il y avait avantage à les poser toutes à la fois, afin que ceux qui les étudieront puissent en embrasser l'ensemble. Les problèmes sont si nombreux et si compliqués, que nous ne serions pas étonnés que toute la durée d'une législature ne suffît pas à les débrouiller tous. En ce moment, le projet de loi sur l'enseignement et l'exercice de la médecine préoccupe de la manière la plus sérieuse une des commissions de la chambre des pairs. Le projet sur lequel elle délibère a ému, inquiété le corps médical, qui a cru y trouver plusieurs dispositions fâcheuses pour l'indépendance, pour la dignité du médecin. Ces impressions ont été d'autant plus vives, que l'été dernier la présence de M. de Salvandy et son langage au sein du congrès médical avaient fait concevoir à l'assemblée, qui avait couvert d'applaudissemens M. le ministre de l'instruction publique, les plus belles espérances au sujet de la loi qu'il avait promise. La commission de la chambre des pairs a entendu les observations des représentans du corps médical; elle saura reconnaître ce que les plaintes des parties intéressées peuvent avoir de fondé, ce qu'elles ont sans doute d'excessif, et il sortira de cet examen un travail approfondi sur une matière que les progrès de la science et des mœurs ont singulièrement compliquée depuis l'époque où les lois consulaires ont été rendues.

Les discussions d'affaires ont commencé sérieusement au Palais-Bourbon. Après le projet sur la banque, dont la chambre s'occupe en ce moment, viendront la loi de douanes et les crédits supplémentaires. C'est là que seront abordées les questions du libre échange et de la colonisation africaine. Maintenant la chambre examine le projet tendant à abaisser à 250 francs la moindre coupure des billets de la Banque de France. Quelle est la quantité de numéraire circulant en France? On avait cru, d'après certains calculs, que la France possédait plus de trois milliards en numéraire. Cette proportion est exagérée pour bien des causes. Le rapporteur de la commission, M. Benoist, rappelle qu'un grand nombre de pièces frappées antérieurement à 1829 ont été retirées de la circulation. D'un autre côté, il faut déduire de notre capital monétaire intérieur la partie de notre numéraire qui circule à l'étranger. L'Algérie absorbe aussi chaque année des sommes assez considérables. Toute mesure qui aura pour objet de faciliter l'exportation du numéraire doit donc être mûrement pesée par le gouvernement et par les chambres. Tout notre papier monétaire, les billets de la Banque de France, ceux de ses comptoirs et les billets des banques départementales, représentent une somme de 350 millions, c'est-à-dire un peu plus du tiers de la circulation de l'Angleterre, dont la population n'est guère que des deux tiers de la nôtre. Est-il désirable que parmi nous cette circulation soit accrue? La commission n'a pas hésité à se prononcer pour l'affirmative, si cet accroissement peut avoir lieu sans que nous courions les dangers contre lesquels l'Angleterre est obligée de se prémunir. Le commerce de Paris, depuis assez long-temps, a réclamé des billets de petite coupure. La commission a pensé qu'il n'y avait aucun danger à accéder à

ce désir, et qu'il fallait faciliter l'emploi des billets de banque dans les transactions journalières en descendant au-dessous de 500 francs. Sur ce point, la commission a même été au-delà de la proposition du gouvernement, et elle a cru qu'un billet de 200 francs devait être préféré à celui de 250 francs. Suivant elle, le billet de 200 francs se prêtera mieux aux besoins des grandes caisses publiques et privées. A ses yeux, cette coupure a encore l'avantage de mieux rentrer dans les formes décimales et dans les analogies avec notre monnaie. La coupure à 200 francs est une transition nécessaire aux idées plus absolues qui demandent le billet de 100 francs, et si, plus tard, on doit en venir à ce dernier billet, l'analogie avec nos monnaies d'argent de 1 fr., 2 fr., 5 fr., sera complète. La chambre a dans son sein des économistes qui sont frappés des bons résultats qu'aurait pour le commerce le billet de 100 francs; il développerait la circulation par les facilités qu'il apporterait aux transactions de toute nature. A leur avis, cette expérience est sans danger, et ils désireraient qu'elle commençât dès à présent. C'est pour réaliser ce vœu que M. Léon Faucher a présenté un amendement ainsi conçu : « La moindre coupure des billets de la Banque de France, fixée à cinq cents francs par l'art. 14 de la loi du 24 germinal an XI, est abaissée à cent francs. La même disposition est étendue aux autres banques publiques autorisées. » Le ministre des finances, la Banque et la commission combattent cette création des billets de 100 francs; ils y voient le danger possible d'une circulation exagérée. Le rapporteur expose aussi qu'il serait permis de craindre que, lorsque le billet de 100 francs descendrait dans une classe moins riche, moins éclairée que celle qui use aujourd'hui des billets de banque, la moindre inquiétude ne multipliât outre mesure les demandes de remboursement; il y aurait dans ce mouvement quelque chose de dangereux non-seulement pour la sécurité commerciale, mais encore pour la sécurité publique. Aussi la majorité de la commission a préféré s'en tenir à la création des billets de 200 francs. Le temps décidera s'il est sage de pousser l'expérience plus loin. M. d'Eichtal, dont la compétence en pareille matière n'est pas douteuse, et que la chambre a écouté avec une attention soutenue, s'est aussi déclaré pour la création immédiate du billet de 100 francs. Le débat a pris des proportions sur lesquelles on ne comptait pas, et doit se prolonger encore quelques jours.

On invoque souvent l'exemple de l'Angleterre pour exciter à plus de hardiesse l'administration et les chambres dans certaines mesures économiques et financières. Cependant il ne faut pas oublier qu'en 1844, lorsque le parlement britannique renouvela le privilége de la banque d'Angleterre, sir Robert Peel combattit vivement les théories de quelques économistes, ainsi que la confiance excessive dans le papier-monnaie. Il ne consentit point à considérer la livre sterling comme une simple fiction, ainsi que le soutenaient certains théoriciens; il y voyait une quantité fixe de métal précieux d'un poids et d'un titre arrêtés, et dont il fallait toujours assurer le remboursement. Aussi sir Robert Peel ne permettait à la banque de lancer des billets dans la circulation que jusqu'à concurrence de son capital placé entre les mains du gouvernement, savoir : 11 millions de livres sterling en fonds publics consolidés et 3 millions en billets de l'Échiquier. La banque ne pouvait désormais émettre des billets pour une somme plus considérable qu'en justifiant qu'elle avait dans ses caves une quantité de numéraire ou de lingots égale à ce supplément, ou en offrant des garanties d'un

autre genre sur les fonds publics. Tels sont les principes qui ont triomphé en Angleterre il y a trois ans, et qui ont raffermi le crédit financier de la Grande-Bretagne. Ne peut-on pas dire que dans cette circonstance le gouvernement anglais et sir Robert Peel s'inspiraient de l'esprit de sagesse qui a mis si haut dans la confiance du pays la Banque de France?

Entre la commission des crédits d'Afrique et le cabinet, il vient de s'élever une question à la fois constitutionnelle et militaire. Ayant appris que M. le maréchal Bugeaud avait l'intention de se rendre dans la Kabylie avec une division de dix mille hommes, la commission a député M. Dufaure auprès de M. le ministre de la guerre, pour lui faire connaître qu'un pareil projet n'avait pas son approbation. M. de Saint-Yon en a référé au conseil, qui l'a chargé de répondre à M. Dufaure qu'il y avait dans son ouverture quelque chose d'inconstitutionnel, et comme un empiétement sur les prérogatives du pouvoir exécutif. Sur la question de principes, nous serions assez disposés à partager cet avis; mais comment ne pas faire remarquer que, si la chambre a pris l'habitude d'intervenir, pour ce qui concerne l'Afrique, dans les questions qui appartiennent essentiellement au pouvoir exécutif, elle y a été provoquée, encouragée par le gouvernement lui-même depuis seize ans? Il est un peu tard pour reconquérir le terrain perdu. Au surplus, puisqu'il est question de la Kabylie, nous signalerons l'espèce de révolution morale qui s'est faite dans un grand nombre de tribus kabyles que nous voyons aujourd'hui rechercher notre alliance. A l'ouest de Philippeville, à Setif, à Bougie, les Kabyles ont manifesté le désir de nouer avec nous des relations commerciales suivies. Dans le cercle de Bougie notamment, l'heureuse vigueur du commandant supérieur, M. de Wengi, a déterminé la soumission de tribus nombreuses et l'arrivée d'une foule de Kabyles au marché de la ville. Le mouvement pacifique, une fois imprimé, n'a pas tardé à entraîner les chefs qui s'étaient montrés nos plus ardens ennemis; on les a vus à Alger venir recevoir l'investiture des mains du gouverneur-général. Dans la partie orientale de la Kabylie, notre situation n'est pas moins favorable. La création d'un établissement permanent à Sour-el-Ghozlan, dans l'est de la province d'Alger, à la tête de la vallée qui sert de communication entre les montagnes du Jurjura et les plaines du sud, a suffi pour attirer à nous les montagnards. De ce côté, l'événement le plus important a été la soumission de Ben-Salem, l'un des plus puissans khalifa d'Ab-el-Kader. A sa suite sont arrivés les chefs des principales tribus du Jurjura et les personnages indigènes émigrés des diverses parties de la province et réfugiés au milieu des Kabyles. Fidèle au caractère religieux qu'il avait toujours manifesté pendant qu'il exerçait le commandement au nom de l'émir, Ben-Salem n'a pas voulu accepter de fonctions politiques en se soumettant à la France. Le succès de toutes nos entreprises a été à ses yeux le signe évident de la volonté de Dieu, et, en déposant le dernier les armes qu'il avait prises au nom de la religion et pour le bien de son pays, il a demandé à aller faire un pèlerinage à la Mecque. Ces résultats donnent à nos relations en Afrique une sorte de consécration dont l'honneur appartient tant à l'énergie de nos soldats qu'à l'habile direction des affaires arabes.

En portant nos regards au dehors, nous retrouvons en Grèce, en Portugal, en Espagne, les mêmes agitations, les mêmes périls pour les institutions constitutionnelles. Cependant, à Athènes, un vote parlementaire vient de montrer que

M. Coletti et le cabinet qu'il préside ont une incontestable majorité. L'opposition avait pris thème de certaines irrégularités qui s'étaient glissées dans les mercuriales des principaux marchés du royaume que le gouvernement doit publier tous les mois, pour accuser le ministre des finances de falsification des documens officiels et de perception illégale. L'accusation n'avait pas le moindre fondement, l'opposition elle-même ne l'ignorait pas; mais elle y voyait un moyen de harceler non pas tant le ministre des finances, M. Ponyropoulo, que le président du conseil, M. Coletti. Le débat a si fort tourné à la confusion des opposans, qu'un des plus vifs d'entre eux, M. Lycurgue, a cru devoir protester à la tribune de son respect pour le caractère de M. Coletti et la droiture de ses intentions. La mise en accusation du ministre des finances a été repoussée par 64 voix contre 43; il y a donc eu en faveur du cabinet une majorité de 21 voix. Cet épisode parlementaire s'est passé au milieu des préoccupations qu'inspirent au gouvernement grec l'attitude de Constantinople et surtout le mauvais vouloir de l'Angleterre, qui menace Athènes de ses vaisseaux et d'une descente au Pirée. Le gouvernement grec paraît résolu à lui opposer une résistance passive, et à protester devant l'Europe contre les violences qui lui seraient faites. L'Europe pourra juger entre la conduite du gouvernement anglais venant mettre la main sur le trésor, sur les finances de la Grèce, et celle de la France, qui prend encore à sa charge aujourd'hui pour sa part afférente le paiement des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt grec. Le ministre des finances, en demandant à la chambre un crédit de 527,241 francs pour le paiement du semestre échu le 1er mars 1847, insiste sur l'impossibilité où se trouve le gouvernement grec de distraire aucune partie des recettes pour l'affecter à l'acquittement direct de l'emprunt et même au remboursement des avances faites par les puissances. L'Angleterre au contraire s'en tient à la lettre de son contrat : elle veut être payée, dussent ses exigences précipiter la ruine de la monarchie qu'elle a élevée, il y a vingt ans, de concert avec la France et la Russie.

Nous avons à signaler aujourd'hui un changement, un progrès assez imprévu dans la situation d'une des provinces danubiennes; nous voulons parler de la Valachie. On se rappelle qu'un des premiers actes de l'hospodar Bibesco, qui était parvenu au pouvoir à la faveur de ses protestations et de ses promesses libérales, avait été de rompre avec ses anciens amis et de fermer l'assemblée valaque *pour en mettre la clé dans la poche des Russes*, comme on disait à Bucharest. La réaction contre l'influence russe fut alors unanime parmi les Valaques; elle fut poussée si loin, qu'on les vit témoigner aux Turcs de l'amitié, de la confiance, et les supplier de venir au secours de la constitution menacée de périr. Il y eut enfin en Valachie un parti turc. Le divan, qui d'ordinaire sait fort peu ce qui se passe de ce côté du Danube, accorda pourtant son attention à cet appel fréquemment répété, et, dans son voyage en Bulgarie, le sultan usa de son droit de suzeraineté pour intimer au prince Bibesco l'ordre de rouvrir l'assemblée. La Russie ne s'y opposa point ostensiblement. A l'en croire, elle avait ignoré l'étendue du mal; son consul, en s'associant étroitement aux méfaits du prince Bibesco, avait dépassé ses instructions : il avait mal informé son gouvernement, dont l'innocence était complète. Force a été au prince Bibesco de faire acte de soumission, et la Russie, de son côté, a reculé d'un pas en frappant d'une disgrace apparente ou réelle l'agent qui l'avait servie avec un succès

peut-être en effet trop rapide et trop peu ménagé. Toutefois, en rendant au pays l'usage de sa constitution, l'hospodar a pris ses précautions contre le danger des opinions trop indépendantes; il a eu grand soin de changer de fond en comble la loi électorale, de manière à en obtenir un parlement composé d'hommes nouveaux, obscurs, pauvres, ou bien très riches, mais en même temps connus par une servilité mise à l'épreuve. Cependant, avec une chambre aussi docile, le prince Bibesco gouverne dans un sens libéral; il fait voter par les députés de son choix des lois utiles pour la principauté. Quelle est la cause de ce changement? La Russie, qui s'était compromise, et qui d'ailleurs, par les événemens de Cracovie, a éveillé la susceptibilité de l'Europe occidentale sur les questions de protectorat, se résigne à ralentir provisoirement son action pour paraître moins redoutable. Quant au prince Bibesco, il essaie d'expliquer lui-même son libéralisme d'aujourd'hui en rejetant la responsabilité de ses actes d'autrefois sur l'arrogance de la boyarie, et sur les difficultés qu'elle suscite incessamment à toute administration dans l'intérêt de ses propres priviléges. La vérité est que le prince Bibesco a du penchant pour les allures de dictateur, et qu'il tient à justifier le pouvoir absolu par sa conduite. Peut-être même commence-t-il à vouloir le bien du pays, à la condition d'avoir la liberté de le faire par lui seul; car enfin il a aussi son intérêt personnel dans cette politique, l'intérêt de s'affermir sur le trône en abaissant ses rivaux et de fonder une dynastie. L'hérédité n'est-elle pas, au su de tout le monde, une de ses ambitions? Quoi qu'il en soit, avant même de savoir si le prince Bibesco persévérera jusqu'à la fin dans cette voie meilleure, il est juste de le louer d'y être entré. La loi proposée par le prince et votée par l'assemblée pour l'affranchissement des esclaves du clergé exercera une influence utile sur l'honneur, et aussi sur le bien-être, sur la moralité des populations valaques. Lorsque les aventuriers connus plus tard sous le nom de *bohémiens*, *cigans*, *zingares*, vinrent de l'Asie s'établir en Europe vers la fin du moyen-âge, ils se fixèrent en grand nombre dans la Moldo-Valachie et y furent promptement réduits en esclavage. L'état, le clergé, les particuliers, quiconque avait un droit de possession eut des esclaves, et la domesticité dans les principautés fut tout entière alimentée par les *zingares*. Comme leur histoire l'apprend, c'était une population très vicieuse, et il arriva que cette race flétrie par l'esclavage descendit alors au plus profond degré de la corruption. C'était la plaie des familles et de la société; mais cela ne déplaisait point aux princes fanariotes qui gouvernaient le pays pour les Turcs, et qui ne pouvaient s'y maintenir qu'en l'énervant de toutes les façons. Sitôt que les Moldo-Valaques, à la faveur des événemens intérieurs et extérieurs qui ont diminué si gravement la puissance ottomane, eurent retrouvé le sentiment de leur force et de leur nationalité, ils songèrent très sérieusement aux maux dont l'esclavage était pour eux la source, et, depuis 1832, l'affranchissement des *zingares* a été la préoccupation constante des hommes sincèrement dévoués au bien du pays. Dans les deux principautés, l'état a fait les premiers sacrifices; il a donné la liberté à ses esclaves. Le clergé, très riche en esclaves, ne suivit pas cet exemple, et combattit formellement la mesure comme désastreuse pour l'église. Il céda pourtant en Moldavie devant le libéralisme toujours capricieux et quelquefois un peu brutal du prince Stourdza. Le prince Ghica fut moins heureux en Valachie; il ne put l'emporter contre la puissante opposition des évêques et des mo-

nastères. Le prince Bibesco vient d'obtenir le succès qui avait ainsi échappé à son prédécesseur; il est juste de dire que le métropolitain de Bucharest lui a prêté tout son appui. Par le bienfait de cette loi, trente mille *zingares* passent à l'état d'hommes libres. Les revenus de la capitation que tous les affranchis doivent au trésor seront consacrés au rachat des esclaves des particuliers qui consentiront à vendre, car, on est forcé de l'avouer, les deux principautés contiennent encore environ cent mille esclaves, et il ne faudra pas moins de trente-cinq ans pour le rachat de ceux de la Valachie.

Le traité de la quadruple alliance va, par la force des choses, trouver une application dans les affaires du Portugal. Le bruit avait couru dans ces derniers jours que l'Angleterre s'était entendue avec le gouvernement espagnol pour nous évincer de la question portugaise, et pour travailler à résoudre sans nous les difficultés qui tiennent en échec le pouvoir de la reine dona Maria. Il n'en est rien. Si le ministère anglais avait en effet cherché à faire triompher un pareil dessein, la réponse de la France à une entreprise de cette nature eût été fort simple. La France se trouvait en droit de déclarer au gouvernement britannique que, dès que le traité de la quadruple alliance était méconnu dans ce qui concernait le Portugal, il n'existait plus pour ce qui regardait l'Espagne. Dès-lors la France était libre d'agir dans les affaires de la Péninsule d'une manière tout-à-fait isolée et de trancher seule les questions les plus délicates, comme par exemple celle de l'intervention dans un cas donné. L'Angleterre était loin d'avoir intérêt à pousser les choses jusque-là; aussi n'a-t-elle rien fait de sérieux qui pût motiver de notre part une semblable attitude. Ce qu'il est permis d'augurer, c'est que l'anarchie du Portugal, à force de se prolonger, deviendra une sorte de question européenne, du moins pour la France, l'Angleterre et l'Espagne. On sentira le besoin de mettre la transaction qui devra enfin terminer la lutte entre la reine dona Maria et les insurgés sous la sanction de plusieurs puissances qui garantiraient au Portugal le rétablissement et la sincère exécution de la charte.

Quant à l'Espagne, nous parlerons sans découragement, mais avec franchise, du spectacle qu'elle nous présente. Il y a quelques semaines, après la chute de M. Isturiz, il s'était formé un nouveau cabinet sous la présidence du duc de Soto-Mayor. Nous n'avions pas une grande confiance en ce cabinet, où l'on remarquait trop l'absence des hommes les plus considérables du parti modéré; il est incontestable cependant que ce ministère avait la confiance des chambres, qui le lui ont prouvé par un vote formel. Eh bien! le cabinet de M. de Soto-Mayor a été destitué en masse le lendemain même; la même chose était arrivée l'an dernier au ministère présidé par le marquis de Miraflorès. Il faut se méfier, en Espagne, des votes de confiance du parlement; ils sont un fâcheux symptôme pour les cabinets qui les sollicitent et qui les obtiennent. Enfin il s'est formé un ministère qu'il est aussi difficile de qualifier que tous les autres. Est-ce un ministère modéré? est-ce un ministère progressiste? C'est là la grave question qui va s'agiter lorsque les chambres se rouvriront. Nous savons bien que le nouveau président du conseil, M. Pacheco, qui est un homme d'un esprit distingué, vise à former un nouveau parti en dehors des traditions des anciens partis, à se mettre sur un terrain neutre; il veut être le chef d'un gouvernement conservateur progressiste. Aussi, d'un côté, s'est-il adjoint des hommes du parti modéré, tels que M. Benavidès, ancien chef politique de Madrid, et le

général Mazarredo, l'ami de Narvaez, ancien ministre avec M. Gonzalez-Bravo, et de l'autre il donne satisfaction en théorie à plus d'une prétention du parti progressiste; mais, dans la pratique, de quel côté penchera M. Pacheco? Jusqu'ici son programme n'a rien de fort effrayant pour le système de modération qui a prévalu en Espagne depuis quatre ans. Son discours d'inauguration aux cortès ne diffère pas sensiblement de tous ceux qui ont été prononcés en pareil cas. Parler de son respect pour la légalité et de sa volonté de ne la point enfreindre, à moins d'y être contraint par quelque insurrection, en vérité ce n'est pas beaucoup s'engager. M. le duc de Soto-Mayor en avait dit autant, ce qui ne l'a pas empêché de tomber. Ce qui rend la situation du nouveau cabinet difficile, c'est le vice de son origine. Nous nous expliquons avec peine comment M. Pacheco, qui a toujours passé pour un homme essentiellement parlementaire, a pu accepter le pouvoir en présence d'un vote de confiance accordé au ministère précédent. Si on nous objecte que cela est très régulier, que la reine a parfaitement le droit de congédier ses ministres et d'en choisir d'autres, nous répondrons qu'il y a des limites à ce droit, et que c'est en abuser que de donner deux fois en un an le spectacle d'une destitution en masse de ministères qui avaient l'appui des cortès. Il ne faut pas vouloir chercher des causes trop profondes à ces changemens, ni se hâter de conclure d'une manière trop absolue que l'influence française est en pleine décadence au-delà des Pyrénées. Sans nier la part que M. Bulwer a dû prendre à la dernière révolution ministérielle, qui amène au pouvoir son ami M. Salamanca, il n'est pas exact de dire que la formation du nouveau ministère espagnol soit une déclaration d'hostilité contre la France. M. Pacheco, malgré son opposition à quelque tendances, supposées trop complaisantes, des cabinets précédens pour notre gouvernement, est un des hommes qui sentent le mieux le prix qu'il faut attacher à une sincère alliance entre les deux pays. L'avénement au pouvoir de la fraction dite puritaine du parti modéré est un essai de plus, un tâtonnement de plus, et c'est là son principal caractère.

Maintenant, le cabinet de M. Pacheco réussira-t-il à s'asseoir d'une manière durable? C'est ce dont il est permis de douter. Déjà le parti progressiste, qui n'avait pas dissimulé sa joie en le voyant arriver au pouvoir, qui a voté en sa faveur, commence à se retirer de lui, et nous ne pensons pas cependant que MM. Benavidès et Mazarredo soient disposés à rien ajouter à leurs concessions pour le ramener. D'un autre côté, le parti modéré, chaque jour blessé par les attaques dont il est l'objet, voudra-t-il lui rendre un appui qu'il lui a refusé le premier jour? Il est certain que, si ces deux grandes fractions de l'opinion reprennent leur position naturelle, le ministère Pacheco n'aura pas un meilleur sort que ceux qui l'ont précédé. Les crises recommenceront peut-être en face de la guerre civile, activement fomentée en ce moment même sur tous les points de la Péninsule par le parti carliste.

Cette inconsistance de la politique en Espagne ne nuit pas seulement à ses affaires intérieures, elle empêche évidemment la création de relations nouvelles avec les pays qui n'ont pas encore reconnu la reine Isabelle, et elle a même une très fâcheuse influence sur ses relations avec les peuples amis. Il y a avec la France, par exemple, une multitude de questions pendantes qui, d'un jour à l'autre, pourraient devenir graves et susciter de sérieux embarras. Sans qu'on

s'en soit beaucoup occupé, il a failli y avoir, il y a quelques jours, un engagement entre les troupes des deux pays aux bords de la Bidassoa; les journaux de la frontière ont rapporté l'affaire en détail. L'Espagne élève depuis long-temps des prétentions à la propriété entière des eaux de la Bidassoa, et ces prétentions, qui ne se fondent sur aucun traité, sont naturellement contestées par la France : c'est là une question toute diplomatique à vider; mais les autorités espagnoles ne laissent pas passer une occasion d'exercer ce droit, qui leur est disputé. Une de ces occasions s'est offerte tout récemment. Un navire de commerce français est entré dans la Bidassoa, et les autorités de Fontarabie ont voulu lui faire payer les droits imposés aux bâtimens étrangers. Le capitaine de ce navire, qui n'était pas entré dans les eaux espagnoles, a refusé et a eu recours à l'autorité française pour le protéger à sa sortie contre une attaque de vive force dont on le menaçait. Il y a eu des négociations entre le chef d'état-major de M. le général Harispe et le capitaine de port de Fontarabie. L'autorité française a été obligée de faire arriver des troupes et quelques pièces d'artillerie pour protéger la sortie du navire, qui, heureusement, n'a pas été attaqué. Les journaux espagnols ont même rapporté que le général Urbistondo, commandant des provinces basques, qui est arrivé quelques heures après à Irun, avait exprimé avec une certaine vivacité son regret de ne s'être pas trouvé sur les lieux pour engager une lutte à main armée. Nous n'attachons pas plus d'importance qu'il ne faut à ces incidens, dont l'opposition espagnole s'est emparée cependant dans un but d'hostilité envers la France : nous savons que les bonnes relations entre deux pays ne sont pas à la merci de ces questions inférieures; mais, si l'on réfléchit que sur toute la frontière hispano-française il y a de semblables débats de territoires, on comprendra qu'il importe de mettre un terme diplomatiquement à ces discussions, afin d'éviter qu'elles ne soient envenimées par les passions hostiles, comme cela a eu lieu déjà sous la régence d'Espartero. Malheureusement, nous le répétons, il est difficile de traiter ces questions avec des ministères qui ne font que passer au pouvoir. Trop souvent aussi la diplomatie croit au-dessous d'elle de s'occuper de ces affaires peu brillantes, d'où dépend cependant la tranquillité des populations des frontières. C'est un intérêt que notre gouvernement doit surveiller et protéger. Ses relations amicales avec l'Espagne doivent le porter à insister sur la solution de ces difficultés secondaires.

En Angleterre, on suit toujours avec un vif intérêt les affaires d'Espagne. On croit, à Londres, au rappel d'Espartero, qui serait rétabli dans tous ses honneurs. Cette réintégration serait la contre-partie de la nomination du général Narvaez comme ambassadeur à la cour des Tuileries. Il paraît, au surplus, qu'Espartero et le comte de Montemolin, entre lesquels des négociations s'étaient entamées presque sous les auspices du gouvernement anglais, n'ont pu s'entendre. On assure que le prétendant est parvenu à réunir cinq millions de francs. Sur le fond même de la question espagnole, de vifs débats viennent de recommencer, non dans le parlement, mais dans la presse périodique, et on a généralement remarqué un article du dernier numéro du *Quarterly Review*, qui aurait été rédigé sous l'inspiration de lord Aberdeen. Le langage de l'écrivain est modéré, bien que sa pensée soit hostile au gouvernement français; son but principal est de réfuter la thèse favorite de lord Palmerston au sujet du traité d'Utrecht. En Angleterre, — ce n'est pas comme en France, — les hommes politiques et les

publicistes n'en ont pas encore fini avec le traité, qui devient un champ de polémique entre la *revue* des tories et la *revue* des whigs. Lord Aberdeen, dans ses négociations avec la France, n'a jamais invoqué le traité d'Utrecht; aussi, le *Quarterly* raille-t-il lord Palmerston sur son engouement pour un ordre d'argumens qui auraient jusqu'alors échappé à tous les hommes d'état de l'Angleterre et de l'Europe. De son côté, lord Palmerston a songé à présenter l'apologie de sa politique dans l'*Edinburg Review*. La revue whig maintient l'interprétation donnée par lord Palmerston au traité d'Utrecht; mais il semble que l'écrivain sente lui-même la faiblesse de cette thèse, car il ne tarde pas à l'abandonner pour aborder tous les argumens *actuels* et politiques de la question. La conduite tenue par lord Aberdeen est à son tour l'objet de critiques assez amères. Le morceau se termine par des considérations sur les relations à venir de l'Angleterre et de la France. Tout en faisant des vœux pour que le refroidissement entre les deux pays ne soit que passager, tout en reconnaissant que la discussion pendante entre les deux cabinets est aujourd'hui sans objet immédiat, et qu'il n'est dans l'intérêt de personne d'entretenir l'amertume qu'elle a provoquée, le publiciste whig ne croit pas qu'il soit possible d'espérer le retour d'une confiance entière entre les deux pays. Au surplus, ajoute-t-il, les violens orages purifient l'air, et nous espérons que les hommes d'état des deux nations, délivrés de l'atmosphère débilitante d'une amitié de serre chaude, auront, avec moins d'intimité, plus de décision et de franchise. — Il est difficile de ne pas reconnaître dans cet article non-seulement les traces d'une origine officielle, mais aussi l'empreinte des diverses nuances politiques représentées par le cabinet anglais. Le ton de la discussion est tantôt passionné, tantôt presque doucereux. On dirait qu'une main habile et sage s'est attachée en maints endroits à adoucir les vivacités d'une touche plus ardente; mais, en dépit de ces précautions, il y a dans tout le morceau une animosité contre la France qu'on sent d'autant mieux, qu'après s'être échappée, elle cherche à se contenir.

Au reste, ce qui, en dehors de toute polémique, nous rassure toujours sur le maintien de la paix entre les deux pays, c'est la nécessité où ils sont tous les deux de demander aux développemens de l'industrie et de la civilisation des remèdes au malaise qui les travaille en ce moment. Ni l'Angleterre ni la France ne sont aujourd'hui dans ces situations prospères qui enflent le cœur et inspirent les résolutions téméraires. La Grande-Bretagne a ses plaies, nous avons les nôtres, qui, pour être moins profondes, n'appellent pas moins toute notre vigilance. L'état de leurs finances fera pour long-temps aux deux peuples un devoir d'une haute sagesse.

Dans un moment où les questions financières sont si vivement à l'ordre du jour, on a remarqué davantage chez nous la disparition d'un administrateur éminent qui eut trois fois dans les mains le portefeuille des finances, et qui depuis 1815, soit comme législateur, soit comme ministre, a pris part à toutes les lois, à toutes les mesures importantes concernant la fortune publique. M. le comte Roy, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-deux ans, avait la passion de l'ordre dans les finances, et il goûta presque toujours la satisfaction, quand il fut aux affaires, de voir les recettes dépasser les dépenses. Ses opinions étaient modérées et l'associèrent à la politique du duc de Richelieu, de M. le comte Molé, de M. Pasquier et de M. de Martignac. Dans ces derniers jours, le coup le plus

imprévu a enlevé aussi à la société une femme dont la distinction était l'orgueil et le charme de ses amis. En présence de regrets si profonds, nous osons à peine prononcer le nom de Mme de Castellane, qui exerçait autour d'elle comme un empire irrésistible, parce qu'à la finesse de l'esprit elle joignait toutes les délicatesses de la bonté.

Histoire critique de l'école d'Alexandrie, par M. Vacherot (1). — L'étude de la philosophie alexandrine a produit depuis quelques années plusieurs travaux importans, entre autres le livre de M. Jules Simon dont cette *Revue* a fait un juste éloge, et plus récemment celui de M. Barthélemy Saint-Hilaire, membre de l'Institut. M. Barthélemy a publié la traduction française d'un certain nombre de morceaux de Plotin, accompagnée d'un rapport à l'Académie des Sciences morales sur le concours ouvert pour le prix à décerner à la meilleure histoire de l'école d'Alexandrie. C'est à la suite de ce concours que M. Vacherot a été couronné. Pour mieux justifier la faveur avec laquelle son travail avait été accueilli par l'Académie, l'auteur a voulu le revoir attentivement avant de le faire paraître. Il y a introduit des développemens nouveaux; il a multiplié les citations, afin de motiver toutes ses assertions, tous ses jugemens. Le programme de l'Académie demandait trois choses : 1° faire connaître par des analyses étendues les principaux monumens de l'école d'Alexandrie, en insistant particulièrement sur Plotin et sur Proclus; 2° rechercher les antécédens de cette école, ses rapports avec les religions antiques, et le rôle qu'elle a joué dans la lutte du paganisme contre la religion chrétienne; 3° suivre la trace des idées alexandrines dans le moyen-âge, et marquer, en terminant, la part d'erreur et la part de vérité qu'elles renferment. M. Vacherot a embrassé toutes les parties de ce vaste programme. Son livre s'ouvre par une longue introduction, dans laquelle il résume et apprécie les doctrines philosophiques ou religieuses qui ont influé sur la direction des Alexandrins, celles de Platon, d'Aristote, de Zénon, et en même temps celles de l'Orient. Il passe en revue les dogmes de la théologie juive, et montre comment Philon en a tiré un système mêlé d'idées grecques et d'idées orientales; il esquisse à grands traits la théologie chrétienne, les opinions des pères de l'église et les bizarres théories des gnostiques. La fin de cette savante introduction est consacrée à l'histoire des écoles grecques dans les deux premiers siècles de notre ère. A cette époque, la philosophie se transformait; il s'opérait une sorte de fusion entre le platonisme et le péripatétisme, entre la Grèce et l'Orient. Les philosophes qui remplissent cette période intermédiaire, Alcinoüs, Plutarque, Numénius, ne sont pas des métaphysiciens de premier ordre; mais leurs tentatives méritent l'attention de l'histoire, parce qu'elles sont un des signes de cet esprit à la fois érudit et mystique qui donne naissance à la philosophie alexandrine. M. Vacherot, qui fait dans son livre une revue si complète et si intéressante des systèmes antérieurs à l'école d'Alexandrie, aurait dû récapituler les points sur lesquels elle les continue, les perfectionne ou les modifie. Cette récapitulation est rejetée à la fin du second volume; peut-être aurait-il fallu la placer immédiatement après l'introduction de l'ouvrage. C'eût été prévenir les doutes

(1) 2 vol. in-8°, chez Ladrange, quai des Augustins.

du lecteur et le préparer par cette transition à l'intelligence du grand mouvement philosophique dont on vient de lui montrer les origines. C'est là, du reste, une question d'art et de méthode, qui laisse subsister tout entier le mérite des recherches de M. Vacherot. — L'histoire critique de l'école d'Alexandrie comprendra trois volumes. Les deux premiers, qui sont publiés, nous font connaître cette école dans ses origines, dans ses monumens, dans l'esprit et la méthode qui la caractérisent, dans ses luttes contre le christianisme. Dans le troisième et dernier volume, qui doit paraître prochainement, l'auteur recueillera les traces de la philosophie alexandrine à travers la barbarie du moyen-âge et jusqu'au XVI[e] siècle, où l'enthousiasme de quelques érudits la ressuscite un instant. L'ouvrage se terminera par l'appréciation des mérites et des défauts de cette philosophie, des services qu'elle a rendus à la science et de ceux qu'elle peut lui rendre encore. La critique attend le complément de la publication de M. Vacherot pour la juger définitivement; mais, dès aujourd'hui, il y faut reconnaître une étude approfondie de la philosophie ancienne et une pénétration métaphysique qui n'est pas commune de nos jours.

— La vie et les écrits d'un penseur illustre, Jordano Bruno, viennent d'être l'objet d'une étude approfondie. L'auteur de cet ouvrage (1), sur lequel nous reviendrons, M. Christian Bartholmèss, a voulu, d'une part, faire connaître la vie de Bruno en s'aidant des meilleures sources, de l'autre, donner par une analyse mêlée de nombreuses citations une idée exacte de ses bizarres écrits. Son livre est le résultat de dix années de recherches, non-seulement sur Bruno, mais sur l'époque si agitée, si féconde, au milieu de laquelle il a vécu. Il ne faut y chercher ni un panégyrique de Bruno, ni une réfutation de ses doctrines : M. Bartholmèss a compris que ce qu'il fallait avant tout, c'était donner une base solide à la critique dans l'appréciation si difficile du penseur napolitain. Cette tâche est aujourd'hui remplie grace à M. Bartholmèss, et il faut désirer que l'histoire philosophique ne se borne pas à ces premières recherches sur les anciennes écoles de l'Italie.

— S'il y a pour la pensée et la poésie des momens de langueur, c'est du moins une consolation de voir les chefs-d'œuvre des morts rendus à la lumière, à une existence nouvelle par la magie du talent. Tel est le plaisir vif et élevé que nous devons à M[lle] Rachel, à la manière dont elle a composé et rendu le rôle d'Athalie. Dans ce rôle, qui n'a que trois scènes, elle soulève tous les applaudissemens et paraît sous une physionomie toute nouvelle. Il y a là une création qui atteste une rare puissance. M[lle] Rachel vient d'un coup de reculer les bornes de son domaine et de son répertoire. Désormais elle nous doit Agrippine et la Cléopâtre de *Rodogune*. Une autre curiosité dramatique, ce sont les représentations que va donner à Paris une troupe venue de Madrid. Nos jeunes auteurs pourront ainsi se familiariser avec les chefs-d'œuvre du théâtre espagnol. Il y aura là pour eux un sujet d'études intéressantes, et pour le public une source d'enseignemens élevés, de nobles émotions.

(1) *Jordano Bruno*, 2 vol. in-8, chez Ladrange.

V. DE MARS.

